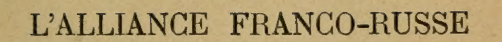

3 1761 07969146 5



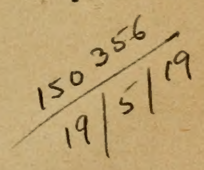
L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1918

TROISIÈME LIVRE JAUNE FRANÇAIS

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

ORIGINES DE L'ALLIANCE, 1890-1893
CONVENTION MILITAIRE, 1892-1899
ET CONVENTION NAVALE, 1912

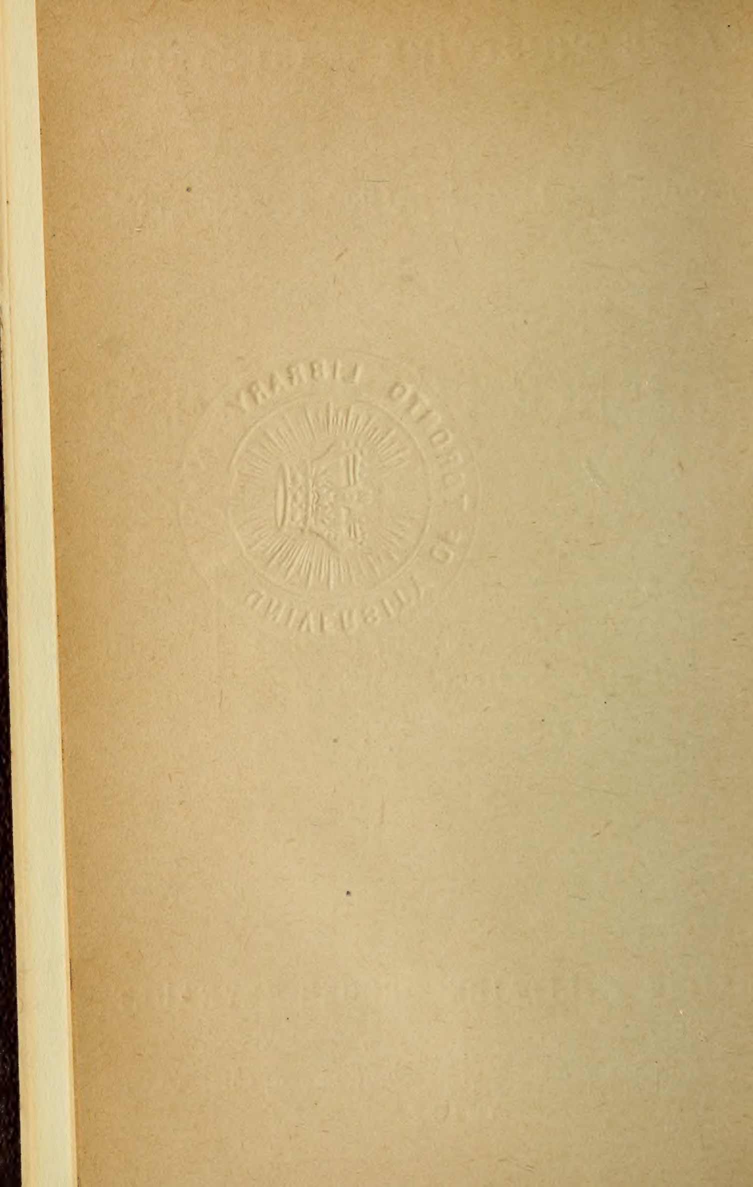


LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1918



DOCUMENTS DIPLOMATIQUES 

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

1890-1893

CHAPITRE I

ORIGINES DE L'ALLIANCE

PREMIERS ÉCHANGES DE LETTRES

N° 1

M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 24 août 1890.

(Particulière.)

Après avoir passé quinze jours au camp de Krasnoë-Selo et aux manœuvres de Narva, le général de Boisdeffre est à la veille de partir pour rentrer en France. Il dira à Votre Excellence les impressions intéressantes qu'il a recueillies pendant cet utile séjour où il lui a été donné d'assister à la rencontre des deux Empereurs. Mais l'objet le plus important de son voyage, celui pour lequel j'avais désiré qu'un officier général français

fût invité aux manœuvres, est celui qui doit frapper surtout l'attention du Gouvernement.

Le rapprochement de la France et de la Russie qui, il y a trois ans à peine, semblait presque à tous une illusion, un trompe-l'œil par lequel nous nous laissions abuser, est devenu peu à peu assez réel, assez solide, pour qu'une visite à effet comme celle de l'empereur Guillaume ne soit plus considérée par personne comme capable de l'entamer. Il ne pouvait cependant nous suffire de constater ce résultat platonique; il fallait en tirer les conséquences. Ces conséquences, ce n'était pas sur le terrain politique qu'il convenait de les chercher. Sans parler de la résistance qu'aurait sans doute offerte le caractère indépendant d'un souverain qui tient à sa complète liberté d'action, il y avait de ce côté deux inconvénients qu'il importait d'éviter. Le premier, c'est qu'une entente déclarée aurait aussitôt consolidé la Triple Alliance qui est en voie de s'affaiblir, faute d'aliment; le second, il faut le dire, c'est que nous avons intérêt à ne pas révéler un défaut de notre Constitution qui, par crainte d'un pouvoir exécutif trop fort, a enlevé au chef de l'État la prérogative essentielle de conclure des traités, par conséquent a privé notre politique des avantages du secret. Restait le terrain militaire. Celui-là pouvait être abordé. Après les bons procédés par lesquels nous facilitons l'armement de l'infanterie russe, il n'y avait plus, semble-t-il, qu'un pas à faire pour entrer dans la place. C'est ce pas que, dans mon espoir, la mission spéciale du général de Boisdeffre pouvait avoir pour effet de franchir.

Cette espérance a-t-elle été réalisée dans la mesure où il était permis de la concevoir? D'après ce que m'a dit M. de Boisdeffre, je suis porté à le penser. Les conversations intimes que son ancienne situation d'attaché militaire à Saint-Pétersbourg, comme celle qu'il occupe aujourd'hui, l'ont mis à même d'avoir presque journellement tant avec le ministre de la Guerre qu'avec le général Obroutcheff, chef de l'État-major général, autorisent à dire qu'il y a désormais un contact établi entre les deux États-majors généraux.

Une première conversation même vague en entraîne d'autres, lorsqu'elle part de l'hypothèse, pour ne pas dire du principe, que les deux armées auront à agir simultanément dans le cas d'une attaque dont elles auraient toutes deux à redouter les effets, de quelque manière qu'elle se présentât.

C'est un assez singulier hasard qui fait que cet utile résultat est obtenu pendant le cours d'une ambassade civile à Saint-Pétersbourg. Les partisans d'une ambassade militaire doivent voir qu'il ne faut pas être trop absolu à cet égard et que nos officiers savent toujours remplir leur tâche, quelle qu'elle soit, en restant dans leur compétence. Qui sait même s'il n'a pas été essentiel, dans cette circonstance, que l'ambassadeur de la République demeurât, lui aussi, dans son rôle, et ne fût pas directement mêlé à un acte de bonne guerre qui, venant de lui, eût eu l'apparence d'une intrigue diplomatique et eût donné lieu peut-être aux polémiques les plus vives.

Laboulaye.

N° 2

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 9 mars 1891.

L'ambassadeur de Russie est venu me donner lecture d'une dépêche que lui a adressée M. de Giers au sujet du séjour de l'impératrice Frédéric à Paris.

Nous avons, dit M. de Giers, pris connaissance avec le plus vif intérêt des détails que vous nous avez donnés sur les incidents de ce voyage « plus osé que sage » et dont le but était facile à deviner. La conduite du Gouvernement français a été « on ne peut plus correcte

et on ne peut plus courtoise ». Ce voyage ne pouvait amener qu'un froissement de plus entre les deux pays, en réveillant d'un côté des souvenirs douloureux et en causant de l'autre une blessure d'amour-propre.

M. de Giers exprime ensuite l'espoir que « le léger nuage se dissipera » et que les mesures prises par l'empereur Guillaume ne seront pas de longue durée.

Puis il ajoute :

« L'entente cordiale qui s'est établie si heureusement entre la France et la Russie est la meilleure garantie de la paix. Tandis que la Triple Alliance se ruine en armements, l'accord intime des deux pays est nécessaire pour maintenir en Europe une juste pondération des forces. »

M. de Mohrenheim m'a communiqué une lettre particulière de M. de Giers où les mêmes sentiments et les mêmes idées sont exprimés dans des termes presque identiques.

L'ambassadeur m'a dit qu'il n'avait pas voulu attendre jusqu'à mercredi pour me donner connaissance de ces déclarations qui, dans les circonstances présentes, ont, m'a-t-il dit, une grande importance ; jamais le Gouvernement russe, a-t-il ajouté, n'avait parlé avec autant de netteté. Je suis heureux de constater que l'accord entre les deux pays est maintenant solide « comme du granit ».

Il m'a demandé ce que pensait le Gouvernement français de sa démarche.

Je lui ai dit que nous en appréciions toute l'importance et que nous considérions de notre côté comme indispensable à la sécurité de l'Europe l'entente qui s'est établie entre la France et la Russie. Nous sommes reconnaissants au Gouvernement russe d'avoir choisi pour nous rappeler la nécessité de cet accord l'occasion des derniers incidents.

Ribot.

N° 3

M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 18 juillet 1891.

J'ai été reçu très amicalement par M. de Giers que j'ai trouvé souffrant, visiblement contrarié et préoccupé de l'incident de Bethléem dont il a encore à entretenir l'Empereur, n'ayant pas vu Sa Majesté depuis cinq semaines, mais toujours animé des mêmes dispositions dans les lignes de la politique générale. Dans le cours d'une conversation tout intime, nous avons été amenés à parler du renouvellement de la Triple Alliance et de l'accession indirecte de l'Angleterre, et à nous demander si la situation nouvelle faite par cet événement à la France et à la Russie ne rendrait pas désirable un pas de plus dans la voie de l'entente. Comme il serait possible que cette question fût reprise par M. de Giers, Votre Excellence jugera sans doute à propos de me faire connaître confidentiellement sa manière de voir et la tournure que j'aurai à donner à l'entretien s'il venait à se produire.

M. de Giers m'ayant dit qu'il n'avait pas fait part de ses impressions à M. de Mohrenheim, je crois que le secret doit être gardé même vis-à-vis de celui-ci.

N° 4

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 24 juillet 1891.

(Particulière.)

J'ai entretenu M. le Président de la République et M. de Freycinet des ouvertures qui vous ont été faites par M. de Giers. La dépêche officielle que je vous envoie par l'entremise de votre frère résume nos impressions. Il nous semble qu'après le renouvellement de la Triple Alliance opéré dans les conditions que vous connaissez, nous devons songer à fortifier les garanties que notre entente avec la Russie nous assure en vue du maintien de la paix et d'un certain équilibre des forces en Europe.

Nous recevrons donc dans l'esprit le plus favorable les propositions qui pourront vous être faites. S'il s'agissait dans la pensée du Gouvernement russe de contracter une alliance dans le but de poursuivre en commun certains résultats politiques déterminés à l'avance, nous aurions naturellement à examiner avec attention les suggestions du Cabinet de Pétersbourg. Cet examen pourrait faire naître des questions plus ou moins délicates. Mais, si je me rends bien compte des dispositions de M. de Giers, l'accord qu'il s'agit de conclure devrait se réduire aux termes les plus simples.

Il nous paraîtrait quant à nous suffisant de convenir d'une part que les deux Gouvernements se concerteront sur toute question qui pourrait mettre en cause le maintien de la paix.

D'autre part, il serait entendu que, si la paix était effectivement menacée par l'initiative d'une des puissances de la Triple Alliance, la France et la Russie prendraient sans aucun retard les mesures nécessaires pour

prévenir toute surprise. En d'autres termes, la France et la Russie se mettraient d'ores et déjà d'accord pour mobiliser simultanément leurs forces, dès qu'un des pays liés par la Triple Alliance mobiliserait les siennes. Les conditions de cette mobilisation simultanée pourraient d'ailleurs être l'objet d'une entente à établir entre les États-majors des deux pays.

Nous pensons qu'un arrangement conclu dans ces termes est tout ce que nous pouvons souhaiter dans l'état actuel de l'Europe. Il attesterait tout à la fois nos dispositions pacifiques et la ferme volonté des deux nations amies non seulement de s'entendre, le cas échéant, sur toute question qui viendrait à surgir en Europe, mais encore de se tenir prêtes à repousser toute attaque qui serait tentée contre l'une d'elles.

Les circonstances n'ont jamais été plus favorables à la conclusion d'un pareil accord. Vous verrez, d'après les conversations que vous aurez avec l'Empereur et avec M. de Giers, s'il est possible d'en arrêter la rédaction avant votre départ. Dans ce cas, vous ne manqueriez pas de me demander, en temps utile, des instructions définitives et les pouvoirs qui vous seraient nécessaires.

RIBOT.

N° 5

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 24 juillet 1891.

Votre télégramme m'a fait connaître que, dès votre première rencontre avec M. de Giers, l'entretien avait porté sur la situation faite à la France et à la Russie par les circonstances qui ont caractérisé le renouvellement de la Triple Alliance et que vous aviez été

conduit à examiner avec votre interlocuteur les conséquences qu'elle paraissait devoir entraîner au point de vue des rapports des deux pays.

Nous ne pouvons que partager les impressions dont vous avez reçu la confidence. Le renouvellement de la Triple Alliance, dans les conditions où il a eu lieu, devait naturellement amener les deux Gouvernements à envisager l'éventualité d'un rapprochement plus intime en vue de sauvegarder l'équilibre des forces européennes et de prémunir contre toute surprise la paix générale dont cet équilibre demeure, à leurs yeux, la plus sûre garantie.

Nous examinerons donc avec tout l'intérêt qui s'y attache les propositions dont le Gouvernement impérial pourrait nous saisir dans ce sens. Les indications que vous m'avez fournies jusqu'ici ne me permettent pas de préjuger ses vues en ce qui concerne les conditions dans lesquelles devrait s'établir l'accord qui paraît être dans ses vœux comme dans les nôtres. Mais nous ne croyons pas téméraire de prévoir que l'attention du Gouvernement russe se portera tout d'abord sur la nécessité, pour les deux Cabinets, de consacrer l'entente cordiale qui les unit, en déclarant qu'ils se concerteront sur toute question qui pourrait mettre en cause le maintien de la paix en Europe.

On se préoccupera sans doute également à Saint-Pétersbourg de l'hypothèse où la paix serait effectivement menacée par l'initiative de l'une des puissances liées par la Triple Alliance, et le Gouvernement impérial pourra juger nécessaire en même temps d'arrêter par avance, d'accord avec nous, les mesures dont la réalisation de cette éventualité imposerait l'adoption immédiate et simultanée aux deux parties contractantes.

Il semble que ces dispositions seraient de nature à assurer le résultat que les deux Gouvernements ont en vue.

Le compte rendu de votre entretien avec M. de Giers m'a laissé l'impression que l'occasion s'offrirait prochainement au ministre des Affaires étrangères de reprendre la question avec vous. Les indications qui précèdent

vous permettront de le fixer sur la façon dont nous l'envisageons nous-mêmes, et sur les sentiments qui nous animent.

RIBOT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 24 JUILLET 1891

PREMIER PROJET D'ARRANGEMENT

23 juillet 1891.

Fidèles aux principes qui ont le mieux contribué, de tout temps, à garantir le repos et l'indépendance de l'Europe, la France et la Russie se sont trouvées d'accord pour considérer le maintien de la paix, qui fait l'objet de leurs communs et constants efforts, comme étroitement lié au maintien de l'équilibre entre les forces européennes.

Cet équilibre, affecté déjà, on ne saurait le nier, par le pacte qui a réuni en faisceau les puissances du Centre, si pacifiques que soient leurs intentions, menace d'être sérieusement compromis par les conditions dans lesquelles la Triple Alliance vient d'être renouvelée.

La prorogation anticipée de ces engagements, qui continuent à être soigneusement tenus secrets, a coïncidé en effet avec certains échanges de vues entre l'Angleterre et l'une des puissances alliées, dont le caractère n'a pas été nettement défini, mais qui paraissent devoir, dans des cas déterminés, avoir pour conséquence d'assurer à la Triple Alliance le concours plus ou moins direct de la Grande-Bretagne.

En présence d'une telle situation, l'attachement aux idées de paix et de modération qui, joint à une évidente communauté d'intérêts et à des sympathies traditionnelles, a été la cause déterminante du rapprochement de la France et de la Russie, devait amener les deux pays à envisager en même temps la nécessité de donner

à leurs rapports un caractère plus intime et mieux défini.

Il ne peut être indifférent, en effet, que l'on sente à l'heure présente en Europe, chez les nations comprises dans le groupement provoqué par l'Allemagne comme chez les peuples qui ont tenu à conserver leur liberté d'action, que les deux puissances qui réunissent, à elles seules, des forces suffisantes pour contrebalancer les moyens dont dispose la politique mystérieuse de la Triple Alliance, se trouvent définitivement et formellement unies en vue de décourager toute atteinte à la paix générale et à l'équilibre qui, pour elles comme pour tout esprit impartial, en demeure la plus sûre garantie.

Le moment paraît donc venu, pour les deux Gouvernements, de rechercher et d'arrêter les conditions dans lesquelles devra s'établir une entente si conforme aux véritables intérêts de l'Europe comme aux exigences de leur situation respective.

Il leur suffirait, sans doute, pour assurer ce résultat, de convenir des points suivants :

En raison de l'entente cordiale qui existe entre les deux pays,

Les Gouvernements se concerteront sur toutes questions qui pourraient mettre en cause le maintien de la paix en Europe.

Il est d'ailleurs entendu que, si l'une des puissances de la Triple Alliance venait à mobiliser ses forces, la France et la Russie, sans avoir besoin de se concerter au préalable, mobiliseraient immédiatement et simultanément les leurs.

N° 6

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 29 juillet 1891.

J'ai pris connaissance avec un vif intérêt de votre lettre particulière sur les rapports des deux pays.

Elle m'a permis de me rendre un compte exact de la portée du langage que vous a tenu M. de Giers. J'ai vu avec satisfaction que le ministre avait envisagé de lui-même l'éventualité d'un accord prochain entre la France et la Russie. Les instructions que votre frère vous a remises de ma part vous mettent à même d'avoir avec M. de Giers une conversation décisive. Après les confidences qui vous ont été faites, il serait regrettable que vous n'eussiez pas l'occasion de vous assurer des dispositions définitives du Gouvernement russe.

Si le temps manquait pour conclure un arrangement formel, on comprendra sans doute à Pétersbourg comme ici l'intérêt qu'auraient les deux Gouvernements à fixer dès à présent par un échange de vues les lignes générales de leur accord. Télégraphiez-moi votre impression.

RIBOT.

N° 7

M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 5 août 1891.

Comme il était convenu, j'ai revu ce matin M. de Giers. Je l'ai trouvé très souffrant ; il s'est levé pour me

recevoir. Quoique la conversation ait été très courte, par suite de cette circonstance, je suis en mesure d'annoncer à Votre Excellence que l'empereur Alexandre accepte le principe d'un échange de vues entre les deux Gouvernements. Sa Majesté pense que c'est la sanction naturelle de ce qui vient de se passer pendant le séjour de la division française et qu'il en est ainsi jugé en Europe. M. de Giers rédigera en conséquence un projet de lettre qu'il m'adressera après l'avoir montré à l'Empereur.

Si j'ai bien compris, le désir du Gouvernement russe est de donner un caractère plus général en même temps que plus étendu à notre entente. Il s'agirait d'assurer le maintien de la paix sans spécialiser la paix en *Europe*.

« La paix, m'a dit M. de Giers, peut être troublée en Égypte, en Chine par des calculs qui visent cependant la situation en Europe ; je ne parle pas, a-t-il ajouté, de la Turquie, puisqu'elle compte au nombre des puissances européennes. »

De même, le ministre des Affaires étrangères est d'avis que ce serait trop limiter les services de l'entente que de prévoir seulement le cas où la paix serait menacée par *l'initiative de l'une des puissances liées par la Triple Alliance*.

Je m'empresse de communiquer ces premiers renseignements à Votre Excellence en lui demandant de me faire connaître le plus tôt possible son appréciation. Pour me laisser le temps de m'entendre avec M. de Giers, l'Empereur ne m'admettra à présenter mes lettres de rappel que la veille du jour où il se rendra au camp, c'est-à-dire dimanche ou lundi. Il est probable que le courrier russe qui part demain de Pétersbourg mettra le baron de Mohrenheim au courant de cette négociation qu'il ignore jusqu'à présent.

LABOULAYE.

N° 8

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 6 août 1891.

L'entretien que vous avez eu avec M. de Giers vous a permis de vous assurer que l'Empereur appréciait comme le ministre des Affaires étrangères les conséquences du renouvellement de la Triple Alliance. C'est avec une grande satisfaction que nous voyons ainsi confirmées les dispositions qui vous avaient été manifestées par M. de Giers.

Nous sommes prêts à examiner avec le Gouvernement impérial les moyens de faire face à toutes les éventualités qui pourraient porter atteinte à l'équilibre des forces et des intérêts qui constitue la meilleure garantie du maintien de la paix.

J'ai la confiance que le projet de lettre où M. de Giers se propose de résumer les vues du Gouvernement russe nous permettra de préciser les conditions d'une entente que nous pouvons considérer comme arrêtée en principe entre les deux pays.

Veuillez me faire savoir par le télégraphe quel jour nous parviendra cette communication de M. de Giers.

Ribot.

N° 9

M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 6 août 1891.

Je viens d'avoir une nouvelle conversation avec M. de Giers. Il est convenu qu'il m'adressera une lettre dans

laquelle, après avoir rappelé nos entretiens, il formulera une sorte de déclaration à laquelle nous aurons à répondre. M. de Giers désire m'adresser cette lettre avant mon départ; il l'antidatera, m'a-t-il dit, si cela est nécessaire pour que j'aie la possibilité de lui en accuser réception. Dans cet accusé de réception, je dirai simplement que je vous communiquerai la lettre et que je suis autorisé à annoncer une prochaine réponse de Votre Excellence. En causant, nous sommes peu à peu tombés d'accord sur un texte ainsi conçu : « Afin de définir et de conserver l'entente cordiale qui les unit et désireux de contribuer d'un commun accord au maintien de la paix qui forme l'objet de leurs vœux les plus sincères, les deux Cabinets déclarent qu'ils se concerteront sur toute question de nature à mettre la paix générale en cause.

« Pour le cas où cette paix serait effectivement en danger et spécialement pour celui où l'une des deux parties serait menacée d'une agression, les deux parties aviseront, si elles le jugent nécessaire, au moyen de convenir d'avance des mesures dont la réalisation de cette éventualité imposerait l'adoption immédiate et simultanée aux deux Gouvernements. »

C'est ce texte qui sera soumis samedi ou dimanche à l'Empereur; si vous voyez quelque modification utile à y introduire, je vous serai reconnaissant de me mettre le plus tôt possible en mesure d'en informer le ministre des Affaires étrangères.

LABOULAYE.

N° 10

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères,
à M. de Freycinet, président du Conseil, ministre de la Guerre.

Paris, le 6 août 1891.

(PARTICULIÈRE.)

Je vous ai donné connaissance avant votre départ des

instructions que j'avais envoyées à M. de Laboulaye. Celui-ci a revu M. de Giers. L'Empereur considère que l'heure est venue pour les deux Gouvernements d'échanger des vues sinon des signatures. Il pense que c'est la sanction naturelle de ce qui vient de se passer pendant le séjour de la division française et qu'on en juge ainsi en Europe. M. de Giers a annoncé à M. de Laboulaye qu'il rédigerait un projet de lettre et qu'il le lui adresserait après l'avoir montré à l'Empereur.

M. de Laboulaye a gardé l'impression qu'on désirerait à Pétersbourg donner à notre entente un caractère général. Il s'agirait d'assurer le maintien de la paix sans se référer exclusivement aux complications qui peuvent se produire en Europe par le fait d'une des puissances de la Triple Alliance.

La Russie est évidemment préoccupée de s'assurer éventuellement notre concours même contre l'Angleterre qu'on affecte de considérer comme d'ores et déjà liée à la Triple Alliance.

La paix, a dit M. de Giers, peut être troublée en Égypte par des calculs qui visent cependant la situation en Europe. Ce mot caractérise bien l'état d'esprit où on est à Pétersbourg et le désir qu'on éprouve de ne pas voir le Sultan se réconcilier trop vite avec l'Angleterre sur la question d'Égypte.

C'est l'écueil que nous avons prévu ; nous n'en devons pas moins nous prêter à l'examen des vues du Gouvernement russe avec l'espoir d'arriver à une entente sur laquelle le pays compte et que l'Europe attend.

J'ai répondu que nous attendions la communication de M. de Giers et que nous étions prêts.

RIBOT.

N° 11

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 7 août 1891.

Le projet de déclaration que vous m'avez communiqué se rapproche trop sensiblement des idées qui ont toujours été les nôtres pour que nous ne le considérions pas comme satisfaisant.

Voici les seules modifications de forme qu'il nous paraîtrait utile d'y introduire :

« Afin de définir et de *consacrer* (au lieu de conserver), etc. » ;

« Les deux Gouvernements (au lieu de les deux Cabinets) déclarent, etc. » ;

« Pour le cas où cette paix serait effectivement en danger et spécialement pour celui où l'une des parties serait menacée d'une agression, les deux parties *conviennent de s'entendre sur les mesures* dont la réalisation de cette éventualité, etc. »

J'appelle particulièrement votre attention sur le dernier paragraphe. Il me semble que cette rédaction répondrait mieux à l'objet que les deux Gouvernements se proposent, en constatant qu'ils sont d'accord dès à présent pour rechercher les moyens de combiner leur action en vue de repousser toute agression.

Sous réserve de ces légères modifications qui ne soulèveront sans doute aucune difficulté, vous êtes autorisé à accuser réception dans les termes que vous indiquez.

Ribot.

N° 12

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Freycinet, président du Conseil, ministre de la Guerre.

Paris, le 7 août 1891.

M. de Laboulaye m'a adressé ce matin un télégramme dont je m'empresse de vous envoyer copie, ainsi que de la réponse que j'y ai faite.

Je m'attendais, d'après le télégramme d'hier, à un projet de rédaction s'inspirant plus ou moins des vues indiquées dans la conversation du général Obroutcheff avec le général de Boisdeffre.

Telle quelle, la déclaration qu'on nous propose se rapproche tout à fait de ce que nous-mêmes avions considéré comme désirable et suffisant.

Le Président de la République, à qui j'ai communiqué les télégrammes de M. de Laboulaye, donne son approbation au projet d'entente et souhaite vivement de le voir aboutir.

J'espère que dans les termes où il se présente vous ne verrez pas d'objection à ce que nous transformions le plus rapidement possible ce projet en une réalité.

L'opinion du pays l'a ratifié par avance et je ne crois pas qu'elle se trompe en voyant dans l'accord qui vient de se faire un acte d'une longue portée et dont les conséquences peuvent être considérables.

Ribot.

N° 13

M. de Laboulaye, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg,
à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 8 août 1891.

M. de Giers admet la substitution de l'expression « les deux Gouvernements » à celle des « deux Cabinets ». Il fait plus de difficultés pour la formule « les deux parties conviennent de s'entendre sur les mesures », celle-ci lui semblant avoir une portée plus grande que celle de la rédaction qu'il avait adoptée ; ce sera l'Empereur qui décidera. Je ne pourrai pas avoir la réponse avant lundi. Quant à l'expression « consacrer », elle existait dans le texte ; c'est par une erreur de copie que mon télégramme avait contenu le mot « conserver ».

LABOULAYE.

N° 14

M. de Laboulaye, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg,
à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 9 août 1891.

M. de Giers, toujours souffrant, m'a prié de passer chez lui ce soir pour me mettre au courant de sa conversation avec l'Empereur. Sa Majesté est d'accord sur le fond des choses, mais trouve dans la procédure, à laquelle nous nous sommes arrêtés, deux inconvénients : le premier, c'est que l'ambassadeur de Russie à Paris serait tenu en dehors de la négociation ; le second, que

mon départ ne me permet pas de suivre l'affaire jusqu'à son entière conclusion. Dans ces conditions, l'Empereur pense que le mieux est d'appeler à Pétersbourg le baron de Mohrenheim et de lui remettre une lettre dont il laisserait copie à Votre Excellence après en avoir causé avec Elle, lettre à laquelle Votre Excellence aurait de son côté à répondre par l'intermédiaire de M. le comte de Montebello. L'Empereur, m'a dit M. de Giers, vous parlera de tout cela demain ; j'ai voulu seulement vous prévenir des intentions de Sa Majesté. Il a ajouté qu'il venait de télégraphier à Paris pour savoir où se trouve le baron de Mohrenheim et l'appeler à Pétersbourg.

Après l'audience qui demain met fin à ma mission, je ferai connaître à Votre Excellence par le télégraphe le résumé de ma conversation avec l'Empereur.

Je ne reverrai plus M. de Giers qui va se reposer à la campagne, d'où il ne reviendra qu'au moment du départ de la Cour pour le Danemark, c'est-à-dire le 20 de ce mois.

LABOULAYE.

N° 15

M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 10 août 1891.

Je rentre de mon audience de congé ; l'Empereur, qui m'a gardé une demi-heure, m'a répété ce que m'avait déjà dit M. de Giers. Le principe d'une entente avec la France est arrêté, mais la forme à donner à cette entente est à examiner.

« Il ne faut rien précipiter, m'a dit Sa Majesté, ce n'est pas par le télégraphe qu'on peut préciser les termes d'un accord, agir ainsi serait très dangereux. Le baron de Mohrenheim, qui doit être consulté, viendra

à Pétersbourg et je pense qu'au mois d'octobre ou de novembre nous verrons plus clair dans la situation. » Sa Majesté pense que l'Angleterre, « qui ne peut pas se brouiller avec la France », regrette déjà la participation qu'elle a prise au renouvellement de la Triple Alliance ; c'est ainsi que l'Empereur interprète l'appel de notre escadre à Portsmouth.

Mon impression est que M. de Giers, un peu troublé par la précision que nous voulions donner au second paragraphe de l'échange de vues, a fait ressortir aux yeux de l'Empereur la portée des termes que nous proposions, et que Sa Majesté, qui n'aime pas s'engager à la légère, a préféré prendre le temps de réfléchir et de s'entourer de plus de lumière, mais je persiste à croire que l'accord se fera d'ici à quelques mois en termes plus ou moins accentués suivant les circonstances.

N'ayant plus à voir ni l'Empereur ni M. de Giers auprès duquel du reste ma parole n'aurait plus d'autorité, je me propose de partir jeudi prochain pour me rendre en Suisse par Moscou, Kieff et Vienne.

LABOULAYE.

N° 16

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. Carnot, Président de la République.

Paris, le 11 août 1891.

La négociation subit un temps d'arrêt. Dès avant-hier, M. de Giers avait prévenu M. de Laboulaye que l'Empereur voulait appeler à Pétersbourg M. de Mohrenheim pour avoir son avis et le charger d'instructions particulières. En recevant hier les lettres de rappel de notre ambassadeur, l'Empereur lui a dit que « le principe d'une entente avec la France était arrêté » mais

que « la forme à donner à cette entente était à examiner ». Il ne faut rien précipiter, a-t-il ajouté. « Le baron de Mohrenheim viendra à Pétersbourg et au mois d'octobre nous verrons plus clair dans la situation. »

M. de Laboulaye a l'impression que M. de Giers, un peu troublé par la précision que nous voulions donner au second paragraphe de la déclaration, avait fait ressortir aux yeux de l'Empereur la portée des termes que nous proposions et que l'Empereur aurait préféré prendre le temps de réfléchir.

M. de Laboulaye est d'ailleurs convaincu que l'accord se fera en termes plus ou moins accentués suivant les circonstances.

Je considère comme très plausible l'explication de M. de Laboulaye. Il était visible par la rédaction entortillée du deuxième paragraphe que M. de Giers avait fait tout son possible pour ne prendre aucun engagement ferme en ce qui concerne le projet de convention militaire. M. de Freycinet attache naturellement la plus grande importance à ce que, dès maintenant et avant toute complication, les deux États-majors se mettent d'accord sur les conditions dans lesquelles nous pourrions combiner notre action avec celle de la Russie. Il craint qu'en cas de guerre la Russie nous laisse aux prises avec l'Allemagne et l'Italie et porte elle-même tout son effort contre l'Autriche. Aussi tout en acceptant la rédaction que j'avais suggérée, M. de Freycinet n'y voyait-il qu'un point de départ pour une autre négociation.

Il est probable aussi que l'Empereur aura craint au dernier moment l'effet que pouvait produire la nouvelle d'un arrangement conclu entre les deux pays. On n'est pas sans se préoccuper à Pétersbourg du branle donné aux imaginations. L'Empereur tient à ce que l'Allemagne ne puisse se croire directement menacée. M. de Mohrenheim m'a montré hier une lettre particulière de M. de Giers où ce sentiment est nettement exprimé. Il n'est pas surprenant que dans ces conditions l'Empereur ait voulu laisser le mouvement des esprits s'apai-

ser et s'assurer par les conversations qu'il aura avec M. de Mohrenheim que le parti de la revanche immédiate n'est pas en situation de nous entraîner dans une aventure.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons qu'attendre sans impatience et travailler discrètement comme nous l'avons fait depuis plusieurs mois.

RIBOT.

N° 17

M. de Mohrenheim, ambassadeur de Russie à Paris, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 15/27 août 1891.

Durant mon récent séjour à Saint-Pétersbourg, où j'ai été mandé d'ordre de mon auguste souverain, il a plu à l'Empereur de me munir d'instructions spéciales, consignées dans la lettre ci-jointe en copie que m'a adressée Son Excellence M. de Giers, ministre des Affaires étrangères, et dont Sa Majesté a daigné me prescrire de donner communication au Gouvernement de la République.

En exécution de cet ordre suprême, je me fais un devoir empressé de porter cette pièce à la connaissance de Votre Excellence, dans le ferme espoir que son contenu, préalablement concerté et formulé d'un commun accord entre nos deux Cabinets, rencontrera le plein suffrage du Gouvernement français, et que vous voudrez bien, Monsieur le Ministre, conformément au vœu exprimé par M. de Giers, m'honorer d'une réponse témoignant du parfait accord heureusement établi désormais entre nos deux Gouvernements.

Les développements ultérieurs dont les deux points ainsi convenus sont non seulement susceptibles, mais qui en formeront le complément nécessaire, pourront

faire l'objet de pourparlers confidentiels et intimes à tel moment jugé opportun par l'un ou l'autre Cabinet, où ils estimeront pouvoir y procéder en temps utile.

Me tenant, à cet effet, à l'entière disposition de Votre Excellence, je suis heureux de pouvoir me prévaloir d'une occasion pareille pour la prier de vouloir bien agréer l'hommage renouvelé de ma plus haute considération et de mon plus inaltérable dévouement.

MOHRENHEIM.

ANNEXE

Lettre de M. de Giers, ministre des Affaires étrangères de Russie,
à M. de Mohrenheim, ambassadeur de Russie à Paris.

Pétersbourg, le 9/21 août 1891.

La situation créée en Europe par le renouvellement manifeste de la Triple Alliance et l'adhésion plus ou moins probable de la Grande-Bretagne aux visées politiques que cette alliance poursuit, a motivé, lors du récent séjour ici de M. de Laboulaye, entre l'ancien ambassadeur de France et moi, un échange d'idées tendant à définir l'attitude qui, dans les conjonctures actuelles et en présence de certaines éventualités, pourrait le mieux convenir à nos Gouvernements respectifs, lesquels, restés en dehors de toute ligue, n'en sont pas moins sincèrement désireux d'entourer le maintien de la paix des garanties les plus efficaces.

C'est ainsi que nous avons été amenés à formuler les deux points ci-dessous :

1° Afin de définir et de consacrer l'entente cordiale qui les unit et désireux de contribuer d'un commun accord au maintien de la paix qui forme l'objet de leurs vœux les plus sincères, les deux Gouvernements

déclarent qu'ils se concerteront sur toute question de nature à mettre la paix générale en cause;

2° Pour le cas où cette paix serait effectivement en danger et spécialement pour celui où l'une des deux parties serait menacée d'une agression, les deux parties conviennent de s'entendre sur les mesures dont la réalisation de cette éventualité imposerait l'adoption immédiate et simultanée aux deux Gouvernements.

Ayant soumis à l'Empereur le fait de cet échange d'idées ainsi que le texte des conclusions qui en étaient résultées, j'ai l'honneur de vous informer aujourd'hui que Sa Majesté a daigné approuver entièrement ces principes d'entente et verrait avec faveur leur adoption par les deux Gouvernements.

En vous faisant part de ces dispositions souveraines, je vous prie de vouloir bien les porter à la connaissance du Gouvernement français et de me communiquer les résolutions auxquelles, pour sa part, il pourrait s'arrêter.

GIERS.

N° 18

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères,
à M. de Mohrenheim, ambassadeur de Russie à Paris.

Paris, le 27 août 1891.

Vous avez bien voulu, d'ordre de votre Gouvernement, me communiquer le texte de la lettre du ministre des Affaires étrangères de l'Empire, où sont consignées les instructions spéciales dont l'empereur Alexandre a décidé de vous munir, à la suite du dernier échange d'idées auquel la situation générale de l'Europe a donné lieu entre M. de Giers et l'ambassadeur de la République Française à Saint-Pétersbourg.

Votre Excellence était chargée d'exprimer en même temps l'espoir que le contenu de cette pièce, préala-

blement concerté et formulé d'un commun accord entre les deux Cabinets, rencontrerait le plein suffrage du Gouvernement français.

Je m'empresse de remercier Votre Excellence de cette communication.

Le Gouvernement de la République ne pouvait qu'envisager comme le Gouvernement impérial la situation créée en Europe par les conditions dans lesquelles s'est produit le renouvellement de la Triple Alliance et il estime avec lui que le moment est venu de définir l'attitude qui, dans les conjonctures actuelles et en présence de certaines éventualités, pourrait le mieux convenir aux deux Gouvernements, également désireux d'assurer au maintien de la paix les garanties qui résultent de l'équilibre entre les forces européennes.

Je suis heureux en conséquence de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de la République donne son entière adhésion aux deux points qui font l'objet de la communication de M. de Giers et qui sont ainsi formulés :

1° . . . .(1).

2° . . . .(1).

Je me tiens d'ailleurs à votre disposition pour examiner toutes les questions qui, dans l'état actuel de la politique générale, s'imposent plus particulièrement à l'attention des deux Gouvernements.

D'autre part, le Gouvernement impérial se rendra compte sans doute comme nous de l'intérêt qu'il y aurait à confier à des délégués spéciaux, qui seraient désignés le plus tôt possible, l'étude pratique des mesures destinées à parer aux éventualités prévues par le second point de l'accord.

En vous priant de porter à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté la réponse du Gouvernement français, je tiens à marquer combien il m'a été précieux de pouvoir concourir, en ce qui me concerne, à

---

(1) Voir l'annexe du n° 17.

la consécration d'une entente qui a été constamment l'objet de nos communs efforts.

RIBOT.

N° 19

M. de Mohrenheim, ambassadeur de Russie à Paris, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Salies-de-Béarn, le 21 septembre 1891.

Je ne saurais remettre à mon retour à Paris l'agréable devoir de faire confidentiellement part à Votre Excellence du contenu d'une lettre *très secrète et strictement personnelle* que je viens de recevoir ici aujourd'hui même de Son Excellence M. de Giers, en date de Saint-Pétersbourg, le 4/16 septembre courant.

Sa Majesté l'Empereur a été très satisfait de l'expédition très secrète que j'ai été dans le cas de dater de Paris, en date du 15/27 août dernier, à la suite des entretiens que je venais d'avoir avec Votre Excellence et avec M. le Président du Conseil. Sa Majesté trouve que, pour le moment, les bases d'entente formulées et consacrées entre nos deux Gouvernements répondent aux besoins de la situation actuelle, et se réserve de procéder elle-même à l'étude préalable et approfondie de l'importante question militaire après son retour en Russie, conjointement avec ses ministres de la Guerre et des Affaires étrangères. Sa Majesté l'Empereur continue, comme jusqu'ici, à tenir à ce que le *secret le plus absolu* soit observé sur toute cette affaire.

Les choses demeurent donc telles que nous en étions convenus dans notre dernière entrevue, c'est-à-dire destinées à être reprises après le retour de l'Empereur et de M. de Giers à Saint-Pétersbourg, lequel coïncidera probablement avec l'arrivée du nouvel ambassadeur de France.

J'ai pensé que Votre Excellence me saurait gré de l'initier un moment plus tôt à la pensée intime de mon auguste souverain, et je saisis cette occasion pour la prier d'agréer les assurances réitérées de ma haute considération et de mon profond dévouement.

MOHRENHEIM.

N° 20

NOTE DE M. RIBOT

Résumé de sa première conversation avec M. de Giers.

20 novembre 1891.

Première visite de M. de Giers. Notre conversation a été courte.

Il m'a dit que sa santé, si mauvaise qu'elle fût au mois d'août, ne l'a pas empêché de participer à un acte important dont il constate partout les effets profonds et durables. Il a expliqué franchement au roi d'Italie que le renouvellement de la Triple Alliance avait rendu nécessaire ce rapprochement ou plutôt cette consécration d'une entente qui de fait existait déjà entre les deux pays.

Je lui ai parlé du mécontentement que l'empereur d'Allemagne en avait ressenti. Il m'a répondu que l'Allemagne regrettait de n'avoir pas profité de l'occasion qui s'offrait à elle d'attaquer la France en 1887. Mais elle ne bougera pas. C'est la conviction du Tsar et c'est pourquoi il croit que, pour le moment, les bases d'entente posées au mois d'août sont suffisantes, tout en étant prêt à examiner ce qu'il y aurait à y faire pour les compléter au besoin.

L'impression de M. de Giers sur M. de Rudini est très bonne. C'est un galant homme.

M. de Giers dit que le Tsar a été très frappé du soin

qu'a mis le Gouvernement français à éviter les exagérations après Cronstadt, à faire une politique de réalités et non d'apparences. Du reste la politique de la France est d'une correction à laquelle le monde entier doit rendre hommage.

N° 21

NOTE DE M. RIBOT

Résumé de sa deuxième conversation avec M. de Giers.

21 novembre 1891.

Deuxième conversation avec M. de Giers qui a duré une heure et demie.

Nous avons d'abord envisagé l'attitude à prendre à Constantinople et vis-à-vis de la Bulgarie. J'ai insisté sur les avantages que nous pouvions tirer d'une politique suivie et parfaitement liée, dans nos rapports avec le Sultan.

M. de Giers a expliqué que la politique de la Russie en Orient ne visait que le maintien du *statu quo*. On se figure, m'a-t-il dit, que nous convoitons Constantinople. Nous pensons au contraire que rien ne serait plus fâcheux pour la Russie que de déplacer son centre de gravité. Que deviendraient nos provinces du Nord et Saint-Pétersbourg? Nous désirons que les Turcs restent préposés à la garde des détroits. Si les Autrichiens ou les Grecs devaient s'installer à Constantinople, ce serait autre chose. Nous ne demandons pas plus que ce qui nous a été concédé par le Sultan pour le passage de nos transports. Notre situation est devenue plus forte depuis qu'on nous sait décidés à marcher d'accord.

J'ai indiqué ce que je savais de l'état d'esprit du Sultan, de l'effet qu'on produirait sur lui, si on tra-

vaillait à le convaincre tout à la fois que nous ne voulons pas toucher à son Empire et que nous pourrions lui faire beaucoup de mal si lui-même n'avait pas confiance en nous.

M. de Giers m'a dit que, dès son retour à Saint-Pétersbourg, il enverrait des instructions à M. de Nélidoff. Celui-ci devra faire entendre au Sultan que l'Entente franco-russe n'est pas dirigée contre lui, qu'il peut au contraire y trouver la meilleure garantie de sécurité, mais qu'il ne doit compter sur nous que s'il nous aide à déjouer les manœuvres de la Triple Alliance.

Nous avons abordé incidemment la question des Lieux-Saints et dit quelques mots de l'incident de Bethléem. M. de Giers ne doute pas de nos intentions. Il invitera M. de Nélidoff à s'entendre avec M. Cambon pour prévenir autant que possible les incidents et maintenir loyalement le *statu quo*.

En Égypte, nous ne pouvons avoir que la même politique. Les intérêts russes n'y sont pas considérables, mais ils sont identiques à ceux de la France. Nous devons maintenir les capitulations. Le dernier succès obtenu par la France à propos des règlements de police n'est pas sans importance.

Du côté de la Chine, notre politique doit être prudente. Les missionnaires peuvent nous créer de graves embarras. Il faudrait obtenir d'eux qu'ils ne s'éloignent pas trop des côtes. Comment les protéger à l'intérieur du pays ? L'essentiel est de persuader aux Chinois que tous les pays d'Europe sont d'accord. Mais une action commune offrirait les plus graves difficultés.

Abordant la politique générale, M. de Giers est revenu sur ce qu'il m'avait dit hier de l'impression profonde causée par le rapprochement de la France et de la Russie. La situation est changée. Il n'est plus question de l'hégémonie de l'Allemagne. Le mot de Caprivi est vrai ; l'équilibre est rétabli en Europe.

M. de Giers ne croit pas que la Triple Alliance veuille risquer une guerre. L'empereur d'Allemagne, l'empereur d'Autriche et le roi d'Italie s'en défendent et ils sont sincères.

Le roi d'Italie a fait à cet égard les déclarations les plus explicites. Il s'est loué de Rudini.

Il a parlé avec insistance, comme s'il en était préoccupé, de la nécessité de maintenir le *statu quo* dans la Méditerranée. J'ai expliqué à M. de Giers ce qui s'est passé l'an dernier à propos de la Tripolitaine et je lui ai montré que la France était la nation la plus intéressée au maintien du *statu quo*.

Nous sommes arrivés à parler de notre arrangement du 27 août et des moyens de lui donner toute sa valeur pratique. M. de Freycinet, arrivé pendant le cours de la visite, a pris part à notre entretien sur ce sujet.

M. de Giers a tenu à nous rappeler la part qu'il avait prise à l'arrangement. L'initiative serait venue de lui et non de l'Empereur. Dans ses conversations avec M. de Laboulaye en Finlande il serait arrivé à l'idée de préciser les termes d'un accord.

Cet accord a une portée positive qui va au delà de celle d'une simple déclaration.

Le changement de rédaction du deuxième point de l'arrangement a paru très important à M. de Giers et à l'Empereur en ce qu'il implique nettement l'obligation actuelle des deux pays de se soutenir mutuellement en cas d'agression contre l'un d'eux. L'Empereur a voulu réfléchir avant d'accepter cette rédaction. Il ne s'engage que difficilement, parce qu'il tient à exécuter fidèlement ses promesses.

M. de Freycinet a expliqué la nécessité de convenir d'avance, en pleine paix, des mesures que pouvait nous imposer une brusque déclaration de guerre.

Quoique la Triple Alliance paraisse défensive, M. de Giers est convenu que la guerre pouvait éclater par surprise et qu'il serait sage de ne pas se laisser saisir au dépourvu.

Il a indiqué discrètement la difficulté d'entrer dans trop de détails et s'est retranché derrière son incompétence personnelle et la volonté de l'Empereur de traiter directement avec le ministre de la Guerre et avec lui-même (M. de Giers) l'affaire de la convention militaire.

Mais il a admis comme possible et même désirable un arrangement qui préciserait :

1° (Ce qui est déjà acquis) L'obligation des deux pays de se soutenir de toutes leurs forces en cas d'agression ;

2° L'obligation de procéder à la mobilisation de leurs armées, si l'Allemagne ou l'Autriche mobilisaient même en l'absence d'une déclaration de guerre ;

3° Les dispositions à prendre pour assurer à l'effort militaire des deux pays son maximum d'efficacité.

M. de Giers nous a dit qu'il était heureux de s'être bien pénétré de nos pensées, qu'il en rendrait compte à l'Empereur dès son retour. M. de Montebello sera mis au courant de notre entretien et chargé de le poursuivre à Saint-Pétersbourg. Un militaire pourra lui être adjoint ultérieurement s'il est nécessaire.

La pensée de M. de Giers est qu'on peut retarder la guerre, mais il paraît ne pas croire qu'on puisse y échapper un jour ou l'autre. C'est en ce sens qu'il a parlé à l'Empereur. Pour le moment il s'applique à maintenir avec l'Allemagne des rapports tolérables. L'Empereur n'a pas voulu s'arrêter à Berlin parce qu'il lui est impossible de prendre un « visage composé ». Il était trop irrité contre l'Allemagne pour pouvoir faire des politesses à l'Empereur. Il a préféré ne pas laisser d'équivoque sur ses dispositions.

Nous avons dit quelques mots de la politique intérieure. J'ai dit à M. de Giers que les oscillations de la politique n'avaient pas, ne pouvaient pas avoir chez nous une grande amplitude. Qu'on prenne les Cabinets depuis vingt ans ; ils ont, plus ou moins, pratiqué une politique plutôt conservatrice que radicale et, en tout cas, essentiellement pacifique.

M. de Giers a exprimé le vœu qu'on se rapprochât le plus possible des idées de M. Thiers sur la « République conservatrice ».

Le ministre russe m'a vivement félicité de mon dernier discours, qu'il a trouvé habile et digne. Il a ajouté que, dès mon arrivée au ministère, il avait été frappé de la franchise et de la décision que je mettais dans les

affaires. « Cela nous a mis immédiatement en confiance et vous voyez ce qui en est résulté pour le bien des deux pays. »

N° 22

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, ambassadeur de la République à Constantinople.

Paris, le 6 décembre 1891.

Je vous ai télégraphié que nous avions été satisfaits de nos entretiens avec M. de Giers, et particulièrement des assurances qu'il nous a données en ce qui concerne la politique russe en Orient. Il est nécessaire que j'entre avec vous, sur ce sujet, dans quelques détails.

J'ai abordé la question en disant à M. de Giers que nulle part plus qu'à Constantinople l'accord de la France et de la Russie n'était susceptible d'avoir d'importants effets. C'est là que notre action commune peut s'exercer avec des résultats presque immédiats, si nous réussissons à convaincre le Sultan que nous sommes bien d'accord et que notre entente n'est pas une menace pour l'Empire ottoman. J'ai fait allusion aux préoccupations du Sultan et j'ai indiqué tout le parti que nous pourrions tirer de son état d'esprit.

M. de Giers m'a alors déclaré très nettement que l'empereur de Russie était parfaitement décidé à ne rien entreprendre contre le Sultan. Nous n'avons aucun intérêt, m'a-t-il dit, à nous établir à Constantinople. Tant que les Turcs s'y maintiendront, nous n'aurons aucune ambition de ce côté. Ce serait pour l'Empire russe une grande aventure que de s'installer sur le Bosphore. Que deviendrait Saint-Pétersbourg ? Le mieux est que les Turcs continuent de garder le Bosphore. Ah ! si d'autres, soit les Autrichiens, soit les

Grecs, voulaient prendre leur place, ce serait autre chose, ... mais tenez pour certain que nous ne visons pas à Constantinople.

Quant à la liberté des détroits, nous sommes satisfaits de l'arrangement intervenu il y a quelques mois, nous ne demandons pas plus que ce qui nous a été reconnu, c'est-à-dire la faculté de faire passer les transports dans les conditions que vous savez...

Cette double déclaration a été faite avec un accent de sincérité évidente. Elle a d'ailleurs été reprise, quelques instants après, devant M. de Freycinet qui n'assistait pas au début de l'entretien.

J'ai constaté naturellement tout ce qu'il y avait de satisfaisant à notre point de vue dans les paroles de M. de Giers et j'ai ajouté que, puisque ni la Russie ni la France n'avaient aucune intention de modifier le *statu quo* en Orient, elles avaient tout intérêt à faire sentir au Sultan qu'il n'avait rien à craindre de leur accord, que même il pourrait y trouver une véritable sécurité pour son indépendance, à condition toutefois de nous témoigner de la confiance... Il serait très important que les ambassadeurs de Russie et de France à Constantinople reçussent des instructions qui leur permissent de tenir au Sultan un langage identique et de le rassurer, tout en lui laissant entendre que l'attitude de nos deux Gouvernements pourrait se modifier suivant les dispositions que nous trouverions chez le Sultan et le degré de confiance qu'il nous témoignerait par ses actes.

M. de Giers est entré pleinement dans les vues que je viens d'indiquer. Il a résumé la politique à suivre à Constantinople en disant que nous devions amener le Sultan à comprendre que nous ne voulons pas, mais que nous pourrions lui faire beaucoup de mal. Dès mon retour à Pétersbourg, a-t-il ajouté, je demanderai à l'Empereur l'autorisation d'envoyer à M. de Nélidoff des instructions dans ce sens. Bien entendu, il faudra procéder avec discrétion et avec tact, laisser deviner autant qu'on en dira ; les Orientaux comprennent souvent mieux ce qu'on ne dit pas trop clairement.

J'ai répondu que, de mon côté, je vous mettrais au courant de notre conversation et que vous tiendriez au Sultan le même langage que M. de Nélidoff.

Nous avons parlé de la nécessité d'une parfaite entente entre les ambassadeurs des deux pays sur toutes les questions et particulièrement sur la question des Lieux-Saints, qui a failli plus d'une fois amener des incidents d'une certaine gravité.

Je pensais que M. de Giers me dirait quelques mots de l'affaire de Bethléem, de l'attitude prise par M. de Montebello.

Il s'en est abstenu et s'est borné à exprimer le désir qu'à l'avenir les ambassadeurs communiquassent entre eux, de manière à éviter les malentendus. « Nous voulons le *statu quo* comme vous. »

Le *statu quo*, loyalement entendu et pratiqué de part et d'autre, ai-je répondu, est le seul moyen de prévenir les conflits. Il faut toutefois compter avec le zèle trop ardent des communautés religieuses qui cherchent toujours à entraîner leurs Gouvernements.

Nous veillerons, m'a répondu M. de Giers, à modérer ces ardeurs souvent excessives. Nous ne voulons pas d'incident et vous n'en voulez pas davantage. Toutes ces petites difficultés se régleront, je l'espère, facilement.

Nous avons parlé de la Bulgarie. M. de Giers a résumé son opinion en disant que de ce côté nous n'avions pas à craindre de prochaines complications.

En ce qui concerne l'Égypte, M. de Giers m'a dit que la Russie n'avait là que des intérêts secondaires par rapport aux nôtres, qu'elle nous approuvait de défendre énergiquement les capitulations et de rappeler à l'Angleterre ses engagements, et qu'elle nous aiderait, le cas échéant, de son concours moral en nous laissant toutefois le principal rôle qui nous revient de droit.

Vous ne serez pas surpris de ces paroles de M. de Giers ; elles sont bien conformes à l'attitude que la Russie a toujours observée dans la question d'Égypte. Nous pouvons assurément compter sur un appui moral toutes les fois que nous serons en conflit avec l'Angle-

terre ou avec le Gouvernement égyptien sur la question des capitulations. Mais ce concours irait-il jusqu'à une véritable coopération si nous accentuions notre politique de façon à être obligés un jour à une action qui ne serait pas seulement diplomatique ? La Russie nous déclare par avance qu'elle n'a pas en Égypte des intérêts de premier ordre et que par conséquent elle n'est pas disposée à sortir des limites d'une action prudente qui ne l'expose pas à des complications.

Vous trouverez, mon cher ami, dans le résumé que je viens de faire des entretiens qui ont eu lieu entre M. de Giers, M. de Freycinet et moi, les instructions qui en ressortent d'elles-mêmes pour la conduite que vous aurez à tenir.

Je n'ai pas besoin de vous indiquer l'avantage qu'il y a pour nous à ce que vous marchiez d'accord avec M. de Nélidoff et à ce que vous fassiez comprendre que cet accord est volontaire. Vous saurez avec votre habileté et votre tact, et grâce à l'excellente position que vous avez déjà prise, tirer parti, vis-à-vis du Sultan, des déclarations que M. de Giers m'a faites relativement à la politique de la Russie en Orient, politique toute de calme et de désintéressement quant à présent et pour une période que la sagesse du Sultan peut contribuer à rendre assez longue pour écarter toute menace prochaine et même toutes préoccupations actuelles.

Enfin, dans la question d'Égypte, vous ne manquerez pas de tenir compte de l'état d'esprit du Gouvernement russe, pour mesurer l'action que nous pouvons exercer sans nous engager au delà de ce qui serait prudent et de ce qui est nécessaire : ne pas décourager le Sultan, l'entretenir au contraire dans la pensée qu'il ne doit pas laisser échapper une occasion d'affirmer sa suzeraineté et de rappeler à l'Angleterre ses engagements, lui faire comprendre qu'il ne peut compter, en cette affaire plus qu'en toute autre, que sur la France et sur la Russie, lui inspirer confiance et l'obliger à faire preuve d'un peu plus de courage ; mais ne pas nous laisser trop découvrir ni acculer à une situation

qui nous obligerait à un effort dans lequel nous serions peut-être isolés.

Je m'en rapporte à vous pour donner à notre politique toute la fermeté dont elle a quelquefois manqué et en même temps pour savoir exactement discerner ce que vous permettront les circonstances et jusqu'à quel point vous pourrez pousser la hardiesse sans manquer de prudence.

RIBOT.

P.-S. — M. de Montebello me télégraphie ce matin de Pétersbourg qu'il a vu M. de Giers. Celui-ci a eu avec le Tsar un long entretien dans lequel il a exposé dans tous leurs détails les conversations qu'il a eues avec nous. L'Empereur en a été très satisfait. Le ministre des Affaires étrangères entretiendra bientôt notre ambassadeur des suites à donner à un accord dont il a pu constater les heureux effets. Il profitera de la présence à Pétersbourg de M. de Nélidoff pour régler d'accord avec lui une dépêche d'instructions détaillées sur la politique du Gouvernement impérial en Orient. Il a promis d'en donner connaissance à notre ambassadeur en lui faisant comprendre que ces instructions seraient conformes aux assurances qu'il m'a données et qui sont de nature à rassurer entièrement le Sultan.

RIBOT.

N° 23

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 11 décembre 1891.

(PARTICULIÈRE.)

C'est sous une forme privée et confidentielle que je vous écris aujourd'hui, mais vous jugerez si quelques-

uns des points traités dans cette lettre ne doivent pas trouver leur place dans le dossier relatif à nos rapports avec la Russie.

Je vous ai annoncé hier officiellement, par télégraphe, la nouvelle de mon audience. Il me reste à vous donner aujourd'hui mes impressions d'hier et à vous rendre compte d'une conversation que je viens d'avoir avec M. de Giers. On m'avait parlé de la timidité de l'Empereur, mais je n'aurais jamais cru qu'elle pût atteindre à un tel degré. Son embarras était si grand, quand je me suis trouvé devant lui, qu'il lui a fallu quelques instants pour se remettre et engager la conversation. Ce premier moment d'émotion passé, l'Empereur s'est montré plein de bonne grâce pour moi ; il m'a parlé du voyage de M. de Giers en France, des relations que mon père a eues avec l'empereur Alexandre II et de son désir d'entretenir avec moi les mêmes rapports de confiance et d'amitié que son propre père avait entretenus avec le mien. En somme, d'après ce que l'on m'assure, il m'en a dit beaucoup plus qu'il n'en dit généralement en pareilles circonstances. Mais, quoique je me sois permis de lui tendre un peu la perche, il n'a fait aucune allusion aux événements qui se sont passés depuis quelques mois et j'en éprouvais un certain étonnement pour ne pas dire davantage. Ayant aujourd'hui à faire au ministre des Affaires étrangères la visite d'usage, après la remise des lettres de créance, je me suis fait annoncer à M. de Giers et, bien que ce ne fût pas son jour de réception, il s'est empressé de me recevoir. Je lui ai rendu compte de mon audience de la veille et, comme je lui faisais part du regret que j'avais éprouvé de n'entendre, de la bouche de l'Empereur, aucune allusion à la question qui nous intéresse à un si haut point, M. de Giers m'a répondu qu'il ne fallait point m'en étonner ; que la timidité de l'Empereur était telle que, dans une première entrevue, il n'aurait pas osé aborder un sujet de cette importance, mais que je pouvais me rassurer ; l'Empereur attendait mon arrivée avec impatience, il était heureux que le Gouvernement de la

République m'eût choisi pour le représenter et je ne tarderais pas à avoir des preuves de sa confiance. « Notre Empereur, a-t-il ajouté, malgré sa grande timidité, sait, quand il le faut, parler avec une netteté et une fermeté dont nous sommes parfois nous-mêmes effrayés. Lorsque le moment sera venu, vous entendrez vous aussi de sa bouche un langage dont vous n'aurez pas à vous plaindre. Je vous attendais un peu aujourd'hui, a-t-il repris, et, puisque vous avez eu la bonté de venir, laissez-moi vous dire d'une façon bien exacte ce qui s'est passé depuis mon retour. Je tiens à ce que vous le fassiez savoir à M. Ribot et à M. de Freycinet ; je l'ai écrit hier, en quelques mots, à Mohrenheim ; mais notre ambassadeur a parfois des élans de... jeunesse qui lui font dire un peu plus ou un peu moins qu'il n'est réellement et je tiens à préciser : en rendant compte à l'Empereur de mon voyage à Paris et de l'importante conversation que j'ai eue avec le Président du Conseil et M. Ribot, j'ai fait connaître à Sa Majesté tous les sujets que nous avions traités (questions d'Orient, Lieux-Saints...). Mais je me suis surtout appliqué à développer le point essentiel de cet entretien, celui de l'entente entre nos deux pays et des suites pratiques à donner à cet accord. Je dois vous dire d'abord que l'Empereur considère comme un fait accompli cet accord et qu'il en comprend toutes les conséquences. Je lui ai rendu compte, mot pour mot, d'après un résumé que j'avais eu soin de faire à Paris, pendant que tous les détails étaient bien présents à ma mémoire, du désir exprimé par M. de Freycinet de voir une convention militaire compléter, d'une façon pratique, l'accord déjà virtuellement établi, ainsi que de mes hésitations dont je puis vous faire l'aveu, puisqu'elles ont cédé devant les justes raisonnements de mon interlocuteur. Je lui ai parlé des mesures à prendre en cas de mobilisation de l'armée allemande, en cas d'agression soudaine, et enfin d'une convention à établir au point de vue purement militaire. L'Empereur n'a pas hésité à reconnaître l'utilité de ces arrangements à intervenir, ajoutant toutefois qu'il ne croyait

pas qu'il y eût lieu d'y mettre une précipitation qui pourrait n'être pas sans danger; que d'ailleurs les deux premiers points lui semblaient implicitement contenus dans le second paragraphe de la lettre qui consacre à ses yeux l'entente, que cette entente dont personne ne doutait aujourd'hui, bien que la forme n'en fût pas connue, nous assurait, pendant quelque temps au moins, la paix et le loisir de nous concerter; que, d'autre part, il désirait que, pour traiter une question technique, le Gouvernement de la République lui envoyât non pas un officier « subalterne », mais un homme autorisé, compétent, d'un grade supérieur, comme par exemple le général de Miribel ou son second, voulant par là indiquer le général de Boisdeffre. » J'ai fait observer à M. de Giers que je croyais avoir entendu dire que l'Empereur aurait élevé quelques objections contre le choix de cet officier. — « Pas du tout, a répliqué M. de Giers, tout cela vient de Mohrenheim qui s'est montré froissé de certaines conversations que le général de Boisdeffre aurait eues à Paris avec le général Obroutcheff. Mais les militaires ont quelquefois la tête un peu vive, et je ne vois d'ailleurs aucun inconvénient à ces conversations, tant qu'elles ne deviennent pas trop publiques; elles peuvent servir à préparer le terrain. Du reste, ils ne sont, ni l'un, ni l'autre, au courant de ce qui s'est passé. Quant à moi, je puis vous assurer que je suis seul ici avec l'Empereur et vous à connaître la vérité. Je vous en préviens pour que vous ne vous laissiez pas prendre malgré vous. Obroutcheff a cherché à me sonder, mais il a perdu sa peine, et j'ai vu bien vite qu'il ne savait rien de précis. D'ailleurs, celui que vous enverrez, dans les conditions requises par l'Empereur, sera le bienvenu, et il aura notre confiance s'il a la vôtre. Nous trouverons un prétexte plausible pour expliquer son voyage et nous verrons si, au contraire, il n'y aurait pas lieu de vous envoyer notre homme d'ici. »

J'ai pensé, mon cher Ministre, que cette conversation, que j'ai essayé de reproduire aussi fidèlement que possible en sortant de chez M. de Giers, pouvait

avoir une réelle importance et qu'il fallait en prendre acte. Il me semble bien établi aujourd'hui que l'Empereur veut, comme nous, mettre sur le papier, sous une forme à déterminer au moment voulu, les points essentiels d'une convention militaire ; qu'il entend que celui qui sera chargé de cette importante mission, au nom de son Gouvernement ou du nôtre, suivant les circonstances, soit un homme compétent, d'une expérience reconnue et investi de toute la confiance du Gouvernement qui l'aura choisi. Il me semble que l'envoi d'un officier russe à Paris éveillerait moins l'attention. Je ne vois pas bien, au demeurant, quel prétexte plausible nous pourrions inventer pour envoyer à Pétersbourg le général de Miribel, par exemple, ou un autre officier de même importance. L'envoi d'un officier russe à Paris aurait de plus l'avantage de vous permettre de suivre de plus près les négociations et, au besoin, de les diriger. C'est peut-être à ce point de vue que s'est placé l'Empereur en désirant, au contraire, que la négociation eût pour théâtre sa capitale, mais, comme vous le voyez cependant, il admet l'autre hypothèse, puisqu'il prévoit le cas où il aurait à envoyer d'ici son plénipotentiaire. Je voudrais bien avoir l'occasion de m'entretenir, au besoin, directement avec l'Empereur, mais, malheureusement, les habitudes prises sont telles qu'une audience du Souverain, en dehors de certaines dates où le caractère solennel et public de la circonstance exclut toute conversation sérieuse, devient un fait d'une importance qu'il faut éviter de donner à des négociations aussi secrètes. J'ai senti, en Turquie, combien une action personnelle sur le Souverain, peut, dans certain cas, être utile et je constate avec regret que cette action est bien difficile ici et ne peut trouver que bien peu d'occasions de s'exercer. Je crois heureusement que nous pouvons compter sur M. de Giers, qui se montre tout disposé à marcher d'accord avec nous et dans l'ordre d'idées où nous nous sommes placés. Je lui ai adressé les observations que je viens de faire sur la difficulté de s'entretenir directement avec l'Empereur ; il en a sans peine reconnu les inconvénients et

m'a assuré que, si les circonstances le voulaient, il s'arrangerait de façon à ce qu'il en fût autrement; il m'a prié, en attendant, de compter sur lui comme intermédiaire fidèle entre son souverain et moi.

MONTEBELLO.

N° 24

M. de Giers, ministre des Affaires étrangères de Russie, à M. de Nélidoff, ambassadeur de Russie à Constantinople.

Saint-Pétersbourg, le 14 décembre 1891.

Notre correspondance diplomatique vous a mis au courant de la situation créée en Europe par les différents événements de l'été dernier et qui s'est manifestée principalement dans le rapprochement entre la Russie et la France.

Cet important fait historique constitue aujourd'hui un des éléments essentiels de la paix et a eu pour effet immédiat de produire partout un apaisement et un sentiment de sécurité qui a fait défaut à l'Europe depuis bien des années. C'est ainsi qu'il a été apprécié publiquement par les ministres dirigeants de plusieurs grandes puissances. C'est également ainsi que l'ont jugé les hommes d'État français avec qui j'ai eu l'occasion d'avoir à Paris des explications aussi franches que fondamentales.

Ayant pu, au cours de notre échange d'idées, passer en revue les questions politiques à l'ordre du jour, afin d'établir une entente sur la marche à suivre en commun pour assurer et développer les résultats bienfaisants de notre intimité, je crois devoir vous faire connaître les principales conclusions auxquelles nous sommes arrivés.

La question d'Orient tenant la première place dans

les préoccupations des grandes puissances, grâce à l'état précaire de l'Empire ottoman, c'est sur elle que nous avons de préférence arrêté notre attention.

La situation de l'Orient est réglée par le traité de Berlin et notre principal soin a été depuis d'y maintenir intact l'ordre de choses créé par cet acte international. N'ayant l'intention d'apporter aucun changement à cette situation, et constatant la même tendance de la part du Cabinet de Paris, nous devons réunir nos efforts pour maintenir le *statu quo* actuel et, dans ce but, assurer au Sultan la liberté de ses décisions et empêcher que d'autres n'exercent sur lui une influence contraire à nos vues. Or, vous nous avez vous-même signalé maintes fois des tentatives que faisaient certaines puissances de la Triple Alliance, soutenues par l'Angleterre, pour intimider le souverain de Turquie et, profitant des accès de peur et de faiblesse auxquels il est malheureusement enclin, l'entraîner à des actes qui seraient de nature à faire sortir la Turquie de la voie d'une stricte neutralité. Vos efforts doivent donc tendre avant tout à rassurer Abdul-Hamid, à lui inspirer du courage, à lui faire comprendre qu'avec le groupement nouveau des forces en Europe, un équilibre sérieux y est rétabli, et que l'union de la Russie et de la France est capable de le garantir désormais de toute possibilité d'agression de la part de l'autre groupe.

Nous savons que d'habiles insinuations ont été et continuent à être faites au Sultan au sujet des prétendues intentions agressives de la Russie et des projets hostiles qu'elle méditerait et préparerait pour attenter à l'intégrité de l'Empire ottoman. Ces suggestions perfides ne restent pas sans effet et maintiennent Abdul-Hamid à notre égard dans un certain sentiment de méfiante réserve qui s'accentue périodiquement et risque parfois d'amener des conséquences fâcheuses. Or, rien n'est plus contraire aux dispositions bien connues de notre auguste maître que de vouloir troubler, de quelque côté que cela soit, la paix générale. La Russie ne nourrit aucun projet hostile à l'égard de la Turquie avec laquelle elle a tout intérêt à

vivre en paix. Encore moins l'Empereur voudrait-il entreprendre quelque chose qui soit nuisible aux intérêts personnels, à la prospérité du règne, ou à la sécurité du souverain qui dirige actuellement ses destinées et pour lequel Sa Majesté Impériale éprouve des sentiments sincèrement bienveillants et amicaux. Vous êtes donc autorisé de déclarer à l'occasion à Abdul-Hamid qu'aussi longtemps que la Turquie suivra une politique de stricte et loyale neutralité et cherchera à entretenir avec nous des relations amicales, non seulement aucun danger ne saurait lui venir de notre part, mais nous serions même prêts, éventuellement, d'accord avec la France, à l'aider à conjurer ceux qui penseraient la menacer de quelque autre côté.

Des accusations analogues sont portées parfois aussi contre la France par les puissances intéressées à troubler la confiance que le Sultan lui témoigne. On attribue au Gouvernement de la République l'intention de s'emparer de la Tripolitaine, et d'autres en profitent peut-être pour préparer sous main la réalisation de vues ambitieuses qu'ils nourrissent sur cette province eux-mêmes. Ayant pu me convaincre par mes entretiens avec les hommes d'État français que, pas plus que nous, le Cabinet de Paris n'a aucune intention ni de troubler la paix en général, ni de porter atteinte à l'intégrité de l'Empire ottoman en particulier, je vous engage, toutes les fois que vous en trouverez l'occasion et aurez remarqué à ce sujet des inquiétudes chez le Padischach, de le rassurer de la manière la plus absolue sur les intentions loyales de la France, tout comme j'ai lieu de croire que le représentant de la République à Constantinople se montrera toujours prêt à dissiper ses suspicions à notre égard.

La question qui intéresse le plus particulièrement le Gouvernement français en Orient et qui présente aussi une importance capitale pour la Turquie, c'est celle de l'Égypte. La présence des troupes anglaises dans la vallée du Nil est évidemment un fait anormal et qui porte atteinte à l'équilibre des forces dans la Méditerranée en créant au profit de l'Angleterre une

prépondérance dont tâchent de profiter ses amis et protégés, et nommément l'Italie. Il y a grand intérêt pour la France à rapprocher le terme de cette occupation, et pour nous à voir le Sultan rentrer en possession de l'une des plus importantes dépendances de son Empire. Vous aurez donc à vous entendre avec votre collègue français sur les démarches ou recommandations à faire à la Porte ou au Palais au sujet de l'attitude que le Sultan devrait observer pour empêcher l'Angleterre de transformer son occupation provisoire en prise de possession définitive, aussi bien que pour rechercher la possibilité d'amener le Gouvernement anglais à renoncer à la position qu'il a prise en Égypte. Vous aurez soin, toutefois, d'éviter, lors de cette action, tout ce qui pourrait évoquer le danger d'un conflit, tant par les mesures que vous recommanderiez, et qui, si elles étaient trop décisives, ne pourraient qu'exciter la peur et peut-être la méfiance du Sultan, que par les démarches que vous feriez, si elles risquaient de servir aux Anglais de prétexte pour quelque nouvelle boutade ou pour un recours à la Triple Alliance.

Pour nous, c'est l'état illégal de la Bulgarie qui constitue le point délicat de la situation de l'Orient et semble à tout moment pouvoir donner lieu à de nouvelles difficultés. Vous n'ignorez pas que, dans sa générosité et son amour de la paix, notre auguste maître a pris la décision de n'intervenir d'aucune façon dans les affaires bulgares, de les abandonner à leur propre cours, sauf à ne sortir de cette réserve que lorsque se présentera la possibilité du rétablissement d'un régime légal, conforme aux stipulations des traités. Sans penser qu'il soit possible d'amener le Sultan, qui devrait pourtant être le premier intéressé au rétablissement de la légalité dans une de ses provinces, à user d'autorité, si ce n'est de force pour mettre un terme à la situation actuelle, nous avons cependant droit de nous attendre à ce qu'il ne consacre pas par une reconnaissance, absolument contraire à la lettre et à l'esprit du traité de Berlin, un ordre de choses qui en constitue en lui-même une flagrante violation.

Déjà bien des condescendances ont été faites à la Bulgarie par la Porte, sous la pression des Cabinets qui protègent le prince Ferdinand, en représentant aux Turcs le régime qu'il fait prévaloir à Sofia comme un rempart contre les prétendus envahissements que méditerait la Russie ; sans parler de l'aveuglement dont fait preuve dans cette circonstance la Porte, en se garant contre un danger imaginaire, sans faire attention à celui bien réel que présente l'influence croissante de l'Autriche en Bulgarie et par là dans le reste de la Péninsule, en Macédoine et dans la direction de Salonique, il y aurait pour le Sultan un intérêt primordial à respecter les stipulations de Berlin qui constituent en définitive la principale garantie de l'intégrité de son Empire.

Une attitude correcte et réservée à l'égard de la Bulgarie lui semblerait d'autant plus facile que, outre la Russie, il y a la France qui, jusqu'à présent, s'est abstenue de tout rapport officiel avec le Gouvernement illégal qui s'est installé à Sofia et ne songe guère à changer de système; l'Allemagne nous a également donné l'assurance réitérée que, dans cette question, elle resterait immuable et, s'étant chargée de nos intérêts à Sofia, ne procédera à la reconnaissance du régime qui y domine que lorsque nous l'aurons reconnu nous-mêmes; j'ai des données pour affirmer en outre que l'Italie suivra dans cette question l'exemple de l'Allemagne. Le Sultan n'aurait donc qu'à se rallier à l'action de la majorité pour résister aux suggestions en sens contraire qui peuvent lui être faites par l'Autriche et l'Angleterre.

Du reste, l'instabilité de la situation actuelle en Bulgarie laisse toujours la porte ouverte à des événements imprévus et qui demanderont peut-être de notre part de nouvelles résolutions. J'ai lieu de croire que le Cabinet de Paris voudra, dans ce cas, prêter son concours à notre action, comme vous trouverez sur place, j'en suis sûr, celui de l'ambassadeur de France toutes les fois que vous y ferez appel.

Il y a un seul point délicat dans nos relations avec la

France en Orient, c'est la question des Lieux-Saints. Mais, si une communauté d'action entre nous sur ce terrain brûlant n'est pas possible, il y a au moins lieu de s'appliquer à ce qu'aucune divergence politique n'en surgisse entre nous, surtout qu'elle ne puisse jamais assumer, comme naguère, le caractère d'une lutte ouverte. Certes, nous ne pouvons pas renier nos traditions séculaires de protection à l'égard de l'Église orthodoxe à laquelle nous attachent les sentiments religieux de Sa Majesté l'Empereur et de la Russie entière. Nous devons donc la soutenir dans les efforts qu'elle fait pour conserver son patrimoine et le défendre contre les attaques des autres confessions qui cherchent à lui enlever ses ouailles et ses sanctuaires.

Je m'en suis expliqué franchement avec M. Ribot, et, tout en reconnaissant la difficulté pour la France de renoncer à son protectorat sur les catholiques, nous aimons à espérer que les agents français éviteront soigneusement de lui donner le caractère violent des luttes politiques auxquelles entraînent facilement en Orient les ardentes convoitises des diverses confessions. Vous voudrez bien, de votre côté, recommander à nos agents de se montrer modérés et équitables dans la défense de leurs coreligionnaires et de rechercher surtout la solution des difficultés qui viendraient à éclater dans les voies de l'entente basée sur une étude consciencieuse des droits réciproques, sans les laisser dégénérer en lutte ouverte.

Quant à cette masse de questions diverses qui surgissent presque journellement sur le terrain de Constantinople, et menacent à tout moment d'y provoquer des conflits, le maintien de la paix étant le but principal que se proposent nos deux Gouvernements, vous aurez soin de rechercher, toujours conjointement avec votre collègue français, le moyen d'y prendre ensemble une attitude et de tenir un langage qui soient de nature à inspirer de la confiance au Sultan et à amener des solutions satisfaisantes.

Il est important, en général, que le souverain de la Turquie soit persuadé que l'entente entre la France et

la Russie, sans poursuivre aucun but agressif, n'a en vue que la conservation du *statu quo* légal basé sur les traités et que les forces dont disposent les deux pays sauraient, en cas d'urgence, faire respecter cette décision.

A ce point de vue, rien ne devrait être négligé de notre part, pour bien démontrer au Gouvernement turc qu'aucun danger sérieux ne saurait le menacer s'il se montre amical et confiant envers la Russie et la France. Ce qui semblait particulièrement impressionner le Sultan les dernières années, c'était les apparitions continuelles dans les eaux ottomanes de forces navales considérables de la Grande-Bretagne auxquelles venaient s'ajouter parfois celles de l'Italie et des autres grandes puissances. En dernier lieu, leur présence dans le Levant est devenue presque permanente. Il nous est difficile de deviner le but réel de ces manifestations.

Mais il paraît très possible d'en déjouer l'effet en cherchant à créer, là aussi, un contrepoids à cette action d'intimidation. Si des forces navales françaises, auxquelles pourraient éventuellement s'ajouter des navires russes, parcouraient également les côtes turques, cela contribuerait certainement à relever le courage du Sultan, tout en créant, pour les entreprises que pourraient méditer les Anglais, un frein moral, lequel, en cas d'exécution de leurs projets, deviendrait facilement une opposition matérielle capable, en tout cas, d'empêcher que l'équilibre de la Méditerranée ne soit brusquement renversé au profit de la Grande-Bretagne seule ou de sa protégée l'Italie.

La France serait la première intéressée à prévenir une pareille éventualité, mais la question que je viens de poser demanderait à être sérieusement traitée entre les deux Cabinets. Il ne me reste qu'à vous recommander, Monsieur l'Ambassadeur, de continuer à veiller avec la même vigilance que vous avez déployée jusqu'à présent à tout ce qui se passe dans le vaste domaine soumis à votre observation. Les hautes aptitudes de votre nouveau collègue français et les bons rapports qui se sont établis entre vous dès le début

nous sont une garantie que son concours vous sera utile pour cette tâche tout comme nous aimons à croire qu'il trouvera dans votre expérience locale bien des éléments pour l'aider à accomplir sa mission, afin que l'action commune que vous allez inaugurer ensemble à Constantinople rapporte ce qu'en attendent nos deux Gouvernements : à savoir le maintien de la paix sur la base du *statu quo* créé par les traités et l'indépendance d'action du Sultan dans les voies d'une neutralité amicale à l'égard de la Russie et de la France.

GIERS.

N° 25

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Constantinople.

Paris, le 16 janvier 1892.

Le séjour de M. de Giers à Paris, en novembre dernier, nous a, comme vous le savez, fourni l'occasion de déterminer les conditions d'application pratique de l'entente, dans laquelle la France et la Russie, après avoir publiquement affirmé un rapprochement préparé de longue date, par les intérêts communs des deux puissances aussi bien que par les sympathies réciproques des deux peuples, ont trouvé le gage le plus solide du rétablissement de l'équilibre européen, et par conséquent la plus sûre garantie du maintien de la paix. Les questions qui s'imposent le plus particulièrement, en Orient, à l'attention du Gouvernement de l'empereur Alexandre comme à la nôtre, ont été envisagées de part et d'autre au cours de nos conversations avec le ministre des Affaires étrangères de Russie, dans les sentiments d'entière franchise et de mutuelle

confiance qui caractérisent notre union avec la Cour de Saint-Pétersbourg.

La Chancellerie impériale a tenu à contresigner les résultats de cet échange d'idées dans une dépêche dont elle a bien voulu nous donner communication avant de l'adresser à M. de Nélidoff.

Vous trouverez ci-annexé, pour votre information confidentielle, le texte de ces instructions (1).

L'exposé que contient cette importante dépêche des intentions de l'empereur Alexandre nous a permis de constater combien il nous était facile, sans rien abandonner des principes essentiels de notre politique orientale, de nous associer aux efforts et de recevoir le concours de la diplomatie russe à Constantinople.

Dégagée de toute pensée d'ambition ou d'ingérence exclusive, la France, dans ses relations avec la Turquie, n'a jamais eu d'autre objectif que l'affermissement des garanties que trouve dans l'existence de l'Empire ottoman le maintien pacifique de l'équilibre général. De son côté, le Gouvernement russe témoigne par son langage et son attitude que la première de ses préoccupations est de veiller au respect des traités qui mettent à l'abri des compétitions internationales les États du Sultan.

Assuré déjà de l'amitié traditionnelle de la France, Abdul-Hamid verra, dans l'entente ainsi établie entre les deux puissances, une garantie contre l'action intéressée des Cabinets qui, tout en professant ce respect du *statu quo,* ne se sont pas fait scrupule pourtant d'y porter ou d'y tolérer à leur profit les plus graves atteintes. La nouvelle répartition des forces européennes ne peut qu'encourager la Porte ottomane à conserver avec un soin jaloux la liberté d'action qu'elle a reconnue conforme à ses véritables intérêts, à une époque où l'influence de la Russie et celle de la France formaient encore, en s'exerçant isolément, un contrepoids insuffisant à l'action combinée de l'Angleterre et

---

(1) Voir le n° 24.

des puissances de l'Europe Centrale. L'esprit éclairé d'Abdul-Hamid sera, nous aimons à le croire, facilement accessible à ces considérations que vous ne négligerez aucune occasion de faire valoir de concert avec M. de Nélidoff. Sa prudence d'ailleurs ne saurait se méprendre sur les conséquences auxquelles l'exposerait une politique de faiblesse et de complaisance pour la Triple Alliance, politique dont le premier effet, vous ne le laisserez pas davantage ignorer, serait de mettre les Cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg dans l'obligation de ne prendre conseil que de leurs intérêts particuliers.

Vous remarquerez avec quelle netteté M. de Giers signale à M. de Nélidoff les préoccupations que la situation anormale de l'Égypte doit causer aux puissances désireuses de ne pas voir troubler par des complications nouvelles la tranquillité de l'Orient. Les termes dans lesquels est faite cette constatation doivent être pour nous un nouveau motif de garder la position que nous avions prise dans cette question. Sans vouloir recourir aux moyens violents, nous nous sommes attachés avec une persévérance qui n'a eu d'égale que notre modération à prévenir les empiétements qui tendraient à consacrer l'occupation de cette partie de l'Empire ottoman par les troupes d'une puissance déjà établie à Gibraltar, à Malte et à Chypre.

A Londres, pas plus qu'à Constantinople, nous n'avons failli au devoir de rappeler à l'Angleterre, chaque fois que l'occasion s'en est présentée, les engagements qu'elle a pris envers le Sultan, envers la France, envers l'Europe.

Les firmans qui ont défini la situation privilégiée de l'Égypte et caractérisé son indépendance vis-à-vis des puissances européennes, les droits et les intérêts communs de toutes les colonies étrangères, ont été soutenus par nous avec le même zèle que nous avons apporté à la défense de l'influence morale acquise à la France dans la vallée du Nil par une longue suite de services. Nous ne cesserons pas de nous consacrer à la solution pacifique d'une question qui met en cause

à la fois l'intégrité de la Turquie, l'équilibre de la Méditerranée et la liberté des communications de l'Europe avec l'Extrême-Orient. L'accord de vues et la communauté d'actions entre les deux ambassades que consacrent sur ce point essentiel les instructions de M. de Nélidoff nous inspirent une nouvelle confiance dans le succès final de nos persévérants efforts contre les défaillances, toujours à redouter, des conseillers du Sultan.

Il est difficile, d'ailleurs, en présence de notre invariable attitude dans l'ensemble des questions qui intéressent l'intégrité de l'Empire ottoman, que l'on puisse conserver à Constantinople aucun doute sur la sincérité de notre désir de voir maintenir l'équilibre de la Méditerranée, et mes entretiens avec M. de Giers m'ont permis notamment de l'édifier sur la façon dont nous envisageons la question de la Tripolitaine, telle qu'elle s'est trouvée posée par une politique moins désintéressée que la nôtre. J'ai pu ainsi lui signaler le service qu'il nous avait été donné de rendre naguère au Sultan, en contribuant à prévenir, par une initiative opportune, l'exécution de certaines tentatives visiblement inspirées par l'exemple de ce qui a pu s'accomplir en Égypte.

J'ai eu la satisfaction de constater que la franchise de mon langage avait fait impression sur M. de Giers, et que, à cette occasion, il avait tenu à ce que l'ambassadeur de Russie à Constantinople pût au besoin signaler au Sultan la loyauté de mes intentions. Je n'ai pas besoin de vous dire que vous ne devez pas manquer d'aider, de votre côté, le cas échéant, M. de Nélidoff à dissiper les méfiances dont le Gouvernement russe pourrait être l'objet de la part de la Porte et qui ne sauraient être éveillées que dans le but d'aliéner à la Turquie les sympathies de deux puissantes nations.

Nous ne nous sommes pas montrés moins respectueux en Bulgarie, vous le savez, des situations consacrées par les traités, ni moins désireux de prévenir, pour ce qui nous concerne, toute complication de nature à mettre en cause, soit les droits du Sultan, soit les intérêts généraux de la paix. Aussi, notre atti-

tude envers le Gouvernement bulgare s'est-elle trouvée en quelque sorte, d'elle-même conforme aux vues dont le Gouvernement russe s'inspire à l'égard de la principauté.

Si nous avons conservé des agents en Bulgarie, pour y veiller à la protection de nos nationaux, ils n'entretenaient avec les autorités locales que des rapports officieux et ils avaient reçu pour instructions d'avoir à s'abstenir soigneusement de toute démarche qui pût paraître impliquer la reconnaissance du Gouvernement de fait installé à Sofia.

L'incident qu'a soulevé récemment l'atteinte portée par les autorités bulgares au régime des capitulations dans la personne d'un de nos nationaux nous aura, quelle qu'en soit l'issue, fourni l'occasion de montrer, une fois de plus, et d'une manière décisive, quel prix nous attachions à marcher d'accord avec le Gouvernement impérial, dans une question qui présente pour lui, à si juste titre, un intérêt tout particulier.

Nous n'aurons donc qu'à persévérer dans la ligne de conduite où nous n'avons cessé de nous maintenir pour répondre à l'un des vœux les plus légitimes de la politique russe, et je crois inutile d'insister sur l'importance que j'attache à ce que l'accord le plus complet s'établisse spécialement sur ce point entre vous et votre collègue de Russie.

Il me reste à aborder le seul point qui, dans les relations de la France et de la Russie en Orient, puisse, comme le constatent les instructions destinées à M. de Nélidoff, présenter certains côtés délicats. Je veux parler de la question des Lieux-Saints. Mais je me hâte d'ajouter que les explications si franches que j'ai échangées, à cet égard, avec M. de Giers m'ont laissé, comme à lui, la conviction que si, par sa nature même, elle ne permet guère une communauté d'action entre les représentants des deux puissances à Constantinople, elle n'exclut pas, de leur part, des efforts concertés en vue d'empêcher qu'il n'en résulte une divergence politique entre les deux pays.

Je ne pouvais naturellement songer à méconnaître

les devoirs que peuvent créer au Gouvernement russe les sentiments religieux qui attachent l'Empereur et la Russie à la religion orthodoxe. De son côté, M. de Giers n'a pas contesté les obligations que nous impose le protectorat dévolu à la France sur les catholiques dans le Levant et que la Russie, surtout dans la situation actuelle de l'Europe, a tout intérêt, ce semble, à voir rester entre des mains comme les nôtres. Dans ces conditions, il semble que la pratique éclairée et loyale du *statu quo* suffise à prévenir les complications que les deux Gouvernements ont également à cœur d'écarter, ou tout au moins à les empêcher de prendre un caractère politique. Je ne saurais donc trop insister auprès de vous sur la nécessité de veiller rigoureusement à ce que nos agents s'inspirent des sentiments qui animent les deux Gouvernements pour apporter sur place dans l'exercice de notre protectorat la plus grande modération, un strict esprit d'équité, et s'appliquent à rechercher, de concert avec leurs collègues russes, la solution par voie d'entente de difficultés qu'ils ne doivent, en aucun cas, laisser dégénérer en lutte ouverte.

M. de Giers a appelé l'attention de M. de Nélidoff sur l'impression produite à Constantinople dans ces dernières années par la présence presque constante dans les eaux ottomanes des forces navales de la Grande-Bretagne auxquelles sont venues s'ajouter à des intervalles de plus en plus rapprochés celles des autres puissances.

Ces manifestations, qui semblent répondre à certaines arrière-pensées, ne nous avaient pas nous-mêmes, vous le savez, laissés indifférents, et je m'étais préoccupé, depuis quelque temps déjà, des moyens de contribuer à en contrebalancer l'effet en montrant sur les côtes du Levant notre pavillon, dans des conditions de nature à nous permettre d'y exercer toute l'action qui revient à la France.

J'ai la satisfaction de vous faire connaître que, sur ma proposition, le Gouvernement de la République vient de décider qu'une division de l'Escadre de la

Méditerranée, composée de trois cuirassés et d'un certain nombre de croiseurs, serait détachée d'une façon permanente dans le Levant. Cette résolution déterminera sans doute le Gouvernement impérial à envoyer également dans ces mêmes parages une force navale répondant à l'idée que se font de la puissance russe les populations orientales.

Il importe en effet d'établir aux yeux de tous, par un témoignage ostensible, l'exacte portée de l'entente qui unit ces deux puissances et leur ferme intention de lui faire, en cas de nécessité, produire tous ses effets.

Je n'insisterai pas en terminant sur l'importance de la mission qui vous est dévolue ; elle ressort suffisamment de l'exposé qui précède. Mais il me sera permis d'exprimer ma confiance dans les facilités particulières que vous trouverez pour la remplir dans la haute valeur et l'expérience consommée du représentant de la Russie à Constantinople.

RIBOT.

N° 26

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 29 janvier 1892.

Le ministre des Affaires étrangères me fait savoir que l'Empereur a été *très satisfait* des instructions que Votre Excellence se propose d'adresser à notre ambassadeur à Constantinople.

MONTEBELLO.

N° 27

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Constantinople.

Paris, le 30 janvier 1892.

Le courrier de demain vous portera les instructions concertées avec la cour de Russie que je vous adresse sur la politique générale des deux puissances en Orient (1).

L'empereur Alexandre s'est montré très satisfait de cette dépêche. M. de Nélidoff est dès à présent autorisé à faire usage de ses instructions qui sont conçues dans le même sens et dont je vous envoie également le texte (2).

Ribot.

---

(1) Ces instructions ont été données plus haut sous le n° 25.
(2) Voir le n° 24.

CHAPITRE II

ÉLABORATION DE LA CONVENTION MILITAIRE

N° 28

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 4 février 1892.

(Personnelle.)

Je vous envoie par ce courrier une note rédigée par le général de Miribel et revue par M. de Freycinet. Elle est courte et pose nettement la question. Vous la remettrez ou ferez remettre au Tsar au moment que vous jugerez opportun.

Le ministre de la Guerre est tout prêt à envoyer à Pétersbourg ou à recevoir à Paris telle personne qu'on voudra.

Les appréhensions que nous avons eues au sujet de la question égyptienne sont un peu calmées.

Le Sultan paraît avoir été impressionné par le langage énergique que lui ont fait entendre M. Cambon et M. de Nélidoff.

Ribot.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 4 FEVRIER 1892

Note du général de Miribel.

La France et la Russie étant animées d'un égal désir de conserver la paix, la présente note a été rédigée au point de vue exclusif d'une guerre défensive, provoquée par une attaque des forces de la Triple Alliance contre l'une ou l'autre de ces deux puissances, ou contre les deux à la fois.

La note admet que les deux puissances sont décidées à pratiquer l'une vis-à-vis de l'autre le principe d'une entière réciprocité, c'est-à-dire que, l'une d'elles venant à être attaquée, l'autre se portera à son secours avec tous les moyens d'action dont elle dispose.

La rapidité étant plus que jamais la condition essentielle du succès, les mesures d'exécution devront être prises dans les deux pays aussitôt que le danger sera connu. Par conséquent, la note suppose que la mobilisation sera simultanée en France et en Russie, et qu'elle suivra de quelques heures la mobilisation des forces de la Triple Alliance.

Les autres puissances de l'Europe ne paraissant pas devoir prendre une part effective aux hostilités, le calcul des forces ci-après ne porte que sur les cinq pays : Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie, France et Russie.

I

1° L'Allemagne mettra sur pied, comme troupes de campagne de première ligne :

62 divisions d'infanterie (groupées en corps d'armée à 3 ou à 2 divisions), soutenues presque immédiatement par 11 divisions de Landwehr.

Au total : 73 divisions d'infanterie,
9 divisions de cavalerie indépendante,
et 3.564 bouches à feu,
soit 1.550.000 hommes qui seront concentrés sur les frontières vers le quatorzième jour.

Le reste des forces allemandes demeurera sur le territoire au début.

2° L'Italie mettra sur pied en première ligne, outre ses troupes alpines, 9 corps d'armée du temps de paix et 4 divisions de milice mobile.

Au total : 22 divisions d'infanterie
(et 22 bataillons de troupes alpines),
2 divisions de cavalerie indépendante,
et 1.092 bouches à feu,
soit 360.000 hommes qui seront concentrés près des Alpes dès le quinzième jour.

Le reste des forces italiennes sera maintenu sur le territoire au début.

3° L'Autriche mettra sur pied, en première ligne, 14 corps d'armée du temps de paix à 3 divisions, complétés au pied de guerre.

Au total : 42 divisions d'infanterie,
8 divisions de cavalerie indépendante,
et 1.776 bouches à feu,
soit 900.000 hommes qui seront concentrés sur la frontière russe, dès le seizième jour pour les 10 premiers corps, et du vingtième au vingt-cinquième jour pour les 4 derniers.

Le reste des forces autrichiennes sera maintenu sur le territoire au début, soit pour la surveillance de la Bosnie et de l'Herzégovine, soit pour la garde des places et du territoire.

Les forces de première ligne de la Triple Alliance présenteront donc la valeur de :

137 divisions d'infanterie avec leur cavalerie divisionnaire,
19 divisions de cavalerie indépendante,
et 6.432 bouches à feu de campagne,
soit un total de 2.810.000 hommes.

4° La France mettra sur pied, en première ligne, à peu près les mêmes forces que l'Allemagne, et, après avoir pourvu à la défense de l'Algérie et de la Tunisie, ainsi qu'à la garde de ses places et de ses côtes, elle disposera de :

75 divisions d'infanterie,

7 divisions de cavalerie indépendante,
et 3.870 bouches à feu,

soit 1.550.000 hommes qui seront concentrés sur les frontières dès le quatorzième jour.

5° La Russie mettra sur pied comme troupes de campagne : 48 divisions d'infanterie du temps de paix, renforcées par 21 divisions de réserve.

Après avoir pourvu à la garde de ses diverses frontières, principalement avec des formations de réserve, elle pourra disposer de 22 corps d'armée à 3 divisions, soit au total :

66 divisions d'infanterie (à 4 bataillons par régiment),
20 divisions de cavalerie (à 24 escadrons par division en moyenne), dont la moitié à peu près peut être considérée comme devant servir de cavalerie de corps d'armée,
80.000 cosaques des 2e et 3e tours,
et 3.290 bouches à feu,

soit 1.600.000 hommes, qui seront assez rapidement concentrés pour une fraction notable (à cause des troupes nombreuses qui se trouvent en Pologne), mais dont la concentration totale ne sera terminée qu'à une date un peu tardive, surtout pour les cosaques du 3e tour.

Les forces de première ligne des armées franco-russes présenteront donc la valeur de :

141 divisions d'infanterie, avec leur cavalerie divisionnaire,
16 divisions de cavalerie indépendante,
80.000 cosaques,
et 7.160 bouches à feu,

soit un total de 3.150.000 hommes.

On peut donc dire que les forces sont à peu près équivalentes des deux côtés, car, si le nombre est en faveur de la France et de la Russie, la rapidité de concentration est en faveur de la Triple Alliance.

II

L'État-major de l'armée française est pénétré du principe que, dans une lutte pareille, l'essentiel est de poursuivre la destruction de l'ennemi principal. La perte des autres s'ensuit inévitablement. En un mot, l'Allemagne une fois vaincue, les armées franco-russes imposeront leurs volontés à l'Autriche et à l'Italie.

Dans cet ordre d'idées, la France a tout sacrifié à la lutte contre l'Allemagne. Elle a pris ses dispositions pour ne maintenir devant les 22 divisions italiennes, ainsi que pour la garde de ses possessions africaines et de ses places fortes, que le contingent strictement nécessaire, et, dans son plan de concentration, elle a porté plus des cinq sixièmes de ses troupes de première ligne en face des armées allemandes, soit 65 divisions.

Avec ces 65 divisions, elle attaquera l'Allemagne à fond, de façon que cette puissance ne puisse détourner aucune de ses forces de l'ouest vers l'est pour menacer la Russie.

Si la Russie se place au même point de vue, elle ne laissera devant l'Autriche que les forces qui sont indispensables, et elle portera tout le reste en face de l'Allemagne.

On ne saurait comparer complètement la situation de la Russie vis-à-vis de l'Autriche à la situation de la France vis-à-vis de l'Italie. Tandis qu'entre ces deux derniers pays il existe une frontière naturelle difficile à franchir, la Russie au contraire est peu séparée de l'Autriche ; elle a en outre besoin de la battre pour soutenir les Slaves et pour décourager les Polonais. Mais, ceci admis, tout le surplus des forces doit être dirigé sur l'Allemagne.

Onze corps russes à 3 divisions, grâce à leur solidité exceptionnelle et à la supériorité de leurs effectifs sur ceux des corps autrichiens (régiments à 4 bataillons au lieu de 3), paraissent être tout

à fait en mesure d'arrêter et de vaincre les 14 corps d'armée que l'Autriche peut mettre en ligne.

Une fois ce prélèvement effectué, la Russie disposera encore d'environ 11 corps d'armée (33 divisions) : ces forces, jointes aux 65 divisions de l'armée française, seront assez puissantes, surtout si elles arrivent à temps, pour venir à bout de l'armée allemande.

Réunir 11 corps d'armée russes contre l'Allemagne ne suffirait pas. Il faut encore que ces corps soient concentrés avec une très grande rapidité, c'est le seul moyen de déconcerter un adversaire qui a fait entrer dans ses prévisions, grâce à la célérité de ses transports par voie ferrée, de se jeter d'abord sur la France, de la battre et de se retourner ensuite contre la Russie.

C'est le plan qu'il faut déjouer. Tout doit donc être combiné en vue de la mise en place la plus prompte possible des éléments de l'armée russe destinés à lutter contre l'Allemagne.

Les corps qui composent cette armée devront être choisis en conséquence, et leur point de rassemblement déterminé de façon à ce que la marche en avant soit facile, et que les rassemblements allemands puissent être atteints dans un court espace de temps.

Quels que soient les efforts de la Russie, elle ne pourra s'empêcher, dans l'état actuel des voies de communication, d'être en retard sur l'Allemagne. Mais par cela seul que l'armée russe dessinera une marche en avant, l'Allemagne sera obligée d'immobiliser une partie de ses forces sur sa frontière est, et elle devra renoncer dès lors à toute espérance de faire des navettes de l'est à l'ouest et réciproquement.

III

En résumé, la conclusion qui s'impose, à la France aussi bien qu'à la Russie, pour réunir toutes les chances heureuses d'une campagne faite en commun, c'est que, dès le signal des hostilités donné par la Triple Alliance, les deux puissances dirigent rapidement vers l'Alle-

magne toutes celles de leurs forces que n'absorbe pas le soin de contenir l'ennemi *secondaire*.

L'importance de cet ennemi secondaire fait seule varier la fraction des forces qu'il convient de distraire.

La France estime qu'elle peut contenir l'Italie avec un sixième de ses forces, et c'est pourquoi elle peut venir en aide à la Russie, le cas échéant, avec 65 divisions sur 75.

Il n'y a rien d'excessif à admettre que la Russie maîtrisera l'Autriche avec la moitié de ses forces, et qu'elle pourra venir en aide à la France avec l'autre moitié, soit 33 divisions sur 66.

N° 29

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 11 février 1892.

(Particulière.)

J'ai reçu par le courrier votre lettre particulière ainsi que la note que je vous avais demandée. Elle pose bien nettement la question et répond parfaitement, dans son ensemble, aux conditions voulues. Mais dans une négociation aussi délicate, aussi personnelle et d'une importance si considérable, on ne saurait trop peser les nuances et les termes d'une pareille note. Je l'ai minutieusement étudiée, en me mettant, pour ainsi dire, à la place de celui sur l'esprit duquel elle est destinée à produire l'impression que nous recherchons. Il m'a semblé qu'en conservant toutes les idées si nettement exposées et si nécessaires à présenter, il y aurait peut-être avantage à en modifier légèrement la forme et, pour les rendre plus nettes et plus frappantes encore, à les dégager de

certains détails de chiffres qui intéressent plus particulièrement un état-major et qui, dans la note même, ne pourraient que détourner inutilement l'attention du point principal et rendre l'ensemble moins saisissant.

Dans cet ordre d'idées, je vous envoie une nouvelle rédaction que je soumets à votre appréciation et à celle du président du Conseil. J'ai séparé le tableau des forces respectives du corps même de la note, mais j'ai, bien entendu, conservé les chiffres indiqués, sauf pourtant pour l'Autriche. D'après mes renseignements personnels, j'ai lieu de croire, en effet, que l'État-major russe n'évalue qu'à 800.000 hommes, au plus, l'effectif des troupes autrichiennes de première ligne. Il est peut-être inutile de présenter dans notre évaluation un chiffre au-dessus de celui estimé par la Russie. D'autre part, les Russes font entrer dans leurs calculs l'appoint qui pourrait être fourni par la Roumanie. Il y aurait peut-être, de ce côté, quelque action diplomatique à exercer pour amener la neutralité d'un État qui, sans avoir une grande importance, ne peut cependant pas être entièrement passé sous silence. Les Russes évaluent le contingent roumain à 100.000 hommes environ. Une semblable omission dans nos calculs ne manquerait pas de provoquer une objection qu'il me semble préférable d'écarter d'avance. Le chiffre de 900.000 hommes se trouve ainsi à peu près rétabli et conforme aux évaluations de l'État-major russe.

En ce qui concerne l'effectif des forces que la Russie mettrait en face de l'Allemagne, j'ai pensé qu'il y aurait avantage à le présenter par un chiffre total qui exprime ce que nous désirons, sous une forme qui laisse plus de champ aux combinaisons, sans entrer dans le détail du nombre des divisions.

Vous verrez enfin que, dans l'ensemble de la note et, en particulier, dans la conclusion, j'ai eu soin d'introduire un appel direct à la sincérité et à l'équité de l'Empereur, ce qui ne me paraît pas superflu ; j'ai tenu, en outre, à bien spécifier, comme l'indique, d'ailleurs, le projet que vous m'avez envoyé, que le contact doit être pris le plus rapidement possible, pour déjouer tout

projet de navette de l'ouest à l'est et *vice versa ;* et j'ai appuyé sur la rapidité et la *continuité* de la préparation, ainsi que sur le rôle actif que doit, dès le début, remplir le secours qui nous serait fourni par la Russie.

J'expédie le courrier un jour plus tôt que d'habitude. Il arrivera à Paris lundi matin et jusqu'au jeudi soir, jour régulier du départ de Paris de notre prochaine valise, vous pourrez, mon cher Ministre, donner à la note en question une forme définitive et m'adresser vos observations sur les modifications que je me permets de vous soumettre. Il serait très nécessaire, pour la suite de négociations qui doivent rester absolument secrètes, que nous eussions entre nous un chiffre spécial qui nous permît de correspondre directement, sans aucun intermédiaire. Je craindrais de confier à la poste des télégrammes ou des correspondances de cette nature, et nos courriers sont trop espacés pour qu'il soit toujours possible d'en attendre la date.

J'ai déjà pressenti M. de Giers sur la remise à l'Empereur de la note projetée. Tout en admettant la procédure, il s'était d'abord montré peu pressé, mais, dans un entretien que j'ai eu hier avec lui, je l'ai trouvé plus disposé à entrer, dès à présent, dans nos vues. Je tiens en réserve de nouveaux arguments dont je n'ai pas voulu, tout d'abord, faire usage, sentant qu'il fallait, avant tout, préparer le terrain. Le moment de l'action décisive ne tardera pas à venir et je pourrai alors, sans avoir inutilement épuisé d'avance tous mes moyens, les mettre en œuvre au moment opportun. M. de Giers est d'avis que c'est à Pétersbourg que doivent se poursuivre et se clore les négociations. Il se méfie du baron de Mohrenheim qui « prétend avoir fait l'alliance franco-russe », et qui voudrait jouer, dans cette affaire, un rôle indiscret. Il serait impossible à Paris de le tenir à l'écart ; il est mal avec tous les généraux qui pourraient y être envoyés, il aurait la prétention de conduire les négociations et le calme si nécessaire dans une si délicate circonstance en serait gravement compromis. Nous devrons donc nous arrêter à la combinaison de l'envoi en Russie d'un négociateur français. Le

prétexte sera facile à trouver ; il est, dès aujourd'hui, posé dans la lettre de notre attaché militaire que je vous serais reconnaissant de remettre à M. de Freycinet. Pour les bureaux et pour le service, le motif de l'envoi d'un ou de plusieurs officiers est très suffisamment établi, et, le moment venu, le ministre de la Guerre n'aura qu'à faire donner suite à la lettre du commandant Moulin qui peut, dès à présent, être enregistrée avec une annotation qui en admette le principe.

MONTEBELLO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE PÉTERSBOURG DU 11 FÉVRIER 1892

Projet de modification de la note Miribel.

La France et la Russie étant animées d'un égal désir de conserver la paix, la présente note a été rédigée au point de vue exclusif d'une guerre défensive provoquée par une attaque des forces de la Triple Alliance contre l'une ou l'autre de ces deux puissances, ou contre les deux à la fois.

Le point de départ des considérations qui suivent est que la France et la Russie sont décidées à pratiquer l'une vis-à-vis de l'autre le principe d'une sincère réciprocité, c'est-à-dire que, l'une d'elles venant à être attaquée, l'autre se portera immédiatement à son secours avec tous ses moyens de lutte disponibles.

Ce principe admis, la première conclusion qui s'impose à la Russie aussi bien qu'à la France, pour ne pas compromettre les chances d'une campagne faite en commun, c'est que les mesures d'exécution soient prises dans les deux pays aussitôt que le danger sera connu. La mobilisation devra donc commencer, pour s'accomplir, sans interruption, simultanément en France et en Russie, dès les premières heures de la mobilisation des forces de la Triple Alliance. La rapidité étant plus que jamais la condition essentielle du succès, il

importe que la France ou la Russie ne soient pas exposées, ne fût-ce que pendant quelques jours, à subir isolément une agression combinée permettant à leurs adversaires de remporter, dès le début, des avantages décisifs ou de nature à exercer une influence fâcheuse sur les dispositions des neutres.

I

Toutefois, cette simultanéité d'entrée en action est loin d'être suffisante pour assurer toutes les chances heureuses. Il n'y a, en effet, qu'à jeter les yeux sur le tableau ci-annexé pour se convaincre que les forces réunies de la France et de la Russie ne forment pas un total notablement supérieur à celui des forces de la Triple Alliance : Allemagne, Autriche, Italie, surtout si l'on y comprend éventuellement la Roumanie.

Dans ces conditions, les forces sont à peu près équivalentes des deux côtés ; car si le nombre est légèrement en faveur de la France et de la Russie, la rapidité de concentration est à l'avantage de la Triple Alliance. Ce n'est donc que par une combinaison judicieuse de leurs moyens d'action, en vue d'un but commun, que la Russie et la France peuvent se donner des chances de supériorité sur leurs adversaires.

II

Le Gouvernement français est pénétré du principe que, dans une pareille lutte, l'essentiel est de poursuivre, avec tous ses moyens disponibles, la destruction de l'ennemi principal ; la perte des autres s'ensuit inévitablement. Cet ennemi est l'Allemagne dont la puissance militaire est à elle seule supérieure à celle de tous ses alliés réunis, et qui est politiquement le pivot, l'âme et le centre de la Triple Alliance. L'Allemagne une fois vaincue, les armées franco-russes disposeront à leur volonté de l'Autriche et de l'Italie.

Dans cet ordre d'idées, l'État-major français a tout

sacrifié à la lutte contre l'Allemagne, et, si la Russie venait à être attaquée par la Triple Alliance, la France ne maintiendrait, devant les 360.000 hommes de l'Italie, que le contingent strictement nécessaire, et porterait plus des cinq sixièmes de ses troupes de première ligne en face des Allemands, soit environ 1.300.000 hommes.

Avec cette armée, elle attaquera l'Allemagne à fond, de façon que cette puissance ne puisse maintenir qu'une faible partie de ses forces à l'est contre la Russie.

Il n'est pas douteux que la situation de la Russie vis-à-vis de l'Autriche ne saurait se comparer complètement à la situation de la France vis-à-vis de l'Italie. Tandis qu'entre ces deux derniers pays il existe une frontière naturelle difficile à franchir, la Russie, au contraire, est peu séparée de l'Autriche ; elle a, en outre, besoin de la battre pour soutenir son prestige moral vis-à-vis des nations slaves et de la Roumanie. Toutefois, au nom du principe de réciprocité, il est juste d'admettre que la Russie ne laissera devant l'Autriche que les forces indispensables pour la maîtriser, et qu'elle dirigera, avec le reste de ses moyens disponibles, une action aussi énergique que possible contre l'Allemagne.

Il ne saurait appartenir à l'État-major français de préciser à lui seul l'effectif des troupes destinées à agir contre l'Autriche ; mais il est clair que, pour lutter avec succès contre l'Allemagne — adversaire principal — la Russie aussi bien que la France doivent concentrer contre cette puissance un ensemble de forces sensiblement supérieures à celles qu'elle peut mettre en ligne, tant pour compenser le désavantage du retard de la concentration russe et de l'action sur deux théâtres très éloignés l'un de l'autre, que pour avoir un excédent numérique promettant des chances heureuses.

Il n'y a donc rien d'excessif à supposer que sur 1.600.000 hommes de troupes de première ligne, la Russie portera contre l'Allemagne environ 700.000 à 800.000 hommes. Ces forces, jointes aux 1.300.000 hommes de l'armée française, seront assez puissantes — surtout si elles arrivent à temps — pour venir à

bout de l'armée allemande. Mais là est précisément l'important. Il faut que ces forces soient concentrées avec une très grande rapidité, et prennent le contact de l'armée allemande sans retard. C'est le seul moyen de déconcerter un adversaire qui a fait entrer dans ses prévisions, grâce à la célérité de ses transports par voie ferrée, de se jeter d'abord sur la France, de la battre et de se retourner ensuite contre la Russie.

III

En résumé, pour réunir les meilleures chances de sauvegarde mutuelle, la France et la Russie doivent être convenues d'avance que, dès le signal des hostilités donné par la Triple Alliance, elles mettront en action contre l'Allemagne, le plus rapidement possible, toutes celles de leurs forces que ne réclame pas le soin de faire face à l'ennemi secondaire.

L'importance de cet ennemi secondaire fait seule varier la fraction des forces qu'il convient de distraire. La France estime qu'elle peut contenir l'Italie avec une faible partie de ses forces, et c'est pourquoi elle viendra en aide à la Russie, le cas échéant, avec les cinq sixièmes de son armée.

Les sentiments de haute équité de Sa Majesté l'Empereur aussi bien que son appréciation souveraine des nécessités de la situation l'amèneront sans doute à penser que la Russie pourra à son tour disposer en faveur de la France d'environ 700.000 à 800.000 hommes, concentrés le plus rapidement possible sur la frontière allemande en des points déterminés, de façon à ce que la marche en avant soit facile, et permette d'atteindre les rassemblements de l'Allemagne assez promptement pour lui enlever dès le début tout espoir de faire des navettes de l'est à l'ouest et réciproquement.

ALLEMAGNE

Troupes de première ligne : 1.550.000 hommes concentrés sur les frontières dès le 14e jour (le reste maintenu pour la garde du territoire au début).

AUTRICHE

Troupes de première ligne : 800.000 hommes concentrés sur la frontière russe dès le 16e jour pour les 2/3 et du 20e au 25e jour pour le dernier tiers (le reste maintenu sur le territoire au début soit pour la surveillance de la Bosnie et de l'Herzégovine, soit pour la garde des places et du territoire).

ROUMANIE

Troupes de première ligne : 100.000 hommes.

ITALIE

Troupes de première ligne : 360.000 hommes concentrés sur la frontière française dès le 15e jour.

FRANCE

Troupes de première ligne : 1.550.000 hommes concentrés sur les frontières le 14e jour (défalcation faite des troupes nécessaires à la défense de l'Algérie et de la Tunisie, ainsi qu'à la garde des places et des côtes).

RUSSIE

Après avoir assuré la garde de ses autres frontières, principalement avec des formations de réserve, la Russie pourra disposer en première ligne d'environ 1.600.000 hommes dont une partie notable peuvent être assez rapidement concentrés sur la frontière (à cause des troupes nombreuses qui se trouvent en Pologne) mais dont la concentration totale ne se terminera qu'à une date un peu tardive.

Total : 5.960.000 hommes.

N° 30

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 12 mars 1892.

La note a été remise mardi 8 courant à l'Empereur,

qui a paru l'approuver dans son ensemble. Il désire l'étudier et a dit à M. de Giers qu'il en causerait avec lui mardi. Le ministre des Affaires étrangères m'a donné rendez-vous mercredi dans la matinée pour me faire part des impressions de Sa Majesté.

MONTEBELLO.

N° 31

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 16 mars 1892.

M. de Giers m'a rendu compte de son entretien avec l'Empereur.

Le principe d'assistance réciproque et de mobilisation simultanée a été accepté.

L'Empereur désire l'envoi d'un officier français pour discuter les détails, après son retour du Danemark.

Je partirai demain et vous verrai dimanche matin.

MONTEBELLO.

N° 32

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 4 mai 1892.

J'ai saisi la première occasion de voir le ministre de la Guerre en particulier. Il a été mis secrètement par

l'Empereur dans la confidence de nos négociations secrètes. Je l'ai trouvé disposé à en causer avec moi. L'Empereur lui a montré la note remise le 8 mars et l'a chargé de préparer un projet de convention militaire écrit. Sa Majesté se propose d'inviter aux manœuvres de juillet le général de Miribel ou le général de Boisdeffre, à notre choix.

Pour le moment, l'Empereur ne trouve aucune observation à faire à cette note.

MONTEBELLO.

N° 33

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 23 mai 1892.

Le ministre de la Guerre a soumis à l'Empereur le projet de convention militaire qu'il avait été chargé de préparer. Il a pris pour base de son travail la note que j'ai remise à Sa Majesté. Ce projet de convention est actuellement entre les mains de M. de Giers dont l'Empereur désire avoir l'avis. Tout marche aussi régulièrement que nous pouvons le désirer et les dispositions du ministre de la Guerre sont des plus favorables.

MONTEBELLO.

N° 34

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères,
à M. de Montebello, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 25 mai 1892.

(Personnelle.)

Vos dernières communications ont été reçues ici avec satisfaction. Il est évident que l'Empereur suit avec persévérance son dessein de donner à l'entente du mois d'août 1891 tous les développements qu'elle comporte. La signature de la convention militaire mettra le sceau à notre accord politique. Je compte que vous n'épargnerez rien pour hâter cette signature. L'Europe est calme, mais qui peut répondre de la paix pour une longue durée? L'Italie traverse une crise grave. La chute probable du ministère Giolitti, la dissolution de la Chambre qu'on entrevoit et le retour probable de Crispi nous obligent à être vigilants. Si Crispi revient, ce ne sera pas pour donner aux relations de l'Italie avec la France un tour plus amical.

Le voyage du Président de la République à Nancy a donné lieu de l'autre côté du Rhin à une petite guerre de plume, qui s'est naturellement continuée de notre côté. Toute cette agitation est superficielle et nous avons toute raison de penser que les fêtes du 5 juin se passeront le mieux du monde.

Ribot.

N° 35

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 23 juin 1892.

(Particulière.)

Je vous envoie une copie des lettres qui ont été échangées entre M. de Mohrenheim et moi le 27 août 1891. Vous vous rendrez compte, en vous reportant aux correspondances que M. de Laboulaye a dû laisser dans les archives, des circonstances dans lesquelles a eu lieu cet échange de déclarations. La rédaction des deux points a été arrêtée à Pétersbourg entre MM. de Giers et de Laboulaye. Le temps manquait pour en discuter les termes. Je me suis borné à demander une modification du deuxième point. Au lieu d'une rédaction qui n'imposait pas aux deux Gouvernements l'obligation actuelle de s'entendre sur les mesures à prendre de concert pour se protéger mutuellement contre une agression, j'ai proposé un amendement dont M. de Giers a parfaitement reconnu la portée et qu'il a d'abord hésité à accepter parce qu'il y voyait un engagement ferme et précis. C'est évidemment lui qui, au dernier moment, a suggéré à l'Empereur de prendre le temps de réfléchir et de renvoyer la conclusion de l'accord jusqu'après le voyage à Pétersbourg de M. de Mohrenheim. Celui-ci fut mandé par le télégraphe et, à son retour, il m'écrivit la lettre dont vous avez le texte sous les yeux et qui était exactement conforme, en ce qui touche le deuxième point, à la rédaction dont j'avais moi-même indiqué les termes.

Quand M. de Giers est venu à Paris, il m'a dit que, pour l'Empereur et pour lui, le paragraphe 2 impliquait nettement l'engagement réciproque des deux

Gouvernements de se soutenir de toutes leurs forces au cas d'agression contre l'un d'eux. Il a pourtant reconnu que le texte, improvisé au mois d'août 1891, pouvait être remanié et complété afin de ne laisser prise à aucune équivoque. Il admit également sans difficulté que les deux pays s'obligeassent expressément à mobiliser, sans qu'il fût besoin d'une entente nouvelle, la totalité de leurs forces, au cas de mobilisation des forces de la Triple Alliance.

Le seul point réservé était celui de savoir dans quelle mesure les deux pays devraient accentuer leur effort militaire contre l'ennemi principal. C'est ce point qui a fait l'objet essentiel de la note que vous avez remise à l'Empereur au mois de mars de cette année et dont le principe semble n'avoir soulevé aucune objection.

Il me paraît essentiel que la convention qui sera prochainement signée, reprenne ces trois points et leur donne une formule aussi claire que possible. Le général Wannowsky a parfaitement raison de vouloir que tout soit précis et lumineux dans un pareil arrangement. Vous aurez raison, sans trop de difficulté, des scrupules et des incertitudes de M. de Giers. C'est un esprit timoré qui craint les engagements trop nets et qui aime les circonlocutions. L'Empereur ne peut manquer d'être de l'avis de son ministre de la Guerre.

Vous comprenez l'intérêt que nous attachons à ne pas perdre de temps. Il serait bien nécessaire qu'avant le retour de l'Empereur à Pétersbourg, vous pussiez vous mettre d'accord avec M. de Giers et le général Wannowsky sur une rédaction que vous me communiqueriez immédiatement. Le Conseil des ministres devra nécessairement en prendre connaissance. Après le 14 juillet il sera difficile de réunir les ministres et ce peut être une nouvelle cause de retard.

Je me rends compte des lenteurs qui résultent de l'absence de M. de Giers et surtout des habitudes d'esprit en général. L'affaire des fusils ne nous a que trop instruits à cet égard. On était d'accord sur tout et pourtant il a fallu dix-huit mois pour arriver à la signa-

ture du contrat. Maintenant on remanie encore le type du fusil et la fabrication est de nouveau retardée.

Vous êtes autorisé à parler non seulement en votre nom mais au nom du Gouvernement tout entier. Faites comprendre à M. de Giers qu'au besoin vous serez obligé de vous adresser directement à l'Empereur. Servez-vous aussi de la bonne volonté du ministre de la Guerre, en prenant garde de la mettre en opposition trop marquée avec le ministre des Affaires étrangères. Vous êtes juge des moyens à employer, mais il importe que tout soit prêt avant la fin du mois de juillet.

M. de Freycinet m'a dit ce matin qu'il comptait inviter les officiers russes aux manœuvres du général Jamont, qui seront aussi intéressantes que celles du général de Cools et auxquelles les autres pays ne seront pas représentés. Entendez-vous à ce sujet avec le ministre de la Guerre de Russie et télégraphiez-moi dès que vous serez d'accord sur la date à laquelle l'invitation officielle devra être envoyée.

Le général de Boisdeffre sera prêt à partir à l'époque qu'on lui fixera. Il aura toutes les instructions et tous les pouvoirs nécessaires pour traiter avec l'État-major russe les questions techniques qui se rattachent à la convention militaire : mais ces questions de détail, si importantes qu'elles soient, ne paraissent pas devoir être traduites en articles dans la convention proprement dite. Elles paraissent devoir faire l'objet de notes à échanger entre les deux États-majors avec l'approbation des ministres de la Guerre. Vous n'aurez pas à entrer dans ces détails d'exécution qui ne sont pas de votre compétence. Nous ne pouvons que poser des principes et laisser ensuite aux militaires le soin d'arrêter des plans de concentration en conséquence. Plus la convention qui posera les bases d'une action commune sera simple et brève, mieux cela vaudra. Je la réduirais volontiers aux quelques lignes que nous avons jetées sur le papier avant votre départ.

Il va de soi qu'une telle convention est, au premier chef, un acte politique et que, si elle n'est pas signée

par les chefs d'État, elle doit l'être tout au moins par les ministres des Affaires étrangères, au nom de l'Empereur d'une part et du Président de la République d'autre part. Vous n'aborderez cette question de forme qu'après avoir réglé toutes les questions de fond. Mais il importe de ne pas la perdre de vue.

M. de Mohrenheim doit aller le 15 juillet à Pétersbourg. Il m'a laissé entendre qu'il s'attendait à être consulté par l'Empereur. Je ne lui ai rien dit de précis, mais seulement que nous étions satisfaits des dispositions qu'on nous marque à Pétersbourg.

Tenez-moi au courant par le télégraphe en vous servant de notre chiffre particulier.

RIBOT.

N° 36

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 1er juillet 1892.

Il est essentiel que nous soyons fixés sur les intentions de l'Empereur avant le départ du général de Boisdeffre. Je vous recommande d'agir avec décision et de solliciter, au besoin, une audience de l'Empereur dès son retour. Le ministre de la Guerre désire savoir quand arrivera l'invitation officielle pour les manœuvres.

RIBOT.

N° 37

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 8 juillet 1892.

Les manœuvres russes commencent le 8 août et l'on désirerait ici que le général de Boisdeffre arrivât cinq ou six jours à l'avance.

Les invitations seront adressées dès que le ministre de la Guerre aura pris les ordres de l'Empereur, c'est-à-dire dans le courant de la semaine prochaine.

MONTEBELLO.

N° 38

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 8 juillet 1892.

Vous savez qu'en l'absence de l'Empereur aucune signature ne peut être prise; je n'ai cependant pas perdu mon temps et j'ai eu de fréquents entretiens avec le ministre de la Guerre et le général Obroutcheff, avec qui je suis dans les relations les plus confiantes et qui, comme moi, sont animés du désir d'arriver à une conclusion aussi prompte que possible. Leur opinion est qu'il faut dès à présent convenir des mesures immédiates et simultanées qu'il y aurait à prendre pour le cas où la paix serait menacée et c'est dans ce sens qu'est

conçu le projet soumis à l'Empereur. L'opinion de ces deux officiers pose des bases sur des arguments techniques d'une valeur indiscutable et ne peut manquer de frapper vivement l'Empereur. M. de Giers est toujours souffrant à la campagne, sa porte est rigoureusement consignée. Toutefois, je vais tenter de le voir quelques instants et de me rendre compte de son état. En attendant, je lui ai fait dire que j'étais dans la nécessité de le voir et de causer avec lui avant qu'il ne vît l'Empereur.

La maladie du ministre des Affaires étrangères et l'absence prolongée de l'Empereur ont nécessairement ralenti les négociations, mais j'estime qu'elles ne peuvent suivre une marche plus normale et plus rassurante.

MONTEBELLO.

N° 39

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 8 juillet 1892.

(LETTRE PARTICULIÈRE.)

Le télégramme secret que vous m'avez envoyé ce matin a confirmé ce que nous savions des dispositions du ministre de la Guerre et du général Obroutcheff. L'État-major russe n'est pas moins pressé que le nôtre de sortir de cette période d'attente qui dure depuis trop longtemps. Au mois d'août dernier, la nécessité d'une convention militaire avait été reconnue et consacrée en termes formels. Lors de son passage à Paris, M. de Giers s'était engagé à en presser la conclusion. Bien des mois se sont écoulés depuis cette époque et rien n'est encore fait. Je sais que tout a été rendu diffi-

cile par la maladie de M. de Giers et par l'absence de l'Empereur : mais il faut enfin aboutir. J'ai peine à expliquer ces lenteurs à M. le Président de la République et au ministre de la Guerre.

Si le mois d'août devait encore passer, sans que nous arrivions à un résultat, je me verrais forcé, pour dégager ma responsabilité, de porter la question devant le Conseil des ministres. Vous avez fait sans aucun doute tout ce que vous pouviez faire et, de mon côté, je crois n'avoir rien négligé. Nous n'en avons pas moins une lourde responsabilité. Si, par malheur, la guerre éclatait sans que nous ayons réussi à établir entre les deux pays un plan d'action commun, c'est à nous qu'on reprocherait de n'avoir pas mené la négociation avec assez d'énergie. Comment faire comprendre que la politique de deux grands pays dépende d'accidents tels que la maladie d'un ministre et de détails d'étiquette qui s'opposent à ce qu'un ambassadeur puisse aborder, quand il est chargé d'aussi graves intérêts, la personne de l'Empereur?

Enfin, j'espère que tout va marcher rapidement à une conclusion. Vous me ferez savoir le résultat de votre visite à M. de Giers. Si vous n'êtes pas satisfait, vous devrez songer très sérieusement à demander une audience au Tsar ou tout au moins à lui faire passer une note dans laquelle vous préciserez l'état de la question, les raisons de ne pas perdre de temps et la parole donnée par l'Empereur lui-même. S'il vous fallait un prétexte pour voir l'Empereur, vous pourriez dire que le Président de la République vous a chargé de le remercier personnellement de la visite que le grand-duc Constantin a faite à Nancy.

Le général de Boisdeffre sera à Pétersbourg le 1er ou le 2 août. En attendant cette date, il serait bien désirable que vous puissiez avoir communication des points principaux du projet de convention. Le mois d'août sera très peu favorable à des échanges de communications. M. de Freycinet sera loin de Paris. Le Conseil des ministres sera dispersé. Je ne vous demande pas bien entendu de faire l'impossible ; mais je compte que

vous ferez tout le possible et je vous en remercie à l'avance.

RIBOT.

N° 40

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 9 juillet 1892.

Je vous remercie de votre télégramme.

Le ministre de la Guerre vous prie d'insister aussi vivement que possible pour obtenir communication, dès le retour de l'Empereur, sinon du texte au moins des points principaux du projet, afin de pouvoir arrêter les instructions qu'il doit donner au général de Boisdeffre. Cette communication préalable semble indispensable, si nous voulons aboutir pendant le séjour de courte durée que le général fera à Pétersbourg.

RIBOT.

N° 41

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 11 juillet 1892.

J'ai reçu votre télégramme et je vous en remercie.

Je sens comme vous la nécessité d'en finir promptement. L'Empereur doit rentrer demain soir. Je verrai

encore une fois le ministre de la Guerre et me rendrai vendredi en Finlande.

MONTEBELLO.

N° 42

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 16 juillet 1892.

(PARTICULIÈRE.)

Je ne crois pas qu'il y ait eu réellement un projet de convention militaire remis à l'Empereur; c'est plutôt un travail préparatoire dont je vous ai déjà donné les lignes principales. Ce que m'a dit le général Obroutcheff indique assez l'ensemble des intentions de l'État-major russe pour qu'il soit facile d'établir sur ces bases les instructions à donner au général de Boisdeffre. Si, après la conversation que le ministre de la Guerre aura eue à ce sujet avec l'Empereur, je voyais autre chose à vous dire, je vous le ferais savoir immédiatement, mais, dès à présent, nous connaissons parfaitement, il me semble, les idées de la Russie au point de vue militaire. J'en ai causé avec le commandant Moulin, qui m'a remis la petite note ci-jointe résumant la situation. Maintenant, au point où nous en sommes, en l'absence du ministre des Affaires étrangères, et pour perdre le moins de temps possible, ne devons-nous pas chercher le moyen le plus sûr et à la fois le plus net de rendre pratique l'accord intervenu entre la Russie et nous, au mois d'août dernier? L'Empereur et les deux ministres considèrent cet accord comme irrévocable, comme entraînant de part et d'autre un engagement formel; il s'agit aujourd'hui, par une convention militaire, d'exécuter ce qui est convenu au deuxième paragraphe. La façon si nette dont l'État-major russe comprend la

mobilisation immédiate et simultanée ne nous laisse aucune inquiétude sur ses intentions à cet égard. Ne croyez-vous pas qu'un préambule à la convention militaire, dans lequel seraient rappelés et précisés, dans le sens de la petite note que nous avons préparée ensemble, les deux paragraphes des lettres du mois d'août, donnerait à cette convention militaire toute la force d'un traité politique? Nous ne devons pas oublier que l'Empereur se considère comme engagé formellement et que nous ne pouvons pas paraître manquer de confiance dans sa parole. Les derniers témoignages qu'il nous a du reste dernièrement donnés nous prouvent que ses sentiments n'ont pas varié; il veut faire une convention militaire et il la considère, non pas comme un acte nouveau, mais comme le complément nécessaire des engagements qu'il a pris. La note que je lui ai fait remettre est une base qui contient toutes nos intentions. C'est un plan complet pour cette convention militaire à intervenir, et l'Empereur n'y a fait aucune objection, en principe au moins; il ne l'a jamais perdue de vue, il la garde et c'est sur cette note qu'il s'appuie, j'en ai eu maintes preuves, dans tous ses entretiens avec son ministre de la Guerre.

En résumé, les lettres échangées au mois d'août dernier constituent un engagement tellement formel qu'il équivaut à un traité. C'est ainsi que les Russes l'envisagent. L'Empereur, en prenant cet engagement, en a compris toute la portée. Si la guerre éclatait demain, il se considérerait comme engagé à unir ses forces aux nôtres en vue d'une action commune. Ce qui manque aujourd'hui, c'est une convention militaire qui, en réglant d'avance les conditions dans lesquelles cette action devra s'exercer, lui assure, au point de vue stratégique, toute son efficacité. C'est au général de Boisdeffre qu'il appartiendra de régler avec l'Etat-major russe les détails de cette convention militaire qui, rattachée par un préambule aux engagements déjà pris, aurait pour effet tout à la fois de les confirmer et de les compléter.

MONTEBELLO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE SAINT-PÉTERSBOURG DU 16 JUILLET 1892

Note du commandant Moulin, attaché militaire de France à Saint-Pétersbourg.

Saint-Pétersbourg, le 16 juillet 1892.

Il résulte des confidences qui ont été faites à l'ambassadeur de la République Française à Saint-Pétersbourg par le général Wannowsky et par le général Obroutcheff, que le ministre de la Guerre doit présenter à l'Empereur, le jour du premier rapport qui suivra la rentrée de Sa Majesté de Copenhague, c'est-à-dire aujourd'hui, une note relative à une entente militaire entre la France et la Russie, en prévision d'une agression éventuelle de la Triple Alliance. Ce document a été rédigé par le général Obroutcheff. Il est destiné à éclairer définitivement l'Empereur sur la question en reprenant, du point de vue de l'État-major russe, les aperçus contenus dans la note que le comte de Montebello avait fait parvenir à Sa Majesté au printemps dernier, et qu'elle avait indiquée au général Wannowsky comme devant servir de base à son travail. Le ministre de la Guerre aurait cru manquer à son devoir de fidèle sujet en donnant connaissance de ce rapport à l'ambassadeur de la République Française avant de l'avoir présenté à Son Maître, et il est probable que ce dernier se réservera de l'étudier à loisir et dans le silence de son cabinet, comme il le fait pour toutes les affaires importantes, et comme il l'a fait notamment pour le document français, avant d'exprimer son opinion même à ses plus intimes. Nous n'avons du reste que de bonnes chances à gagner à cette manière d'opérer. Le général Wannowsky et le général Obroutcheff, tout en étant très favorables à une entente militaire avec la France, ont toujours laissé voir une certaine tendance

à se préoccuper un peu plus de l'Autriche, dans la Triple Alliance, que nous ne voudrions. Ce sont précisément ces tendances, dont nous voulions nous préserver, qui ont motivé le choix de la voie proposée et acceptée pour la négociation : celle d'une note mise directement sous les yeux du Souverain. Il est donc logique que le travail de l'État-major russe remonte par la même filière et nous sommes en droit d'espérer qu'après avoir passé sous les yeux de l'Empereur, le rapport du ministre de la Guerre aura reçu, s'il était nécessaire, ce ton d'équité et de bon sens qui est le propre du caractère d'Alexandre III, et pourra par suite servir de point de départ à une entente plus facile.

Toutefois, si le texte même de la note russe n'a pu être mis sous les yeux de l'ambassadeur, le général Obroutcheff a été assez loin avec lui dans la voie des confidences, et il paraît possible d'établir quelques hypothèses, fondées, sur le contenu de ce travail :

1° Le rapport du général Obroutcheff commencerait par insister avec force sur la nécessité de conclure sans retard une entente militaire entre la France et la Russie, en s'appuyant sur les arguments solides que ne peut manquer de suggérer au chef de l'État-major général la connaissance du temps considérable nécessaire pour parfaire la préparation d'un plan de concentration avec les effectifs énormes à mettre en mouvement aujourd'hui, les rouages délicats des transports par voie ferrée, l'organisation des approvisionnements dans la zone de concentration, etc.

2° Le général Obroutcheff ferait ressortir ensuite la nécessité de la mobilisation immédiate et simultanée des armées russe et française, à la première nouvelle reçue par l'un ou l'autre des deux pays d'une mobilisation des forces de la Triple Alliance. Il entend du reste que cette mobilisation de la France et de la Russie soit suivie immédiatement d'effets actifs, d'actes de guerre, en un mot soit inséparable d'une « agression ».

3° Le total de 1.600.000 hommes à déployer par la Russie en première ligne, indiqué dans la note française, est franchement accepté par le chef de l'État-

major russe, qui se fait fort de présenter à la Triple Alliance 700.000 hommes sur le front allemand et 700.000 hommes sur le front autrichien en première ligne, sans parler des garnisons des places frontières. (D'après les renseignements que nous possédons d'ailleurs sur le plan n° 15, qui va entrer en vigueur à l'automne, l'armée opposée aux Allemands comprendrait l'armée de la Vistule en Pologne et l'armée de Vilna-Biélostok; l'armée opposée aux Autrichiens comprendrait l'armée du Boug en Pologne et l'armée de Dragomiroff à Kovno.)

4° Sans faire d'objection à une offensive sur le front allemand, le général Obroutcheff estime que l'action des armées russes de ce côté sera d'autant plus efficace que les Allemands prendront eux-mêmes une offensive plus décidée, surtout si cette offensive se prononçait dans la direction de Kovno. Mais, en tout cas, il affirme très positivement que les démonstrations qu'il dirigera de bonne heure contre l'Allemagne donneront à celle-ci assez d'inquiétude pour l'empêcher de se dégarnir d'un seul corps de ce côté.

5° Le chef de l'État-major russe estime à sept corps allemands doublés ou renforcés les forces auxquelles il aura affaire au nord, et à treize corps autrichiens et trois corps italiens les forces que lui opposera la Triple Alliance en Galicie. Il prétend tenir de source certaine que le premier corps italien débarquera à Lemberg dès le seizième jour de la mobilisation. Suivant lui, la France aurait devant elle en première ligne : douze corps allemands doublés et neuf corps italiens.

En raison du manque de défenses naturelles sur la frontière autrichienne, et de la facilité qu'auraient les Autrichiens, grâce au développement de leur réseau, à masser leurs forces contre un point d'une ligne défensive forcément étendue, le général Obroutcheff croit indispensable de prendre aussi l'offensive contre les concentrations en Galicie. Il y voit incidemment l'avantage d'imposer respect à la Roumanie par une prompte victoire sur l'Autriche, mais surtout le moyen le plus efficace d'assurer une marche offensive de

l'armée russe sur Breslau, unique ligne d'opérations qui lui permette de menacer les Allemands dans leurs œuvres vives, puisque toute action dirigée plus au nord viendrait se heurter, à Kœnigsberg, aux places de la Vistule et à Posen.

MOULIN.

N° 43

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 17 juillet 1892.

M. de Giers est depuis douze jours au lit, souffrant de douleurs rhumatismales très vives et incapable de faire un mouvement. Il a tenu cependant à me recevoir quelques instants. Je me suis rendu compte de l'extrême gravité de son état. C'est à peine si j'ai pu entendre sa voix; lui-même est profondément découragé : il dit qu'il ne pourra plus reprendre la direction des affaires qu'il a déjà abandonnée en fait depuis quelque temps.

Il m'a déclaré lui-même qu'il avait prévenu l'Empereur et attendait sa réponse. Je sais d'une source confidentielle et absolument sûre qu'il a demandé à l'Empereur l'autorisation de se retirer définitivement.

Cette détermination de M. de Giers ne peut ni compromettre ni ralentir le cours de nos négociations. Peut-être arriverons-nous au contraire à une solution d'autant plus prompte que le rôle du ministre de la Guerre devient un effet prépondérant, et les rapports qui se sont établis entre nous, ainsi que notre parfaite communauté d'idées, rendent mon action plus facile.

De son côté, l'Empereur suit exactement la ligne qu'il a tracée; il avait fixé lui-même pour la reprise des négociations l'époque de son retour, c'est-à-dire le

mois de juillet, et hier, dès sa première entrevue avec le ministre de la Guerre, il l'a chargé d'inviter aux manœuvres le général de Boisdeffre et deux autres officiers français. Le général Wannowsky s'est empressé de m'en faire part en attendant l'avis officiel du ministre des Affaires étrangères. Dès que j'aurai pu voir le ministre de la Guerre, je m'empresserai de vous faire connaître, par le télégraphe, ce qu'il m'aura dit de son entrevue avec l'Empereur.

Je vous ai écrit longuement hier par le courrier. Ma lettre, vous mettant parfaitement au courant, ne peut manquer de vous rassurer sur la marche régulière et satisfaisante de nos négociations.

MONTEBELLO.

N° 44

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 19 juillet 1892.

L'Empereur, ayant, après sa longue absence, de nombreuses affaires à régler, n'a pas, dans sa première entrevue avec le ministre de la Guerre, pu faire l'examen du projet que celui-ci était chargé de préparer et sur lequel ma lettre, que le courrier vous apportera mercredi matin, contient des indications détaillées. Sa Majesté a cependant tenu à régler la question des invitations en fixant l'arrivée du général de Boisdeffre et elle a spécialement désigné une date antérieure de quelques jours au commencement des manœuvres. Le ministre de la Guerre reverra l'Empereur cette semaine et je vous tiendrai au courant. Une conversation que j'ai eue aujourd'hui avec le général Obroutcheff me confirme dans les idées que je

vous ai exposées dans ma lettre. « Soyez tranquille, m'a-t-il dit, nous avons peut-être plus d'intérêt que vous à être prêts et à tout régler d'avance. » L'État-major russe travaille activement et les dispositions du ministre de la Guerre, si nettement d'accord avec les nôtres, sont de nature à nous inspirer la plus entière confiance.

Montebello.

N° 45

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 22 juillet 1892.

(Particulière.)

Le terrain est bien préparé pour l'arrivée à Pétersbourg du général de Boisdeffre. Vos dernières lettres et la note du colonel Moulin nous ont donné des indications précises et intéressantes sur l'état d'esprit du général Wannowsky et du général Obroutcheff. Malgré la lenteur que les Russes apportent dans toutes les affaires, il est évident qu'un travail important a été fait depuis la remise de la note à l'Empereur. L'État-major s'est placé résolument en présence des questions que nous lui avons posées et il semble disposé à les résoudre dans le sens que nous avons nous-mêmes indiqué.

Ce n'est là toutefois que la préface. Il s'agit maintenant de mettre sur le papier un certain nombre de dispositions aussi courtes et aussi claires que possible.

Vous comprenez aussi bien que nous que le général de Boisdeffre ne va pas seulement à Pétersbourg pour avoir avec l'État-major russe des conversations sur le meilleur plan de concentration et sur les détails de son exécution. Les impressions ou même les déclarations qui pourront être échangées entre les deux

états-majors ne peuvent pas tenir lieu d'une convention en forme.

Je sens bien, en lisant votre lettre du 16 juillet, que vous vous attendez à quelque résistance, lorsque vous poserez nettement la question. Il faut pourtant sortir d'incertitude. Nos responsabilités sont trop graves pour que nous ne traitions pas cette affaire avec toute la précision nécessaire.

Il y a deux points qui sont acquis :

La France et la Russie doivent se concerter sur toutes les questions qui peuvent intéresser la paix générale.

Elles sont tenues de se prêter leur concours en cas d'agression.

Ce qu'il faut maintenant obtenir, c'est :

1° La déclaration bien nette que, dans le cas où la Triple Alliance mobiliserait ses forces, la Russie et la France en feraient autant, sans avoir besoin de se concerter ou de s'avertir ;

2° Que, si la guerre s'ensuit, la Russie mettra sur la frontière allemande toutes ses forces disponibles, déduction faite de ce qui sera indispensable pour tenir tête à l'Autriche.

Ces forces étant évaluées à 700.000 hommes;

3° Que ces forces opposées à l'Allemagne ne se borneront pas à l'observation, mais qu'elles attaqueront à fond, de manière à ne pas permettre aux Allemands de faire la navette et de nous écraser.

Il est entendu que, de notre côté, nous nous engagerons à mettre sur le Rhin toutes nos forces disponibles, sauf ce qui sera nécessaire pour contenir les Italiens, soit ..... hommes [1].

Je ne vois rien de plus à dire dans la convention proprement dite. Le surplus trouvera place dans des notes que les états-majors se communiqueront ou rédigeront de concert.

Il resterait à déterminer si cette convention doit

---

(1) Voir la pièce nº 47.

être ou non sans durée fixe. Nous préférerions, quant à nous, qu'elle eût un terme prévu, et ce terme serait naturellement celui des traités de la Triple Alliance. Nous marquerions ainsi, de la manière la plus nette, le caractère défensif de notre rapprochement avec la Russie.

Enfin, j'insiste sur ce que je vous ai déjà dit, qu'un pareil accord est plus politique que militaire, qu'il doit par conséquent être signé par le ministre des Affaires étrangères en même temps que par le ministre de la Guerre.

Nous attachons, M. de Freycinet et moi, la plus grande importance à ce que tout soit terminé avant la fin du mois de septembre. Rien ne serait pire que de rester dans l'indécision. Vous êtes mieux placé que nous pour choisir les moyens les plus propres à nous faire aboutir vite et sûrement. Vous pourrez soit aborder vous-même l'Empereur, soit vous servir de l'intermédiaire du général Wannowsky et du général de Boisdeffre. Mais, dans tous les cas, il faut que l'Empereur sache le plus tôt possible ce que nous considérons ici comme indispensable et que, de notre côté, nous sachions aussi à quoi nous en tenir.

Vous nous ferez savoir quel jour le général de Boisdeffre devra se trouver à Pétersbourg. Je vous envoie par ce courrier une lettre de M. de Freycinet, qui désigne les deux officiers qui seront adjoints au général et qui vous charge de faire, en notre nom, des invitations officielles pour trois officiers russes.

Je verrai le général de Boisdeffre avant son départ et je vous écrirai de nouveau dès que nous aurons réglé, d'accord avec M. de Freycinet, les instructions de détail à lui donner.

RIBOT

N° 46

M. de Freycinet, ministre de la Guerre,
à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 22 juillet 1892.

Par dépêche du 18 juillet courant, vous m'avez transmis la copie d'un télégramme de notre ambassadeur à Pétersbourg, vous informant que l'empereur de Russie a chargé le général Wannowsky, ministre de la Guerre, d'inviter M. le général de Boisdeffre et deux autres officiers français aux grandes manœuvres qui doivent commencer à Krasnoé-Sélo le 6 août prochain.

Je m'empresse de vous faire connaître que j'ai désigné pour accompagner M. le général de Boisdeffre :

1° Le commandant d'infanterie Boucher ;

2° Le capitaine d'artillerie Pauffin de Saint-Morel, tous deux attachés à l'État-major de l'armée.

Votre dépêche précitée me transmet, en même temps, la notification du désir exprimé par le Gouvernement russe d'envoyer trois officiers à nos manœuvres d'automne. Pour ma part, j'accède à ce désir et je ne manquerai pas de vous envoyer, en temps opportun, toutes les indications complémentaires qui sont nécessaires à ces officiers.

Freycinet.

P.-S. — Il me paraît que vous pouvez dès maintenant envoyer les invitations, si vous avez reçu l'invitation officielle qui vous est annoncée.

N° 47

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 28 juillet 1892.

M. le général de Boisdeffre, qui vous remettra cette lettre dès son arrivée à Pétersbourg, a été muni par M. de Freycinet et par moi d'instructions verbales concernant la mission dont il est chargé.

Il doit, en premier lieu, se concerter avec vous et suivre les directions que vous jugerez utile de lui donner. Sa mission ne comporte pas de délégation de pouvoirs à l'effet de signer aucun arrangement ou protocole. Il se mettra naturellement en rapport avec le ministre de la Guerre et le chef de l'État-major général.

Ses relations avec l'Empereur et les facilités que lui fournira sa présence aux manœuvres militaires lui permettront d'aborder avec Sa Majesté les questions militaires qui ont fait l'objet de la note du mois de février. Il vous rendra compte des conversations qu'il pourra avoir à ce sujet et de ses impressions personnelles.

Afin de préciser exactement les conditions dans lesquelles il nous paraît désirable de conclure un accord pour l'exécution de l'arrangement du mois d'août 1891, nous avons eu, M. de Freycinet et moi, une conférence à laquelle assistaient le général de Miribel et le général de Boisdeffre. Vous trouverez ci-joint le texte sur lequel nous nous sommes mis d'accord et qui se rapproche tout à fait de celui que je vous ai remis lors de votre dernier voyage à Paris.

Le point qui a particulièrement fixé notre attention est celui-ci :

Dans le cas où soit la Triple Alliance, soit l'Allemagne

mobiliserait ses forces, il serait entendu que la Russie et la France devraient mobiliser, chacune de son côté : mais, si l'Autriche mobilisait, sans que l'Allemagne fît aucun mouvement, la France devrait-elle prendre l'initiative d'une mobilisation que l'Allemagne ne manquerait pas de présenter aux autres puissances comme un acte d'agression ? De même, si l'Italie mobilisait, la Russie devrait-elle mobiliser ses forces ? Ce sont des hypothèses peu vraisemblables dans l'état actuel de l'Europe. Comme il faut pourtant tout prévoir, nous les avons examinées et nous avons pensé qu'en cas d'abstention de l'Allemagne, peut-être vaudrait-il mieux réserver de part et d'autre la conduite à tenir et ne pas nous lier réciproquement par un texte impératif.

C'est dans cette pensée que nous avons rédigé le texte du projet : « 1° Dans le cas où les forces de la Triple Alliance ou seulement de l'Allemagne viendraient à se mobiliser... etc. »

Si cette rédaction soulevait des objections, nous les examinerions avec le désir d'arriver à une entente.

Je vous signale le quatrième point, par lequel la France et la Russie s'interdiraient de faire la paix séparément.

Cela ne paraît devoir soulever aucune difficulté et m'avait été indiqué au mois d'août 1891 par M. de Mohrenheim comme devant faire l'objet d'une stipulation précise.

Le sixième point, relatif à la durée de l'arrangement, a une importance plus grande. Je vous en ai signalé la portée dans ma dernière lettre.

Je ne reviens pas sur la forme à donner à cet accord, ni sur la nécessité de le faire signer par les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre des deux pays.

Vous connaissez exactement notre pensée et nos désirs. Je ne puis que m'en rapporter à vous quant à la procédure à suivre pour aboutir à une prompte conclusion, certain que je suis que vous n'épargnerez ni votre zèle ni votre dévouement et que vous trouverez dans le général de Boisdeffre un précieux auxiliaire.

RIBOT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 28 JUILLET 1892

Projet de convention militaire.

La France et la Russie étant animées d'un égal désir de conserver la paix et n'ayant d'autre but que de parer aux nécessités d'une guerre défensive provoquée par une attaque des forces de la Triple Alliance contre l'une ou l'autre d'entre elles, leurs Gouvernements ont jugé utile de préciser et de compléter à ce point de vue les arrangements intervenus sous forme de note à la date du 15/27 août 1891.

En conséquence les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre des deux pays, autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

1° Dans le cas où les forces de la Triple Alliance ou seulement de l'Allemagne viendraient à se mobiliser, la France et la Russie, à la première annonce de l'événement et sans qu'il soit besoin d'un concert préalable, mobiliseront immédiatement et simultanément la totalité de leurs forces et les porteront le plus près possible de leurs frontières.

2° Si la France ou la Russie est attaquée effectivement par les forces de la Triple Alliance ou seulement de l'Allemagne, les deux puissances dirigeront contre l'Allemagne la totalité des forces qui ne sont pas rigoureusement indispensables sur d'autres points. Ces forces s'engageront à fond et en toute diligence, de manière à ce que l'Allemagne ait à lutter à la fois à l'est et à l'ouest.

3° Dans l'hypothèse la plus défavorable, c'est-à-dire dans l'hypothèse où toutes les forces de la Triple Alliance entreraient en action, la France estime que le chiffre des forces de campagne qu'elle pourra opposer à l'Allemagne sera de 1.300.000 hommes et que ces forces seront concentrées à la frontière le 14e jour à partir de l'ordre de mobilisation.

Dans la même hypothèse, la Russie estime que le chiffre des forces de campagne qu'elle pourra opposer à l'Allemagne sera de 800.000 hommes et que ces forces seront concentrées à la frontière le... jour à partir de l'ordre de mobilisation, des forces sensiblement égales devant être opposées à l'Autriche.

4° La France et la Russie ne concluront pas la paix séparément avec la Triple Alliance. Quel que soit le résultat des événements de la guerre, chacune des deux puissances défendra les intérêts de l'autre comme les siens propres, lors du règlement définitif.

5° Les États-majors des armées des deux pays se concerteront en tout temps pour préparer et faciliter l'exécution des mesures prévues ci-dessus.

6° La présente convention aura la même durée que la Triple Alliance et se renouvellera de plein droit avec elle.

N° 48

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 31 juillet 1892.

J'ai fait discrètement connaître à l'Impératrice les raisons qui ont déterminé le général de Boisdeffre à avancer son départ de Paris; Sa Majesté vient de me faire savoir qu'elle le recevrait mercredi, jour de sa fête. Le général sera probablement le seul étranger admis à présenter ses hommages à l'Impératrice. Nous devons voir dans cette faveur spéciale et dans l'empressement mis à répondre à ma démarche un désir manifeste de nous donner un nouveau témoignage de sympathie.

MONTEBELLO.

N° 49

M. de Montebello, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg,
à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 1er août 1892.

Le général de Boisdeffre vient d'arriver. Il sera reçu par l'Empereur mercredi après l'audience de l'Impératrice.

MONTEBELLO.

N° 50

M. de Montebello, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg,
à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 4 août 1892.

Le général de Boisdeffre a été reçu aujourd'hui à Péterhof par Leurs Majestés qui lui ont fait le plus gracieux accueil et l'ont retenu à déjeuner. En raison de la solennité de la fête de l'Impératrice, l'entretien qu'il a eu avec l'Empereur pendant le cercle tenu après le repas n'a pu avoir aucune importance.

MONTEBELLO.

N° 51

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 8 août 1892.

Le général de Boisdeffre a eu de fréquents entretiens avec le ministre de la Guerre et le général Obroutcheff. Son impression est que nous finirons par nous entendre ; mais pas aussi rapidement que nous l'aurions souhaité. Ce retard est dû à des circonstances accessoires telles que : indiscrétions de la presse, préoccupations intérieures et par-dessus tout la santé de M. de Giers, dont la présence paraît indispensable à l'Empereur pour l'étude d'un projet aussi politique que militaire.

L'accord paraît néanmoins au général de Boisdeffre devoir être très difficile à obtenir sur un point, celui du maintien dans les deux premiers articles des mots « ou l'Allemagne seule ». Malgré les observations qu'il a pu présenter, le ministre de la Guerre et le général Obroutcheff persistent à ne vouloir envisager que la Triple Alliance en tout ou en partie ; nous sommes donc forcés d'attendre la décision de l'Empereur sur le projet en général et sur le point litigieux en particulier. Pour éclairer pleinement le jugement de l'Empereur, le général de Boisdeffre a tenu à joindre au projet de convention une note contenant sa réponse aux objections sur le point qui nous divise. Ces deux documents seront remis demain matin (9 août) par le ministre de la Guerre à l'Empereur qui, après les avoir pesés, fera sans aucun doute connaître, au camp, au général de Boisdeffre sa manière de voir.

La valise vous portera en détail l'historique de ces discussions.

Montebello.

N° 52

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 9 août 1892.

Veuillez faire savoir au général de Boisdeffre qu'il est autorisé à accepter la rédaction de l'article 1 que suggère le ministre de la Guerre.

J'ai toujours considéré, en ce qui me concerne, que nous n'avions pas d'intérêt à réserver notre liberté d'action pour le cas, d'ailleurs très peu probable, où l'Autriche s'engagerait seule contre la Russie. Ce serait nous exposer à rester seuls le lendemain en face de l'Allemagne et de l'Italie.

J'ai entretenu de cette question le Président de la République et le Président du Conseil. Ils sont de mon avis, et je ne doute pas que M. de Freycinet ne se rende compte de la nécessité de simplifier la discussion.

Cette question écartée, il me semble que tout doit être facile ; l'arrangement peut être aisément soumis à M. de Giers, qui en a d'ailleurs approuvé déjà les principes essentiels. Insistez pour avoir une solution définitive.

Ribot.

N° 53

Le général de Boisdeffre au ministre de la Guerre, à Paris.

Pétersbourg, le 10 août 1892.

J'ai l'honneur de vous rendre le compte le plus

détaillé possible de la mission dont Votre Excellence a bien voulu me charger.

1er août. — Je suis arrivé à Pétersbourg le 1er août. Je me suis empressé de remettre à notre ambassadeur, M. le comte de Montebello, le projet de convention, et je lui ai fait part des observations et instructions que Votre Excellence m'avait chargé de lui transmettre. J'ai remis également à M. de Montebello une lettre dont M. Ribot m'avait chargé pour lui et par laquelle, en lui transmettant aussi le projet avec ses instructions, M. le ministre des Affaires étrangères l'informait que je devais me placer sous sa direction, et n'agir que d'après ses avis et absolument de concert avec lui. Les instructions de Votre Excellence étaient d'ailleurs les mêmes à cet égard. Je m'empresse d'ajouter qu'elles me sont particulièrement agréables à exécuter, car il est impossible de rencontrer un guide plus expérimenté, plus sûr et plus autorisé que M. le comte de Montebello. Votre Excellence peut donc être assurée, sans que j'aie besoin de revenir sur ce point, que toute la marche que j'ai suivie et dont je lui rends compte a été arrêtée toujours de concert avec notre ambassadeur et en conformité de ses avis. Afin du reste d'éviter toute hésitation et de me mettre absolument au courant de la situation, M. de Montebello m'a fait lire toutes les correspondances au sujet de ces négociations. M. le ministre des Affaires étrangères avait daigné d'ailleurs avant mon départ me faire une communication analogue.

Aussitôt après m'être mis complètement d'accord avec M. de Montebello, je suis entré en rapports avec le général Obroutcheff, chef de l'État-major général. Bien que ce soit officiellement avec le ministre de la Guerre que je devais traiter (et qu'il soit même, à cet égard, assez jaloux de ses prérogatives), comme toutes les questions sont remises ensuite par lui au chef d'État-major général, chargé de faire les observations et de préparer les notes pour l'Empereur, c'est lui surtout qu'il fallait convaincre.

J'ai donc eu, dès le soir de mon arrivée, un long

et premier entretien avec le général Obroutcheff et j'ai eu de suite le regret de constater que les choses n'étaient pas en aussi bonne voie que j'avais lieu de le penser en quittant Paris.

Le général a commencé par me dire l'utilité de ne pas se montrer trop pressé. Il a ajouté que la maladie de M. de Giers serait cause de très grands retards, que l'article du *Figaro* « Alliance ou Flirt », ayant amené des réponses dans la presse russe, a été du plus mauvais effet, et que certains en ont profité pour insinuer à l'Empereur qu'on voulait lui forcer la main.

Je lui ai fait observer que tout retard allait à l'encontre des garanties de la paix que voulait l'Empereur comme nous, que, tant qu'il n'y avait rien de ferme, l'Allemagne pouvait avoir l'intention de brusquer les choses.

Il a répondu qu'à son avis, au contraire, ces retards étaient à l'avantage de la paix ; que, tant qu'ils n'étaient pas sûrs qu'il y ait une convention signée, les Allemands, dans l'espoir d'une division, faisaient les aimables avec eux et avec nous ; tandis qu'une fois sûrs de la signature donnée, ils se diraient qu'ils n'avaient plus rien à gagner à ce jeu et qu'il n'y avait qu'à marcher.

Je lui ai répondu que j'étais d'un avis absolument opposé et que, si la crainte seule de la convention les amenait à être plus circonspects, la convention elle-même les rendrait plus pacifiques encore et qu'elle était la seule garantie réelle de la paix.

Le général a passé alors à la discussion des forces à employer contre l'Allemagne, sortant ses cartes et affirmant que les Allemands porteraient contre la Russie 7 corps d'armée active (les 5 corps de frontière, le 3e corps de Berlin et le 12e) et 3 corps de réserve, savoir : 4 corps actifs et 2 de réserve vers Insterbourg pour écraser l'armée de Vilna ; 3 corps actifs et 1 de réserve au sud de Posen destinés à marcher avec les Autrichiens sur Varsovie, tous concentrés le 7e jour.

Les Russes auraient, en outre, affaire à 13 corps autrichiens et 3 corps italiens, ces derniers chargés d'observer la frontière de Galicie. Le général affirme avoir à cet égard des renseignements positifs.

Je n'insiste pas sur les observations que je lui ai présentées puisqu'elles trouvent leur place dans le rapport technique n° 2.

Le général m'a parlé ensuite des difficultés et des retards qu'entraînerait la nécessité de mettre en tête de toute convention l'obligation de mobiliser simultanément, dès que les alliés mobiliseront. Il faut définir au préalable le moment où l'on doit considérer que la mobilisation commence, et pour cela il faut consulter le ministre des Affaires étrangères, dit-il. Les Russes considèrent ce point comme très délicat.

J'ai répondu à cela que nous devions être suffisamment renseignés pour prendre les mêmes mesures préparatoires que nos adversaires et faire le décret de mobilisation en même temps qu'eux... Enfin, je l'ai ramené sur le fait de conclure une convention et sur la nécessité de ne pas faire traîner des choses de ce genre, lui disant qu'on pouvait faire une convention très large en cinq ou six articles au plus.

Le général m'a dit : « Pour moi la convention ne devrait avoir que deux articles :

« 1° Mobilisation simultanée des forces des deux puissances dès que la Triple Alliance mobilisera ;

« 2° Attaque vigoureuse contre les troupes de la Triple Alliance, sans fixation d'effectifs et sans répartition de forces. »

Je lui ai fait observer que ce n'était pas ce qu'avait approuvé l'Empereur dans la note à lui remise, et j'ai prié le général de relire cette note.

Il m'a dit : « Mais, sans la connaître, on m'avait demandé une note pour la convention et je l'ai faite dans le sens que je vous dis. Il n'y a pas d'Allemagne, ni d'ennemi principal : il y a les forces de la Triple Alliance. Si le gros des forces qui nous menacent est

autrichien, il faut marcher contre lui et le battre ; c'est pour nous l'ennemi principal. »

Je lui ai répondu : « C'est absolument inexact : l'ennemi principal est, *ipso facto,* l'Allemagne ; supposons qu'elle mette seulement cinq corps contre nous et que l'Italie, au contraire, nous attaque avec douze corps, ce n'en est pas moins contre l'Allemagne que nous marcherions avec toutes nos forces parce que, l'Allemagne battue, ces douze corps italiens tomberont naturellement. Pour le succès final, il est plus important de battre les six corps allemands que les douze corps italiens. Il en est de même pour vous, en ce qui concerne les Autrichiens. »

Pour ce dernier entretien, je n'avais pas voulu arriver d'abord avec le projet de Votre Excellence. Je préférais m'assurer de leurs intentions et tâcher de connaître ce qu'ils avaient préparé. En fait, ils n'avaient rien préparé ; j'ai donc continué en lui répétant qu'il fallait aboutir et je lui ai demandé ce qu'il penserait d'un projet en cinq ou six articles, visant par exemple les six points suivants :

1° Mobilisation immédiate et simultanée si la Triple Alliance ou l'Allemagne seule mobilise ;

2° Si la France ou la Russie est attaquée effectivement, emploi contre l'Allemagne de toutes les forces non indispensables ailleurs et offensive énergique des deux côtés ;

3° Fixation approximative des effectifs portés contre l'Allemagne : 1.200.000 à 1.300.000 hommes de notre côté, 800.000 du côté des Russes ;

4° Paix indivisible ;

5° Concert des états-majors et entente annuelle ;

6° Durée de la convention égale à celle de la Triple Alliance.

Le général Obroutcheff s'est immédiatement élevé avec force contre les mots « ou l'Allemagne seule » et il veut viser l'Autriche au même titre.

Je lui ai dit toutes les observations que m'avait suggérées Votre Excellence et que j'ai résumées dans la note ci-dessous :

NOTE

« La question d'une mobilisation immédiate, dans le cas d'une attaque isolée soit de l'Autriche, soit de l'Italie contre la Russie ou la France, n'a pas été envisagée dans les instructions données au général de Boisdeffre par son Gouvernement, sans aucun doute parce qu'une attaque de ce genre a été jugée absolument improbable.

« Mais, en admettant, si improbable que cela soit, que cette attaque se produise, le général de Boisdeffre croit devoir faire observer :

« 1° Que, dans ce cas, la situation étant infiniment moins grave, les deux Gouvernements auront le temps de se concerter et d'arrêter, d'après l'état général de l'Europe, les mesures à prendre en commun ;

« 2° Que l'Autriche ou l'Italie ne marcheront qu'avec la certitude absolue d'être soutenues à très bref délai par l'Allemagne et qu'alors la présente convention entrera, *ipso facto,* en vigueur ;

« 3° Qu'il importe de viser l'Allemagne seule parce qu'elle est l'âme de la Triple Alliance et que c'est la seule puissance qui soit en état d'attaquer simultanément la France et la Russie ;

« 4° Que faire une mobilisation générale contre l'Autriche et l'Italie seules c'est se donner en Europe le rôle d'agresseurs et se créer une situation difficile vis-à-vis des neutres ; qu'en attendant, au contraire, tout en prenant ses précautions, que ce soit l'Allemagne qui mobilise, c'est elle qui assume le rôle d'agresseur avec tous ses inconvénients, tandis que la Russie et la France ont montré jusqu'au bout leur désir de conserver la paix et affirmé leurs intentions de défensive pure.

« Aussi, dans le cas où l'Italie attaquerait la France, cette dernière, pour éviter le rôle d'agresseur, se bornerait à mobiliser les quelques régions strictement nécessaires pour la contenir.

« Il me semble qu'il y aurait avantage également

pour la Russie à agir de même vis-à-vis de l'Autriche, avantage d'autant plus grand que sa mobilisation est relativement lente et que cette attitude expectante lui permettrait de l'avancer. »

Le général Obroutcheff ne croit pas que nous puissions mettre à exécution notre projet de mobilisation partielle contre l'Italie. Il prétend que, malgré nous, nous serons entraînés à faire beaucoup plus et que d'ailleurs, quant à lui, en ce qui concerne la Russie, il lui est absolument impossible, en cas de guerre avec l'Autriche, de faire une mobilisation partielle. Il leur faut faire et ils feront une mobilisation générale.

En ce qui concerne le deuxième point il m'a affirmé qu'ils mettaient contre l'Allemagne tout ce qu'ils pouvaient mettre, qu'il me faisait juge, et qu'ils ne demanderaient qu'à l'augmenter au fur et à mesure du perfectionnement de leur plan et du développement de leurs moyens de communications.

Il lui semble en conséquence préférable de ne pas fixer de chiffres. Ce à quoi j'ai répondu que ces chiffres étaient une base, un minimum, qu'il serait toujours excellent d'augmenter.

Le général admet les quatrième, cinquième et sixième points sans observations.

Bref, je suis sorti de ce premier entretien avec une assez triste impression, et assez inquiet des réticences et des atermoiements entrevus au début, et de la ténacité avec laquelle le général Obroutcheff s'attache à ce qu'on vise la Triple Alliance en bloc ou en l'une quelconque de ses parties.

2 août. — Le lendemain j'étais reçu par le ministre de la Guerre et malheureusement les appréhensions que j'avais ressenties la veille s'y confirmaient pleinement.

Après les compliments d'usage, voyant que le général n'abordait aucunement le but de ma venue, je lui ai dit combien j'étais heureux d'avoir à traiter avec lui, dont la sympathie pour la France et la bienveillance pour moi

m'étaient si connues, les bases de notre convention militaire et je lui ai fait part de mon espoir de terminer rapidement.

Le général a paru très embarrassé.

Mais pourquoi vouloir signer une convention militaire? Les conventions signées d'avance n'ont jamais été exécutées; il suffit de s'entendre entre honnêtes gens et se donner sa parole. Ce sont seulement les conventions de ce genre qui ont été exécutées.

Je lui ai répondu que l'usage n'était pas tel; que, si honnête qu'on fût, pour éviter les incertitudes, les oublis ou même les erreurs on était toujours obligé de rédiger un texte écrit; que, du reste, tel était l'avis de l'Empereur qui avait approuvé la note à lui remise et l'échange d'idées et qu'il s'agissait simplement d'en exécuter l'article 2.

Le général reconnaît seulement que l'Empereur n'a pas fait d'observations à la note et ne veut pas conclure que ce soit là une approbation. Il paraît croire qu'en ce moment l'Empereur est fort peu disposé à voir échanger des signatures. La crainte des indiscrétions les domine. J'ai dû subir de nouveau des plaintes au sujet de cet article du *Figaro* et répondre, une fois de plus, que les appréciations d'un journal ne nous engageaient en rien, que cet article était passé inaperçu chez nous... J'ai dû également entendre exprimer les mêmes regrets au sujet de la maladie de M. de Giers dont la collaboration est nécessaire dans une affaire, à leurs yeux, aussi politique que militaire.

Mais, lui ai-je dit, la question politique peut être considérée comme résolue. C'est justement sur les principes posés par M. de Giers que nous nous appuyons. C'est lui qui les a dictés, il n'a donc pas besoin d'être consulté. Il peut être malade fort longtemps et il me semble bien naturel que vous preniez la chose en mains; le gérant intérimaire des Affaires étrangères peut signer pour M. de Giers. Si vous voulez bien, je vous remettrai un projet en vous demandant de le soumettre à l'Empereur avec vos observations, s'il y a lieu. Ce projet pourrait être court et contenir seu-

lement quelques clauses générales, et je lui ai énuméré brièvement les articles que Votre Excellence avait rédigés.

Le général a voulu encore arguer du côté politique de certains de ces articles, des difficultés qui s'attachent à la conclusion des traités avec nous, en raison de nos formes constitutionnelles, de la répugnance manifestée par l'Empereur à de nouveaux engagements écrits, de crainte de voir leur divulgation amener un éclat qui, à son sens, précipiterait la guerre. Il a insisté sur notre instabilité ministérielle et sur la possibilité de voir un Cabinet nouveau ne pas accepter les engagements du Cabinet actuel ; car, enfin, quelles que fussent nos affirmations, un traité approuvé par les Chambres engageait seul la France d'après la Constitution... Mais, sur la proposition que je lui fis, si tel était leur désir, de soumettre aux Chambres le traité, car nous étions gens de bonne foi et n'avions rien à cacher, il se récria vivement déclarant que l'Empereur ne redoutait rien tant qu'un éclat.

La stabilité ministérielle s'impose donc comme un devoir patriotique ; ce sera pour le Gouvernement russe une de ses sources de confiance, une de ses garanties les plus fortes.

Tel est, en somme, et sous une forme très adoucie, le résumé de cet entretien dont j'ai tenu à atténuer les côtés presque malveillants, au point de sembler chercher parfois un motif de rupture.

Restait la ressource de l'audience de l'Empereur à Péterhof et d'un entretien particulier ; mais le cérémonial arrêté le jour de la fête de l'Impératrice rend ce moyen impraticable et j'aurais voulu amener le ministre, à qui la chose devait être plus facile, à en saisir aussitôt l'Empereur. Mais je me suis heurté à un refus basé sur ce que lui-même ne pouvait pas dire un mot à Sa Majesté.

J'ai rendu compte à l'ambassadeur de cette conversation inattendue et je me suis entretenu avec lui de la meilleure conduite à tenir en cette occurrence. Il lui a paru que je devais me tenir dans la plus extrême

réserve et qu'avant tout je devais éviter que l'Empereur ne me confirmât le lendemain à Péterhof les déclarations de son ministre. Il fût devenu très difficile de le faire revenir s'il s'était engagé personnellement.

L'Empereur est actuellement très préoccupé et sous une impression pénible, dont le général Wannowsky avait évidemment ressenti le contre-coup, d'abord et surtout à cause de la découverte d'un nouveau complot nihiliste (1), puis des indiscrétions de la presse et des insinuations malveillantes qui les avaient accompagnées, enfin de la crainte qu'il a eue de nous voir ne tant désirer un traité que pour le publier ou en faire montre.

D'ailleurs nous pensions bien que c'était de notre part un excès de prévision pour un jour pareil, où, comme je vous l'écrivais plus haut, il est impossible de parler à l'Empereur.

3 août. — C'est en effet ce qui a eu lieu. L'Empereur et l'Impératrice ont été, comme toujours, très aimables. J'ai été invité à déjeuner et pour toute la journée. Mais Leurs Majestés m'ont principalement dit leur plaisir de me revoir, etc., et l'Empereur s'est dit reconnaissant de ma pensée pour la fête de l'Impératrice. Je n'ai pu répondre que dans les mêmes conditions, tout ayant un caractère public et se passant au milieu d'un nombreux entourage.

Mais, j'ai pu, du moins, causer assez longuement en particulier avec le général Obroutcheff qui m'a donné lieu d'espérer que les choses finiraient par s'arranger.

5 août. — Je n'ai pu avoir un nouvel entretien avec le général Obroutcheff que le surlendemain.

Je suis revenu de nouveau et avec force sur la fâcheuse impression que j'avais rapportée de mon entretien avec le général Wannowsky. Il m'a répété ce qu'il m'avait dit à Péterhof, que nous finirions par mener à bonne fin nos travaux, mais qu'il fallait y mettre de la patience et ne pas faire le jeu des gens

(1) On a arrêté 30 nihilistes le 1er août à Pétersbourg.

hostiles, etc. et commencer par nous entendre tous les deux officieusement sur les points que le Gouvernement français désirerait voir adopter, avant que je n'en parle au général Wannowsky, puisque ce serait à lui que ce dernier remettrait la chose pour l'étudier et faire ses observations.

Je lui ai alors donné connaissance du projet heureusement préparé par Votre Excellence car les Russes s'étaient bornés à attendre nos propositions. Le travail présenté par eux à l'Empereur n'était pas un projet, mais une note que Sa Majesté avait prescrit de soumettre à M. de Giers pour avoir son avis avant de se prononcer.

Le premier paragraphe du préambule a été, presque sans réserve, approuvé par lui. Pour le second il a fait de nouveau observer que la maladie de M. de Giers était absolument regrettable et qu'elle entraînerait fatalement un retard dans la signature ; mais que, si regrettable que ce fût et si justes que fussent nos observations, l'important était avant tout de s'entendre et d'avoir l'approbation verbale de l'Empereur, et qu'ensuite on verrait pour la signature.

J'ai répété, à ce sujet, avec la dernière insistance, combien tous ces retards étaient et pouvaient devenir dangereux ; que, si sûre pour moi que fût la parole de l'Empereur, ce n'était pas une garantie suffisante pour mon Gouvernement que je vienne lui dire : « Le ministre de la Guerre m'a dit que l'Empereur... » ou mieux, comme j'y comptais bien « L'Empereur m'a dit... » et qu'il fallait absolument que les ministres de la Guerre et des Affaires étrangères échangeassent officiellement au nom de l'Empereur la signature des conventions arrêtées.

Après les deux premiers paragraphes du préambule, nous avons abordé les six articles.

Sur le premier point, nous avons eu une discussion très vive au sujet des mots « de la Triple Alliance ou seulement de l'Allemagne ». Le général ne veut pas du « seulement de l'Allemagne ». Je lui ai redit toutes les observations que m'avait suggérées Votre Excel-

lence et que j'ai résumées dans la note ci-dessus. Toutes ces raisons n'ont pas ébranlé sa conviction.

Sur le deuxième point, il m'a répété que c'était l'armée autrichienne qui était pour eux l'ennemi principal et j'ai reproduit mes arguments. Mais il n'a pas modifié sa manière de voir, tout en reconnaissant que dans l'armée russe nombre de généraux, à commencer par Leer, leur grand tacticien, et par Dragomiroff, pensaient comme nous.

Pour le même motif, il désirerait que, dans l'article 3, on ne leur fixât pas le chiffre de 800.000 hommes.

Il a acquiescé aux autres articles et exprimé le désir de voir introduire un article 7 spécifiant le secret pour toutes les clauses de la convention. Il juge cet article indispensable pour diminuer les appréhensions de ceux qui craignent de le voir divulguer, et, pour rassurer l'Empereur, comme tel avait été l'avis de M. de Montebello, j'ai ajouté au crayon, sous réserve de votre approbation, l'article suivant :

Article 7. — « Toutes les clauses ci-dessus seront tenues rigoureusement secrètes. »

J'ai ajouté aussi deux articles au sujet des renseignements à se communiquer réciproquement sur les armées de la Triple Alliance et sur les voies et moyens de correspondre en temps de guerre.

Après notre discussion des articles du projet, le général Obroutcheff réfléchit quelques instants puis me dit :

« Quand vous aurez remis votre projet au général Wannowsky, il me le remettra aussitôt pour avoir mon avis. Eh bien, je vais vous dire franchement ce que je répondrai. Malgré tout ce que vous m'avez dit, je ne puis modifier ma manière de voir en ce qui concerne l'Allemagne. J'accepterais à la rigueur tous vos articles, toute votre rédaction, sauf en ce qui concerne « seule- « ment de l'Allemagne ». Je ne puis décidément pas l'admettre et je ne l'admettrai jamais. »

Je lui ai dit que, de mon côté, je ne pouvais pas davantage y renoncer.

Maintenant il me reste à attendre que le ministre de la Guerre me donne la nouvelle audience que je lui ai demandée.

Je lui remettrai le projet qu'il est censé connaître le premier. Je défendrai notre texte et je le prierai de le soumettre à l'Empereur, et, s'il y fait des objections, de soumettre également ma réponse écrite à ses objections. Car c'est surtout par des notes écrites qu'on peut agir sur l'esprit de l'Empereur. Il n'a pas la connaissance de notre langue assez complète pour se rendre à des arguments parlés. C'est pour cela qu'il se prête peu aux conversations. Il veut avoir le temps de réfléchir. J'insisterai en même temps de nouveau de tout mon pouvoir pour arriver à une acceptation écrite officielle, le plus promptement possible.

6 août. — J'ai eu aujourd'hui un nouvel entretien de trois heures avec le général Obroutcheff.

Le général, appliquant sans plus attendre l'article par lequel les deux États-majors doivent se communiquer ce qu'ils savent sur les plans de la Triple Alliance, m'a communiqué, avec la plus grande confiance, le dernier plan austro-allemand qu'il a réussi à se procurer, avec des indications très importantes en ce qui concerne la date de concentration des Allemands soit sur leur frontière, soit par conséquent sur la nôtre.

Le sujet est trop important et trop technique pour que je n'en fasse pas l'objet d'un rapport spécial. Mais je tenais à vous rendre compte sans retard ici de cette marque de confiance et de loyauté que Votre Excellence appréciera, j'en suis sûr, comme elle le mérite, tant à ce point de vue qu'à celui des services qu'elle peut nous rendre.

D'ores et déjà, il semble démontré que c'est bien vraiment 7 corps allemands actifs avec 3 corps de réserve et 3 corps italiens qui sont dérivés sur la Russie. Ce serait donc un véritable et sérieux allégement pour nous.

Il en ressort également que la concentration allemande marcherait peut-être beaucoup plus rapidement

que nous le supposons et qu'il y a là un point qui doit appeler notre plus sérieuse attention.

8 août. — J'ai pu avoir le 8 août un entretien d'une heure avec le ministre de la Guerre que j'ai trouvé cette fois dans des dispositions beaucoup meilleures et tout à fait cordiales.

J'ai dû entendre encore l'expression de ses regrets sur de nouvelles indiscrétions de la presse (article de l'*Écho de l'Armée* reproduit par le *Novoé Vrémia*). Je lui ai fait observer qu'il lui était bien autrement facile qu'à nous d'empêcher tout au moins la reproduction dans leurs journaux d'indiscrétions maladroites ou fantaisistes dont nous ne pouvions nullement être responsables.

Le général a abordé ensuite le projet et m'a demandé de lui communiquer nos propositions.

Après en avoir pris attentivement connaissance, le général m'a dit qu'il pouvait me faire part, de suite, de plusieurs objections, et de suite il m'a dit qu'il ne pouvait admettre la clause de l'Allemagne seule. Notre conviction absolue, m'a-t-il dit, est que nous serons attaqués d'abord par l'Autriche aidée de l'Italie et peut-être aussi de la Roumanie. L'Allemagne se tiendra prête à intervenir au moment choisi par elle, mais elle n'attaquera jamais la première. Vous me dites de faire dans ce cas une mobilisation partielle, mais cela nous est absolument impossible parce que les troupes que nous accumulons en Pologne viennent de tous les points de l'Empire et sont mélangées. En dehors de cette impossibilité, nous nous exposerions, en faisant une mobilisation partielle, à de trop grands dangers avec cette menace d'une attaque rapide de l'Allemagne.

Mon Gouvernement, ai-je répondu, n'avait pas envisagé l'éventualité d'une attaque isolée de l'Autriche ou de l'Italie, sans doute parce qu'une attaque de ce genre avait été jugée absolument improbable. Du reste, le général Obroutcheff m'ayant laissé prévoir une objection de ce genre, j'ai résumé dans une note les raisons qui, à mon sens, militent en faveur de la rédaction adoptée par mon Gouvernement. Et j'ai soumis au général

Wannowsky, avec les développements qu'elle comporte, la note dont Votre Excellence a lu le texte.

Quand il eut pris connaissance de cette note, je lui dis que je comptais lui demander de soumettre à l'Empereur le projet de convention, mais que, puisqu'il élevait des objections, je le priais de vouloir bien remettre en même temps à Sa Majesté cette note destinée à justifier notre manière de voir.

Maintenant, ai-je ajouté, Votre Excellence m'a dit que l'Empereur ne voulait rien voir signer en ce moment. Je vous demande, à ce propos, la permission de vous faire observer que, bien que pour nous la parole de l'Empereur soit absolument sûre, elle ne peut suffire dans l'occurrence, car, d'abord, je puis disparaître et personne alors en France ne pourrait plus se porter garant de sa parole devant le Gouvernement. Il faut donc une convention écrite, garantie nécessaire et obligatoire pour le Gouvernement de la République. S'il faut attendre absolument, pour signer, que M. de Giers soit rétabli, si telle est la volonté de l'Empereur, quelque regrettable que soit ce retard, il faudra se résigner à le subir. Mais, en attendant, il n'en sera pas moins indispensable que Votre Excellence me notifie par écrit l'approbation de l'Empereur au projet de convention qui lui est présenté et spécifie que les signatures seront échangées le plus tôt possible.

Je reconnais cette nécessité, m'a répondu le ministre ; mais, vous savez, l'Empereur est souverain maître et l'on ne peut préjuger de sa décision.

Oui, lui ai-je dit, mais il ne la prendra qu'après avoir consulté ses conseillers, et, si Votre Excellence veut bien (et elle le fera, j'en suis sûr) appuyer une demande aussi fondée, l'Empereur ne saurait, je crois, s'y refuser.

Le général m'a dit alors qu'il ferait son possible. Maintenant il y a une chose qui m'inquiète, a-t-il ajouté, et c'est la suivante : une fois que vous aurez une convention signée, ne voudrez-vous pas précipiter les choses et faire la guerre ?

J'ai affirmé que non, que notre Gouvernement était aussi pacifique que l'Empereur et que le préambule de la convention exprimait nos sentiments de la façon la plus complète, la plus nette et la plus sincère : la France désire et veut la paix.

« Mais vous avez chez vous, a repris le général, un parti qui ne veut pas de l'alliance russe. » J'ai répondu que, s'il y avait une chose en France sur laquelle il n'y eût qu'une voix et sur laquelle l'accord fût unanime, c'était l'alliance russe ; et que le sentiment de toute la nation à cet égard était manifeste et se portait garant de nos affirmations.

Le général a alors exprimé de nouveau la crainte que les Allemands ne précipitassent la guerre quand ils sauraient que l'accord est complet, et il trouve l'armement de l'armée russe bien en retard pour cette éventualité.

Je lui ai répondu par les mêmes arguments que j'avais déjà donnés au général Obroutcheff. Comme conclusion, le général s'est engagé à remettre à l'Empereur le projet et la note, et il m'a promis de faire tous ses efforts pour aboutir le plus tôt possible. « Nous allons y travailler de concert à Krasnoé-Sélo, a-t-il ajouté ; au camp, nous serons ensemble et côte à côte, et l'Empereur nous y fera, sans aucun doute, connaître sa décision. »

9 août. — J'ai dîné aujourd'hui chez le ministre de la Guerre qui m'a annoncé qu'il avait remis le projet à l'Empereur et qu'à partir d'aujourd'hui le général Obroutcheff était désigné pour traiter avec moi. L'Empereur l'avait aussi chargé de me dire qu'il n'avait pu encore me recevoir en audience particulière mais qu'il le ferait dès le début du camp.

Nous n'avons pu causer que quelques instants ; mais j'ai compris qu'ils comptaient proposer d'ajourner les deux articles spécialement politiques (durée de la convention et paix indivisible) et de maintenir absolument le bloc de la Triple Alliance.

En résumé, je puis espérer maintenant que le projet

préparé par Votre Excellence sera accepté dans son ensemble, mais deux points restent très douteux :

1° Les Russes ne semblent vouloir à aucun prix de la clause visant l'Allemagne seule dans les deux premiers articles.

Votre Excellence appréciera si l'examen éventuel de cette concession ne se présente pas dès maintenant au Gouvernement de la République française pour que la question puisse être résolue sans retard lorsque le Gouvernement russe fera connaître officiellement sa réponse, si l'Empereur, malgré nos raisons, persiste à partager l'avis de ses conseillers militaires.

Ils pourront invoquer, d'ailleurs, que toutes les premières négociations ont été conduites en ne faisant aucune distinction entre les puissances et prenant tout ou partie du bloc de la Triple Alliance.

Je regrette très vivement à ce sujet l'absence de M. de Giers, car je suis convaincu que les raisons que m'avait suggérées Votre Excellence auraient fait impression sur lui et je veux encore espérer que l'Empereur les ressentira.

2° Il me paraît aussi à craindre que, malgré tous mes efforts, en raison de la maladie de M. de Giers, je ne puisse arriver à vous rapporter le projet signé par les ministres. L'Empereur a la plus grande confiance en M. de Giers et ne veut pas le remplacer. Il attend son rétablissement qu'il croit prochain.

Je n'en tâcherai pas moins d'avoir les garanties les plus fortes, en attendant, tout au moins, une lettre du ministre me notifiant l'acceptation de l'Empereur.

Si regrettable que soit ce retard, la conviction de l'ambassadeur est que, — forts de l'approbation de l'Empereur dûment et officiellement notifiée, — nous devons nous résigner, s'il le faut absolument, à attendre un peu les signatures, ne pas nous exposer à compromettre les résultats acquis en voulant trop les presser et avoir confiance dans la parole de l'Empereur.

J'ajoute, comme vous le verrez dans le rapport n° 2, que nous pouvons compter sur une action très efficace

des Russes qui maintiendront devant eux probablement 10 corps allemands dont 7 actifs et 3 de réserve.

BOISDEFFRE.

N° 54

Le général de Boisdeffre au ministre de la Guerre, à Paris.

(Rapport n° 2.)

Saint-Pétersbourg, le 10 août 1892.

J'ai l'honneur de vous adresser ici le rapport spécial que je vous ai annoncé et qui est relatif au dernier plan austro-allemand contre la Russie et à la plus grande rapidité de concentration des armées allemandes.

Les renseignements contenus dans ce rapport m'ont été confiés par le général Obroutcheff.

Ceux qui concernent l'ordre de bataille, l'effectif et l'axe d'opérations de chacune des armées proviennent de documents absolument authentiques sur lesquels ils ont été copiés.

Les projets attribués aux alliés et les jours auxquels leurs différents corps seraient prêts à se porter en avant reposent aussi, à ce que m'a affirmé le chef d'État-major, sur des informations qui présentent un grand degré de certitude.

Vous trouverez la plupart de ces données condensées dans le tableau ci-inclus qui n'est que la traduction littérale d'un document confidentiel que m'avait confié le général Obroutcheff.

En quelques mots, le nouveau plan adopté par la Triple Alliance serait celui-ci :

Les *Allemands* concentrent :

1° A *Insterbourg*, 4 corps actifs prêts du 5e au 7e jour

et 2 corps de réserve, pour marcher sur Vilna (soit au total 220.000 hommes);

2° Au sud de Posen (sur la demande expresse de l'État-major autrichien), 3 corps actifs prêts du 4e au 6e jour et 1 corps de réserve, pour marcher sur Varsovie (soit au total 182.000 hommes).

Les *Autrichiens* forment trois armées :

La Ire à *Cracovie*, composée de 5 corps actifs prêts du 5e au 17e jour et de 4 divisions de landwehr, pour marcher également sur Varsovie par la rive gauche de la Vistule (soit au total 300.000 hommes).

La IIe à *Iaroslaw*, composée de 5 corps actifs, prêts du 6e au 12e jour, de 3 divisions de landwehr et de 1 division de honved, pour marcher sur Siedletz par la voie gauche de la Vistule de concert avec la IIIe armée (soit au total 273.000 hommes).

La IIIe armée formée à *Lemberg*, comprenant 3 corps actifs, prêts du 5e au 12e jour, de 1 division de landwehr et de 2 divisions de honved (soit au total 168.000 hommes).

Soit au total, marchant sur Varsovie, Siedletz : 924.000 hommes.

Pour observer et contenir les Russes du côté de Kief, les *Italiens* mettent à la disposition de l'Autriche 3 corps actifs qui débarquent aux environs de Lemberg du 16e au 20e jour (soit au total 95.000 hommes).

L'armée d'Insterbourg est destinée à marcher immédiatement sur le Niémen et Vilna pour tâcher de bousculer l'armée russe du Niémen en voie de formation et intercepter l'arrivée des renforts venant de Saint-Pétersbourg, à destination des armées de Pologne, par la grande voie ferrée Saint-Pétersbourg—Biélostok—Varsovie, notamment celle du corps de la Garde dont la mobilisation est la plus longue.

Le succès de cette combinaison exige que les forces de Gourko soient immobilisées par l'offensive rapide des trois corps allemands dirigés sur Varsovie, qui sont prêts à se mettre en route du 4e au 6e jour, et par celle de l'avant-garde des armées autrichiennes constituée par les 5 corps qui sont prêts du 4e au 7e jour.

Total, 8 corps, dont 4 s'avanceront sans obstacles par la rive droite vers Bieletz. Ces derniers se heurteront de bonne heure aux rassemblements de Kholm et de Lublin, et le général Obroutcheff compte bien qu'ils ne tarderont pas à s'arrêter pour attendre que le gros des armées autrichiennes les ait rejoints.

Car, sans parler des renforts qui lui arriveront en tout cas par les lignes de Moscou et de Briansk à Brest-Litowsk, le général Gourko dispose, dès le temps de paix, d'environ 200.000 hommes qui seront portés à 300.000 dès le 10e jour.

Appuyé à la Vistule et aux places fortes de Pologne, ce général est donc bien en état de se défendre et d'amortir le premier choc des alliés, tandis que les forces russes jetées en avant du Niémen, bien qu'assez compromises, trouveront dans un terrain très favorable à la défensive le moyen de gagner le temps nécessaire.

La ligne du Niémen elle-même a des points d'appui et des têtes de pont à Kovno, Grodno et Olita qu'on est en train de fortifier.

En outre, les Russes tenteront de leur côté d'entraver la concentration de l'armée d'Insterbourg, en lançant, dès le premier jour, deux divisions de cavalerie, les 6e et 15e, sur Allenstein, point facilement accessible et très important nœud de chemins de fer. Cette cavalerie aura l'ordre de détruire à tout prix les voies ferrées qui conduisent vers Insterbourg, mais en évitant soigneusement tout engagement avec l'infanterie. Si elle réussit, elle prolongera sa chevauchée vers la Vistule et dans la direction de Dantzig en commettant le plus de dégâts possible dans la Prusse orientale.

Par ces moyens réunis, l'État-major russe espère réussir à assurer l'écoulement sur la Pologne des trains qui amèneront à Gourko les renforts de la circonscription de Pétersbourg et alors ce dernier aura de bonnes chances pour infliger un échec aux Autrichiens, étant donnée l'offensive énergique que l'armée de Dragomiroff au sud est chargée de prononcer contre le flanc de leur ligne de communication.

C'est sur la vigueur avec laquelle Dragomiroff s'ac-

quittera de cette mission de confiance que repose le principal espoir de l'État-major russe d'ouvrir à Gourko la route de Berlin à Breslau.

Le mouvement de l'armée du Sud-Ouest, le long du versant nord des Carpathes, après avoir fait lâcher prise aux Autrichiens, couvrira le flanc gauche de Gourko jusqu'au haut Oder et sera lui-même éclairé à grande distance, au sud, aux débouchés de la Hongrie, par 4 corps de cavalerie.

Ces derniers ne seront, il est vrai, complets que vers le 30e jour, mais ils seront précédés dès le début par la 2e division mixte de Cosaques et les premiers régiments de Cosaques débarqués qui inonderont la Galicie et les Carpathes dans leur partie la plus accessible, sur les derrières de l'armée autrichienne.

D'autre part, l'armée du Niémen, dégagée de l'étreinte de l'armée d'Insterbourg qui sera obligée de reculer, si Gourko fait tête avec succès aux Autrichiens, ou restée maîtresse de ses mouvements dans l'hypothèse où elle ne serait pas vivement attaquée dès le début, marchera franchement vers l'Ouest, pour s'aligner sur Gourko, et couvrir son flanc droit dès qu'il se portera dans la direction de Breslau. Elle détachera une ou plusieurs divisions de réserve vers Kœnisgsberg pour l'observer, poussera jusqu'à la Vistule, la franchira un peu au nord de Thorn en un point favorable, reconnu d'avance, et se rabattra alors plus au sud, en coupant les communications de cette place avec Bromberg et le centre de l'Empire allemand.

II

Si nous pouvons accepter, dans une large mesure, les hypothèses concernant ces projets d'opérations militaires proprement dites, telles que les Russes les prévoient, nous ne saurions, je crois, agir de même quant aux dates qu'ils assignent à l'achèvement de la concentration des Allemands et à leur marche en avant, et nous avons le devoir de les soumettre au plus sérieux contrôle.

J'ai fait observer au chef d'État-major général qu'il me paraissait impossible que la concentration des corps allemands fût réalisée dans les limites de temps fixées par lui.

Les Allemands ne feront pas la mobilisation théorique que vous escomptez, m'a répondu le général Obroutcheff, ils procéderont par ordres d'appels individuels lancés à l'avance et sans bruit, comme ils l'avaient fait en 1875, et tous leurs effectifs seront complétés avant même la publication de leur décret de mobilisation.

Leur régime politique, les facilités que leur donne leur organisation militaire peuvent leur faire gagner certainement plusieurs jours sur votre mobilisation. Vous comptez qu'ils seront entièrement concentrés le 12ᵉ jour dans le cas d'une mobilisation normale. Admettez qu'ils gagnent deux ou trois jours avec la manière de procéder que je vous indique et qu'ils emploieront certainement. Vous voici déjà ramenés au 10ᵉ ou 9ᵉ jour. Déduisez le temps nécessaire au transport de tous les convois, et vous vous rapprochez de cette date du 7ᵉ jour pour la concentration de tous les corps combattants, date que nous indiquent nos renseignements de la sûreté desquels nous n'avons aucunement lieu de douter.

En résumé, le général Obroutcheff compte que les Allemands, grâce aux progrès qu'ils auraient faits et aux mesures exceptionnelles qu'ils peuvent prendre, mettront en moyenne 3 jours pour leur mobilisation et 3 jours pour la concentration des éléments combattants sur la frontière.

A tort ou à raison le général Obroutcheff est absolument convaincu de ce qu'il avance et nous engage à y prêter la plus sérieuse attention.

Il voudrait voir notre concentration s'opérer moins près de la frontière et surtout se commencer plus tôt pour se poursuivre avec plus de rapidité.

Augmentez donc votre matériel roulant, dit-il, et tâchez de vous rapprocher sur ce point des Allemands. Comment pouvez-vous hésiter sur ce point capital, vous qui êtes si riches !

Le procédé des Allemands d'amener les combattants dans les convois lui paraît tout à fait à imiter, puisqu'on a sur la frontière des magasins de concentration et qu'on peut tout préparer pour assurer l'alimentation des troupes au moyen de vivres amenés directement par les voies ferrées.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, je crois que l'État-major russe, sous l'empire de ses appréhensions, s'est laissé entraîner à des calculs vraiment trop hâtifs. Mais ces affirmations à cet égard ont été si fermes que j'aurais cru manquer à mon devoir en ne le signalant pas particulièrement à Votre Excellence.

BOISDEFFRE.

N° 55

Le général de Boisdeffre au ministre de la Guerre, à Paris.

(Rapport n° 3.)

Saint-Pétersbourg, le 10 août 1892.

J'ai l'honneur de vous adresser par la valise de ce jour le compte rendu de la mission dont vous avez bien voulu me charger (rapport n° 1) (1).

J'ai tenu à le faire de la façon la plus complète et la plus détaillée pour permettre à Votre Excellence de se rendre compte des difficultés du début, et de suivre, dans toutes leurs phases, les pourparlers intimes et confidentiels qui ont eu lieu.

Mais vous trouverez à la fin du rapport le résumé de l'ensemble de la situation à la date de ce jour.

Je vous adresse également un rapport technique portant le n° 2, relatif au plan austro-allemand actuelle-

---

(1) Voir le n° 53.

ment en vigueur et à la rapidité de concentration des Allemands.

Je ne vous parle pas de la mission russe envoyée en France. Le commandant Moulin vous en rend compte; mais je me permets d'appeler votre attention sur l'importance du choix du colonel Wannowsky, fils du ministre, et dont les impressions auront ici une influence considérable.

Je signale aussi à l'attention de Votre Excellence ce fait que l'Empereur a refusé, malgré les propositions du ministre de la Guerre, d'inviter aux manœuvres une mission allemande.

La seule mission présente au camp sera la nôtre.

BOISDEFFRE.

10 août, soir.

Je viens d'avoir un entretien très important avec le général Obroutcheff, délégué par l'Empereur, pour discuter le projet de convention et j'en rends compte séance tenante à Votre Excellence dans le rapport n° 4 ci-joint.

Cet entretien ne modifie pas sensiblement les conclusions de mon rapport de ce matin (n° 1), mais il avance notablement les choses et précise la situation.

N° 56

Le général de Boisdeffre au ministre de la Guerre, à Paris.

(Rapport n° 4.)

Saint-Pétersbourg, le 10 août 1892.

J'ai vu aujourd'hui le général Obroutcheff, délégué par l'Empereur pour discuter le projet de convention et

je m'empresse, avant le départ du courrier, de rendre compte à Votre Excellence de mon entretien avec lui.

Après une longue discussion le texte ci-joint a été rédigé (1).

M. l'ambassadeur a aussitôt télégraphié ce texte au Gouvernement pour prendre ses instructions.

Je tiens à ajouter ici l'explication des principales modifications demandées par les Russes.

Le général a tenu à modifier les paragraphes 1 et 2 du préambule, dans le désir, dit-il, d'éviter de nouveaux pourparlers avec son ministre des Affaires étrangères, puisque ces pourparlers ne peuvent aboutir en ce moment à cause de la maladie de M. de Giers, et il s'est formellement refusé à relier ce projet avec nos premiers arrangements.

Comme article 1 le général Obroutcheff avait préparé la rédaction suivante :

« Si la France est attaquée par l'Allemagne soutenue par l'Italie ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne.

« Si la Russie est attaquée par l'Allemagne soutenue par l'Autriche ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne. »

Je lui ai fait observer que ce texte laissait en dehors l'Allemagne seule, et j'ai pu obtenir que le texte fût modifié de manière à viser l'Allemagne seule, ce qui donnera, j'espère, satisfaction au Gouvernement.

L'article 2 (ancien art. 1) a subi une seule modification, autorisée d'ailleurs par le télégramme de ce jour de M. Ribot.

Les mots « ou seulement de l'Allemagne » ont été remplacés par les suivants : « ou d'une des puissances qui en font partie ».

Il va de soi que, tout en vous soumettant cette nouvelle rédaction, je ferai tout mon possible auprès de l'Empereur pour défendre notre texte ; mais j'ai peu de

---

(1) Voir le n° 57.

chances de réussir, car l'Empereur, qui a déjà pris connaissance de ma note rédigée à cet effet, s'est, malgré nos raisons, rangé à l'avis de son ministre de la Guerre.

Cet article 2, ainsi rédigé, n'est pas en concordance complète avec l'article 1 ; mais le général, malgré mes observations, a exigé *absolument* son article 1, celui qui lui tient le plus à cœur.

J'ai eu beaucoup de peine à faire maintenir la clause « et les porteront le plus près possible de leurs frontières ».

Art. 3. — Le général Obroutcheff a insisté très vivement pour qu'on ne fixe pas le jour où les troupes sont concentrées à la frontière. Ils veulent agir entièrement de bonne foi ; leur concentration est actuellement beaucoup plus lente que la nôtre, mais ils vont l'améliorer tous les ans. Il demande en conséquence que l'indication des jours rentre dans l'article 4 suivant et fasse l'objet d'une entente annuelle.

Art. 4 (ancien art. 5). — Le général a voulu intervertir l'ordre de ces deux articles; il a également manifesté le désir d'y voir comprendre les deux articles annexes que j'ai soumis à votre approbation (rapport n° 1).

Art. 5. — Le général a tenu à supprimer le dernier paragraphe comme essentiellement politique.

Art. 6. — Toute politique que fût cette clause, j'ai fait observer qu'il fallait absolument une durée à une convention.

Il a fini par céder, mais a demandé tout au moins la suppression des mots « et se renouvellera de plein droit ». Il estime que cette clause est implicitement contenue dans la première partie de l'article.

Art. 7. — C'est le texte même de l'article 7 que j'ai soumis à votre approbation dans mon rapport n° 1.

Comme je l'ai dit à Votre Excellence, la discussion a été extrêmement longue, et ce n'est pas sans difficulté que j'ai pu obtenir le texte qui vous est actuellement soumis et que le général Obroutcheff considère comme

l'extrême limite des clauses dont il puisse espérer obtenir l'approbation par l'Empereur.

Il estime qu'*en tant que projet* et avant de le soumettre à l'Empereur, ce texte doit être signé de lui et de moi ; que c'est le moyen le plus sûr de déterminer l'approbation souveraine.

Le général a insisté tout particulièrement sur le silence à imposer à la presse dont les indiscrétions ne peuvent que retarder le moment de la convention définitive et sur la nécessité de l'exécution stricte de l'article 7. Il est en effet de la dernière importance à leurs yeux que la Triple Alliance ignore le plus longtemps possible la convention pour que, laissée dans l'espoir d'une désunion possible, elle ne redouble pas d'efforts et d'activité.

En attendant les instructions du Gouvernement que M. le comte de Montebello a demandées par télégramme de ce jour à la suite de l'entretien dont je rends compte à Votre Excellence, je vais continuer à défendre le plus possible le texte primitif de notre projet.

Au cours de notre conférence, le général Obroutcheff m'a affirmé que l'Autriche pouvait parfaitement commencer seule la guerre, vu que l'Allemagne est tenue obligatoirement de venir à son secours si l'Autriche le demande. Cette clause est nettement spécifiée dans le traité de la Triple Alliance. M. Chichkine l'en a informé.

BOISDEFFRE.

N° 57

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 10 août 1892.

Le général de Boisdeffre a vu aujourd'hui le général Obroutcheff, délégué par l'Empereur pour discuter le projet de convention.

Après une longue discussion, le texte suivant a été proposé :

« La France et la Russie, étant animées d'un égal désir de conserver la paix et n'ayant d'autre but que de parer aux nécessités d'une guerre défensive, provoquée par une attaque des forces de la Triple Alliance contre l'une ou l'autre d'entre elles, sont convenues des dispositions suivantes :

« Art. 1. — Si la France est attaquée par l'Allemagne ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne.

« Si la Russie est attaquée par l'Allemagne ou par l'Autriche, soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne.

« Art. 2. — Dans le cas où les forces de la Triple Alliance ou d'une des puissances qui en font partie viendraient à se mobiliser, la France et la Russie, à la première annonce de l'événement et sans qu'il soit besoin d'un concert préalable, mobiliseront immédiatement et simultanément la totalité de leurs forces et les porteront le plus près possible de leurs frontières.

« Art. 3. — Les forces disponibles qui doivent être employées contre l'Allemagne seront, du côté de la France de 1.300.000 hommes, du côté de la Russie de 700.000 à 800.000 hommes. Ces forces s'engageront à fond et en toute diligence, de manière que l'Allemagne ait à lutter à la fois à l'est et à l'ouest.

« Art. 4. — Les États-majors des armées des deux pays se concerteront en tout temps pour préparer et faciliter l'exécution des mesures prévues ci-dessus. Ils se communiqueront, dès le temps de paix, tous les renseignements relatifs aux armements de la Triple Alliance, qui sont ou parviendraient à leur connaissance.

« Les voies et moyens de correspondre en temps de guerre seront étudiés et prévus d'avance.

« Art. 5. — La France et la Russie ne concluront pas la paix séparément avec la Triple Alliance.

« Art. 6. — La présente convention aura la même durée que la Triple Alliance.

« Art. 7. — Toutes les clauses énumérées ci-dessus seront tenues rigoureusement secrètes. »

Je vous télégraphierai dans quelques heures les explications que comporte ce texte.

Montebello.

N° 58

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 10 août 1892.

Suite à ma dépêche d'aujourd'hui.

Le général de Boisdeffre m'a raconté de vive voix que notre projet de texte est devant l'Empereur, qu'il va voir au camp ; mais il a fort peu de chances de réussir : en effet, notre projet avait été soumis à Sa Majesté avec les observations écrites du général de Boisdeffre, qui avaient pour objet de faire maintenir la clause « ou seulement de l'Allemagne ». L'Empereur s'était rangé à l'avis de son ministre de la Guerre ; c'est dans ces conditions que le projet ci-dessus a été rédigé. Si le Gouvernement français en accepte la rédaction, il sera présenté par le ministre de la Guerre à l'approbation de Sa Majesté.

Le général Obroutcheff estime qu'en tant que projet, et avant de le soumettre à l'Empereur, il doit être signé par lui et par le général de Boisdeffre et que c'est le moyen le plus sûr de déterminer l'approbation souveraine.

Le général Obroutcheff a insisté tout particulièrement sur le silence à imposer à notre presse et sur la nécessité de l'exécution stricte de l'article 7. Il est de la dernière importance, aux yeux du Gouvernement

russe, que la Triple Alliance ignore le plus longtemps possible la conclusion définitive afin de la maintenir dans l'espoir d'une désunion possible pour qu'elle ne redouble pas d'efforts et d'activité.

Je vous prie instamment de me faire savoir dès que vous le pourrez, par le télégraphe, si le Gouvernement approuve les propositions ci-dessus.

MONTEBELLO.

N° 59

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 11 août 1892.

J'ai reçu vos deux télégrammes.

En ce qui me concerne, je ne vois pas d'autre changement à demander que la suppression des mots « avec la Triple Alliance » dans le paragraphe 5.

Je n'ai pas d'objection à ce que le général signe le projet, sous cette réserve que les ministres signeront l'instrument définitif.

Toutefois, avant d'autoriser au nom du Gouvernement le général de Boisdeffre, je crois préférable d'attendre la réponse de M. de Freycinet qui m'arrivera demain.

RIBOT.

N° 60

M. de Freycinet, ministre de la Guerre,
à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Glion, le 12 août 1892.

Je ne suis pas d'avis en tout cas d'abandonner notre terrain avant de connaître l'effet de la note rédigée par notre envoyé. Dès que nous serons renseignés à ce sujet, je crois utile d'en délibérer. Je me réserve d'appeler de nouveau l'attention sur les conséquences possibles de la modification proposée. Je compte donc sur vous pour me tenir au courant.

N° 61

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères,
à M. de Montebello, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 12 août 1892.

Je ne suis pas encore en mesure d'autoriser le général de Boisdeffre à se porter fort de l'adhésion de M. de Freycinet au texte proposé.

J'envoie ce soir à M. de Freycinet une copie de vos télégrammes. Il se peut qu'à raison de l'importance qu'il attache au point en discussion, le ministre de la Guerre revienne à Paris pour en conférer avec moi. Tenez-moi au courant.

Ribot.

N° 62

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Freycinet, ministre de la Guerre.

Paris, le 12 août 1892.

Quand je vous ai écrit avant-hier, je n'avais pas reçu les deux télégrammes dont je vous envoie copie. Vous verrez, en les lisant, que le général de Boisdeffre croit avoir peu de chances de faire revenir l'Empereur sur l'avis qu'il a déjà exprimé et qui est conforme à celui du ministre de la Guerre.

Un pas important a été fait, puisque le général Obroutcheff, délégué spécialement par l'Empereur, s'est mis d'accord *ad referendum* sur un texte complet avec notre envoyé.

Le texte nous donne satisfaction sur tous les points, sauf sur l'article 2. La divergence de vues se réduit à ceci : nous voudrions demeurer libres dans le cas où l'Allemagne resterait tranquille. Le ministère de la Guerre russe admet que la France ne doit prendre part à la lutte que si l'Allemagne, ou l'Autriche soutenue par l'Allemagne, attaque la Russie. Mais il demande que la France mobilise si la Triple Alliance, ou *une des puissances* qui la constituent, vient à mobiliser.

Il ne me semble pas que cette divergence soit assez grave pour rendre l'accord impossible. Je persiste à penser que, la Russie et l'Autriche venant à se déclarer la guerre ou seulement à mobiliser leurs forces, ni la France, ni l'Allemagne ne seraient libres de se tenir en dehors du conflit et j'ajoute que nous n'y aurions pas, quant à nous, intérêt.

Le général de Boisdeffre demande l'autorisation de signer le projet — en tant que projet — avec le général Obroutcheff. Je n'y ai pas d'objection à condition qu'il soit entendu que l'instrument définitif sera signé par les ministres des deux pays.

M. de Montebello me demande une réponse aussi prompte que possible. Nous avons déjà rencontré tant de difficultés de toutes sortes que je me rends compte de son impatience d'aboutir.

Il me paraît très difficile de réunir — en temps utile et sans appeler l'attention — le Conseil des ministres. C'est l'avis de M. Loubet.

Si vous pensiez qu'un entretien de vive voix est nécessaire entre nous pour arriver à une entente définitive, je vous prierais de revenir à Paris; car votre retour provoquerait moins de commentaires que mon départ pour Glion. Je crains que nous ne perdions beaucoup de temps et que nous ne risquions de laisser passer l'occasion.

Mon avis serait d'accorder au général de Boisdeffre l'autorisation que M. de Montebello demande pour lui.

Je vous serai très reconnaissant, en tout cas, de me télégraphier, dès la réception de cette lettre, afin que je sache dans la journée de demain si je dois rester à Paris et que je puisse télégraphier à Pétersbourg où l'on attend notre réponse.

RIBOT.

N° 63

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 13 août 1892.

Il est convenu avec le général Obroutcheff que, selon votre désir, les mots « avec la Triple Alliance », qui terminent le paragraphe 5, seront supprimés dans le projet qui va être soumis à l'Empereur.

Les signatures du général de Boisdeffre et du général Obroutcheff, n'ayant d'autre but que d'inspirer plus de confiance à l'Empereur, n'engagent en rien la

procédure à venir. Le général de Boisdeffre a du reste déjà insisté à plusieurs reprises pour la signature des ministres sur l'instrument définitif. Mais rien ne peut être fixé à ce sujet tant que l'Empereur n'aura pas donné son approbation au projet et indiqué ses vues sur la procédure à suivre.

MONTEBELLO.

N° 64

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 17 août 1892.

Tout est prêt ici ; il ne nous manque plus qu'une adhésion de M. de Freycinet.

Après l'empressement que nous avons montré, un retard de notre part serait mal interprété et risquerait de nous faire perdre l'occasion de présenter en temps opportun le projet à l'Empereur.

Le séjour de l'Empereur au camp sera probablement abrégé par suite du mauvais temps et de la crainte du choléra.

MONTEBELLO.

N° 65

M. de Freycinet, ministre de la Guerre, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Glion, le 13 août 1892.

D'après votre nouvelle communication je n'ai pas d'objection à ce que le général signe le projet comme

vous l'indiquez ; vous pouvez donc lui envoyer de notre part l'autorisation nécessaire ; une entrevue entre nous ne me paraît pas utile en ce moment et pourrait éveiller l'attention. Merci pour vos renseignements.

FREYCINET.

N° 66

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 13 août 1892.

M. de Freycinet vient de me télégraphier qu'il n'a pas d'objection à ce que le général signe le projet tel que je le lui ai communiqué.

Vous pouvez donc dire au général qu'il est autorisé à signer avec le général Obroutcheff, sous réserve, bien entendu, de la forme à donner à l'instrument définitif.

RIBOT.

N° 67

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 16 août 1892.

Une occasion favorable s'étant présentée avant que votre télégramme me fût parvenu, le ministre de la Guerre a soumis hier matin à l'Empereur le projet sans qu'il fût signé.

L'Empereur, tout en l'approuvant dans son ensemble, a jugé que certains articles avaient un caractère trop politique pour que le ministre des Affaires étrangères ne fût pas consulté.

A cet effet, il a envoyé le général Obroutcheff en Finlande pour s'entretenir avec M. de Giers.

Si l'accord se fait entre eux, le général de Boisdeffre pourra prochainement avoir un entretien décisif avec l'Empereur.

Sa Majesté désirerait que le séjour de notre général ne se prolongeât pas après la levée du camp afin d'éviter tout commentaire.

L'Empereur tient au secret de la façon la plus absolue. Il ferait de la divulgation des clauses de la convention un cas de nullité. Le général Obroutcheff ne devant revenir de Finlande que dans la soirée au plus tôt, je ne pourrai vous donner de nouvelles que mercredi ou jeudi.

MONTEBELLO.

N° 68

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Houlgate, le 17 août 1892.

(PARTICULIÈRE.)

Je vous ai accusé réception hier de votre télégramme qui m'annonçait l'approbation donnée par le Tsar à l'ensemble du projet et l'envoi auprès de M. de Giers du général Obroutcheff avec mission de consulter sur certains articles le ministre des Affaires étrangères.

Le rapport adressé par le général de Boisdeffre à M. de Freycinet m'a vivement intéressé. Je ne suis pas surpris des difficultés qu'il a rencontrées. Il me semble

avoir manœuvré, d'après vos conseils, avec beaucoup de tact et d'habileté.

Le point délicat était de définir le *casus fœderis*. J'ai eu le sentiment que si nous n'en cédions pas, au moins en ce qui concerne l'article 1 de notre projet (mobilisation simultanée), nous risquions de tout compromettre. C'est pourquoi, même avant d'avoir reçu la réponse de M. de Freycinet, je vous ai envoyé mon télégramme du 9 août dont la substance avait d'ailleurs été approuvée par le Président du Conseil.

J'ai été heureux de recevoir de M. de Freycinet l'assurance que le texte du nouveau projet, accepté *ad referendum* par le général de Boisdeffre, ne soulèverait de sa part aucune objection.

L'affaire semble donc en bonne voie et, à moins que M. de Giers n'essaie de retarder la conclusion, je crois que nous serons bientôt au bout de nos ennuis et de nos peines.

Je vous remercie cordialement, vous et le général de Boisdeffre, de tout ce que vous avez fait pour assurer le succès de ces laborieuses négociations.

RIBOT.

N° 69

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg,
à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 17 août 1892.

Le général Obroutcheff a vu M. de Giers qui trouve le projet bon et l'approuve d'une manière générale. Toutefois, en raison de son état de faiblesse, il a demandé à l'examiner à tête reposée.

Le général de Boisdeffre sera reçu demain par l'Empereur.

MONTEBELLO.

N° 70

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 19 août 1892.

Le général de Boisdeffre a été reçu hier par l'Empereur. L'entrevue a été pleine de cordialité. L'Empereur lui a déclaré immédiatement « avoir lu, relu, étudié le projet de convention et l'approuver pleinement dans son ensemble ». En raison des articles politiques qu'il contient, Sa Majesté désire encore qu'il soit examiné par M. de Giers.

Sa plus grande préoccupation est d'en voir garder le secret. En attendant l'échange de ratifications officielles qui se fera soit par la signature des ministres sur l'acte même, soit par la confirmation de cet acte moyennant lettres autographes échangées entre les ministres, le général de Boisdeffre a, sur la demande du général Obroutcheff, signé avec lui deux exemplaires du projet qui a été soumis à l'Empereur. Le ministre de la Guerre a transmis par lettre autographe au général de Boisdeffre un de ces exemplaires en lui faisant connaître que « l'Empereur avait donné son approbation à l'ensemble dudit projet ». Nous avons ainsi une base officielle pour la convention définitive.

Je ne crois pas utile de vous donner ici les détails de l'entrevue que le général vous apportera lui-même. Il considère maintenant sa mission comme terminée et compte quitter Pétersbourg samedi pour se rendre directement à Paris, à moins d'ordres contraires.

En résumé, je suis très satisfait : nous sommes arrivés à un résultat inespéré avec une rapidité surprenante. Je n'osais pas l'espérer. Je dois en cette circonstance rendre entière justice au général de Boisdeffre dont

l'action, pleine de tact et de fermeté, a contribué à l'heureuse issue d'une négociation dont nous avons ensemble et avec le plus confiant accord poursuivi le succès. Nous pouvons avoir toute confiance dans la loyauté de l'Empereur, et je vais m'occuper maintenant de donner la dernière forme à notre œuvre.

MONTEBELLO.

N° 71

Le général de Boisdeffre au ministre de la Guerre, à Paris.

Saint-Pétersbourg, le 18 août 1892.

Pour faire suite à mon rapport n° 4 du 10 août, j'ai l'honneur de vous rendre compte des faits qui se sont produits depuis mon arrivée au camp.

Je n'insiste pas, bien entendu, sur la question des manœuvres réduites cette année à la plus simple expression, par les mauvais temps ininterrompus et la crainte du choléra, ni sur le récit des conversations d'usage et de pure bienveillance.

12 août. — Arrivé au camp le jeudi, j'ai assisté, le lendemain 12 août, à la grande parade ; et l'Empereur, comme témoignage de considération toute particulière pour la France, m'a placé à sa gauche pendant le défilé. Au déjeuner qui a suivi, j'ai été également placé à côté de l'Impératrice.

La conversation n'a roulé que sur des sujets de circonstance et relatifs aux troupes passées en revue.

En rentrant chez moi, j'ai trouvé une lettre de l'ambassadeur me faisant connaître que M. le ministre des Affaires étrangères ne réclamait qu'un seul changement au projet de convention modifié. Il désirait la suppres-

sion des mots « avec la Triple Alliance » dans l'article 5. Il voulait également attendre l'approbation de M. le ministre de la Guerre, avant de pousser plus loin les choses. Au reçu de cette lettre je me suis rendu immédiatement chez le général Obroutcheff. Je lui ai fait part du désir de M. le ministre des Affaires étrangères, et pour lever ses hésitations je lui ai fait observer que, si l'on demandait la suppression des mots « avec la Triple Alliance », c'était évidemment dans l'intention de se réserver la possibilité, le cas échéant et après s'être mis d'accord, de traiter avec l'un des alliés belligérants, pour reporter toutes ses forces contre les autres.

Devant ces observations, le général Obroutcheff a consenti à la suppression demandée. J'en ai informé de suite M. le comte de Montebello, ajoutant ceci au sujet de ma signature et de celle du général Obroutcheff :

« Ces signatures n'ont d'autre but que d'inspirer plus de confiance à l'Empereur dans le texte soumis à son approbation. Elles n'engagent rien de définitif puisque l'Empereur peut ne pas tout accepter ou modifier le texte proposé.

« Elles n'impliquent nullement la procédure à suivre ultérieurement pour la ratification définitive. Cette procédure ne pourra pas être arrêtée tant qu'on n'aura pas :

« 1° L'approbation impériale ;

« 2° La décision de Sa Majesté au sujet de ladite procédure. »

J'ai d'ailleurs toujours insisté très vivement sur la nécessité que l'instrument définitif reçût la signature des ministres, répétant au général Obroutcheff que notre forme de gouvernement exigeait absolument cette signature, et que mes fonctions ne me donnaient aucune qualité *ad hoc*.

Dans la situation où je me trouvais, ne connaissant pas la décision du Gouvernement au sujet du texte qui lui avait été soumis, j'ai dû m'abstenir de demander un entretien particulier à l'Empereur. Le général Wannowsky et le général Obroutcheff m'avaient, du reste,

instamment prié de ne pas compliquer la situation en parlant d'avance à Sa Majesté sur des données incertaines.

Il leur en avait déjà beaucoup coûté quand je leur avais déclaré que, si le Gouvernement n'acceptait pas leur texte, je voulais une première audience de Cabinet, pour défendre le texte de Votre Excellence.

Toutefois, devant les termes de la dépêche de M. le ministre des Affaires étrangères faisant présumer une approbation, et afin d'éviter des retards déjà trop longs, je n'ai pas vu d'inconvénient à ce que le général Wannowsky, dans son rapport du dimanche à l'Empereur, mît sous les yeux de Sa Majesté le texte que je vous avais soumis, mais sans aucune signature, sous forme de simple note et à titre de première consultation.

13 août. — Bénédiction des drapeaux.

14 août. — Je reçois par l'intermédiaire de l'ambassadeur notification de l'approbation du Gouvernement donnée au texte proposé. Cette communication me parvient malheureusement trop tard pour que je puisse en informer le ministre de la Guerre avant son rapport à l'Empereur.

15 août. — Dès le lendemain lundi j'avais une conversation avec le général Wannowsky dont j'ai rendu compte immédiatement à M. le comte de Montebello en lui demandant de vouloir bien en télégraphier le résumé au Gouvernement.

Le général Wannowsky s'est montré on ne peut plus affable et cordial.

Il m'a dit avoir lu le projet à l'Empereur, qui s'en était montré satisfait mais trouve que plusieurs articles ont un caractère politique, sur lesquels il veut absolument consulter M. de Giers.

Sa Majesté désirait ajouter un nouvel article : que, si nous provoquions la guerre, le traité serait nul. Le général lui a fait observer *qu'il était conclu pour une guerre défensive,* et Sa Majesté a renoncé à son idée.

L'Empereur avait craint aussi beaucoup la divul-

gation qui, à ses yeux, entraînerait partout de nouveaux armements.

Le secret est pour lui une condition sine qua non. Il en ferait un cas de nullité.

M. de Giers doit venir passer quelques jours à Pétersbourg avant son congé. L'Empereur avait d'abord manifesté le désir de ne me recevoir en audience particulière qu'après avoir causé avec lui et arrêté sa décision. Le général Wannowsky lui a fait observer que me garder encore après la mission provoquerait peut-être de nouveaux commentaires, et il a envoyé (m'a-t-il confié) le général Obroutcheff en Finlande auprès de M. de Giers, sous le prétexte d'aller simplement à Pétersbourg remettre son service avant de partir en congé. Si le général Obroutcheff tombe d'accord avec M. de Giers, j'aurai sans doute mon audience très promptement, et je serai libre ; sinon je devrai attendre.

Le ministre n'est pas encore fixé sur la procédure qui pourra être suivie pour la ratification du projet.

En ce moment la situation est toute d'attente jusqu'au retour du général Obroutcheff.

16 août. — Manœuvres de division contre division.

17 août. — J'ai vu ce matin le général Obroutcheff au retour de son voyage en Finlande, auprès de M. de Giers. Il a pu lui lire le projet, et M. de Giers, autant que son état de faiblesse lui permet d'en juger, le trouve bon. Il l'approuve d'une manière générale en première lecture, mais supplie l'Empereur de lui permettre de l'examiner à tête reposée.

Cette première approbation de M. de Giers donne tout lieu d'espérer que l'Empereur s'y ralliera, et que le projet sera adopté, sauf peut-être des changements de mots insignifiants. Aussi le général Obroutcheff m'a-t-il prié de faire préparer deux expéditions du projet à la suite desquelles se trouverait réservé l'espace nécessaire à la signature des ministres ; et il m'a prié de signer avec lui au bas de la page. La forme est donc la suivante :

PROJET DE CONVENTION MILITAIRE

La France et la Russie, étant animées d'un égal désir de conserver la paix, et n'ayant d'autre but que de parer aux nécessités d'une guerre défensive, provoquée par une attaque des forces de la Triple Alliance contre l'une ou l'autre d'entre elles, sont convenues des dispositions suivantes :

1° Si la France est attaquée par l'Allemagne, ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne.

Si la Russie est attaquée par l'Allemagne, ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne.

2° Dans le cas où les forces de la Triple Alliance, ou d'une des puissances qui en font partie, viendraient à se mobiliser, la France et la Russie, à la première annonce de l'événement, et sans qu'il soit besoin d'un concert préalable, mobiliseront immédiatement et simultanément la totalité de leurs forces, et les porteront le plus près possible de leurs frontières.

3° Les forces disponibles qui doivent être employées contre l'Allemagne seront, du côté de la France, de 1.300.000 hommes, du côté de la Russie, de 700.000 à 800.000 hommes.

Ces forces s'engageront à fond, en toute diligence, de manière que l'Allemagne ait à lutter, à la fois, à l'est et à l'ouest.

4° Les États-majors des armées des deux pays se concerteront en tout temps pour préparer et faciliter l'exécution des mesures prévues ci-dessus.

Ils se communiqueront, dès le temps de paix, tous les renseignements relatifs aux armées de la Triple Alliance qui sont ou parviendront à leur connaissance.

Les voies et moyens de correspondre en temps de guerre seront étudiés et prévus d'avance.

5° La France et la Russie ne concluront pas la paix séparément.

6° La présente Convention aura la même durée que la Triple Alliance.

7° Toutes les clauses énumérées ci-dessus seront tenues rigoureusement secrètes.

Signature du Ministre :

Signature du Ministre :

L'Aide de camp général,
Chef de l'État-major général,
Signé : OBROUTCHEFF.

Le Général de division,
Conseiller d'État,
Sous-chef d'État-major de l'Armée,
Signé : BOISDEFFRE (1).

Le général Obroutcheff m'a dit qu'il ne pouvait savoir encore si les deux ministres signeraient ou si le document ne porterait pas la signature du ministre de la Guerre.

Je lui ai fait observer de nouveau que, en ce qui nous concernait, la signature du ministre des Affaires étrangères était indispensable. Il le reconnaît, et, si le ministre des Affaires étrangères ne devait pas d'après leur procédure signer une convention militaire, ce serait lui, en tout cas, qui la transmettrait avec une lettre officielle signée de lui. Cette lettre serait annexée à ladite convention et l'engagerait par conséquent de la même façon.

La chose sera donc ainsi, de toute manière, réglée à la satisfaction du Gouvernement.

L'éternelle préoccupation est toujours, ici, le secret à garder, et à tout ce que j'ai dit à ce sujet, s'ajoute pour les Russes la nécessité de conclure avec l'Allemagne un traité avantageux pour le transport de leurs grains. Cela leur est indispensable pour les écouler.

---

(1) Ce document est conservé dans une enveloppe portant cette annotation autographe : « La convention militaire est acceptée par la lettre de M. de Giers à M. de Montebello donnant force de traité à cette convention. — (Signé) Félix FAURE, 15 octobre. » — (Voir la pièce n° 91.)

Ils tiennent donc à ce que, pour le moment, on ne parle absolument de rien; et leur désir est, je crois (maintenant qu'en fait on peut considérer le projet comme définitivement arrêté), d'attendre, pour transformer le projet en convention définitive, que je sois rentré en France et que tout bruit se soit calmé autour de la mission dont je suis chargé. On échangerait alors les ratifications quand il ne sera plus question de rien. La préoccupation du secret retardera donc un peu, je le crains, l'échange définitif.

J'ai cependant combattu ce retard de tout mon pouvoir et j'en ai montré à nouveau tous les inconvénients. J'ai fait sentir au général Obroutcheff l'impossibilité qu'il y aurait à dire, comme il le désirait, que nous n'avions pu arriver à nous entendre alors que l'entente serait chose faite. Je lui ai montré la nécessité, pour nous, de tenir compte de l'opinion publique, et que la seule chose pratique était de tenir les clauses secrètes.

Le général estime au contraire que, du moment que nous avons pris la forme de convention militaire, on peut parfaitement tenir le secret le plus absolu. « Personne n'a le droit, dit-il, de demander à connaître une convention militaire, et c'est précisément parce que cette forme permet le secret que nous nous y sommes arrêtés. » Bref, c'est là ce qui les hante le plus, à tel point que le général Obroutcheff, devant se rendre en France en même temps que nous, ne veut pas faire le voyage avec moi, pour éviter tout commentaire.

Pour conclure, j'ai bien fait remarquer au général que tant que les ratifications définitives ne seraient pas échangées, nous n'étions liés ni les uns ni les autres, et que nous nous trouvions exactement dans la même situation qu'avant le projet.

Il en est entièrement convenu.

Voilà donc où en sont les choses aujourd'hui 17 au matin. Le plus fort est fait maintenant, de beaucoup, et le mieux est, je crois, d'attendre, comme le demande le général Obroutcheff, et de ne rien compromettre par trop de hâte.

L'après-midi j'ai reçu avis du ministre de la Guerre que je serais reçu en audience de Cabinet par l'Empereur le lendemain jeudi 18 août à 11 heures du matin.

Je me suis également à nouveau entretenu avec le général Obroutcheff, et j'ai encore entendu les appréhensions qui les retiennent et feront probablement le sujet d'une partie des observations de l'Empereur auprès duquel je m'efforcerai de les dissiper.

Un de leurs nouveaux desiderata est que, s'il se produisait pour nous une question d'amour-propre, comme l'incident Schnœbelé par exemple, nous ne déclarions pas la guerre sans avoir au préalable consulté l'Empereur.

J'ai répondu que ceci nous le ferions volontiers, à mon avis, du moins... Enfin, l'Empereur, ou mieux l'État-major russe, désirerait ardemment avoir encore devant lui deux ans de paix au moins pour achever son armement et poursuivre l'amélioration de ses chemins de fer. Avec les dépenses nécessitées par la disette et le choléra, ils se trouvent effectivement bien peu en état de pousser activement les choses.

18 août. — Dès ce matin, jeudi, j'ai reçu du ministre de la Guerre une lettre datée du 5-17 août, par laquelle, en me transmettant officiellement un des deux exemplaires du projet de convention que j'avais signés avec le général Obroutcheff, il me faisait connaître que l'Empereur avait approuvé, en principe, l'ensemble du projet.

Je joins à ce rapport ladite lettre et le projet signé.

L'Empereur avait tenu évidemment à ce que les bases de l'entente fussent ainsi nettement et officiellement posées avant son audience.

Nous avons donc ainsi, dès maintenant, en attendant l'échange des ratifications avec signatures ministérielles, une base officielle pour la convention définitive, base qu'on peut considérer comme absolument sûre et décisive quand on connaît la réserve et la prudence du Gouvernement russe et la fermeté de l'Empereur dans ses engagements.

A 11 heures, j'ai été reçu par l'Empereur. Sa Majesté m'a déclaré immédiatement qu'elle avait lu, relu et étudié le projet de convention, qu'elle lui donnait pleinement son approbation dans son ensemble, qu'elle remerciait le Gouvernement français d'avoir accepté les quelques changements de rédaction qu'elle avait fait demander.

Sa Majesté a ajouté que la convention contenait, à son avis, quelques articles politiques qu'elle désirait voir examiner par le ministre des Affaires étrangères ; qu'il y aurait, peut-être, par suite, quelques changements de mots à apporter, mais insignifiants. Enfin, Sa Majesté a répété que ce projet lui donnait entière satisfaction et que tout lui paraissait réglé au mieux de l'intérêt des deux pays.

Je n'ai pas cru nécessaire de reprendre la défense du premier texte puisque le nouveau texte avait reçu l'approbation du Gouvernement. J'ai seulement dit à l'Empereur que le Gouvernement français avait voulu une fois de plus par cette concession lui témoigner toute sa confiance.

L'Empereur n'a pas manqué de me parler de sa grande préoccupation de nous voir garder le secret le plus absolu. « Je voudrais bien, m'a-t-il dit, que la convention fût examinée seulement par M. le Président de la République et M. Ribot en qui j'ai toute confiance, s'entendant avec M. de Freycinet. Je crains, si on la discute en Conseil des ministres, que, fatalement, elle ne devienne bien vite publique, et alors pour moi le traité est annulé. »

J'ai répondu à Sa Majesté que je m'empresserais de faire part, bien entendu, de son désir instant et que le Gouvernement ferait, j'en suis sûr, tout son possible pour s'y conformer. Mais j'ai fait observer que notre régime parlementaire ne permettait pas de se soustraire à certaines règles, et que, si le Conseil des ministres était consulté, comme je le croyais nécessaire, il fallait voir surtout dans ce fait une preuve de la loyauté et de la sûreté de nos engagements, puisque nous tenons à les entourer de toutes les garanties.

J'ai ajouté que quant à exiger l'annulation de la convention, si son existence venait à être connue, c'était inadmissible. Lorsque tout un pays désire ce traité, il est naturellement disposé à considérer au moindre indice son désir comme réalisé, et quand ce pays a la liberté de la presse qui reflète forcément l'opinion générale, il est bien difficile que, même ne reposant sur rien, des affirmations ne se fassent pas jour.

« Sa Majesté sait bien comme moi, ai-je ajouté, que des articles de ce genre sont inspirés journellement par des agents des Gouvernements hostiles désireux de nous susciter des difficultés, et de jeter le trouble et la désunion dans nos rapports ; exemple : les derniers articles parus au sujet de ma mission et que M. Ribot, après enquête, avait découvert être inspirés par M. de Blowitz. »

A l'appui de ma thèse, j'ai pu encore dire que la Triple Alliance avait pu garder ses clauses secrètes pendant près de dix ans, mais que l'existence du traité avait été connue de suite dans l'Europe entière.

J'ai enfin exposé à Sa Majesté que le pays, si franchement partisan de l'alliance russe, ne comprendrait pas que le ministère (dont une des forces était précisément qu'on le sût attaché à cette alliance et inspirant toute confiance à l'Empereur) se déclarât impuissant à la réaliser. Puisque Sa Majesté a confiance dans nos ministres et désire ardemment leur maintien au pouvoir, comme étant pour elle sa meilleure garantie, un des plus sûrs moyens de les y garder, c'est tout au moins de ne pas nier l'existence de l'entente franco-russe.

L'Empereur n'a pas hésité à convenir de la justesse de ces observations. « Évidemment, m'a-t-il dit, tout le monde saura qu'il y a entente entre nous. Mais je demande au moins, que le Gouvernement, lui, garde le secret de cette convention militaire. »

L'Empereur en est venu à me parler de son désir de la paix.

Je lui ai fait remarquer de suite que nous étions pacifiques au moins autant que Sa Majesté.

« Je le sais, m'a-t-il répondu, vous l'avez prouvé

depuis vingt-deux ans. Je crois du reste qu'en ce moment la paix n'est pas menacée. L'empereur d'Allemagne a assez de ses embarras intérieurs. L'Angleterre va, je pense, avoir également les siens. »

« Du reste, avec notre convention j'estime que notre situation sera bonne. Mais je désirerais bien avoir encore au moins deux ans de paix. Car il nous faut achever notre armement, nos chemins de fer, et nous refaire de la disette et du choléra. Enfin il faut espérer que la paix pourra se maintenir encore longtemps, et souhaitons-le. »

L'Empereur m'a parlé ensuite de la mobilisation au sujet de l'article 2.

Je lui ai fait remarquer que la mobilisation c'était la déclaration de guerre ; que mobiliser c'était obliger son voisin à en faire autant ; que la mobilisation entraînait l'exécution des transports stratégiques et de la concentration.

Sans cela, laisser mobiliser un million d'hommes sur sa frontière, sans en faire simultanément autant, c'était s'interdire toute possibilité de bouger ensuite, et se placer dans la situation d'un individu qui, ayant un pistolet dans sa poche, laisserait son voisin lui en mettre un armé sur le front sans tirer le sien.

« C'est bien comme cela que je le comprends », m'a répondu l'Empereur.

L'entretien s'est encore prolongé quelque peu. Je passe sous silence les paroles de bienveillance pouvant me concerner personnellement et mes remerciements pour les distinctions accordées à la Mission. Mais je tiens à faire connaître que l'Empereur m'a dit combien il se félicitait de la manière d'agir du Gouvernement de la République vis-à-vis de la Russie, et combien il était touché de voir en toutes circonstances se manifester notre volonté de lui être agréable.

En résumé, je crois qu'on peut considérer le projet de convention comme adopté d'une manière ferme et définitive et qu'il sera transformé à brève échéance en convention militaire, signée par les ministres.

Jusque-là, bien qu'il ne nous lie pas d'une façon

officielle, je suis convaincu que l'Empereur dans sa pensée se considère d'ores et déjà comme engagé ; et le Gouvernement peut avoir confiance absolue dans un souverain dont l'honnêteté est proverbiale.

J'ajoute que mon sentiment est que, si l'Empereur désire le maintien de la paix, il ne redoute pas autrement la guerre, du moins avec l'alliance de la France.

Aujourd'hui donc, il n'y a plus que les ratifications à échanger, et, comme M. de Giers est de retour depuis hier à Saint-Pétersbourg, M. le comte de Montebello va pouvoir, si toutefois la santé de M. de Giers n'est pas un obstacle insurmontable, poursuivre avec lui les négociations et donner la dernière forme à l'instrument diplomatique.

Je considère par suite ma mission comme terminée.

Je compte quitter Pétersbourg après-demain samedi ; j'éviterai ainsi tout commentaire que pourrait faire naître un séjour plus prolongé.

J'aurai l'honneur, en arrivant à Paris, de rendre compte de vive voix à Votre Excellence des détails qui n'auraient pas trouvé place dans ce rapport.

Je passe rapidement sur l'audience publique d'adieux donnée par l'Empereur à la Mission. Mais je dois dire que, de même qu'elle avait été très bien traitée pour les décorations, l'Empereur et l'Impératrice et la Famille Impériale ont été tout particulièrement aimables pour les officiers qui en faisaient partie.

La bienveillance impériale avait d'ailleurs produit son effet au dehors, et la Mission avait été l'objet de réceptions plus que cordiales de la part des régiments de la Garde, tels que les chevaliers-gardes de l'Impératrice et les hussards de l'Empereur. Ces régiments ne se seraient certainement pas permis des démonstrations aussi franches, s'ils n'avaient pas été certains de l'assentiment et de l'approbation d'en haut. Les invitations nous avaient d'ailleurs été faites par les grands-ducs en personne, qui assistaient à ces réceptions.

ANNEXE
AU RAPPORT DU GÉNÉRAL DE BOISDEFFRE
EN DATE DU 18 AOUT 1892

Le 5/17 août 1892.

Mon Général,

J'ai eu l'honneur de soumettre à Sa Majesté Impériale le projet de la convention militaire, élaboré par les deux États-majors. Sa Majesté, ayant approuvé en principe l'ensemble du projet, m'a ordonné, vu le caractère politique de plusieurs de ses dispositions, de le faire transmettre à l'examen du ministère des Affaires étrangères.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Signé : Pierre Wannowsky.

N° 72

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Beuzeval, le 19 août 1892.

Je suis heureux de vous adresser mes sincères félicitations, à vous et au général de Boisdeffre. Je vous remercie d'avoir poursuivi dans un si confiant accord cette négociation heureusement terminée.

Nous attendons à Paris le général. Tâchez de régler aussi rapidement que possible les formes de la ratification. Nous préférons que l'acte définitif soit signé par les ministres en vertu d'autorisations spéciales.

Ribot.

N° 73

*M. Ribot, ministre des Affaires étrangères,
à M. de Montebello, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg.*

Le 20 août 1892.

M. de Freycinet, avec qui je viens de m'entretenir du projet de convention, se réserve de présenter des observations sur la rédaction de certains articles après qu'il aura entendu le général de Boisdeffre.

Ne pressez donc pas trop M. de Giers afin de nous laisser le temps de peser tous les termes du projet qui doit être soumis à l'approbation du Président de la République.

RIBOT.

N° 74

*M. Ribot, ministre des Affaires étrangères,
à M. de Montebello, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg.*

Paris, le 27 août 1892.

Le projet a reçu l'approbation du Président de la République, sous réserve de quelques changements de rédaction qui ne touchent à rien d'essentiel et qu'il nous paraît nécessaire de soumettre le plus tôt possible à l'Empereur.

Je vous envoie ce soir un courrier spécial.

Le Président de la République attache la plus grande importance à ce que tout puisse être terminé dans le plus bref délai.

RIBOT.

N° 75

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 27 août 1892.

(Particulière.)

Je vous ai télégraphié, ce matin, que M. le Président de la République avait approuvé l'ensemble du projet de convention, sous réserve de quelques changements de rédaction.

M. Carnot a vu, dès le soir de son arrivée à Paris, le général de Boisdeffre. Il a reçu de lui les explications les plus complètes et a pris connaissance des rapports où le général a retracé toutes les phases et les résultats de sa mission. Il a eu ensuite de longues conversations avec M. de Freycinet et avec moi. Nous avons mûrement pesé tous les termes de la convention.

Trois points — dont l'un tout à fait secondaire — ont appelé particulièrement notre attention.

a) Le paragraphe 2 du projet est ainsi conçu :

« Dans le cas où les forces de la Triple Alliance ou d'une des puissances qui en font partie viendraient à se mobiliser, la France et la Russie, à la première annonce de l'événement, etc. »

Il ne paraît pas douteux que, dans la pensée des négociateurs, ce texte ne vise que le cas d'une mobilisation générale pouvant constituer, de la part de la Triple Alliance ou d'un des États qui la composent, une menace d'agression contre la Russie ou contre la France. Si l'Autriche, à l'occasion de quelque incident dans les Balkans, prenait certaines mesures de précaution en mobilisant deux ou trois corps d'armée, il serait évidemment excessif et contraire à nos intérêts communs de nous obliger à porter immédiatement la totalité de nos forces le plus près possible de la frontière.

Ce n'est que dans le cas où soit l'Allemagne, soit l'Autriche ou l'Italie, même isolément, procéderait à une mobilisation de l'ensemble de ses forces, que la Russie et la France pourraient être justifiées de mettre immédiatement, et sans concert préalable, sur le pied de guerre toutes leurs forces disponibles. La gravité d'une pareille mesure est telle qu'on ne saurait prendre trop de précautions pour écarter toute obscurité dans l'article qui s'y réfère.

Le général de Boisdeffre est convaincu qu'il n'eût rencontré aucune objection s'il avait proposé le texte suivant, dont nous serions quant à nous satisfaits :

« Dans le cas où la Triple Alliance ou l'une des puissances qui en font partie viendrait à opérer la mobilisation générale de ses forces, la France et la Russie, etc. »

b) Le paragraphe 3 porte que « les forces disponibles qui doivent être employées contre l'Allemagne sont, du côté de la France, de 1.300.000 hommes, du côté de la Russie de 700.000 à 800.000 hommes... »

M. de Freycinet demande qu'on mette :

« Les forces disponibles qui doivent être employées contre l'Allemagne sont, du côté de la France, de 1.200.000 à 1.300.000 hommes... »

c) Le paragraphe 7 est ainsi libellé :

« Toutes les clauses énumérées ci-dessus seront tenues rigoureusement secrètes. »

Il a paru à M. le Président de la République que cette rédaction serait de nature à soulever quelques objections, au point de vue constitutionnel.

En principe, le Président de la République ne peut pas conclure de traités *secrets*, c'est-à-dire devant être soustraits au contrôle du Parlement, même après que la sécurité ou l'intérêt de l'État aurait cessé de justifier le refus de les communiquer.

Ce que veut l'Empereur, c'est que le traité ne puisse être publié ou divulgué sans son consentement. Il nous semble qu'on donnerait satisfaction au désir de l'Empereur et aux scrupules légitimes du Président de la République en rédigeant ainsi le paragraphe 7 :

« Les clauses énumérées ci-dessus ne pourront être divulguées qu'avec le consentement des deux parties. »

Nous avons employé le mot « divulguées » parce que l'interdiction de *publier* le traité ne répondrait pas suffisamment aux préoccupations dont vous m'avez entretenu.

Voilà les seules modifications qui nous ont paru nécessaires. Elles ne touchent pas au fond même de la convention et ne paraissent pas devoir en retarder la conclusion définitive.

Le général de Boisdeffre pense que le mieux serait que vous remissiez au général Wannowsky le texte rectifié, avec une note explicative, en le priant non de le remettre tout de suite à l'Empereur, mais d'insister auprès de M. de Giers pour que celui-ci fasse parvenir son acceptation sans retard.

Un peu plus tard, on irait à l'Empereur.

De son côté, le général de Boisdeffre croit opportun de communiquer ces modifications au général Obroutcheff. Il s'en est chargé et il lui demandera d'insister également auprès de M. de Giers pour une prompte réponse à Sa Majesté.

Le Président de la République n'attache pas moins d'importance que nous à ce que tout soit terminé avant la fin du mois prochain.

Quand des questions aussi graves ont été soulevées, il est imprudent et il peut devenir dangereux de les laisser en suspens. L'approbation donnée en principe par l'Empereur à un projet signé par les chefs d'État-major des deux pays n'équivaut pas à un engagement régulier des deux Gouvernements.

Si une crise ministérielle venait à se produire au mois de novembre (ce qui est toujours possible), que deviendrait ce projet de convention ? En admettant que le Cabinet qui succéderait à celui-ci en acceptât tous les principes, est-ce qu'il ne faudrait pas aussi mettre au courant de l'affaire les membres du nouveau Cabinet ? N'est-ce pas assez d'être obligés de communiquer, dans un prochain conseil, aux ministres actuels le texte du projet, de répondre aux objections que tel ou tel d'entre

eux pourra élever? Comment espérer que le secret sera rigoureusement gardé pendant plusieurs mois d'attente, que le Gouvernement et les ministres individuellement ne seront pas interrogés et ne seront pas forcés, pour répondre aux préoccupations des députés, d'expliquer où en sont les négociations et comment il n'a pas dépendu d'eux qu'elles aboutissent? Laisser l'affaire sans conclusion définitive, après l'avoir amenée au point où elle est, serait une faute énorme. L'Empereur s'en rendra compte, pour peu qu'on appelle son attention sur ce point.

Sans doute la maladie de M. de Giers est une cause de retard. Mais M. de Giers n'a pas besoin de trois mois pour faire savoir s'il a des objections. S'il est dans l'impossibilité de donner un avis, quelle garantie avons-nous qu'en novembre prochain il sera en état de le faire?

Je n'ai pas besoin d'insister. Vous ferez valoir ces arguments auprès du général Wannowsky et un peu plus tard auprès de l'Empereur. Nous ne pouvons en rester au point où nous sommes. Il faut qu'on en ait le sentiment à Pétersbourg aussi bien qu'à Paris.

RIBOT.

N° 76

Le général de Boisdeffre
à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 1er septembre 1892.

(PERSONNELLE.)

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence le compte rendu de la mission du capitaine Pauffin de Saint-Morel auprès du général Obroutcheff.

BOISDEFFRE.

ANNEXE
A LA DÉPÊCHE DU GÉNÉRAL DE BOISDEFFRE
DU 1er SEPTEMBRE

Compte rendu du capitaine Pauffin de Saint-Morel.

29 août 1892.

J'ai remis au général Obroutcheff, dès mon arrivée à Dax, la lettre que vous m'aviez chargé de lui porter.

Après l'avoir lue et relue, avec la plus grande attention, le général s'est exprimé ainsi :

— Comment ces demandes se produisent-elles aujourd'hui ? N'est-on pas content à Paris ?

Pourquoi n'a-t-on pas demandé ces changements à Pétersbourg ? Le texte du projet a été, alors, communiqué en entier au Gouvernement à Paris ; c'est à ce moment qu'il aurait dû faire ses propositions. Mais, aujourd'hui, remettre les choses en question, cela présente bien des difficultés.

Les modifications demandées me paraissent, en elles-mêmes, à première vue, peu de chose. Nous nous serions certainement entendus à leur sujet. Mais, maintenant, je n'existe plus, il n'y a plus de délégué pour traiter.

Ce qu'on demande à l'article 3, — mettre de 1.200.000 à 1.300.000 hommes au lieu d'arrêter ferme le chiffre de 1.300.000, — c'est très juste. On n'impose pas de chiffre à la Russie, c'est tout naturel de faire la même chose pour la France. D'ailleurs mon avis est qu'on n'aurait jamais dû parler de chiffres. Je ne fais donc aucune opposition.

A l'article 2, on demande d'introduire le mot « totale » pour la mobilisation des forces des puissances de la Triple Alliance. Je ne vois pas nettement la nécessité de ce changement : la prochaine guerre sera terrible, et ne sera pas engagée à la légère ; chacun utilisera

toutes ses ressources dès le début. Jamais l'Autriche ne se mobilisera partiellement. Il n'y aurait donc que l'Italie qui pourrait faire une mobilisation partielle — pour les affaires de Tunisie? Alors le changement proposé ne me semble pas à l'avantage de la France. — Soit.

Quant à l'article 7, la modification demandée est bien grave : avoir supprimé entièrement le mot « secret » est extrêmement délicat. — Comment l'avoir fait sans m'en parler? Je comprends l'intention du Gouvernement français; nous aurions pu arranger les choses et tourner la difficulté. Maintenant que tout est communiqué à Pétersbourg, cela devient plus difficile. M. de Giers, malheureusement, n'y est pas, — ce qui complique encore les choses, — et je crains bien qu'on ne lui envoie pas le projet à Aix.

Tout cela mérite qu'on y réfléchisse longuement. Le général de Boisdeffre me dit que vous êtes à ma disposition; je vous donnerai demain soir ma réponse.

30 août 1892.

Le général Obroutcheff, me prenant à part, après le déjeuner, me dit :

— J'ai passé la nuit à réfléchir à la question, j'ai pesé chaque mot; et voici ma réponse :

J'écris quelques lignes au général de Boisdeffre, pour lui dire que, mon bras me faisant souffrir, je vous utilise comme secrétaire.

Et le général m'a dicté ce qui suit :

« 1° Étant en congé, je n'ai pas de mission de pouvoir traiter avec le général de Boisdeffre. Aussi je suis forcé de transmettre tout ce qu'il m'a adressé au général Wannowsky;

« 2° Mon opinion privée, c'est que les changements qu'on veut porter sur les articles 2 et 3 sont tout à fait admissibles.

« Quant au nouvel article 7, il sort complètement de ma compétence.

« Je regrette qu'on l'ait déjà envoyé à Pétersbourg,

car, peut-être, en se consultant préalablement avec moi, on aurait pu lui donner une autre rédaction, en conservant le mot « secret ». Je pense que les clauses de mobilisation, comme tout autre plan militaire, sont tenues partout en secret, et que, de ce point de vue, la convention militaire, qui touche la mobilisation, devrait être gardée en secret n'importe par quelle espèce de gouvernement. »

Vous pourrez ajouter quelques explications verbales au général de Boisdeffre :

La démarche de M. de Montebello auprès du général Wannowsky est des plus dangereuses ; il aurait été nécessaire que mon avis lui parvînt au préalable ; il est tout à fait regrettable qu'on l'ait déjà avisé directement. Si, par hasard, cela n'était pas encore fait, dites bien que c'est très important d'arrêter cette communication.

Il manque dans tout cela l'homme qui aurait dû prendre en main la direction de toute cette affaire : M. de Giers n'étant pas là, tout devient plus difficile et plus dangereux.

Quant aux modifications, en elles-mêmes, vous connaissez ma manière de voir à leur égard, et pourrez en faire part au général.

Les articles 2 et 3, — je n'ai pas d'observations contre, — et j'écris dans ce sens au ministre de la Guerre.

Pour l'article 7, il faut bien savoir que c'est celui auquel l'Empereur tient le plus ; c'est celui qui a déterminé son approbation.

Il faut se mettre un peu à la place de l'Empereur : ce qu'il voudrait, — lui — ce serait trouver un homme avec qui il pût traiter, seul à seul, et sans que cela se sût. Or, chez vous, il y a le Conseil des ministres ; cela fait déjà beaucoup de monde au courant ; demain, ces ministres peuvent redevenir simples députés ou sénateurs, emportant le secret dans la vie privée ; et d'autres les remplacent. Voilà l'écueil aux yeux de l'Empereur ; son appréhension est donc déjà très forte. C'est le mot « secret » qui, finalement, le décide ; et voilà qu'aujourd'hui on supprime complètement ce mot ; il ne

figure plus du tout ; et, à vrai dire, ce n'est pas une modification de l'article 7 qu'on propose, c'est un article entièrement nouveau. Dans ces conditions, je puis craindre pour l'assentiment de l'Empereur.

Votre Gouvernement invoque sa Constitution pour motiver sa demande de changement dans la rédaction. Mais nous pensons que, la convention étant une convention militaire, elle peut et doit être tenue secrète, comme tout ce qui concerne la préparation à la guerre ; a-t-on le droit d'interroger le Gouvernement sur sa mobilisation et ses plans de transport ?

Je conviens très bien, d'ailleurs, que l'effet de l'article 7 sera le même dans les deux cas. Mais il faut éviter de heurter les gens de front dans leurs idées les plus arrêtées. Pour arriver au résultat qu'il désirait, le Gouvernement n'aurait pas dû présenter une rédaction entièrement nouvelle ; il aurait fallu faire « un mariage » entre l'ancien article 7 et le nouveau ; la chose passerait ainsi plus facilement.

Surtout, il faut que le mot « secret » figure dans l'article ; cela c'est absolument nécessaire.

Le général serait plutôt d'avis de chercher une rédaction, *dans le sens suivant,* qui, peut-être, concilierait tout :

« Les clauses ci-dessus ne pourront être divulguées sans le consentement des deux parties.

« Le secret sera tenu rigoureusement sur toutes les dispositions militaires arrêtées par la présente convention. »

Le soir, j'ai pris congé du général Obroutcheff, qui m'a remis un pli secret à faire parvenir au général Wannowsky par l'entremise de notre ministre des Affaires étrangères.

PAUFFIN DE SAINT-MOREL.

N° 77

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 1er septembre 1892.

(Particulière.)

Ainsi que je vous l'ai écrit, le général Obroutcheff a été saisi par une lettre du général de Boisdeffre des modifications que nous voudrions introduire dans le projet de convention.

Après avoir mûrement réfléchi, le général Obroutcheff a dicté ce qui suit à l'officier qui lui avait apporté la lettre du général de Boisdeffre :

1° Étant en congé, etc. (1).

J'ai tenu, mon cher ambassadeur, à transcrire textuellement les observations du général Obroutcheff.

Ce dernier a remis à l'officier d'ordonnance du général de Boisdeffre un pli secret, qu'il nous a priés de faire parvenir au général Wannowsky. Je vous envoie ce pli par le courrier de ce soir.

Il nous semble que, pour nous conformer autant que possible au désir du général Obroutcheff, nous devons, quant à présent, nous borner à remettre au général Wannowsky la communication secrète du chef d'État-major.

Dans quelques jours, le général Wannowsky, ayant eu le temps de réfléchir, sera préparé à recevoir de vous une communication directe, soit sous la forme d'une note, soit sous la forme d'une conversation.

Il est bien entendu que nous ne faisons pas d'objection à ce que les clauses militaires de la convention soient qualifiées de clauses *secrètes*. Si la convention

---

(1) Voir au n° 76 le compte rendu du capitaine Pauffin de Saint-Morel depuis « Étant en congé » jusqu'à la fin.

était purement militaire, il n'y aurait aucune difficulté, car il est de l'essence de ces sortes d'arrangements de n'être jamais communiqués aux Chambres. C'est pour la partie politique de la convention que M. le Président de la République éprouverait des scrupules à s'engager en secret, dans des termes qui sembleraient exclure le contrôle des Chambres en tout état de cause et à toute époque. Au fond il ne faut pas exagérer la portée du changement de rédaction. C'est une question de formule. Le général Obroutcheff s'en est rendu compte, puisqu'il reconnaît que le résultat sera le même dans les deux cas.

Suivant ce que vous dira le ministre de la Guerre, vous verrez s'il faut presser les choses et insister pour une communication immédiate à M. de Giers.

En pareille matière et avec des habitudes d'esprit et des procédures si différentes des nôtres, je ne puis que m'en rapporter à votre tact et au désir que vous avez, comme nous, d'aboutir dans le plus court délai possible.

Je regrette que ces incidents vous obligent à prolonger encore votre séjour à Pétersbourg. Mais il s'agit d'intérêts si considérables que nous devons tout faire pour amener le succès de la négociation. Croyez bien que nous apprécions les sacrifices personnels que vous êtes forcé de vous imposer.

M. de Freycinet s'est décidé à aller à Chambéry. Il avait été convenu depuis assez longtemps que j'accompagnerais le Président dans ce voyage. Nous passerons à Aix quelques heures. J'ai déjà fait annoncer notre visite à M. de Giers. Il nous recevra lundi dans l'après-midi, mais je crains de le trouver dans le même état où vous l'avez vu avant son départ. Je vous télégraphierai s'il nous est possible d'obtenir de lui quelque déclaration.

Ribot.

N° 78

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, au ministre des Affaires étrangères à Paris.

Saint-Pétersbourg, le 4 septembre 1892.

Prière de communiquer à M. Ribot, à Aix, le télégramme suivant :

« J'ai remis au ministre de la Guerre le pli apporté par le courrier d'aujourd'hui. Il ressort de la lettre qu'il m'écrit pour m'en accuser réception que l'Empereur ne s'occupera pas de l'affaire pendant son absence. Je crois, en tout cas, inopportun de faire aucune autre communication. »

MONTEBELLO.

N° 79

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 7 septembre 1892.

(PARTICULIÈRE.)

M. de Vauvineux, qui part ce soir pour Saint-Pétersbourg, vous portera cette lettre, où je résume la conversation que j'ai eue avant-hier à Aix-les-Bains avec M. de Giers.

Je m'attendais à trouver le ministre russe dans l'état que vous m'avez décrit, à peu près incapable de soutenir une conversation sérieuse. M. de Mohrenheim m'avait également prévenu que M. de Giers nous

recevrait dans son lit. Quand nous sommes arrivés, M. de Freycinet et moi, à la villa Nicoulaud, M. de Giers nous attendait, étendu sur une chaise longue dans son salon. Il a paru très satisfait de nous voir. L'ambassadeur était présent. Au début l'entretien n'a porté que sur la santé de M. de Giers, sur ses projets, etc., mais je me suis rapproché du ministre pendant que M. de Freycinet s'occupait de faire parler M. de Mohrenheim. J'ai pu ainsi échanger avec M. de Giers quelques propos intéressants.

L'Empereur, m'a dit M. de Giers, a bien voulu me consulter sur l'affaire que vous connaissez. J'étais très malade quand le général Obroutcheff est venu en Finlande. Il m'était impossible d'examiner les articles du projet. On ne m'en a pas d'ailleurs laissé le texte. J'en ai seulement entendu la lecture que m'a faite le général. Tout de suite j'ai donné mon approbation. Je reste convaincu que nous avons fait l'année dernière une grande chose. Il s'agit maintenant de régler des détails, d'exécuter l'article 2 de notre arrangement. Je n'ai aucune objection, bien au contraire. Seulement je voudrais avoir sous les yeux le texte du projet, l'examiner à loisir. En une demi-heure, tout peut maintenant être fini.

J'ai répondu que nous n'étions pas moins convaincus que M. de Giers de l'importance de ce qui a été fait l'année dernière, et qu'après l'approbation donnée par l'Empereur au projet signé par les deux chefs d'État-major, nous considérions l'œuvre comme étant accomplie. Ce qui reste à régler n'est plus qu'une question de forme. J'ai indiqué en quelques mots les changements de rédaction qui nous paraissent désirables et j'ai insisté sur l'inconvénient qu'il y aurait à laisser en suspens durant plusieurs mois la signature définitive. Sans aucun doute, les deux Gouvernements ont donné leur parole ; mais sait-on quels incidents peuvent se produire dans le Parlement et quels nouveaux retards peuvent en résulter ?

C'est ce que nous craignons toujours, a répliqué M. de Giers ; nous avons toujours peur qu'en France il

n'y ait des changements dans le ministère. Cela nous a longtemps arrêtés. Heureusement la politique est devenue plus calme et plus stable. Nous apprécions beaucoup la manière dont les affaires sont dirigées. Il ne me semble pas que vous soyez à la veille d'une nouvelle crise. La République est maintenant inébranlable. Il n'y a pour ainsi dire plus de monarchistes. M. de Breteuil, que j'ai connu à Pétersbourg, et que je tiens pour un homme d'esprit, vient de montrer qu'il a l'esprit de comprendre que tout est fini pour son parti.

Tout est bien fini en effet, ai-je repris, pour la monarchie. Nous sommes sortis des grandes crises qui accompagnent toujours les grands changements. La France est maintenant assurée de la tranquillité et de la stabilité. Les ministres peuvent passer, le fond de la politique restera le même.

Je l'espère, m'a dit M. de Giers ; je ne vois pas de grosses difficultés pour vous. Le Pape a rendu à la République un grand service en invitant les catholiques à ne plus la combattre. Léon XIII est un homme de beaucoup d'esprit. Il voit les choses de haut ; j'ai pour lui beaucoup d'admiration.

L'Europe, a poursuivi mon interlocuteur, est également paisible. Je ne vois pas qu'il y ait d'inquiétude nulle part. L'Allemagne sait à quoi s'en tenir sur les liens qui existent entre la Russie et la France. J'ai été sincère avec Caprivi, je lui ai dit que nous avions rétabli l'équilibre en Europe en nous unissant. Il a eu la loyauté de le reconnaître dans le discours qu'il a prononcé au mois de septembre de l'année dernière. L'Allemagne sait bien qu'elle n'arrivera pas à nous séparer. Elle n'en est que plus pacifique. Nous aussi nous voulons la paix. On dit quelquefois à l'Empereur que la France ne songe qu'à l'entraîner dans une guerre de revanche. Cela n'est pas vrai, pas plus que le projet qu'on nous prête parfois en France de vouloir chercher des aventures dans les Balkans. Ce qui se passe en Bulgarie est abominable ; mais nous ne ferons pas la guerre, à moins qu'on ne nous attaque. L'Empereur est arrivé à se convaincre que la Russie

n'a aucun intérêt à suivre en Orient une politique entreprenante. Il n'a pas toujours été aussi sage. Quand il n'était que grand-duc, c'est lui qui était à la tête du mouvement, qui envoyait des agents russes en Roumanie, en Bulgarie, etc. Il a reconnu que nous avions commis des fautes, que nous avions été trop ardents et aussi trop exigeants vis-à-vis des petits peuples que nous avions aidés à s'émanciper. La main de la Russie a été parfois lourde et maladroite. Soyez sûr que nous ne cherchons pas des complications, que nous sommes sincèrement pacifiques.

Revenant à l'arrangement de l'année dernière, M. de Giers m'a dit qu'il ne regrettait rien de ce qu'il avait fait, qu'il croyait avoir rendu un grand service à son pays. Je lui ai dit que, pressé par l'heure du départ du Président, je ne pouvais entreprendre avec lui l'examen des détails du projet de convention, mais que M. de Freycinet pourrait le faire après mon départ, ce à quoi M. de Giers s'est montré disposé.

Je lui ai demandé dans quelle mesure M. de Mohrenheim avait été mis dans la confidence. Il m'a répondu qu'il avait dit à l'ambassadeur d'une manière générale qu'on s'était mis d'accord à Pétersbourg sur un projet de convention dont lui-même ne connaissait pas tous les détails.

Il m'a exprimé le regret de n'avoir pu causer avec vous au cours des visites que vous lui avez faites. Il a ajouté en riant que vous aviez fort étonné M. Chichkine en lui demandant des nouvelles du projet. Le pauvre homme a cru qu'il tombait des nues ou que vous aviez eu un transport au cerveau.

L'Empereur est le maître, m'a dit en terminant M. de Giers. Vous pouvez compter absolument sur lui. Rien ne changera sa résolution.

Notre conversation a duré près d'une demi-heure.

J'ai laissé à Aix M. de Freycinet, qui se propose de revoir M. de Giers. Je doute qu'il le décide à écrire à l'Empereur pour obtenir l'autorisation de signer la convention pendant son séjour en France. Il me semble que nous devons nous résigner à n'être pas plus pressés

que l'Empereur. La convention doit être considérée comme faite, l'Empereur ayant donné sa parole ; ce qui lui manque n'a pas sans doute aux yeux du Tsar la même importance qu'à nos propres yeux. C'est fâcheux de ne pouvoir en finir une bonne fois, mais je crois avec vous que nous ne devons pas nous montrer trop impatients.

Dans ces conditions, je ne vois pas de raison pour que vous prolongiez votre séjour à Pétersbourg après l'arrivée de M. de Vauvineux. Je compte donc que vous serez bientôt à Paris.

Ribot.

N° 80

M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, à M. de Giers, ministre des Affaires étrangères de Russie.

Paris, le 31 octobre 1892.

Voulez-vous me permettre de vous dire combien nous avons été heureux d'apprendre que le climat de la Méditerranée vous avait été favorable et que vous aviez déjà repris — autant que cela vous est possible à distance — la direction des Affaires étrangères ?

Nous n'avons pas en ce moment de sujet particulier de préoccupation. Tout est tranquille en Europe.

Nous ne saurions toutefois nous endormir dans une trop complète sécurité, quand nous voyons l'Allemagne se préparer à augmenter dans une proportion si considérable les cadres et les effectifs de son armée. On ne dissimule pas, dans l'exposé des motifs du projet de loi, que c'est contre la Russie et la France que cet immense effort est dirigé.

Vous ne serez pas étonné que je me sois demandé

si le moment ne serait pas venu de donner suite au projet qui a été élaboré à Pétersbourg, au mois d'août dernier, et que l'Empereur a bien voulu approuver dans son ensemble.

Un trop long retard pourrait n'être pas sans de sérieux inconvénients. Chez nous, en vertu de la Constitution, le Président de la République ne peut rien faire que par ses ministres et ceux-ci sont toujours exposés à quitter le pouvoir au moment où on s'y attend le moins. Sans aucun doute nos successeurs seraient tout disposés à reprendre de nos mains l'œuvre inachevée ; mais serons-nous sûrs qu'ils en approuveraient tous les détails, qu'il ne faudrait pas recommencer des pourparlers toujours délicats ? Et puis, quel danger, au point de vue du secret que vous jugez comme nous indispensable, dans la nécessité de soumettre le projet à un nouvel examen en Conseil des ministres !

Le Président de la République a donné son approbation au projet sous réserve de quelques légers changements qui ne touchent en rien au fond de la convention et que le général Obroutcheff a recommandés lui-même au général Wannowsky.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que je suis à votre disposition pour vous expliquer en quoi consistent ces modifications de détail. Si vous le désirez, M. de Montebello pourrait d'ailleurs se rendre auprès de vous sans éveiller l'attention.

Je suis persuadé qu'il est extrêmement facile, l'œuvre étant au point où elle est, de tout régler en peu d'instants. Vous penserez avec moi que ce serait dommage de ne pas la finir.

RIBOT.

N° 81

M. de Mohrenheim, ambassadeur de Russie à Paris, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

([1]) novembre 1892.

M. de Giers vient de me charger de vous remettre la lettre ci-jointe, dont, je dois ajouter, je ne connais pas plus le contenu que je n'ai eu connaissance de celle à laquelle elle sert de réponse.

Dans les quelques lignes d'accompagnement, dictées à son fils, il me dit :

« Ma santé s'améliore sensiblement, mais je suis toujours perclus. Dans l'état où je me trouve, il m'est impossible de préciser la durée de mon séjour à Monte-Carlo. Vous avez par conséquent de la marge devant vous pour effectuer votre aimable projet de venir me voir. J'en aurais d'ailleurs le plus grand plaisir. »

Mohrenheim.

ANNEXE A LA LETTRE DE M. DE MOHRENHEIM

M. de Giers, ministre des Affaires étrangères de Russie, à M. Ribot, ministre des Affaires étrangères.

Monte-Carlo, le 5 novembre 1892.

Je vous remercie sincèrement de votre aimable lettre du 31 octobre, ainsi que de l'intérêt que vous voulez bien prendre à ma santé.

Je vais en effet beaucoup mieux, mais pas au point où

---

(1) Sans date.

vous sembleriez le croire, car je ne puis encore me mouvoir librement et suis même obligé de recourir à une plume étrangère pour vous adresser ces lignes.

C'est à tort que vous pensez que j'ai repris déjà en partie la gestion des Affaires étrangères.

Il est vrai que de temps à autre on profite de l'envoi des courriers pour Paris pour me tenir au courant des questions du jour et de la situation politique générale ; mais c'est à en prendre connaissance que mon rôle se borne pour le moment. Il ne saurait en être autrement tant que je me trouve à l'étranger et ne puis recevoir les ordres de l'Empereur.

Pour ce qui concerne spécialement le projet qui a été élaboré au mois d'août dernier, Sa Majesté a daigné, comme vous le savez, faire prendre l'avis du ministère, dont je suis le titulaire, sur ses clauses politiques. Il n'en résulterait pourtant pas que, dans les circonstances où je me trouve, je puis dès à présent en faire l'objet de délibération avec M. de Montebello. D'ailleurs ce qui a déjà été fait jusqu'ici a une grande valeur ; les événements ne sauraient nous prendre au dépourvu, et, au moment donné, il ne sera rien de plus facile, comme vous le dites avec pleine justesse, que d'amener une entente définitive sur les détails, pourvu que l'accord si heureusement rétabli entre nos deux pays soit maintenu.

Giers.

CHAPITRE III

CONCLUSION DE LA CONVENTION MILITAIRE

N° 82

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Develle, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 20 mai 1893.

(Particulière.)

Quoique rien ne nous permette encore aujourd'hui de reprendre, pour leur donner une forme définitive, les négociations de l'automne dernier relatives à notre convention militaire avec la Russie, il serait nécessaire d'être prêts, pour le cas où, en raison des événements qui peuvent se produire en Allemagne ou de toute autre éventualité, la Russie laisserait entrevoir la possibilité de consacrer par un acte authentique le projet signé par les deux chefs d'État-major. Pour le moment, nous n'avons qu'à attendre ; mais les événements peuvent faire naître une occasion favorable, et ce jour-là il est indispensable que, sans avoir besoin d'en référer de nouveau à Paris pour les détails, je me trouve en mesure, soit de faire connaître que nous approuvons sans restriction le projet de l'automne dernier, soit d'indiquer les modifications que le Gouvernement français désirerait voir apporter à ce projet, avant sa sanction définitive.

J'ai parcouru, il y a quelques jours, la partie du

dossier relative aux phases des négociations du mois de septembre dernier. J'y ai trouvé deux lettres de M. Ribot dont vous n'avez peut-être pas les minutes à Paris et dont je crois utile, en tout cas, de vous envoyer copie, parce qu'elles forment une partie essentielle du dossier et me semblent de nature à bien préciser le point où en est restée la question et les précautions que nous avons à garder. Ces deux lettres ont trait, la première, à certaines observations faites par le général Obroutcheff aux modifications proposées par nous, et la seconde, à l'entretien que M. Ribot a eu à Aix-les-Bains avec M. de Giers.

L'Empereur avait donné son approbation entière au projet signé par le général de Boisdeffre et le général Obroutcheff ; il avait déclaré que ce projet lui *donnait pleine satisfaction* et ce n'est *qu'après* qu'il nous est venu à l'idée de demander certaines modifications. L'Empereur ayant déjà quitté Pétersbourg quand les instructions me sont parvenues, son chef d'État-major se trouvant en France, M. de Giers étant également parti, dans un état de santé qui ne lui permettait de suivre aucune négociation, les pourparlers n'ont pu être engagés, et je considère comme un grand bonheur pour nous qu'il en ait été ainsi. Quoi qu'il en soit, nous sommes aujourd'hui parfaitement libres, aucune négociation n'ayant heureusement été entamée sur le sujet délicat des modifications demandées par nous.

Il est inutile d'insister, étant donné le caractère de l'Empereur, sur l'intérêt qu'il y aurait à réduire au strict indispensable les modifications à proposer et sur les chances plus grandes et plus rapides de succès que donnerait une acceptation pure et simple du projet déjà approuvé par l'Empereur et par M. de Giers. Il y a donc lieu d'examiner si les modifications que nous avons eu l'intention de demander au mois de septembre dernier ne pourraient pas être réduites ou simplifiées, et de méditer, à ce propos, les paroles que le général Obroutcheff a dictées lui-même et qui se trouvent énoncées dans la lettre de M. Ribot du 1er septembre. Il y a également lieu de se reporter à l'entrevue d'Aix-

les-Bains dont M. Ribot me rend compte par sa lettre du 7 septembre. Ces deux documents éclairent la situation du jour le plus vrai et font ressortir, de la façon la plus nette et la plus péremptoire, les intentions de l'Empereur et la manière de voir de ses conseillers.

Vous trouverez dans le dossier un tableau indiquant les modifications que nous voulions introduire dans le projet de convention ; *a priori,* le changement proposé à l'article 3 ne paraît pas avoir grande importance.

La modification proposée à l'article 2 ne semble pas bien nécessaire, si l'on a soin de rapprocher cet article de celui qui le précède. L'article 1, en effet, exclut toute intervention de la France en faveur de la Russie, ou réciproquement, à moins que l'Allemagne n'entre en jeu. Il paraîtrait au contraire avantageux pour la France que la Russie intervienne, même si l'Allemagne ne faisait qu'une mobilisation partielle, hypothèse si peu probable, d'ailleurs, qu'elle n'est, pour ainsi dire, mentionnée que pour mémoire.

Quant à la modification proposée pour l'article 7 qui paraît indispensable pour mettre à couvert la responsabilité du Président de la République, à cause de l'inconvénient qu'il y a à toucher à un point aussi délicat et si important aux yeux de l'Empereur il faudrait chercher une rédaction qui ne portât ombrage ni à Alexandre III ni à ses conseillers ; on pourrait, ce me semble, dans cet ordre d'idées, conserver la rédaction primitive qui a satisfait l'Empereur et à laquelle il tient absolument, en ajoutant, après les mots : *Rigoureusement secrets* qui sont essentiels à maintenir, la phrase : « et ne pourront être divulgués que du consentement des deux Gouvernements, au moment où les circonstances nécessiteront la mise en exécution de la présente convention ».

Il serait peut-être encore préférable de conserver, sans aucun changement, le projet qui est entre nos mains, signé par les deux chefs d'État-major et qui constitue, en fait, un acte d'une importance incontestable dont nous ne devons pas nous dessaisir, et de chercher, par un échange de lettres explicatives, à

donner aux articles 2, 3 et 7 une interprétation conforme à nos vues. Ce procédé me semblerait offrir l'avantage d'arriver plus simplement à la ratification pure et simple d'un acte déjà approuvé par les Russes, et nous donnerait, d'autre part, satisfaction pour l'interprétation de certains articles.

Il faudrait, d'avance, arrêter d'une façon bien précise nos décisions sur ces différents points, en ne perdant pas de vue cette idée que, moins le projet définitif sera modifié, plus nous aurons de facilités à le faire consacrer sous une forme définitive. La signature des deux chefs d'État-major a été donnée avec l'approbation des deux Gouvernements dont ils étaient les délégués. Elle n'engage pas absolument, il est vrai, les deux pays ; mais le projet de convention militaire est la suite d'un arrangement consacré, quelques mois avant, par échange de lettres entre deux ministres agissant au nom de leurs Gouvernements et que l'on considère, ici, comme engageant la Russie dans les lignes générales qui y sont posées. M. de Giers me l'a dit, à maintes reprises, il l'a nettement répété à M. Ribot, et la convention militaire prévue dans cet arrangement n'en est que le corollaire indispensable pour sa mise à exécution pratique. Il ne manque donc que bien peu de chose pour que tout soit complet et parfait. Les circonstances ont empêché la conclusion définitive, l'automne dernier ; elles ont encore ajourné, depuis, le moment favorable pour conclure ; mais ce moment peut se représenter : un événement, aujourd'hui encore imprévu, pourrait faire naître l'occasion et nous devons être prêts.

C'est pourquoi, mon cher Ministre, sans que j'entrevoie actuellement aucune chance de reprendre les négociations, bien que je sois persuadé, au contraire, que nous ne pouvons mieux faire que d'attendre avec confiance, je crois cependant prudent de vous demander, dès à présent, d'étudier la question dans le sens que je viens de vous indiquer et de me mettre en mesure d'être armé de toutes pièces pour le cas où l'occasion favorable viendrait à s'offrir à nous.

Montebello.

N° 83

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Develle, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 11 juin 1893.

L'Empereur a autorisé M. de Giers à me dire que les navires russes actuellement en Amérique toucheront dans un port français, mais il n'a pas précisé la date et désire vivement que le plus profond silence soit gardé jusqu'à nouvel ordre sur cette visite par la presse.

MONTEBELLO.

N° 84

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Develle, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 27 juin 1893.

(PARTICULIÈRE.)

Je me propose, sans avoir à entamer de nouvelles négociations, de profiter de la première occasion favorable, pour demander purement et simplement la transformation en acte définitif du projet signé par les deux chefs d'Etat-major et déjà approuvé par l'Empereur. Une fois la chose faite, nous causerons de l'interprétation à donner à certains articles et cela pourra se faire par échange de lettres, si on le juge nécessaire.

Quant au moment favorable pour entamer la question, il est bien difficile de rien prévoir. Peut-être

trouverai-je l'occasion d'en parler amicalement à M. de Giers et de sonder le terrain, à propos des élections allemandes et selon ce qui pourrait se passer d'ici à quelques semaines. C'est pour cela que je vous avais demandé de me fixer. Je suis aujourd'hui en mesure d'agir et j'attendrai le bon moment pour le faire, sans rien précipiter.

La plus importante des modifications qui avaient été demandées touche à l'article 7 relatif au secret des stipulations. Elle a en effet pour but de couvrir la responsabilité du Président de la République. Si donc, nous renonçons à introduire cette modification dans l'acte principal, il est cependant utile de chercher à atteindre le but. Au moment où la convention devra être exécutée, c'est-à-dire à la veille d'une mobilisation, il sera nécessaire que le Gouvernement fasse une déclaration aux Chambres. Il est évident, d'autre part, que le texte même de la convention ne peut être rendu public ; les articles relatifs aux effectifs des armées et à leur répartition, en face des différents adversaires, doivent au contraire, alors, rester plus que jamais secrets. Il y aurait donc lieu de déterminer d'avance, et d'accord avec la Russie, la partie de la convention qui pourrait être sans danger l'objet de la communication en question. La teneur de cette communication pourrait dans l'ordre d'idées où nous nous sommes placés être avantageusement rédigée en dehors de la convention, de façon à ne contenir que ce qu'elle doit renfermer pour mettre à couvert le Président de la République, sans rien divulguer qui ne soit absolument indispensable ; elle pourrait en même temps insister sur le caractère pacifique du traité, dans le but de bien établir vis-à-vis de l'Europe le rôle d'*attaquées* qu'auraient la France et la Russie, point très essentiel au moment de l'exécution.

Je suis persuadé que l'Empereur nous saura gré de cette précaution qui ne peut que le rassurer ; il comprendra parfaitement que nous ne pouvons pas entrer en campagne sans faire connaître au pays les bases de notre accord et sera sensible au procédé que nous lui

proposerons de fixer d'avance avec lui les points qui peuvent être divulgués.

Je vous pose dès à présent la question, mon cher Ministre, quoiqu'elle ne soit pas bien urgente, de façon à ce que vous puissiez y songer à votre aise.

Montebello.

N° 85

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Develle, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 29 juillet 1893.

(Particulière.)

Je détache du courrier de notre attaché militaire la lettre ci-jointe que je vous serai reconnaissant de faire parvenir au ministre de la Guerre, après en avoir pris connaissance. Nous devons toujours avoir présente à l'esprit la conclusion parfaite de notre projet de convention et observer d'ici là, autant que possible, certains engagements pris de part et d'autre dans ce projet. Il en est un d'après lequel nous devons nous faire part réciproquement des renseignements que nous pouvons recueillir sur les forces des armées de la Triple Alliance. Or aujourd'hui, par suite du vote de la nouvelle loi militaire allemande, les forces se trouvent être singulièrement modifiées en Allemagne. L'impression a été plus grande ici, mais, d'après les conversations que le commandant Moulin a eues au camp avec quelques officiers russes, il paraît qu'on se fait encore des illusions sur la véritable portée de la loi nouvelle. Il me semble que nous pourrions aujourd'hui profiter de la circonstance pour faire tenir à l'Empereur une note émanant de notre État-major général, dans laquelle seraient exposées, d'après notre manière de voir, toutes les consé-

quences de l'accroissement de la puissance militaire allemande, ainsi que les facilités que donne à l'Allemagne la nouvelle lòi, pour accélérer les dispositions d'entrée en campagne.

Nous avons déjà pu apprécier les avantages d'une action directe sur l'empereur de Russie. C'est en effet la note que nous lui avons fait remettre en mars 1892, qui a servi de base aux rédactions de notre projet de convention. A cette note était joint un tableau des forces respectives de la Triple Alliance, ainsi que de la France et de la Russie; ce tableau n'est plus exact aujourd'hui, la note que nous remettrions serait destinée à rétablir la vérité des chiffres; elle n'aurait donc rien que de très naturel et rentrerait même dans les conditions de notre engagement réciproque. Si vous pensiez que cette démarche pût avoir quelque avantage en ce moment, je vous serais très reconnaissant d'en parler au général de Miribel qui pourrait me faire parvenir, sous la forme qui lui semblera la plus frappante, une note rédigée dans le sens que je viens d'indiquer. Je jugerai moi-même ensuite du moment le plus opportun pour la faire parvenir à l'Empereur, et de la voie qu'il conviendrait de suivre pour qu'elle soit remise directement. Je ne puis rien, bien entendu, sans avoir consulté le général Obroutcheff qui, j'en suis convaincu d'avance, adoptera cette manière de procéder qui pourrait lui servir de point d'appui pour obtenir de l'Empereur l'adoption de certains projets qu'il a déjà préparés en vue d'une augmentation des forces de la Russie, et auxquels il a fait allusion dans les derniers entretiens que j'ai eus avec lui.

MONTEBELLO.

N° 86

M. de Montebello, ambassadeur de France, à M. Develle, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, 10 août 1893.

M. de Giers m'a annoncé hier que, d'après la décision de l'Empereur, la visite de notre escadre à Cronstadt serait rendue par la marine russe dans le courant du mois de septembre, à Toulon. M. de Mohrenheim sera chargé d'en donner notification officielle à Votre Excellence dès que les dates seront précisées. On désirerait jusque-là que la nouvelle fût le moins possible ébruitée. Pour le moment, voici les renseignements que je suis en mesure de vous donner à cet égard. L'amiral Avelane, qui doit remplacer l'amiral Koznakow dans le commandement de l'escadre russe, partira dans quelques jours de Cronstadt, à bord du *Pamiat Azova,* pour se rendre dans la Méditerranée. Il évitera, en route, de relâcher dans des ports français et touchera vraisemblablement en Angleterre et à Cadix pour y faire du charbon. De là il se rendra à Minorque où aura lieu la concentration des navires revenant d'Amérique dont il prendra le commandement. L'amiral Avelane arriverait à Toulon, d'après les calculs de l'Amirauté, dans la seconde quinzaine de septembre, avec cinq bâtiments dont quatre cuirassés. Deux de ces navires rentreraient dans la Baltique après avoir accompli leur mission, et les trois autres formeraient l'escadre d'évolution qui, sous les ordres de l'amiral Avelane, serait destinée à croiser pendant l'hiver dans les eaux de la Méditerranée ; elle n'aurait aucun point d'attache fixe et relâcherait, selon les circonstances, dans les différents ports du littoral.

Notre attaché naval a recueilli ces indications de la bouche de l'amiral Avelane lui-même. Bien qu'elles ne fassent pas encore l'objet d'instructions écrites, elles

peuvent cependant être considérées comme à peu près exactes et définitives. Dans ces conditions, les relâches que la division navale russe pourrait être amenée à faire en Autriche ou en Italie n'atténueront en rien le caractère spécial que l'Empereur a voulu donner à la visite de ces navires dans un port militaire français.

MONTEBELLO.

P.-S. — J'apprends à l'instant que l'amiral Koznakow a reçu l'ordre de rentrer en Europe avec les navires dont il a le commandement.

N° 87

M. Develle, ministre des Affaires étrangères, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 17 août 1893.

Suivant le désir que vous m'avez exprimé, j'ai prié M. le ministre de la Guerre de me mettre à même de vous fournir une note exposant les conséquences que paraît devoir entraîner la nouvelle organisation militaire allemande ainsi que les conclusions que notre État-major se croit autorisé à formuler, en vue de certaines éventualités.

Vous trouverez ci-incluse avec la lettre qui l'accompagnait la note préparée par le général de Miribel, dont je n'ai pas à vous signaler le caractère strictement confidentiel; je ne puis que m'en remettre à vous du soin d'utiliser ce document, dont M. le Président de la République a eu connaissance, dans les conditions et à l'heure que vous jugerez les plus opportunes. Vous voudrez bien m'accuser réception de cette communication dès qu'elle vous sera parvenue.

DEVELLE.

ANNEXE A LA LETTRE DE M. DEVELLE
EN DATE DU 17 AOÛT 1893

Le général de Miribel, chef d'État-major général de l'armée, à M. le ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 8 août 1893.

Vous avez bien voulu me communiquer une lettre de notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

M. le comte de Montebello pense qu'il y aurait actuellement un intérêt capital à soumettre à Sa Majesté l'empereur de Russie, ou tout au moins au Chancelier de l'Empire, une note faisant ressortir l'augmentation considérable de forces que l'Allemagne va retirer de sa nouvelle loi militaire.

Si cette note parvenait à frapper l'esprit de l'Empereur, peut-être donnerait-il des ordres pour que l'on termine immédiatement toutes les formalités qui restent encore à accomplir pour rendre absolument indestructible l'alliance des deux pays.

Dans ces conditions, j'ai pensé que la note devait s'abstenir de tout détail, qu'il fallait éviter absolument d'avoir l'air de donner des conseils à la Russie, et que nous devions nous contenter de présenter les choses sous leur jour vrai, et sous une forme assez saisissante pour fixer l'attention de Sa Majesté.

J'ai donc rédigé la note aussi succinctement que possible, et j'ai cherché seulement à mettre en vedette la situation si grave qui va nous être faite par le vote de cette nouvelle loi.

MIRIBEL.

NOTE

En vertu des conventions militaires existant entre la France et la Russie, les États-majors des deux armées doivent se prévenir des modifications qui viendraient à se produire dans les forces de la Triple Alliance, et des conséquences que ces modifications pourraient entraîner.

La nouvelle loi militaire allemande a renforcé d'une manière considérable l'état militaire de cette puissance.

Quoique cette loi soit aussi bien connue en Russie qu'en France, il semble toutefois qu'il y ait intérêt à se mettre d'accord sur ses conséquences, et en particulier sur ses conséquences immédiates.

L'armée allemande va se trouver augmentée dès le temps de paix de :

1.800 officiers;
70.000 sous-officiers et soldats (1).

Cette augmentation va permettre à l'Allemagne de créer :

173 demi-quatrièmes bataillons;
63 batteries d'artillerie de campagne;
26 batteries d'artillerie à pied;
14 compagnies de pionniers;
9 compagnies de troupes de chemin de fer, etc.

Mais elle lui permettra surtout de renforcer considérablement l'effectif des unités existantes, et en particulier celui de l'infanterie.

Le nombre des hommes qui passeront chaque année sous les drapeaux étant plus considérable, les réserves augmenteront également, et l'Allemagne, qui dispose actuellement de *2.800.000* hommes complètement ins-

---

(1) Ce chiffre n'est qu'une moyenne, et peut être plus ou moins fort suivant les moments de l'année. (*Note de l'auteur.*)

truits, disposera dans vingt-cinq ans de *4.300.000* hommes bien instruits, et que les formations nouvelles aideront à bien encadrer.

Cette augmentation des forces allemandes est donc un danger redoutable pour l'avenir, mais le danger est bien plus redoutable encore pour le présent, si nous ne trouvons pas le moyen d'y parer. C'est là surtout ce qu'il importe de ne pas perdre de vue.

L'infanterie allemande va recevoir en effet une augmentation de 1.200 officiers, et de 50.000 à 60.000 hommes (suivant le moment de l'année).

Les régiments allemands de l'intérieur auront ainsi près de 160 hommes par compagnie (dans chacun des 3 bataillons de guerre). Les 33 régiments actuellement renforcés (Garde et régiments d'Alsace-Lorraine) auront plus de 170 hommes par compagnie. Ces effectifs seront toujours entretenus au complet, grâce aux prélèvements qui seront opérés en cas de besoin sur les demi-quatrièmes bataillons.

Chaque année, ces compagnies d'infanterie allemande de 160 hommes enverront dans la disponibilité 80 hommes, et comme ces 80 hommes seront pendant une année dans la disponibilité et non dans la réserve (le service de trois ans étant toujours réglementaire), ils seront susceptibles d'être rappelés au gré de l'autorité militaire. Ils pourront ainsi, à tout moment de l'année, porter à 240 hommes l'effectif de la compagnie.

Le recrutement allemand est régional, ces hommes en disponibilité seront donc toujours en résidence à proximité de leurs régiments. Au premier appel, ils reviendront dans la journée pour ainsi dire ; ils reprendront leur place dans leur ancienne compagnie, sous l'autorité des chefs qu'ils viennent à peine de quitter, à côté de leurs anciens camarades, et, le lendemain, ils seront groupés et soudés comme s'ils n'avaient jamais quitté leurs compagnies.

Avec un complément de 10 à 20 réservistes la compagnie sera complète, et au pied de 250 hommes.

Il est bon de remarquer en outre que le personnel des régiments allemands de première ligne va se trouver

extrêmement rajeuni grâce à la loi nouvelle, et, par conséquent, bien plus ardent et plus facile à entraîner.

Cette infanterie allemande, d'un effectif de 520.000 hommes de 21 à 25 ans pour la plupart sous les drapeaux, mobilisable pour ainsi dire instantanément, dotée de moyens de transports (chemins de fer) d'une puissance exceptionnelle, constitue la force *offensive* la plus redoutable qui ait jamais été organisée.

Il est probable que maintenant les symptômes de désagrégation de la Triple Alliance, qui semblaient se faire jour ces dernières années, vont disparaître totalement, pour quelque temps au moins. Lorsqu'un allié dispose de forces aussi considérables, les autres, qui sont plus faibles, ne demandent qu'à se grouper derrière lui.

Quelle est la voie que doivent suivre la France et la Russie, en vue des éventualités redoutables qui peuvent surgir d'un moment à l'autre ?

1° Il semble que la première pensée des deux puissances et leur premier soin doivent être de se mettre d'accord sur tous les points, s'il est possible, en vue d'une agression inopinée qui ne leur permettrait pas de se concerter complètement au dernier moment ;

2° Une fois ce but atteint, chacune de ces deux puissances devra s'appliquer à améliorer ses moyens d'action. La France, en prévision de la nouvelle loi allemande, a renforcé considérablement ses cadres. Tous les efforts seront faits par le Gouvernement de ce pays pour obtenir maintenant le renforcement des effectifs du pied de paix. La Russie, de son côté, nous le savons bien, prendra les mesures que sa loyauté et sa clairvoyance accoutumées lui dicteront, soit pour augmenter ses forces, soit pour améliorer leur mode d'action.

N° 88

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Develle, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 7 septembre 1893.

(Particulière.)

Les incidents d'Aigues-Mortes et leur contre-coup en Italie, les grandes manœuvres allemandes, la présence du prince de Naples à ces manœuvres, m'ont fourni l'occasion d'avoir avec M. de Giers une conversation sur la situation en général, et j'ai profité de la circonstance pour lui remettre la note dont vous m'avez envoyé le projet préparé par le général de Miribel. J'ai cru devoir faire à ce projet quelques modifications de forme, qui m'ont paru nécessaires pour rendre la note plus concise et plus frappante. J'ai demandé à M. de Giers de la faire parvenir à l'Empereur qui aurait certainement intérêt à connaître les appréciations de notre État-major sur les conséquences de la nouvelle loi militaire allemande. J'ai ajouté que cette communication était en exécution d'un des articles du projet de convention militaire approuvé l'an dernier par l'Empereur et que, dans les circonstances actuelles, il me semblait qu'il y avait plus d'intérêt que jamais à bien nous entendre. M. de Giers m'a promis d'envoyer cette note à l'Empereur; il a ajouté, toutefois, qu'il désirait la montrer au ministre de la Guerre pour ne pas faire de secret avec lui. Au moment où je l'ai quitté, il m'a encore assuré qu'il ne manquerait pas de l'envoyer à l'Empereur à Copenhague. Nous avançons ainsi doucement peut-être mais sûrement au but. Le principal, depuis près de deux ans, était de ne pas faire de faux pas, et je crois que nous n'en avons fait aucun. Nous avons cependant failli en faire un l'année dernière, en cherchant à rouvrir

les pourparlers pour des modifications à apporter au projet de convention déjà approuvé par l'Empereur. L'absence du Tsar et la dispersion des ministres compétents ont heureusement rendu ces démarches impossibles, et je suis convaincu que, débarrassés comme nous le sommes de la préoccupation de ces modifications à apporter au projet de convention, et des négociations qu'elles auraient entraînées après la visite de l'escadre russe à Toulon, et grâce au bon effet produit ici par le sens général de nos élections, nous arriverons tout naturellement, l'hiver prochain, à la régularisation d'un projet que nous pouvons déjà considérer comme adopté par l'Empereur et auquel il ne manque, pour être définitif, qu'une simple question de forme. L'Empereur a toujours agi, depuis un an, en vue de l'exécution de cette convention. Le travail de concentration de ses forces militaires vers les frontières d'Allemagne et d'Autriche s'est poursuivi avec une régularité qui ne s'est pas un instant démentie ; les armements continuent ; il est question, pour compenser l'augmentation des forces allemandes, d'augmenter aussi l'effectif russe. L'Etat-major est de cet avis et travaille dans ce sens ; le ministre des Finances aura besoin d'être poussé pour fournir l'argent nécessaire, mais on l'aura. Dès aujourd'hui, la Russie a fait de la Pologne un vaste camp retranché dans lequel se trouvent, casernés ou cantonnés, plus de 650.000 hommes tout près de la frontière, et des troupes d'approche, presque aussi considérables, sont prêtes à former en peu de temps une armée redoutable en force et qualités. C'est ce qui explique le calme de l'Empereur qui est parti pour Copenhague sans appréhension. Je sais d'autre part, par le général Obroutcheff, qu'à diverses reprises, l'Empereur a inscrit de sa main, en marge des rapports de son ministre de la Guerre sur les mouvements des troupes russes, des notes dans lesquelles il mettait dans les calculs de l'État-major russe l'évaluation des forces françaises.

La pièce que j'ai remise hier à M. de Giers rencontre précisément le courant d'idées du Tsar et elle ne peut qu'avoir une bonne impression sur lui. Je suis donc

heureux d'avoir pu la remettre avant mon départ. Si elle ne produit pas immédiatement l'effet définitif que nous désirons, elle entretiendra au moins l'échange de vues entre nous et rendra plus naturelle encore la solution, quand le moment sera venu.

Je crois, mon cher Ministre, avoir fait tout ce que je pouvais faire ; le moment m'a paru bon et je l'ai saisi. Nous verrons à continuer plus tard ; il ne faut pas montrer trop d'impatience. Nous n'avons vraiment pas à nous plaindre de ce que nous avons fait depuis trois mois. L'annonce de la visite de l'escadre russe arrivant on ne peut mieux à point, notre convention commerciale, et surtout le sentiment qui a dicté tout cela, sont des faits bien rassurants.

Je partirai quelques jours après le courrier qui vous porte cette lettre ; j'irai rejoindre de suite Mme de Montebello en Bretagne, mais je passerai deux ou trois jours à Paris et il me tarde de vous voir.

MONTEBELLO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE SAINT-PÉTERSBOURG

DU 7 SEPTEMBRE 1893

Note destinée à l'Empereur et confiée à M. de Giers, le 5 septembre 1893.

Par un article du projet de convention militaire arrêté au mois d'août 1892 entre le général Obroutcheff et le général de Boisdeffre avec l'approbation de Sa Majesté l'empereur de Russie, les États-majors russe et français se sont engagés à se prévenir mutuellement des modifications dans les forces de la Triple Alliance qui parviendraient à leur connaissance.

Or l'Allemagne vient d'adopter une loi militaire d'une portée considérable, mais dont les conséquences peuvent prêter à interprétation ; et l'État-major français se considère comme obligé à communiquer à l'État-

major russe sa manière de voir sur la situation nouvelle et les dangers à prévoir, surtout en ce qui concerne un avenir immédiat.

Les augmentations qui résultent pour l'armée allemande de l'adoption de la nouvelle loi ressortent du tableau ci-dessous :

Contingent incorporé annuellement, effectif de paix (chiffres ronds) :

D'après la nouvelle loi	229.000
D'après la législation précédente.	175.000
Augmentation	54.000
Officiers, médecins et fonctionnaires, d'après la nouvelle loi	24.600
D'après la législation précédente	22.400
Augmentation	2.200
Sous-officiers et soldats (y compris 9.000 volontaires), d'après la nouvelle loi.	566.000
D'après la législation précédente	496.000
Augmentation	70.000
Nombre total d'hommes instruits d'après la nouvelle loi (dans 25 ans)	4.300.000
D'après la législation précédente (soit actuellement)	2.800.000
Augmentation progressive de	1.500.000

Ainsi donc, l'Allemagne va non seulement pouvoir créer des unités nouvelles (énumérées dans le projet de loi) qui accroîtront sa force sur le pied de guerre et faciliteront le mécanisme de sa mobilisation déjà très rapide naguère, mais encore elle pourra augmenter considérablement l'effectif des unités existantes, notamment dans l'infanterie où les compagnies seront portées à 160 et 170 hommes sur le pied de paix, ce qui rendra la mobilisation de cette arme pour ainsi dire instantanée.

En effet, les hommes qui seront renvoyés dans leurs foyers après deux ans de service dans l'infanterie (en moyenne 80 par compagnie) resteront néanmoins encore un an à la disposition des commandants de régiments avant de passer dans la réserve. Par conséquent, à tout moment, sans que l'ordre de mobilisation ait été donné, et sur une simple convocation de leurs anciens

chefs, ils pourront reprendre leurs places à côté de leurs camarades dans les rangs qu'ils viennent de quitter. Avec le recrutement régional de l'Allemagne et les faibles distances à franchir par ces hommes pour rejoindre leurs compagnies, il ne faudra guère plus de vingt-quatre heures pour mettre toute l'infanterie sur le pied de guerre et porter ainsi l'effectif de l'armée, même avant le premier jour de la mobilisation légalement décrétée, au chiffre de 800.000 hommes.

C'est pour l'Allemagne, avec les moyens de transport d'une puissance exceptionnelle dont elle dispose, une augmentation de force offensive bien propre, au début d'une guerre, à donner plus de cœur à ses alliés.

C'est là que gît le grand danger pour nous de la nouvelle loi militaire allemande, dont le comte Caprivi a dit lui-même (séance du 7 juillet) que « le renforcement qu'elle apporterait à la puissance militaire de l'Allemagne aurait un effet immédiat », et qu' « il pouvait affirmer qu'un mois après son adoption, l'armée allemande entrerait en campagne dans des conditions tout autres que sous le régime précédent ».

Confiant dans la clairvoyance de l'État-major russe pour prendre les mesures de précaution dictées par cette menace constante d'une agression inopinée, l'État-major français ne négligera rien de son côté pour augmenter ses forces et pour améliorer leur mode d'action. Déjà, en prévision de la nouvelle loi allemande, la France a renforcé considérablement ses cadres. Tous les efforts seront faits maintenant par le Gouvernement pour obtenir le renforcement des effectifs du pied de paix.

Aujourd'hui que la rapidité avec laquelle l'Allemagne peut entrer en campagne exclut plus que jamais toute possibilité de se concerter au dernier moment, l'accord qui s'est établi l'année dernière entre les États-majors russe et français, devient un gage encore plus précieux pour le maintien de la paix et le salut des deux pays, qui en seront d'autant plus assurés que cet accord restera plus parfait et ne laissera place à aucune hésitation au moment du besoin.

N° 89

M. de Vauvineux, chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg, à M. Develle, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 23 septembre 1893.

Les préparatifs, qui se font actuellement en France pour la réception des marins russes, excitent ici un vif intérêt, et c'est avec une réelle sympathie que l'on suit le développement du mouvement d'enthousiasme spontané qui se produit dans notre pays.

Votre Excellence connaît déjà l'adresse chaleureuse que la presque totalité de la presse de Pétersbourg a envoyée à ses confrères français et qui se termine par ces mots : « Vive la France ! »

Les quelques journaux de Pétersbourg qui ne se sont pas associés à cette manifestation, c'est-à-dire ceux qui nous sont nettement hostiles, le *Grajdanine*, la *Gazette allemande de Saint-Pétersbourg*, etc., ont, du moins, gardé, au sujet de la réception des marins russes en France, une réserve qui ne leur est guère habituelle, dès que nous nous trouvons en cause. Ils n'ont même pas cherché à tirer parti des exagérations de zèle auxquelles se sont laissé emporter chez nous certains particuliers et qu'il eût été facile de rendre ridicules aux yeux du public russe.

Celui-ci a heureusement été édifié par d'autres organes sur la portée qu'il convient d'attribuer aux nombreux projets mis en avant jusqu'à ce jour et qui n'ont pas reçu la sanction du Conseil des Ministres.

« Le Gouvernement de la République », disent à l'unisson les *Novosti* et le *Novoé Vrémia*, « a bien fait de ne pas arrêter tout de suite le programme des fêtes et de laisser se produire librement toutes les idées au sujet de la réception à faire à notre escadre. Parmi ces

idées, en effet, s'il en est d'enfantines, il s'en trouve d'autres dont il sera avantageux de profiter ; et puis ce concours général d'efforts particuliers pour donner le plus d'éclat et de cordialité possible à la réception des marins russes ne sera pas un des traits les moins caractéristiques dans l'ensemble de cette réception. »

La presse allemande ayant cherché dans ces derniers jours à ôter toute importance politique à la venue à Toulon de l'escadre impériale, les journaux russes ont relevé assez vivement cette tentative. « Sans doute », a dit le *Novoé Vrémia*, — et la *Gazette de Moscou* s'est exprimée de même — « l'envoi de quelques-uns de nos bâtiments de guerre à Toulon n'est une menace pour personne ; la Russie n'a point de visées belliqueuses ; mais cet événement est plus qu'une simple démarche de courtoisie envers la France ; il a pour but d'affirmer aux yeux de tous notre accord parfait avec cette puissance. »

VAUVINEUX.

N° 90

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Casimir-Périer, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 17 décembre 1893.

J'ai été reçu hier à Gatchina par Sa Majesté l'Empereur à qui j'ai remis, avec la lettre qui l'accompagnait, le grand cordon de la Légion d'Honneur, que le Président de la République a récemment conféré à S. A. I. le Grand-Duc Paul, frère de Sa Majesté.

L'Empereur répondra directement à M. Carnot et m'a chargé, en attendant, de lui faire savoir combien il était touché de cette attention et surtout de la forme dans laquelle le Président de la République faisait

parvenir à son frère cette distinction dont il appréciait toute la valeur.

L'Empereur a tenu à donner à cette audience, qu'il m'avait de lui-même accordée sans aucune demande de ma part, un caractère absolument privé. Sa Majesté a voulu me dire, dès mon arrivée, combien elle avait été frappée et profondément touchée de l'accueil fait aux officiers de la marine russe lors de leur visite en France ; et c'est dans les termes les plus gracieux qu'elle m'a chargé de remercier le Président de la République et la France tout entière. Je suis heureux de pouvoir me faire l'interprète de ces sentiments et de l'accent de sympathie et de sincérité avec lesquels ils m'ont été exprimés.

« Je savais d'avance », m'a dit l'Empereur, « que nos marins recevraient en France un bon et chaleureux accueil ; mais je ne m'attendais pas, et tout le monde en a été frappé comme moi, à une expression de sentiments aussi enthousiaste et en même temps aussi discrète, aussi pleine de sagesse et de mesure, sans une seule note discordante, sans le moindre de ces incidents dont un Gouvernement, quel qu'il soit, ne saurait répondre dans des manifestations populaires de ce genre, et, croyez-le bien, l'effet de ces démonstrations pacifiques et spontanées a été immense. Devant une semblable manifestation de deux grands pays se sentant attirés spontanément l'un vers l'autre, personne n'osera bouger. J'entends parler souvent de ces idées de revanche qui existeraient chez vous et dont on veut faire une menace. Mais je n'en vois nulle part la justification.

« Vous ne seriez pas de bons patriotes, vous ne seriez pas Français, si vous ne conserviez pas la pensée que le jour viendra où vous pourrez rentrer en possession de vos provinces perdues ; mais entre ce sentiment trop naturel et l'idée d'une provocation pour arriver à le réaliser, d'une *revanche* en un mot, il y a loin ; et vous avez maintes fois prouvé, vous venez de le montrer encore, que vous voulez la paix avant tout et que vous saurez attendre avec dignité.

« Nos voisins n'ont pas été contents ; ils ont essayé, au début, de plaisanter ; mais ils ont bien vite reconnu que la plaisanterie n'était pas de saison. L'ambassadeur d'Allemagne, les envoyés extraordinaires qui ont été chargés de représenter leur souverain aux obsèques du maréchal de Mac-Mahon, ont traversé une foule immense sans qu'un seul mot ait pu les choquer ; et c'est là un grand honneur à rendre à votre population, une preuve de tact et de sagesse qui nous a vivement frappés. Tout cela se passait au lendemain des manœuvres allemandes à Metz, après la présence à ces manœuvres du jeune prince de Naples. »

« Votre Majesté croit-elle », ai-je dit, « que le roi d'Italie soit en ces circonstances à blâmer ».

« Non », a repris l'Empereur, « le roi Humbert avait promis quelque temps d'avance, sans savoir où auraient lieu ces manœuvres. Mais de la part de l'Allemagne, c'est *un manque de tact inqualifiable.* »

L'Empereur m'a dit ensuite qu'il avait été heureux de pouvoir saluer le drapeau français à bord de l'*Isly* et, il m'a montré, dans son cabinet même, un tableau représentant notre bâtiment et qu'il conservait comme un souvenir précieux. Il m'a demandé, en même temps, si j'avais remarqué dans le salon qui précédait son cabinet, des esquisses qu'il avait commandées de l'entrée des navires russes à Toulon et qu'il tenait à faire exécuter par quelques-uns des meilleurs peintres de ce pays. Il m'a dit également qu'il avait accepté avec reconnaissance certains objets qui lui avaient été personnellement offerts et m'a montré, entre autres, un drapeau mi-partie russe et français qui lui était parvenu avec une adresse de la part de la société des « Anciens Combattants ». J'ignore ce que peut être cette société, ni comment ce drapeau est parvenu ; mais Sa Majesté le garde dans son cabinet même et s'est plu à me le montrer.

Parlant ensuite de plus récents événements, l'Empereur m'a dit combien il admirait l'attitude du Président de la Chambre et de la Chambre tout entière lors de l'odieux attentat dont le monde avait ressenti

un profond sentiment d'horreur et d'indignation. Il m'a fait ressortir en termes très vifs et très frappants combien il rendait hommage au calme chevaleresque de M. Dupuy.

L'Empereur n'a personne auprès de lui qui puisse lui donner une idée exacte de notre situation politique qu'il voit surtout d'après ses impressions personnelles, dans lesquelles les apparences extérieures ont plus d'influence souvent que le raisonnement. Je ne crois pas que les rapports de son ambassadeur à Paris soient de nature à lui donner la vraie note. Ce qui frappe surtout l'Empereur, j'ai pu souvent m'en rendre compte, et il m'a encore hier fait sentir cette disposition d'esprit, c'est cette instabilité dans les ministères qui depuis quelques années se succèdent en France, surtout en ce qui concerne les portefeuilles des Affaires étrangères et de la Guerre qui l'intéressent plus directement; elle est de nature à le toucher plus qu'aucun autre souverain, lui qui s'attache à conserver ses ministres, même au delà des limites où les forces leur permettent de remplir efficacement leurs fonctions. Je me suis efforcé de lui faire entendre, — et je crois, d'après la façon dont il m'a encouragé à parler, avoir produit quelque impression sur lui, — que nous avions dû suivre depuis quelques années une évolution qui ne pouvait se produire sans certaines secousses, sans des hésitations faciles à concevoir; mais que je croyais que nous touchions au but vers lequel aspirait le sentiment de la grande majorité des Français; que le Cabinet, que nous avions aujourd'hui, avait déjà donné des preuves de sa fermeté et de son énergie, et que Sa Majesté pouvait reconnaître par les derniers votes de la Chambre qu'il tendait enfin à s'établir chez nous une majorité imposante en faveur d'un Gouvernement qui représentait les véritables volontés de notre pays.

L'Empereur m'a écouté avec la plus grande attention, m'interrompant parfois pour m'adresser quelques questions qui m'ont permis d'insister davantage sur certains points que je sentais de nature à le frapper et sur lesquels j'ai appuyé tout particulièrement pour le

convaincre. Je puis vous assurer que j'ai fait tous mes efforts pour profiter de l'occasion si rare qui se présentait à moi, sachant combien est importante auprès de l'empereur Alexandre l'influence d'une action directe et d'un langage sincèrement convaincu.

L'Empereur m'a congédié après un entretien qui a duré plus d'une demi-heure et qui, ainsi que le voit Votre Excellence, a été loin de rouler, ainsi que je le craignais un peu, sur un échange de courtoisies banales. En me quittant et comme je remerciais Sa Majesté de l'honneur qu'elle m'avait fait en me conférant une distinction qui m'est précieuse, Sa Majesté m'a dit qu'elle avait tenu à me l'accorder au moment de mon retour, de façon que je puisse porter le grand cordon au dîner qui m'était offert par la noblesse de Pétersbourg et dont elle avait elle-même approuvé l'intention.

S. M. l'Impératrice m'a fait également l'honneur de me recevoir, et, après m'avoir avec effusion parlé des sentiments qu'elle avait éprouvés à la suite de l'accueil fait en France aux marins russes, elle a bien voulu me dire qu'elle reçoit encore chaque jour des lettres et des témoignages venant quelquefois de très bas, mais dont la naïveté même la touche profondément.

En rentrant à Pétersbourg, je me suis rendu chez le ministre des Affaires étrangères à qui j'ai fait, aussi exactement que possible, un compte rendu de l'audience que je venais d'avoir.

MONTEBELLO.

N° 91

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Casimir-Périer, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 30 décembre 1893.

(Particulière.)

Je reçois à l'instant la lettre de M. de Giers m'informant qu'après avoir pris les ordres de l'Empereur, il est chargé de me faire savoir que le projet de convention militaire approuvé déjà en principe par Sa Majesté et signé par les deux chefs d'État-major, est définitivement adopté. Je n'ai pas encore envoyé ma réponse. Je la ferai en paraphrasant la lettre de M. de Giers et en constatant d'après elle l'accord intervenu entre nos deux Gouvernements. Les choses se sont passées autrement que nous l'avions prévu et ce sont les Russes qui ont pris l'initiative. Je n'ai pas le temps de vous raconter les phases très intéressantes par lesquelles je suis passé depuis mon retour ; je les ai indiquées à Nisard qui pourra vous montrer ma lettre. L'Empereur a, jusqu'au dernier moment, suivi mathématiquement son programme ; si vous relisez aujourd'hui ce projet de convention militaire qui se relie étroitement aux lettres échangées lors de la visite de Cronstadt, vous y verrez un ensemble bien complet et, en ce qui concerne la convention militaire en particulier, une netteté et une précision qui ne laissent rien à désirer. Je vais tâcher de voir le général Obroutcheff avant d'expédier mon courrier et j'aurai peut-être encore le temps d'ajouter un mot pour vous donner ses dernières appréciations. Je l'ai vu hier soir et il était radieux d'avoir enfin atteint le but. Il a déjà préparé en exécution de la convention des renseignements qu'il doit envoyer à

notre État-major, et m'a parlé de la nécessité de combiner dès à présent un mode de correspondances télégraphiques entre nous en évitant le transit par l'Allemagne. Je suis bien heureux, mon cher Président, d'avoir pu terminer cette importante question qui nous donne aujourd'hui sécurité absolue. On aurait peut-être pu désirer que la lettre de M. de Giers fût plus explicite, mais, telle qu'elle est, elle ne peut laisser aucun doute sur l'intention, et le projet de 1892 devient bien définitif à partir d'aujourd'hui. Il faut maintenant réunir en un seul dossier les lettres de 1891 et celle de ce jour, et y joindre la convention militaire.

Je vous ai dit dans ma dernière lettre quelques mots de mon entretien avec l'Empereur. Je suis bien heureux d'avoir eu cette occasion de lui parler librement de nos affaires. J'ai su par M. de Giers que mon langage avait produit l'effet que j'espérais. Les occasions de s'entretenir avec l'Empereur sont malheureusement trop rares, car nous aurions beaucoup à y gagner.

MONTEBELLO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE SAINT-PÉTERSBOURG DU 30 DÉCEMBRE 1893

M. de Giers, ministre des Affaires étrangères de Russie, à M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Saint-Pétersbourg, le 15/27 décembre 1893.

(TRÈS SECRÈTE.)

Après avoir examiné, d'ordre suprême, le projet de convention militaire élaboré par les États-majors russe et français en août 1892, et en avoir soumis mon appréciation à l'Empereur, je me fais un devoir d'informer Votre Excellence, que le texte de cet arrangement, tel

qu'il a été approuvé en principe par Sa Majesté et signé par M. l'aide de camp général Obroutcheff et le général de division de Boisdeffre, peut être considéré désormais comme ayant été définitivement adopté dans sa forme actuelle. — Les deux Etats-majors auront ainsi la faculté de se concerter en tout temps et de se communiquer réciproquement tous les renseignements qui pourraient leur être utiles.

GIERS.

N° 92

M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. de Giers, ministre des Affaires étrangères de Russie.

Saint-Pétersbourg, le 23 décembre 1893/4 janvier 1894.

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 15/27 décembre 1893, par laquelle Elle m'annonce qu'après avoir, par ordre suprême, examiné le projet de convention militaire élaboré pour les Etats-majors russe et français, et soumis ses appréciations à l'Empereur, Elle se fait un devoir de m'aviser que cet arrangement, tel qu'il a été approuvé, en principe, par Sa Majesté et signé en août 1892 par M. l'aide de camp général Obroutcheff et le général de division de Boisdeffre, délégués tous deux à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, peut être considéré désormais comme définitivement adopté.

Je me suis empressé de faire part de cette détermination à mon Gouvernement et je suis autorisé à déclarer à Votre Excellence, en La priant de porter cette résolution à la connaissance de Sa Majesté l'Empereur, que le Président de la République et le Gouvernement

français considèrent également ladite convention militaire dont le texte est approuvé de part et d'autre, comme désormais exécutoire.

En conséquence de cet accord, les deux États-majors auront, dès à présent, la facilité de se concerter en tout temps et de se communiquer réciproquement tous les renseignements qui pourraient leur être utiles.

MONTEBELLO.

N° 93

M. le comte Mouravieff, ministre des Affaires étrangères de Russie,
à M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 28 juillet/9 août 1899.

Les quelques jours que Votre Excellence vient de passer parmi nous Lui auront permis, je l'espère, de constater une fois de plus la solidité des liens de vive et invariable amitié qui unissent la Russie à la France.

Afin de donner une nouvelle expression à ces sentiments et de répondre au désir que Vous avez exprimé à Sa Majesté, l'Empereur a daigné m'autoriser, Monsieur le Ministre, à vous proposer, entre nous, un échange de lettres destinées à établir que :

Le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement de la République française, toujours soucieux du maintien de la paix générale et de l'équilibre entre les forces européennes,

Confirment l'arrangement diplomatique formulé dans la lettre du 9/21 août 1891 de M. de Giers, celle du 15/27 août 1891 du baron Mohrenheim et la lettre responsive de M. Ribot, portant également la date du 15/27 août 1891.

Ils décident que le projet de convention militaire, qui en a été le complément et qui se trouve mentionné

dans la lettre de M. de Giers du 15/27 décembre 1893 et celle de M. le comte de Montebello du 23 décembre 1893/4 janvier 1894, demeurera en vigueur autant que l'accord diplomatique conclu pour la sauvegarde des intérêts communs et permanents des deux pays.

Le secret le plus absolu quant à la teneur et à l'existence même desdits arrangements devra être scrupuleusement observé de part et d'autre.

En vous adressant cette communication, Monsieur le Ministre, je profite de l'occasion qu'elle m'offre pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Comte Mouravieff.

N° 94

M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères de la République française, à M. le comte Mouravieff, ministre des Affaires étrangères en Russie.

Saint-Pétersbourg, 28 juillet/9 août 1899.

Monsieur le Ministre,

Dimanche dernier, quand, avec son agrément, j'eus exposé à Sa Majesté l'Empereur mon opinion sur l'utilité de confirmer notre arrangement diplomatique du mois d'août 1891 et de fixer à la convention militaire qui le suivit la même durée qu'à cet arrangement, Sa Majesté voulut bien me déclarer que ses propres sentiments répondaient parfaitement aux vues du Gouvernement de la République.

Par votre lettre de ce matin, vous me faites l'honneur de m'informer qu'il a plu à Sa Majesté l'Empereur d'approuver la formule suivante qui a, d'autre part, l'entière adhésion du Président de la République et du

Gouvernement français et sur laquelle l'entente s'était préalablement établie entre Votre Excellence et moi :

« Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement Impérial de Russie, toujours soucieux du maintien de la paix générale et de l'équilibre entre les forces européennes,

« Confirment l'arrangement diplomatique formulé dans la lettre du 9/21 août 1891 de M. de Giers, celle du 15/27 août 1891 du baron Mohrenheim et la lettre responsive de M. Ribot portant également la date du 15/27 août 1891.

« Ils décident que le projet de convention militaire, qui en a été le complément, et qui est mentionné dans la lettre de M. de Giers du 15/27 décembre 1893 et celle de M. le comte de Montebello du 23 décembre 1893/4 janvier 1894 demeurera en vigueur autant que l'accord diplomatique conclu pour la sauvegarde des intérêts communs et permanents des deux pays.

« Le secret le plus absolu quant à la teneur et à l'existence même desdits arrangements devra être scrupuleusement observé de part et d'autre. »

Je me félicite, Monsieur le Ministre, que ces quelques jours passés à Saint-Pétersbourg m'aient permis de constater une fois de plus la solidité des liens de vive et invariable amitié qui unissent la France et la Russie, et je vous prie d'agréer la nouvelle assurance de ma haute considération.

DELCASSÉ.

N° 95

M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, à M. Loubet, président de la République française.

Paris, le 12 août 1899.

Monsieur le Président,

Votre Excellence sait dans quelle pensée je suis allé

à Saint-Pétersbourg. Nos arrangements avec la Russie sont de deux sortes : un accord diplomatique général, formulé dans les lettres des 9/21 août 1891 et 15/27 août 1891, signées de Giers, Mohrenheim et Ribot, et qui stipule que les deux Gouvernements se concerteront à propos de toute question susceptible de mettre en cause la paix de l'Europe ; et une convention militaire du 23 décembre 1893/4 janvier 1894, qui vise une agression d'une des puissances de la Triple Alliance et dont la durée est limitée à la durée même de la Triple Alliance.

Mais qu'arriverait-il si la Triple Alliance venait à se dissoudre autrement que par la volonté de tous ses membres ; si, par exemple, l'empereur François-Joseph, qui semble par moment le seul trait d'union entre des races rivales et même ennemies, subitement disparaissait ; si l'Autriche était menacée d'une dislocation que, peut-être, on souhaite ailleurs, que, peut-être, on favoriserait et dont, en tout cas, on pourrait être amené à vouloir tirer parti ? Quel sujet plus capable de compromettre la paix générale et de rompre l'équilibre entre les forces européennes ? Et quel sujet aussi mériterait davantage de trouver la France et la Russie, non seulement unies dans un même dessein, mais prêtes encore pour son exécution ?

Or, c'est justement à l'heure précise où la convention militaire devrait jouer qu'elle aurait cessé d'exister : née de la Triple Alliance, elle s'évanouirait avec elle. Il y avait là une lacune qui n'avait pas cessé de me préoccuper depuis mon arrivée au ministère des Affaires étrangères ; et mon ferme propos était de ne rien négliger pour la combler. L'approbation que j'ai obtenue de votre patriotisme élevé et prévoyant a été pour moi un puissant soutien. Sûr de recevoir de l'empereur Nicolas un accueil bienveillant, j'ai décidé de rendre au comte Mouravieff, avec lequel je me suis toujours trouvé en complète communauté de vues, la visite qu'il m'avait faite à Paris au mois d'octobre précédent. Arrivé vendredi soir, 4 août, à Saint-Pétersbourg, j'étais invité à déjeuner dimanche, à Péterhof, chez

Leurs Majestés. Après le déjeuner, l'Empereur m'a fait entrer dans son cabinet de travail : tout d'abord, il a bien voulu me dire l'estime et la sympatbie que ma conduite pendant la dernière crise franco-anglaise lui avaient inspirées. Nous avons examiné les différentes questions qui s'étaient posées au cours de l'année et la situation générale du monde. Abordant alors les rapports de la France et de la Russie, j'ai exposé à l'Empereur toute ma pensée et mon appréhension que l'alliance ne se trouvât désarmée quand surgirait un de ces événements en vue desquels elle a précisément été formée : « Puisque notre accord du mois d'août 1891 s'étend à toutes les questions importantes, Votre Majesté n'est-Elle pas d'avis que la convention militaire de 1894, qui est l'instrument d'exécution de cet accord, doit durer autant que lui, c'est-à-dire autant que resteront solidaires les intérêts généraux et permanents de nos deux nations ; et ne juge-t-Elle pas aussi que l'œuvre de l'empereur Alexandre III et du président Carnot ne peut que gagner à recevoir la confirmation de Votre Majesté et du nouveau Président de la République française ? »

L'Empereur m'a affirmé que tel était son sentiment ; qu'il tenait essentiellement à persévérer dans la voie tracée par son père et à resserrer les liens noués pour le bien commun de la France et de la Russie. A ce moment, j'ai pris la liberté de soumettre à l'Empereur un projet de déclaration que j'avais rédigé le matin même. L'arrangement de 1891 y est solennellement confirmé ; mais la portée en est, en outre, singulièrement étendue ; tandis qu'en 1891 les deux Gouvernements ne se disent soucieux que du maintien de la paix générale, mon projet porte qu'ils se préoccupent tout autant « du maintien de l'équilibre entre les forces européennes ».

Enfin rattachant la convention militaire à l'arrangement diplomatique, le projet lui assure la même durée.

L'Empereur a trouvé que j'avais rendu exactement sa pensée ; il a appelé le comte Mouravieff à qui, sur

le désir de Sa Majesté, j'ai donné lecture de la déclaration. L'entente existait déjà entre le ministre des Affaires étrangères et moi sur les bases mêmes du projet. Il fut décidé que le nouvel arrangement, dont la teneur et même l'existence resteraient absolument secrètes, serait constaté sous forme de lettres que nous échangerions, le comte Mouravieff et moi. C'est ce qui a été fait, mercredi matin, jour de mon départ de Saint-Pétersbourg.

Delcassé.

CHAPITRE IV

LA CONVENTION NAVALE

N° 96

M. Georges Louis, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 6 février 1912.

Le ministre de la Marine m'a dit ce soir qu'il était autorisé à me faire savoir officiellement que l'Empereur verrait avec satisfaction s'établir entre les États-majors de la Marine française et de la Marine russe des rapports directs semblables à ceux qui existent depuis 1892 entre les États-majors de la Guerre des deux pays. L'amiral m'a fait cette communication en termes très chaleureux. Il a ajouté que M. Sazonoff me la renouvellerait à titre officiel.

Georges Louis.

N° 97

M. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. Delcassé, ministre de la Marine.

Paris, le 6 février 1912.

L'ambassadeur de la République à Pétersbourg me télégraphie que le ministre de la Marine russe est venu lui déclarer officiellement que « l'Empereur verrait avec satisfaction s'établir entre les Etats-majors de la Marine française et de la Marine russe des rapports directs semblables à ceux qui existent depuis 1892 entre les États-majors de la Guerre des deux pays ». Le ministre de l'Empereur s'est acquitté de cette déclaration en termes très chaleureux ; il a ajouté que le ministre des Affaires étrangères, M. Sazonoff, la renouvellerait par une communication officielle à notre représentant.

En ce qui me concerne, je ne vois que des avantages à l'innovation qui nous est proposée. Je vous serais obligé de me faire connaître d'urgence votre sentiment à cet égard.

R. Poincaré.

N° 98

M. Delcassé, ministre de la Marine, à M. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 10 février 1912.

Par lettre en date du 6 février, vous avez bien voulu me donner connaissance du télégramme envoyé par

notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, qui vous a informé de la démarche officielle par laquelle le ministre de la Marine russe lui a fait connaître que l'Empereur verrait avec satisfaction s'établir, entre les États-majors de la Marine française et de la Marine russe, des rapports directs semblables à ceux qui existent depuis 1892 entre les États-majors de la Guerre des deux pays.

En me faisant savoir, en même temps, l'intention qu'avait le ministre des Affaires étrangères, M. Sazonoff, de renouveler, par une communication officielle, une démarche que vous ne voyez qu'avantages à accueillir favorablement, vous me demandez de vous faire connaître d'urgence mon sentiment sur cette question.

Pour répondre à votre désir, je m'empresse de vous faire savoir que je ne vois, ainsi que vous-même, qu'intérêt à l'innovation qui nous est proposée.

J'avais d'ailleurs été pressenti à ce sujet, il y a quelques mois, par l'attaché naval de Russie et j'avais fait entendre au capitaine de vaisseau Kartzow qu'il serait bon que le Gouvernement Impérial en prît l'initiative : c'est ce qu'il vient de faire.

Nous ne pouvons donc qu'accueillir favorablement les propositions officielles qui nous seront faites à cet égard par le Gouvernement Impérial. Dès que ces propositions seront formulées, mon Département étudiera les moyens d'y satisfaire en s'inspirant des conditions dans lesquelles sont établis actuellement les rapports existant entre les États-majors de la Guerre des deux pays.

DELCASSÉ.

N° 99

M. Raymond Poincaré, président du Conseil,
ministre des Affaires étrangères,
à M. Georges Louis, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 12 février 1912.

Le ministre de la Marine accueille très favorablement la proposition du Gouvernement russe.

R. POINCARÉ.

N° 100

M. Georges Louis, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg,
à M. Raymond Poincaré, président du Conseil,
ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 8 avril 1912.

Le ministre de la Marine est venu me dire qu'il était maintenant convenu entre son Département et celui de la Marine française que leurs chefs d'État-major entreraient en communication l'un avec l'autre comme leurs collègues de la Guerre. Il en est très satisfait. Le prince de Lieven, chef d'État-major de la Marine russe, se rendra prochainement à Paris. L'amiral Grigorovitch m'a en outre renouvelé ses remerciements pour la remise de la croix de Saint-Wladimir qui est arrivée à Sébastopol où il l'a montrée à l'Empereur.

GEORGES LOUIS.

N° 101

M. Raymond Poincaré, président du Conseil,
ministre des Affaires étrangères,
à M. Delcassé, ministre de la Marine.

Paris, le 9 avril 1912.

Me référant à votre lettre du 10 février dernier, j'ai l'honneur de vous communiquer, pour votre information très confidentielle, le télégramme suivant que m'a adressé, le 8 de ce mois, notre ambassadeur à Pétersbourg :

« J'ai reçu la visite du ministre de la Marine venu pour me dire.... [1] ».

R. Poincaré.

N° 102

PROJET DE CONVENTION NAVALE [2]

Art. 1. — Les forces navales de la France et de la Russie coopéreront dans toutes les éventualités où l'alliance prévoit et stipule l'action combinée des armées de terre.

Art. 2. — La coopération des forces navales sera préparée dès le temps de paix.

A cet effet, les chefs d'État-major de l'une et l'autre Marines sont dès maintenant autorisés à correspondre directement, à échanger tous renseignements, à étudier toutes hypothèses de guerre, à concerter tous programmes stratégiques.

---

(1) La suite comme au n° 100.
(2) L'original de ce document est au ministère de la Marine.

Art. 3. — Les chefs d'État-major de l'une et l'autre Marines conféreront en personne, une fois l'an au moins; ils dresseront procès-verbal de leurs conférences.

Art. 4. — Pour la durée, l'efficience et le secret, la présente convention est assimilée à la convention militaire du 17 août 1892 et aux accords subséquents.

Paris, le 16 juillet 1912.

Le Chef d'État-major général
de la Marine française,
Signé : Aubert.

Le Ministre de la Marine,
Signé : M. Delcassé.

Le Chef d'État-major
de la Marine impériale russe,
Signé : prince Lieven.

Le Ministre de la Marine,
Signé : J. Grigorovitch.

N° 103

CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

ENTRE LA MARINE RUSSE ET LA MARINE FRANÇAISE (1)

A la suite d'un échange de vues survenu dans le courant du mois de juillet 1912, entre M. le vice-amiral, prince Lieven, chef d'État-major général de la Marine impériale russe, et M. le vice-amiral Aubert, chef d'État-major général de la Marine française, les décisions de principe qui suivent ont été arrêtées entre les deux conférents :

1° A partir du 1er au 14 septembre 1912, le chef d'État-major général de la Marine impériale russe et le chef d'État-major général de la Marine française échangeront tous renseignements sur leurs marines respectives

(1) L'original de ce document est au ministère de la Marine.

et, régulièrement tous les mois, par écrit, les renseignements que ces deux pays pourront se procurer; le télégraphe chiffré pourra être employé en certains cas urgents;

2° Pour éviter toute indiscrétion ou toute divulgation relative à ces renseignements, il est indispensable d'adopter le procédé de transmission suivant :

Toute demande de renseignements sur la Marine française, intéressant la Marine russe, sera adressée par l'attaché naval russe à Paris au chef d'État-major général de la Marine française; et, réciproquement, toute demande de renseignements sur la Marine russe, intéressant la Marine française, sera adressé par l'attaché naval français à Saint-Pétersbourg au chef d'État-major général de la Marine russe.

Ce procédé sera exclusif de tout autre : on ne pourra donc pas, en principe, demander directement aux attachés navals des renseignements sur leur propre Marine.

Paris, le 16 juillet 1912.

Le Chef d'État-major général
de la Marine française,
Signé : AUBERT.

Le Chef d'État-major général
de la Marine russe,
Signé : Prince LIEVEN.

N° 104

M. Georges Louis, ambassadeur de France
à Saint-Pétersbourg,
à M. Raymond Poincaré, président du Conseil,
ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 27 juillet 1912.

M. Sazonoff m'a dit que l'Empereur s'était montré

très satisfait du rapport de l'amiral Lieven. Le ministre m'a exprimé les mêmes sentiments en son nom personnel.

Georges Louis.

N° 105

M. Briand, ministre p. i. *des Affaires étrangères, à Saint-Pétersbourg, Londres, Vienne, Berlin, Rome, Constantinople, Munich, Saint-Sébastien, Copenhague, Stockholm.*

Paris, le 10 août 1912.

Les chargés d'affaires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ont entretenu mon Département, incidemment et à titre tout officieux, de la vive impression qu'a produite, sur l'opinion publique de leurs pays, la révélation de la convention navale que la France aurait conclue récemment avec la Russie.

A l'un comme à l'autre, il a été déclaré que, dans ses rapports avec ses partenaires de la Triple Entente, le Gouvernement de la République est toujours resté attaché aux principes traditionnels de sa politique, c'est-à-dire le maintien de l'équilibre européen.

Quant à la convention navale, sans en reconnaître explicitement l'existence, il a été répondu que certains problèmes nouveaux, qui s'imposent à l'attention des chancelleries européennes, comportent des corollaires stratégiques dont les États-majors des armées et des marines alliées ont nécessairement à s'occuper.

Briand.

N° 106

M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères de Russie, à M. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 2/15 août 1912.

Le projet de convention navale, élaboré et signé le 16 juillet a. c. à Paris par les chefs d'État-major des Marines française et russe, a été examiné par le Gouvernement Impérial et soumis à Sa Majesté l'Empereur, qui a daigné lui accorder son approbation.

Les flottes des deux pays ont eu déjà plus d'une fois l'occasion de se prouver mutuellement leurs sentiments de camaraderie. La convention actuelle, venant compléter les engagements militaires qui existent entre la France et la Russie depuis vingt ans, établit désormais entre les deux Marines un contact permanent et régulier.

Je me félicite tout particulièrement, Monsieur le Président du Conseil, de voir cette convention devenir exécutoire précisément au moment où Votre Excellence se trouve parmi nous.

Sazonoff.

N° 107

M. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères de Russie.

Saint-Pétersbourg, le 3/16 août 1912.

Je m'empresse d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre qu'Elle a bien voulu m'adresser et par laquelle Elle m'informe que le projet de convention navale, élaboré et signé le 16 juillet a. c. à Paris par les chefs d'État-major des Marines russe et française, a été examiné par le Gouvernement Impérial et soumis avec avis favorable à Sa Majesté l'Empereur qui a daigné lui accorder son approbation.

Comme vous le rappelez, les flottes des deux pays ont eu déjà plus d'une fois l'occasion de se témoigner leurs sentiments de camaraderie. La convention actuelle vient heureusement compléter la convention militaire qui existe entre les deux pays depuis le 23 décembre 1893/4 janvier 1894, et qui, aux termes des lettres échangées les 28 juillet/9 août 1899, entre M. le comte Mouravieff et M. Delcassé, doit demeurer en vigueur autant que l'accord diplomatique conclu, les 15/27 août 1891, pour la sauvegarde des intérêts communs de la Russie et de la France. Cette convention établit désormais entre nos deux Marines un contact permanent et régulier et j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République lui accorde son approbation.

Je me félicite tout particulièrement de voir cet acte consacré par les deux Gouvernements pendant mon séjour en Russie.

R. Poincaré.

TABLE DES MATIÈRES

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — NOVEMBRE 1918

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1919

2e Série



LE BOLCHEVISME EN RUSSIE

LIVRE BLANC ANGLAIS

AVRIL 1919

QUATRIÈME MILLE

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

NANCY - PARIS - STRASBOURG

165

Prix net : 3 fr. 50

LE BOLCHEVISME EN RUSSIE

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1919

LE BOLCHEVISME EN RUSSIE

LIVRE BLANC ANGLAIS

AVRIL 1919

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

NANCY - PARIS - STRASBOURG

1919

INTRODUCTION

Le recueil des rapports qui suivent et qui émanent des représentants officiels de Sa Majesté le Roi en Russie, d'autres sujets britanniques récemment de retour de ce pays et de témoins impartiaux de nationalités diverses, s'étend sur la période du régime bolcheviste, de l'été 1918 jusqu'aujourd'hui (mars 1919).

Ces rapports sont publiés en conformité d'une décision du Cabinet de Guerre, prise en janvier 1919.

Ils ne sont accompagnés d'aucune espèce de commentaire ni d'introduction. Ils sont suffisamment éloquents par le tableau qu'ils présentent des principes et des méthodes du pouvoir bolchevik, des événements terrifiants qui en accompagnaient l'exercice, des conséquences économiques qui s'en sont suivies et de la misère presque incalculable qu'il a produite.

LE BOLCHEVISME EN RUSSIE

N° 1

Sir Findlay à M. Balfour.

(Reçu le 20 août.)

(Télégramme.) Christiania, le 19 août 1918.

J'ai reçu le télégramme suivant, daté du 9 août 1918, de Woodhouse et Cromie à Petrograd, adressé au général Poole :

« Des sujets britanniques ont été arrêtés ces deux derniers jours, sans qu'aucune charge fût relevée contre eux. Deux d'entre eux seulement ont été emprisonnés jusqu'ici. Nous avons protesté et demandé des explications. Le 5 août, tous les représentants du Gouvernement britannique ont été arrêtés à Moscou, mais ils ont été relâchés en majorité ; ils sont tenus aux arrêts à domicile.

« On nous a notifié leur expulsion comme probable et on nous a avertis de nous tenir prêts à partir avec eux, mais nous n'avons pas encore de leurs nouvelles. Le commissaire menace d'interner tous les sujets alliés. Prière d'informer Londres de tout cela, car on nous interdit de télégraphier en toute direction.

« Dites aussi à Londres que jusqu'à présent nous

sommes tous bien, ici. A Petrograd la position du pouvoir des Soviets devient rapidement intenable et des ordres sont donnés pour l'évacuation de différentes unités. Qu'ils soient en contact avec les Allemands, cela est évident.

« Un yacht est tenu prêt à Petrograd pour emmener Lénine. »

N° 2

Sir E. Howard à M. Balfour.

(Reçu le 20 août.)

(Télégramme.) Stockholm, le 19 août 1918.

Le texte suivant est un sommaire de quelques points importants contenus dans une série de dépêches de M. Wardrop, à Moscou :

« *5 août.* — Vers 4^{h} 30 ce matin, une bande armée de dix hommes attaqua le consulat général et demanda qu'on leur ouvrît.

« Sans mon autorisation, un des habitants de la maison ouvrit sous la menace d'armes à feu. Ce fut la quatrième attaque armée sur cette demeure.

« Les gardes partirent à 5^{h} 30, et le commissaire local m'exprima ses regrets de l'incident.

« Dans la matinée, j'appris l'arrestation de plusieurs sujets britanniques, dont MM. Armitage, Whithead, William Cazalet Hastie (âgé de plus de soixante-dix ans), North (aumônier), Beringer (agent de Reuter) et de Miss Adams, une de mes employées. L'après-midi, tandis que M. Lockhart était en visite, une autre incursion se produisit avec un mandat d'arrêt

pour tout mon personnel. J'ai protesté en déclarant que je cédais seulement à la force.

« Le bureau fut mis sous scellés avec grand soin.

« Des scellés furent apposés à chaque tiroir, aux deux coffres-forts et à tous les meubles contenant des papiers, ainsi qu'aux portes extérieures menant aux chambres du bureau.

« Tout le personnel fut alors arrêté y compris M. Stevens, M. Douglas et les femmes employées, et emmené au poste de police des Soviets du Tverskoi Boulevard. M. Lockhart, le capitaine Hicks et moi, nous ne fûmes pas arrêtés, car Tchitchérine avait promis que les consuls et missions militaires ne seraient pas arrêtés, mais il n'avait pas mentionné leurs employés.

« L'attaché militaire français, général Lavergne, fut mis en liberté après une courte arrestation. Son personnel fut arrêté. Des gardes furent postés pour surveiller mes bureaux et on me laissa dans mes appartements privés.

« Je ne considère pas notre non-arrestation comme témoignant de l'intention de nous traiter mieux que notre personnel; c'est plutôt le contraire.

« Je ne considère pas que la détention de nos nationaux soit faite dans l'intention de nous empêcher d'agir vigoureusement à distance, en nous terrorisant. Je crois plutôt que c'est pour protéger les chefs bolcheviks après leur chute. Ils convertissent les maisons du centre de la ville en véritables forteresses, estimant que bientôt doit se produire un soulèvement dans lequel leurs prisonniers alliés serviront de centre d'attraction. Finalement, s'ils voient que tout est perdu, ils ameuteront probablement la populace contre les prisonniers pour les massacrer.

« *6 août.* — Le consul Stevens, les vice-consuls Lowdon et Douglas sont relâchés vers 3 heures du matin,

ainsi que North avec d'autres, et le consul général français Grenard avec le consul Labonne, grâce aux efforts du consul suédois qui passa la nuit à négocier. A 10 heures sont détenus encore : les vice-consuls Wishaw, Greenep et Jerram, l'officier chargé de délivrer les passeports Webster et son aide Ginson aîné, Tamplin et Singer (employés de Lockhart), Fritz Mucukalv et les demoiselles Galbaly et Adams, mes employées. Les prisonniers, jusqu'à présent, sont assez bien logés et nourris. Ils sont autorisés à se réunir. Les gardiens sont assez conciliants. Je suis autorisé à entrer et sortir, et M. Lockhart, avec le reste de sa suite, peut me visiter.

« *7 août.* — J'ai visité la prison temporaire et vu Greenep, Wishaw et Jerram. Ils sont bien traités par leurs gardiens qui sont de vrais Russes, ce qui n'est pas le cas de la plupart des chefs qui sont, ou des fanatiques, ou des aventuriers israélites comme Trotsky et Radek.

« Toutes les femmes, anglaises et françaises, sont maintenant relâchées, ainsi que Beringer et d'autres.

« *8 août.* — Wishaw, Greenep, Jerram et Webster ont été amenés ici ce matin grâce aux efforts du consul suédois. Tout le personnel du consulat général est en liberté. On nous propose aussi d'être pendant notre séjour à Petrograd sous la protection de la Garde rouge. Il est évident que les Bolcheviks veulent prolonger les négociations. La ville, somme toute, est calme. Tous les ex-officiers âgés de moins de soixante ans doivent se présenter ce matin, sans doute pour être arrêtés, et l'on parle de l'arrestation en masse du clergé. »

N° 3

Sir R. Paget à M. Balfour.
(Reçu le 3 septembre.)

(Télégramme urgent.) Copenhague, le 3 septembre 1918.

Le rapport suivant du ministre danois à Petrograd me fut communiqué par le Gouvernement danois :

« Le 31 août, les troupes du Gouvernement forcèrent l'entrée de l'ambassade britannique. L'entrée fut défendue par l'attaché naval capitaine Cromie, qui, après avoir tué trois soldats, fut tué lui-même. Les archives furent pillées et tout fut détruit. Le corps du capitaine Cromie fut traité d'une manière abominable. Sa croix de Saint-Georges fut enlevée et ensuite portée par un de ses meurtriers. L'aumônier anglais ne put obtenir la permission de dire les prières devant le corps. La mission militaire française fut envahie. Un homme appelé Mazon, un soldat et plusieurs autres Français furent arrêtés. Les Bolcheviks dans leur presse encouragent le meurtre des Anglais et Français. Il est d'extrême urgence que de promptes et énergiques mesures soient prises. »

N° 4

Sir R. Paget à M. Balfour.
(Reçu le 10 septembre.)

(Télégramme.) Copenhague, le 9 septembre 1918.

J'ai reçu le télégramme suivant de Petrograd :

« Des arrestations en masses et des exécutions capitales ont suivi l'attentat contre Lénine et le meurtre d'Uritsky. Les Bolcheviks arrêtent la bourgeoisie : hommes, femmes et enfants, n'ayant aucun rapport

avec les auteurs de ces attentats, sous prétexte qu'ils sont d'accord avec les conspirateurs. Suivant le rapport officiel, plus de 500 personnes furent tuées pendant les trois derniers jours, sans enquête ni jugement. De nouvelles exécutions sont préparées et la presse est pleine d'articles exigeant du sang. Lockhart fut arrêté et condamné à mort, mais au dernier moment nous avons réussi à le sauver.

« Vingt-huit Anglais avec le consul et onze Français ont été arrêtés à Petrograd. L'état des prisons défie toute description. Dans la forteresse de Pierre-et-Paul où tous les Anglais sont emprisonnés, les prisonniers n'ont absolument pas de nourriture. Pour remédier à cet état de choses, nous avons formé une organisation. Chaque nuit des exécutions se produisent sans aucun jugement préalable. La terreur continue. Les représentants des Gouvernements étrangers, y compris l'Allemagne, ont protesté de vive voix et par écrit.

« Une liste de plus de 1.000 otages fut publiée par le Gouvernement. Dans cette liste se trouvent quatre officiers serbes qui seront fusillés si un attentat contre un commissaire se produit. »

N° 5

M. Lindley à M. Balfour.

(Reçu le 11 septembre.)

(Télégramme.) Arkhangel, le 6 septembre 1918.

Je viens de recevoir des nouvelles du meurtre du capitaine Cromie par les Bolcheviks et des accusations portées par eux contre lui. Le fait est que ce brave officier avait consacré tout son temps, à Petrograd, au service de son pays. Son premier but était d'em-

pêcher que la flotte baltique ne tombât entre les mains des Allemands. Ensuite il aida à évacuer du précieux matériel en réserve, et dernièrement donna toute son attention pour empêcher une avance allemande sur Vologda. Cette activité au milieu de dangers quotidiens pour sa vie, et cela pendant des mois, le mit plus ou moins en rapports avec les adversaires des Bolcheviks que ceux-ci traitent de réactionnaires.

Ses plans pouvaient fort bien comporter la destruction de certains ponts comme les Bolcheviks le déclarèrent.

En la personne du capitaine Cromie, S. M. le Roi a perdu un très brave, capable et dévoué serviteur.

Nº 6

De Sir M. Findlay à M. Balfour.

(Reçu le 18 septembre 1918.)

(Télégramme.) Christiania, le 17 septembre 1918.

Ce qui suit est le rapport du ministre des Pays-Bas à Petrograd, daté du 6 septembre (reçu ici aujourd'hui), sur la situation en Russie, en particulier en ce qui concerne les sujets et intérêts britanniques qui sont sous la protection de ce ministre :

« Monsieur,

« Le 30 août, je suis parti pour Moscou, surtout en vue des négociations pour l'évacuation des sujets britanniques.

« Le même jour, Uritsky, le commissaire préposé à la lutte contre la contre-révolution à Petrograd, était assassiné par un étudiant juif, Kanéguisser, dont le père est un ingénieur très riche et ayant une bonne position à Petrograd. Ce meurtre fut aussitôt attribué

par les autorités bolcheviques et par la presse bolchevique (seule existante en Russie) aux Anglais et aux Français.

« La même nuit, le consul Woodhouse, l'officier mécanicien Le Page, furent arrêtés à 1 heure du matin, dans la rue.

« Tous les efforts furent faits le jour suivant par mon secrétaire Van Niftrik, pour qu'on les relâchât, et la mise en liberté de Woodhouse fut promise pour cet après-midi (31 août).

« A 5 heures, le 31 août, comme le consul Bosanguet et le vice-consul en activité Kimens qui a été occupé tout le jour avec M. Van Niftrik pour l'aider à faire relâcher les prisonniers, s'approchaient de l'ambassade, ils furent avertis de ne plus s'en approcher car elle était occupée par les gardes rouges et que deux personnes avaient été tuées.

« Ils décidèrent d'aller de suite retrouver M. Van Niftrik et lui demandèrent de les aider à rentrer à l'ambassade. Pendant qu'ils s'en allaient lentement de l'ambassade, leur auto fut arrêtée par une autre où se tenaient des Bolcheviks, dont l'un braqua sur eux un revolver en leur ordonnant de lever les mains. Ils furent fouillés; ils durent décliner leur nom et leur fonction, mais à leur grande surprise, ils furent autorisés à continuer leur route. M. Van Niftrik alla avec eux au n° 2 de la rue Gorokhovaya où se tenait la Commission pour combattre la contre-révolution, où l'on conduisait en général les personnes arrêtées, et où M. Woodhouse était emprisonné.

« M. Van Niftrik eut une longue conversation avec le commandant de Petrograd, Chatoff; il protesta beaucoup contre les violations inouïes du droit des gens qui venaient d'avoir lieu. Il demanda l'autorisation immédiate d'aller à l'ambassade pour être présent au moment de la perquisition. L'autorisation

fut refusée par Chatoff qui dit que la perquisition avait lieu parce que les autorités avaient des pièces convaincantes que le Gouvernement britannique était impliqué dans l'assassinat d'Uritsky. Alors qu'ils s'en allaient et que leur auto passait devant le Palais d'Hiver, ils virent le personnel arrêté du consulat britannique et des missions, ainsi que quelques civils, convoyés vers le n° 2 Gorokhovaya.

« Une réunion du corps diplomatique des États neutres eut lieu cette nuit sur l'initiative de M. Van Niftrik. On a examiné les points suivants :

« 1° La mise en liberté immédiate de tous les gens arrêtés devait être demandée;

« 2° On devait insister pour que M. Van Niftrik fût présent à l'interrogatoire des gens arrêtés;

« 3° On devait attirer l'attention du Gouvernement sur la grave faute commise contre le droit des gens par l'occupation de l'ambassade britannique, sur la porte de laquelle il y avait une note disant qu'elle était sous la protection de la légation des Pays-Bas, et par le refus de permettre à M. Van Niftrik d'assister à la perquisition.

« La réunion rédigea une protestation à remettre aux autorités du Soviet à Moscou.

« Le 1er septembre, on apprit des détails sur la violation de l'ambassade. Les gardes rouges commandés par plusieurs commissaires entrèrent à l'ambassade vers 5 heures de l'après-midi, et s'y conduisirent avec la plus grande brutalité. Le capitaine Cromie, qui essaya de défendre l'entrée et qui fut menacé d'être tué « comme un chien », tira et tua deux hommes. On tira sur lui; il mourut presque aussitôt. Tout le personnel du consulat et des missions et quelques civils présents par hasard à l'ambassade, furent alors conduits à pied, sous escorte, au n° 2 de la rue Gorokhovaya où ils restèrent jusqu'au mardi 3 septembre.

Ils furent alors (vers 4 heures de l'après-midi) convoyés vers la forteresse de Pierre-et-Paul.

« Pendant les quelques jours suivants, des efforts répétés furent faits par M. Van Niftrik et M. Van der Pals, et aussi par des légations neutres, pour obtenir la mise en liberté des gens arrêtés, mais sans succès. M. Van Niftrik essaya avec succès d'obtenir une entrevue avec M. Zinovieff, président de la commune du Nord, le 1er septembre. M. de Scavénius, le ministre danois, qui exprima une profonde indignation concernant tous ces événements, vit Zinovieff à 9 heures du soir, ce jour; il s'exprima en termes véhéments. On lui promit que le corps du capitaine Cromie serait remis (à lui et à M. Van Niftrik). Le 2 septembre, ils conduisirent le corps dans l'église anglaise. Les funérailles eurent lieu en présence de tout le corps diplomatique et de la plus grande partie de la colonie anglaise et française. Le cercueil fut couvert du drapeau anglais et tout décoré de fleurs. Quand il eut été descendu dans la tombe, j'ai prononcé les paroles suivantes, en français et en anglais : « Au nom du Gouvernement « britannique et au nom de la famille du capitaine « Cromie, je vous remercie tous, notamment les repré- « sentants des pays alliés et neutres, pour l'honneur « que vous avez fait au capitaine Cromie. Amis, nous « avons tous connu le capitaine Cromie comme un vrai « ami, comme un gentleman anglais, et comme un offi- « cier anglais dans le sens le plus élevé de ce mot. Heu- « reux le pays qui produit des fils comme le capitaine « Cromie. Que son splendide et bel exemple nous guide « et nous inspire pour le restant de nos jours. Amen. »

« Le doyen du corps diplomatique, M. Odier, ministre de Suisse, exprima sa profonde sympathie et son admiration pour feu le capitaine Cromie qui est mort pour son pays. Dans la soirée du 3 septembre, aucun résultat n'ayant été obtenu des autorités com-

munales, une autre réunion du corps diplomatique eut lieu. A la réunion furent présents les représentants des pays neutres; M. Van der Pals représentait la légation des Pays-Bas.

« Un détail inattendu fut la présence des consuls généraux allemand et autrichien.

« Tout le corps diplomatique se réunit à 9 heures et se dirigea vers la demeure de Zinovieff où il obtint avec difficulté une entrevue de lui. M. Odier protesta fortement au nom des légations neutres contre l'action dirigée par les autorités communales contre les sujets étrangers. Il souligna le fait que, pour tout acte de violence commis contre un étranger, les représentants du Gouvernement des Soviets seront personnellement responsables. Il demanda qu'un représentant d'un pays neutre fût présent à l'interrogatoire des gens arrêtés. Zinovieff dit qu'il devait consulter ses collègues à ce sujet. M. Van der Pals insista encore sur ce point. Après M. Odier, parla le consul général allemand qui protesta avec énergie, au nom de l'humanité, contre le régime de terreur instauré par les Bolcheviks. Il rappela le discours sanguinaire de l'autre jour prononcé par M. Zinovieff; il dit que, bien que les Français et les Anglais arrêtés appartinssent à des pays en guerre avec l'Allemagne, il lui était impossible de ne pas se joindre aux représentants neutres pour protester contre la conduite adoptée par les Bolcheviks.

« Je suis rentré à Petrograd hier, venant de recevoir un télégramme de mon secrétaire insistant pour mon retour; je n'ai pu assumer la responsabilité d'être absent plus longtemps, la situation devant être mauvaise comme je le pensais. Jusqu'aujourd'hui, la situation ne s'est guère améliorée. En outre des arrestations d'Anglais, on arrêta de nombreux citoyens français, y compris l'attaché commercial de l'ambassade,

bien que les autres agents français ne fussent pas encore touchés.

« Des milliers de Russes appartenant à des milieux d'officiers et des classes aisées, ainsi que des marchands et boutiquiers, sont chaque jour arrêtés; d'après une communication officielle, 500 d'entre eux ont été déjà fusillés. Parmi les gens arrêtés, il y a un grand nombre de femmes. Les quatre derniers jours, aucune nouvelle arrestation d'Anglais n'a été faite. L'état des Anglais en prison est très précaire; pendant les quelques derniers jours on a eu tout le temps des rapports constatant qu'on n'a pas encore décidé s'il faut les relâcher ou les fusiller. Il semble y avoir une forte tendance à considérer ces gens comme des otages.

« Ceux qui appartiennent aux missions navales et militaires courent sans doute le plus grand danger; en l'état de colère présent des Bolcheviks, tout est possible; mais il y a quelque espoir que le personnel des consulats et les civils seront relâchés avant que l'affaire ne devienne plus mauvaise.

« Quant aux membres des missions, l'espoir de mise en liberté est très faible. L'état dans lequel les Anglais sont tenus à la forteresse de Pierre-et-Paul est abominable. Je fus informé hier par M. Darcy, attaché commercial à l'ambassade française, qui venait d'être relâché, qu'ils sont entassés pêle-mêle avec les autres prisonniers : vingt dans chaque cellule (20 × 10 pieds). Dans chaque cellule il n'y a qu'un lit, le reste doit dormir sur le sol. Aucune nourriture ne leur est fournie par les autorités de la prison; ils dépendent entièrement des arrangements faits par l'ambassade et des vivres fournis par leurs amis et parents. Des tapis, des oreillers, des médicaments sont envoyés de temps en temps; mais on se heurte aux plus grandes difficultés pour faire parvenir tout ceci.

« Du 31 août au 2 septembre, aucune nourriture ne

fut reçue par les prisonniers. Depuis lors ils en ont reçu quelque peu du dehors, mais il faudrait encore savoir s'ils continueront à en recevoir régulièrement, bien que je ne négligerai rien pour y arriver.

« Les prisonniers russes meurent de faim ; cela rend encore plus difficile la question du ravitaillement des Anglais, du fait de la présence de Russes affamés dans leurs cellules. Ci-joint une lettre des prisonniers anglais que je viens de recevoir, et qui se passe de commentaires.

« Hier soir j'ai essayé de voir Zinovieff pour l'informer des terribles conditions d'existence dans la forteresse, mais il refusa absolument de me recevoir. Je ne pus non plus voir le successeur d'Uritsky ; je n'ai vu qu'un de ses subordonnés qui se conduisit, comme on pouvait s'y attendre, avec un manque de courtoisie absolu. Je l'ai informé des conditions de la forteresse ; il promit d'en parler au commandant de celle-ci, qu'il devait voir dans la nuit. Il refusa de me donner le numéro de téléphone de Zinovieff et le nom du commandant de la forteresse. Quant à la situation à Moscou, je ne puis que dire qu'à mon avis, elle est fort grave : 19 Anglais et 30 Français ont été arrêtés et sont gardés dans les plus mauvaises conditions. M. Lockhart, qui fut relâché puis arrêté de nouveau, n'a pas été fusillé le 4 septembre uniquement grâce à mes efforts. Avant mon départ de Moscou, une promesse formelle m'a été faite qu'il serait relâché, mais sa position est très précaire, et tous ceux qu'on a arrêtés sont là-bas en grand danger.

« M. Lockhart est accusé par le Gouvernement des Soviets d'avoir organisé un complot pour le renverser. Les journaux officiels et autres des Bolcheviks sont pleins de détails sur ce prétendu complot, dans lequel les représentants anglais à Petrograd sont accusés d'avoir aussi trempé.

« Les attentats à la vie de Lénine sont attribués, par les Bolcheviks, aux Anglais et aux Français; s'il mourait, il est fort possible que tous ceux arrêtés à Moscou et à Petrograd seraient fusillés. A Moscou, j'ai eu de fréquentes entrevues avec Tchitchérine et Karakhan. Tout le Gouvernement des Soviets est tombé maintenant au rang d'une organisation de criminels.

« Les Bolcheviks se rendent compte maintenant que leur jeu est perdu; ils sont entrés dans la voie de la folie criminelle. J'ai maintes fois répété avec énergie à Tchitchirine qu'il devait se rendre compte que le Gouvernement des Soviets ne pouvait être un sérieux adversaire de l'Angleterre.

« L'Angleterre a plus de souffle que les Soviets. Elle ne serait pas intimidée; même si des centaines de sujets britanniques étaient exécutés, l'Angleterre ne s'écartera pas d'un cheveu de son but. Un moment viendra où les autorités des Soviets, homme par homme, paieront tout acte de violence commis par elles. Mais malgré toute ma persévérance, je ne pus obtenir de promesse précise de Tchitchérine; seulement des réponses évasives et quelques mensonges.

« Les Bolcheviks ont brûlé leurs vaisseaux; ils sont prêts pour toutes les vilenies. Quant au but de mon voyage à Moscou — l'évacuation des Anglais de Russie — j'ai trouvé nécessaire de promettre que Litvinoff serait autorisé à quitter immédiatement l'Angleterre pourvu qu'en échange de cette concession, tous les sujets britanniques y compris le personnel des consulats et des missions seraient autorisés à quitter la Russie.

« On se mit d'accord en ce qui concerne les consulats et les civils, y compris ceux actuellement détenus à Petrograd, mais une exception fut faite pour les membres des missions navales et militaires jusqu'à l'arrivée en Russie des délégués de la Croix-Rouge

russe se trouvant en France, pour le rapatriement des soldats russes.

« Le résultat des négociations fut communiqué au ministre de S. M. le Roi à Stockholm pour être transmis au Gouvernement britannique.

« Quant à l'envahissement de l'ambassade à Petrograd, j'eus l'occasion de présenter à Tchitchérine et Karakhan, après ma propre protestation et la demande de réparation incluses dans ma note du 2 septembre, aussi la protestation de tout le corps diplomatique neutre que j'ai également signée (Voir plus haut).

« Cette note demandait que tout le personnel arrêté fût relâché et que l'ambassade me fût confiée, en insistant sur le fait que le Gouvernement des Soviets sera tenu responsable de cette atteinte au droit des gens qui me paraît unique dans l'histoire. J'ai fait un rapport de ceci à mon Gouvernement à La Haye par l'intermédiaire de Tchitchérine, pour qu'il le transmît à la légation britannique. Mais je ne puis affirmer que le télégramme ait été envoyé. Tchitchérine désirait éluder cette question de mise en liberté des prisonniers faits à l'ambassade; il est d'accord seulement pour me confier l'ambassade. Mais je lui ai déclaré que cela doit être tout ou rien; que je ne voulais pas de demi-mesures, que j'exigeais que tous les documents saisis me fussent remis.

« Ce rapport qui précède montre la situation extrêmement critique. Le danger est maintenant si grand que je crois de mon devoir d'appeler l'attention du Gouvernement anglais et de tous les autres pays sur le fait que si l'extension du bolchevisme en Russie n'était pas arrêtée, il menacerait bientôt la civilisation du monde entier. Ceci n'est pas une exagération, mais une question de fait. Et la manière d'agir extraordinaire des consuls généraux allemand et autrichien dont on a parlé, qui se joignirent à la protestation

des légations neutres, semble indiquer que l'on se rend compte du danger aussi en Allemagne et en Autriche.

« A mon avis, la suppression immédiate du bolchevisme est le plus grand des problèmes qui se posent à l'heure actuelle sans en excepter la guerre qui fait encore rage.

« Si le bolchevisme n'est pas extirpé immédiatement, il va sûrement, sous une forme ou autre, s'étendre sur toute l'Europe et au monde entier.

« En effet, il est organisé et dirigé par les Juifs qui n'ont aucune nationalité et dont le seul objet est de détruire l'état de choses actuel pour réaliser leurs projets. La seule manière d'agir pour éviter ce danger est une action collective de toutes les puissances.

« Je crois aussi qu'il ne faut soutenir aucun autre parti socialiste en Russie, et, moins que tout autre, le parti socialiste révolutionnaire, dont le but pour le moment est de renverser le pouvoir bolcheviste, mais dont les projets sont en réalité les mêmes, c'est-à-dire d'établir la dictature du prolétariat dans le monde entier. Les socialistes révolutionnaires ne feront jamais la guerre à un pays étranger et leurs affirmations du contraire, qu'ils font maintenant, ne sont qu'une tactique anti-bolcheviste.

« Je prie que ce rapport soit télégraphié chiffré et en entier au ministère des Affaires étrangères d'Angleterre, le plus tôt possible, vu son importance. »

Ce qui suit est une copie d'une lettre reçue des prisonniers anglais de la forteresse de Pierre-et-Paul à Petrograd, du 5 septembre 1918.

« Votre Excellence, nous ne sommes pas autorisés à écrire des lettres. Nous vous écrirons chaque jour, car les chances pour que nos lettres passent sont très petites. Notre vie ici est pire qu'au nº 2 de la rue Gorokhovaya et à certain point de vue, on nous traite

ici exactement comme les officiers et bourgeois russes qui meurent peu à peu de faim. Notre seul espoir est de recevoir des envois, mais on ne nous les remet plus pour l'instant. Ceux attendus le lundi ne nous ont pas été encore remis. Tout dépend du caprice de quelqu'un exerçant l'autorité et qui est très fantasque. Certainement nous avons le droit d'être traités en prisonniers de guerre et d'être visités par les neutres, le droit de pouvoir aussi acheter des vivres, d'avoir des nouvelles, de faire de l'exercice, d'avoir du linge propre, etc. En dehors de la question des vivres, les plus importantes sont celles des vêtements et des soins médicaux. Tous les prisonniers d'ici ont la diarrhée chronique, la plupart d'entre nous en sont atteints maintenant. Les demandes de médecin ou de médicaments, ou les plaintes au commandant sont laissées sans aucune suite. Bref, on nous traite d'une manière tout à fait inhumaine. Ce qui suit est un court récit de notre traitement, depuis samedi dernier. On ne nous a pas dit la raison de notre arrestation et, dès le début, toute demande de vous voir fut grossièrement repoussée d'une manière pleine de mépris. Nous sommes arrivés au nº 2 de la Gorokhovaya à 6 heures du soir le samedi, et après un interrogatoire dirigé au hasard nous fûmes enfermés à 8 heures du soir dans une chambre de 25 pieds de long sur 15 pieds de large, où il y avait déjà 50 Russes arrêtés : des meurtriers, des spéculateurs, etc.

« Tous les lits étaient déjà occupés; nous passâmes la nuit tantôt sur l'une des trois chaises dégoûtantes, tantôt par terre ou à nous promener. Vers le matin, nous commencions à être couverts de vermine, très sales, fatigués et affamés.

« Le premier repas nous fut donné à 1 heure de l'après-midi : de petits bols de mauvais poisson, de la soupe et le huitième d'une livre de pain (50 grammes).

A 6 heures de l'après-midi, on nous donna encore 50 grammes de pain. La même nourriture le lundi. La nuit du dimanche, la chambre était moins pleine; nous pûmes dormir un peu. Nous nous étions habitués à cette excursion (*sic*). Des paquets arrivèrent lundi et soulagèrent notre situation matérielle. Le mardi, à 4 heures de l'après-midi, nous fûmes conduits ici sous escorte à travers les rues. La demande du consul d'avoir un véhicule pour transporter nos affaires fut très grossièrement repoussée. Ici on nous répartit dans des cellules de 20 pieds sur 10, pour y compléter le nombre de 20. Dans notre cellule il y a 13 Russes dont 4 meurent peu à peu d'inanition. Ils n'ont rien eu à manger depuis plus de trois jours. Après avoir été ici trente-trois heures, on nous donne de la soupe à 3 heures et un huitième de livre de pain. Nous ne pouvons manger la soupe : du bois, du cuir, des cailloux mélangés aux choux et du papier, tels en étaient les éléments principaux. Ainsi, tôt ou tard, nous devrons aussi mourir de faim. Notre besoin immédiat est de recevoir des envois, mais il est indispensable que vous en envoyiez quelques-uns samedi pour voir s'ils sont livrés à destination et pour avoir nos reçus. Autrement, ils ne seront pas délivrés. Puis nous avons besoin de médicaments : 1° pour la diarrhée, 2° de l'aspirine (nous ne pouvons en obtenir), 3° nous avons besoin d'argent. Nous vous écrirons encore demain. On ne nous permet pas de quitter nos cellules. La porte n'est jamais ouverte. Le W.-C. de temps en temps ne fonctionne pas, et l'air est épouvantable. Que dois-je dire de plus, sinon que j'espère que le contenu de ce rapport sera communiqué au Gouvernement de Sa Majesté.

« Avec nos excuses de vous donner cette peine,

(s) « De la part des prisonniers britanniques de la forteresse Pierre-et-Paul. »

N° 7

De M. Alston à M. Balfour.

(Reçu le 18 septembre.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 16 septembre 1918.

Le consul de Sa Majesté à Ekaterinbourg, M. Preston, qui quitta cette ville le 1er septembre, vient d'arriver ici et nous a donné les détails suivants sur le sort de la famille impériale russe :

L'ex-empereur de Russie et la grande-duchesse Tatiana furent amenés de Tobolsk à Ekaterinbourg par les Bolcheviks le 1er mai 1918. L'Empereur fut convenablement logé près du Consulat britannique. Le reste de la famille impériale, y compris l'ex-Impératrice, les trois autres filles et le Tsarevitch arrivèrent quelques jours plus tard. Les membres de la suite, y compris le prince Dolgorouki et les précepteurs français et anglais qui vinrent de Tobolsk avec la famille impériale, ne furent pas autorisés à rester avec l'Empereur à Ekaterinbourg et retournèrent à Tobolsk. Le prince Dolgorouki fut mis en prison où il est mort de maladie ou bien il fut tué.

Le prince Dolgorouki me demanda fréquemment comme au doyen du Corps diplomatique d'essayer d'obtenir de meilleures conditions d'existence pour la famille impériale. Il me fut toutefois impossible de rien faire, et quand j'intervins en faveur de la princesse, que je protégeais comme alliée serbe, je fus menacé d'arrestation.

Lorsque l'avance tchèque sur Tchéliabinsk commença, le Gouvernement bolchevik d'Ekaterinbourg, qui avait déjà eu beaucoup de frottements avec le

Gouvernement central sur des questions d'argent, usa de menaces contre la famille impériale comme d'un moyen d'extorquer des fonds du Gouvernement central. Quand les Bolcheviks surent qu'ils devraient bientôt évacuer Ekaterinbourg en raison de l'avance tchèque, ils demandèrent au Gouvernement central à Moscou ce qu'ils devraient faire de l'Empereur. La réponse fut : « Faites-en ce que vous voudrez. » A une réunion des délégués des *Soldats et Ouvriers* de l'Oural du 16 juillet, une décision fut prise de fusiller l'Empereur. Cette décision lui fut communiquée et la sentence exécutée la même nuit par des soldats lettons. Mais on ne trouva aucune trace de son corps. Le reste de la famille impériale fut emmené on ne sait où, tout de suite après. On dit qu'ils ont été brûlés vifs, car des bijoux leur ayant appartenu ont été reconnus par leurs anciens serviteurs. On dit aussi que leurs restes carbonisés furent retrouvés dans une maison brûlée jusqu'aux fondements. On croit possible aussi que les Bolcheviks les aient emmenés au nord, à Verhotoury, en reculant. Étaient en captivité près d'Ekaterinbourg : à Alapaevsk, les grands-ducs George Constantinovitch, Jean Constantinovitch et Serge Michaïlovitch. La princesse Hélène de Serbie, femme du grand-duc Jean Constantinovitch, visitait souvent le Consulat britannique, où l'on faisait tout son possible pour elle; mais, malgré mes protestations énergiques, les Bolcheviks l'emmenèrent quand ils évacuèrent la ville. Avec l'aide de gardes blancs de la ville, les trois grands-ducs mentionnés plus haut purent s'évader, mais on ne sait où ils sont à présent.

N° 8

Sir C. Eliot à M. Balfour.

(Reçu le 2 janvier 1919.)

Ekaterinbourg, le 5 octobre 1918.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous communiquer le rapport suivant sur ce que l'on sait au sujet du sort de la famille impériale russe, ainsi qu'un court récit écrit à ma demande par M. Sidney Gibbes, l'ex-précepteur de S. A. I. le Tsarevitch. M. Gibbes accompagna, le 23 mai, les enfants impériaux de Tobolsk à Ekaterinbourg, mais il ne fut pas autorisé à rester dans la même maison que ces derniers, qui habitaient avec leurs parents. Les Bolcheviks d'Ekaterinbourg ont dit dans leurs discours et proclamations que le Tsar fut fusillé dans la nuit du 16 juillet, mais beaucoup de Russes bien informés croient qu'il se trouve sous la protection des Allemands. Je n'ose toutefois espérer que ce soit vrai, si l'on ne me donne pas d'explications plus vraisemblables que celles ayant cours sur ce qu'ont fait les Bolcheviks.

Le délégué chargé de l'enquête, au moment de ma visite, me fit voir la maison où demeura la famille impériale. Il écarta comme une pure légende les histoires ayant cours en Sibérie, que les corps avaient été découverts ou que des soldats appartenant au peloton d'exécution avaient fait des aveux. D'autre part, il ajouta que les récits de gens prétendant avoir vu l'Empereur après le 16 juillet se sont trouvés sans aucun fondement. D'après lui, il y a quatre chances contre trois que le meurtre a été perpétré. La maison est située sur le côté d'une colline. L'entrée conduit au premier étage, où vivait la famille impériale. Le rez-de-chaus-

sée, qui fut occupé par la garde, se composait d'offices et de cuisines, mais ces derniers temps ceux-ci ne fonctionnaient pas. Les seuls aliments permis étaient les rations militaires apportées du dehors et quelques plats spéciaux pour le Tsarevitch, qui étaient fournis par les religieuses d'un couvent voisin. Une haute palissade en bois cache les fenêtres de l'étage supérieur, qui étaient aussi blanchies à l'intérieur; les fenêtres étaient toujours fermées, même en pleines chaleurs d'été. La famille impériale eut à endurer de grandes privations; elle fut exposée à beaucoup d'insolence pendant son séjour dans cette maison.

Elle avait l'autorisation d'une promenade de quinze minutes par jour; le Tsar trouva une distraction en travaillant comme menuisier dans un hangar ouvert. Au moment du repas, souvent des soldats entraient et prenaient une partie de la viande servie sur la table, en disant qu'il y en avait trop. La famille impériale n'était jamais seule. Les chambres, quand je les ai vues, avaient l'air mélancolique et sale, parce que les Bolcheviks avaient brûlé une grande quantité d'objets dans les poêles et les cendres avaient ensuite été retirées par la police et étendues sur le plancher et les tables en vue de découvrir si elles ne contenaient pas quelque chose d'intéressant. Il ne semble pas exister un témoignage quelconque pour confirmer l'histoire populaire que dans la nuit du 16 juillet le Tsar fut emmené de sa maison et fusillé par une bande d'exécuteurs, à la manière habituelle des exécutions bolchevistes; il y a quelques témoignages certifiant que l'on a entendu des cris et des coups de feu dans la maison et qu'aucun trafic ne fut autorisé dans les rues avoisinantes.

On suppose que le meurtre a été commis dans une chambre du rez-de-chaussée, qui fut mise sous scellés, mais qu'on a eu l'amabilité d'ouvrir pour mon inspec-

tion. Elle était tout à fait vide. Le plancher était en bois ordinaire, les murs en bois étaient couverts de plâtre. Des vers grossiers et des figures obscènes étaient tracés sur le mur.

Sur le mur opposé à la porte et sur le plancher il y avait traces de dix-sept balles, ou, pour être plus exact, des marques montrent l'endroit d'où on avait découpé des morceaux de mur et de plancher en vue d'enlever les traces de balles; les délégués chargés de l'enquête avaient trouvé nécessaire de les enlever pour les examiner ailleurs. Ils constatèrent que des balles de revolver browning ont été trouvées dans tous les trous et quelques-uns étaient tachés de sang. Ailleurs on ne voyait aucune trace de sang, mais il y avait quelques indices que les murs avaient été grattés et lavés. La position des balles indiquait que l'on avait tiré sur les victimes quand elles étaient à genoux et que quelques coups avaient été dirigés sur elles quand elles étaient tombées par terre. M. Gibbes pensait que pour des raisons religieuses le Tsar et le Dr Botkine avaient dû s'agenouiller en face de la mort. Il n'y a aucune preuve pour décider quelles ont été les victimes ni quel en a été le nombre. Mais on suppose qu'elles étaient cinq, c'est-à-dire : le Tsar, le Dr Botkine, la femme de chambre de l'Impératrice et deux domestiques. On n'a pas découvert de corps ni aucune trace indiquant qu'ils avaient été détruits par le feu ou autrement, mais on a établi qu'un doigt portant une bague appartenant comme on le pense au Dr Botkine, fut trouvé dans un puits.

Le 17 juillet, un train avec les stores baissés quitta Ekaterinbourg pour une destination inconnue; l'on croit que des membres survivants de la famille impériale s'y trouvaient. On voit d'après ce court récit que seules les affirmations des Bolcheviks sont une preuve de la mort du Tsar.

Et c'est une tâche facile pour les esprit ingénieux et optimistes d'inventer des contes vraisemblables d'évasion de Sa Majesté Impériale. Il faut admettre, en effet, que puisque l'Impératrice et ses enfants, que l'on croit encore en vie, ont totalement disparu, il n'y a rien de déraisonnable à supposer que tel est aussi le sort du Tsar. Les traces dans la chambre d'Ekaterinbourg montrent tout au plus que quelques personnes inconnues ont été tuées là, ce qui a pu arriver après une querelle entre gens ivres. Mais je crains qu'une autre manière de voir les choses ne se rapproche plus de la vérité. Il me semble extrêmement vraisemblable que les Bolcheviks de Moscou, ou tout au moins une partie d'entre eux, désiraient remettre le Tsar aux Allemands. Dans ce dessein, un commissaire arriva à Tobolsk et emmena Leurs Majestés Impériales d'une manière hâtive, mais non dépourvue de bienveillance, probablement dans l'intention de les conduire à Moscou.

Évidemment, il savait que les dispositions des Bolcheviks sibériens étaient suspectes; car il arrêta le train aux abords d'Omsk, apprenant que les autorités locales voulaient arrêter le Tsar, il donna l'ordre de diriger le train sur Ekaterinbourg, c'est-à-dire sur la seule route vers Moscou.

Mais quand le train arriva à Ekaterinbourg, il fut arrêté par les autorités locales et tous les passagers emmenés. Ensuite, les enfants impériaux ont été conduits à Ekaterinbourg de Tobolsk et placés sous bonne garde avec leurs parents. La manière dont fut traitée la famille impériale à Ekaterinbourg montre une animosité qui n'existait pas à Tobolsk; les Bolcheviks devinrent de plus en plus hostiles et soupçonneux à mesure qu'ils sentaient que leur pouvoir prenait fin et qu'ils devaient abandonner la ville. Il y a quelques preuves qu'ils furent très effrayés par

un aéroplane qui survolait le jardin de la maison, et je crois qu'il est admissible que dans un accès de colère et de panique ils en aient fini avec Sa Majesté Impériale. C'est l'opinion générale à Ekaterinbourg que l'Impératrice et ses enfants ne furent pas massacrés, mais envoyés le 17 juillet au nord ou à l'ouest.

L'histoire qu'ils furent brûlés dans la maison semble l'amplification du fait qu'on a trouvé, dans un bois aux abords de la ville, un amas de cendres, résultant d'une grande quantité de vêtements brûlés.

Sous les cendres, on trouva un diamant. Or comme l'on disait qu'une des grandes-duchesses avait cousu un diamant dans la doublure de son manteau, on suppose que les vêtements de la famille impériale furent brûlés ici. On a trouvé dans la maison des cheveux qu'on a reconnu comme appartenant à l'une des grandes-duchesses. Il semble très probable que la famille impériale fut déguisée avant d'être emmenée.

A Ekaterinbourg je n'ai même pas entendu une rumeur concernant leur sort, mais les histoires qui ont suivi au sujet du meurtre des différents grands-ducs et duchesses ne peuvent qu'inspirer des craintes.

J'ai l'honneur, etc.

(s) C. Eliot.

Inclus dans le nº 8

Mémorandum écrit par M. Sidney Gibbes, ancien précepteur du Tsarevitch, donné à moi, Haut Commissaire, le 5 octobre à Ekaterinbourg.

L'Empereur n'avait pas de raison de se plaindre de son traitement pendant son séjour à Tobolsk; sa santé s'était sensiblement améliorée. Il paraissait sentir qu'il était débarrassé d'une lourde tâche et qu'il avait rejeté la responsabilité sur d'autres épaules. Son inactivité forcée lui donnait davantage le loisir de se

vouer à sa femme et sa famille. C'était indubitablement la plus chère préoccupation de sa vie. L'Impératrice souffrait davantage, mais supportait bravement tous les ennuis. Les grandes-duchesses étaient satisfaites et toujours heureuses; elles paraissaient se contenter de la simple vie à laquelle elles étaient réduites, quoiqu'elles aspirassent à plus d'exercices en plein air. La cour de la maison n'était qu'une faible compensation des grands parcs d'autrefois. Ceci paraissait vraiment leur plus grande souffrance. Le Grand-Duc jouissait d'une assez bonne santé la plupart du temps; il souffrait le plus du manque de jeunes compagnons, quoique le fils du docteur fût parfois autorisé à jouer avec lui. Cette simple vie de famille continua jusqu'au commencement d'avril, quand le premier commissaire important des Bolcheviks, Jakovlef, arriva de Moscou. Il fut reçu par l'Empereur, qui lui montra les chambres dans lesquelles la famille impériale vivait, y compris celle du Grand-Duc héritier, dans laquelle celui-ci était malade et au lit. A la fin de la visite, il redemanda à voir le Grand-Duc.

Après le déjeuner, le 12 avril, Jakovlef annonça à l'Empereur et l'Impératrice qu'il avait reçu des ordres d'emmener l'Empereur et qu'il espérait que celui-ci voudrait bien y consentir sans l'obliger à user de la force. L'Impératrice était profondément affectée; sur sa demande, elle fut autorisée à accompagner l'Empereur et à prendre avec elle leur troisième fille, la grande-duchesse Marie. De hâtifs préparatifs pour le départ furent faits. La famille impériale dîna seule; mais toutes les personnes qui prenaient ordinairement leur repas avec elle furent invitées à prendre le thé à 11 heures. Le thé fut servi sur une grande table ronde; ce fut un bien triste repas.

Le départ était fixé à 3 heures du matin; peu de temps avant cette heure, les voitures entrèrent dans

la cour. L'Empereur partit avec Jakovlef; l'Impératrice et la grande-duchesse Marie dans une voiture à moitié découverte (tarantass). Elles étaient accompagnées par le prince Dolgorouki, le Dr Botkine, la femme de chambre de l'Impératrice Démidova, le valet de l'Empereur, Chemidoroff, et le valet Saidneff.

Les voitures étaient tapissées de foin sur lequel ils étaient assis, ou plutôt allongés. Les routes étaient dans des conditions épouvantables; le dégel avait commencé; à un endroit, les voyageurs ont été obligés de traverser la rivière à pied, la glace étant peu sûre. La seconde nuit, ils s'arrêtèrent pour quelques heures dans une cabane.

Le jour suivant, ils arrivèrent à Tumen, où un train les attendait qui les emmena dans la direction d'Omsk. Quelques verstes avant la ville, Jakovlef quitta le train; il alla en auto au télégraphe pour communiquer avec Moscou, trouvant que toutes les dispositions étaient prises à Omsk pour arrêter la famille impériale, Jakovlef retourna au train et l'on repartit dans la direction opposée. Arrivés à Ekaterinbourg, le train fut arrêté; tout le monde sortit : le prince Dolgorouki fut emmené en prison et les autres conduits à une maison particulière au centre de la ville, laquelle fut rapidement préparée pour les recevoir.

Une haute palissade de bois fut rapidement élevée autour de la maison; les fenêtres blanchies à l'intérieur. L'Empereur, l'Impératrice et la grande-duchesse Marie y vécurent jusqu'au 16 juillet, le reste des enfants fut amené de Tobolsk le 23 mai. Pour ce voyage, de grandes précautions furent prises; tous les effets personnels de la famille impériale ainsi que leurs meubles furent rapportés en même temps. Le train arriva au milieu de la nuit, mais il fut manœuvré jusqu'à 7 heures du matin; les enfants furent alors emmenés en fiacre à la maison. La nuit était très froide

et une neige épaisse tombait. A l'heure du thé, la comtesse Hendrikoff, la demoiselle d'honneur de l'Impératrice, M[lle] Schneider, lectrice russe de l'Impératrice, et le général Tatischeff furent emmenés à la prison; ils ont été fusillés depuis lors.

A 11 heures, trois laquais, le cuisinier et son marmiton reçurent l'ordre de se préparer à aller à la maison, et depuis lors deux certainement, et peut-être quatre, furent fusillés. Le reste du personnel, composé de la baronne Buxhoevden, dame d'honneur de l'Impératrice, les précepteurs anglais et français, et près de seize personnes de la suite et domestiques ont été mis en liberté et heureusement sauvés. Depuis le départ des Bolcheviks, la maison dans laquelle la famille impériale a vécu a été examinée. Des traces certaines de meurtre existent, mais le nombre des coups de feu n'est pas suffisant pour établir que toutes les personnes emprisonnées furent massacrées. Une partie fut massacrée, une autre fut emmenée, et comme on a trouvé les cheveux de la Grande-Duchesse, on suppose que les enfants de l'Empereur furent emmenés sous un déguisement. Des vêtements ayant été brûlés dans une forêt aux environs de la ville, cela confirme aussi cette supposition.

Les Bolcheviks annoncèrent après cette date, à une réunion publique tenue au théâtre et par des proclamations affichées sur les murs, que l'Empereur a été fusillé, et que la famille impériale a été mise en sûreté. Jusqu'à présent, il n'y a pas de raisons de croire leurs déclarations fausses, alors que le témoignage des cheveux semble prouver qu'au moins une partie de leurs déclarations en ce qui concerne les enfants étaient exactes. Depuis cette date, trois mois se sont écoulés. Les autres membres de la famille impériale emprisonnés à Alapaevsk, une petite ville éloignée de 100 verstes d'Ekaterinbourg, et qui comprenaient parmi eux le

grand-duc Serge Michaïlovitch, le prince Jean Constantinovitch, le prince Igor Constantinovitch et le comte Vladimir Pavlovitch Palé, ont tous été tués, on a des raisons de le craindre. La grande-duchesse Serge, qui y était aussi, a été blessée, d'après un rapport, et emmenée. La princesse Hélène Petrovna de Serbie, venue à Ekaterinbourg pour être près de son mari, fut arrêtée avec deux officiers serbes qui étaient arrivés pour la convaincre de partir. Depuis lors, elle fut emmenée avec les autres otages pris dans la ville.

N° 9

M. Alston à M. Balfour.

(Reçu le 5 novembre.)

(Télégramme.) Vladivostok, 4 novembre 1918.

Ce qui suit vient du consul d'Ekaterinbourg, le 28 octobre :

« Je regrette de rapporter que je suis informé par l'État-major russe qu'après la prise d'Alapaevsk par les troupes russes, le 29 septembre, on a trouvé des corps suffisamment conservés pour être reconnus. Ce sont les corps de la grande-duchesse Élisabeth Fedorovna et de trois princes de la famille impériale, Jean, Constantin et Igor Constantinovitch, ainsi que celui du grand-duc Serge Michaïlovitch et celui d'une dame d'honneur dont le nom est inconnu. Ils furent trouvés dans un puits de mine dans lequel ils furent jetés sans doute vivants. Des bombes furent lancées sur eux, mais ne firent pas explosion.

« Tous furent enterrés avec cérémonie en présence d'une grande foule. On croit que la princesse Hélène

de Serbie est à Perm, où elle fut emmenée par les Bolcheviks avec la mission serbe quand ils évacuèrent Ekaterinbourg. Je fais des recherches avec soin. »

N° 10

M. Lockhart à Sir G. Clerk.

10 novembre 1918.

Cher Sir George,

Les points suivants pourront intéresser M. Balfour :

1° Les Bolcheviks ont établi un régime de force et d'oppression inconnu dans l'histoire de n'importe quelle autocratie;

2° Eux qui sont les plus fermes défenseurs de la liberté de la parole, ils ont supprimé depuis leur prise de pouvoir tout journal qui n'approuve pas leur politique. Sous ce rapport, la presse socialiste a le plus souffert. Même les journaux des internationalistes, comme celui du menchevik « Martoff », ont été supprimés, et les malheureux rédacteurs en chef jetés en prison ou forcés de prendre la fuite pour sauver leur vie;

3° Le droit de réunion publique fut aboli. Le droit de vote fut enlevé à tout le monde, sauf aux ouvriers d'usines et aux plus pauvres entre les domestiques.

Même parmi les ouvriers, ceux qui osent voter contre les Bolcheviks sont inscrits, par la police secrète, comme des contre-révolutionnaires et ils sont heureux si leur sort est d'être seulement jetés en prison, prison dont on peut dire que dans la Russie d'aujourd'hui « beaucoup y entrent, mais peu en sortent »;

4° Les pires crimes des Bolcheviks ont été commis contre leurs adversaires socialistes. Dans les innombrables exécutions faites par les Bolcheviks, il y a un grand pourcentage de socialistes qui avaient consacré

toute leur vie à la lutte contre le vieux régime, mais qui maintenant sont dénoncés comme contre-révolutionnaires, uniquement parce qu'ils n'approuvent pas la manière dont les Bolcheviks ont discrédité le socialisme;

5° Les Bolcheviks ont supprimé même les formes les plus primitives de justice.

Des milliers d'hommes et de femmes ont été fusillés sans le moindre simulacre de jugement, et d'autres milliers restent à pourrir dans les prisons, dans des conditions que l'on ne retrouve que dans les plus sombres moments de l'histoire hindoue ou chinoise;

6° Les Bolcheviks ont restauré les méthodes barbares de tortures. L'interrogatoire des prisonniers a lieu souvent avec un revolver braqué sur leur tête;

7° Les Bolcheviks ont rétabli la pratique odieuse de prendre des otages. Ce qui est encore pire, ils ont frappé leurs adversaires politiques en se vengeant sur leurs femmes. Quand récemment une longue liste d'otages fut publiée à Petrograd, les Bolcheviks arrêtèrent les femmes des hommes qu'ils ne purent trouver et les jetèrent en prison jusqu'à ce que leurs maris vinssent se rendre;

8° Les Bolcheviks qui ont détruit l'armée russe et qui ont toujours été les adversaires déclarés du militarisme, ont mobilisé de force les officiers qui ne partageaient pas leurs opinions politiques, mais dont les connaissances techniques leur étaient indispensables. En les menaçant d'exécution immédiate, ils les obligèrent à combattre leurs compatriotes dans une guerre civile d'une horreur sans égale;

9° L'ambition déclarée de Lénine est de créer la guerre civile à travers toute l'Europe. Chaque discours de Lénine est la condamnation des méthodes constitutionnelles et une glorification de la doctrine de la force brutale. Ayant ce but en vue, il détruit systé-

matiquement, par les exécutions et la faim, toute forme d'opposition au bolchevisme.

Ce système de terreur est dirigé surtout contre les libéraux et les socialistes non-bolcheviks, que Lénine considère comme ses adversaires les plus dangereux;

10° Pour maintenir leur popularité parmi les travailleurs et les mercenaires à leur solde, les Bolcheviks paient à leurs partisans d'énormes salaires au moyen de l'émission illimitée de papier-monnaie sans garantie, et si bien qu'aujourd'hui la monnaie a perdu toute valeur. Même suivant leur chiffre, les Bolcheviks dépensent au delà de leurs recettes des milliards de roubles par an.

Voici les faits que les Bolcheviks peuvent chercher à faire excuser, mais qu'ils ne peuvent nier.

Votre sincèrement,

R. H. B. LOCKHART.

N° 11

Rapports sur la situation en Russie.

I

RAPPORT SUR LES « RÉALITÉS BOLCHEVISTES », PAR Mme L... (1), ANCIENNE ORGANISATRICE ET INSPECTRICE D'UN GRAND HÔPITAL DE GUERRE DE MOSCOU, ET QUI QUITTA LA RUSSIE EN OCTOBRE 1918

Les paysans et la terre. — Déjà pendant la régime du Gouvernement provisoire, la terre avait été transmise à tous les paysans dans chaque district.

(1) Comme quelques-unes des personnes qui ont apporté leur témoignage ont des parents et des biens en Russie, et qu'elles comptent rentrer en Russie après la fin du régime bolcheviste, leurs noms ne sont pas divulgués.

Mais on doit se souvenir que le paysan russe a le sens très développé de la propriété et que tout son espoir se concentrait sur la distribution finale de la terre qui ferait de chacun d'eux un propriétaire individuel, et qui lui garantirait la possession, en toute sécurité, de son lot. Les Bolcheviks toutefois, considérant la terre comme la propriété de la nation entière, ont ordonné aux paysans de cultiver leurs champs au profit de la commune locale. Les paysans, désappointés, commencèrent aussitôt à exprimer leur mécontentement de cette nouvelle politique. Cela leur valut l'accusation de déloyauté envers le Gouvernement des Soviets; leur hostilité fut combattue par la nomination de « comititi bednoti » dans chaque district (comités constitués des plus pauvres d'entre les paysans), qui disposaient de la récolte, laissant une certaine quantité en possession de ceux qui y avaient travaillé, en prenant le reste pour eux-mêmes. Cela signifie que ces parasites recevaient ce dont ils avaient besoin sans faire aucun travail productif. C'était équivalent à une prime sur la paresse.

Le résultat inévitable fut la diminution continue des récoltes, ce qui ruinera à la fin la Russie agricole.

L'usine et les ouvriers. — Sous le Gouvernement provisoire, des comités ouvriers furent formés qui s'occupèrent de questions comme l'embauche, le taux des pensions, les salaires, les bonis et toute l'administration de l'usine. Les prix de vente étaient contrôlés et 95 % des profits allaient à l'État et 5 % aux propriétaires. En pratique, ce programme produisit un continuel changement des comités, sous prétexte que les bonis étaient trop bas, et les pensions accordées d'une manière injuste.

Les comités n'étaient jamais assez longtemps au pouvoir pour se mettre au courant des détails de l'entre-

prise. Au commencement de leur régime, les Bolcheviks ne changèrent pas ce système, mais graduellement des changements conduisant à la nationalisation furent introduits. Au mois de mars 1918, le commerce privé fut supprimé et un comité central pour chaque industrie fut établi pour rassembler les produits des différentes entreprises. Les prix de vente étaient fixés par décrets, mais l'argent sur lequel on devait prélever les salaires et les dépenses courantes n'était distribué par le Comité central qu'après de longs délais et des demandes répétées.

En juillet, toutes les usines furent nationalisées, transmises aux ouvriers et placées sous la direction de comités centraux qui fonctionnaient d'une manière très despotique.

Tous les propriétaires et directeurs furent chassés; ils ne purent rentrer dans les entreprises, à moins d'être élus. A la moindre opposition ou protestation, les ouvriers étaient jetés en prison et des canons de campagne pointés sur les bâtiments, avec menace de détruire l'usine complètement.

Les salaires et les vivres. — Le salaire minimum d'un travailleur fut fixé à 500 roubles par mois, alors que des ouvriers spécialistes, en petit nombre, touchaient jusqu'à 1.000 roubles par mois.

Cette somme fut fixée à cause de l'insuffisance de la ration officielle. En fait, la ration officielle était ridiculement insuffisante à entretenir l'existence. Jusqu'au mois de septembre 1916, la portion de pain était d'un quart de livre jusqu'à une demi-livre pour les travailleurs et un sixième de livre pour les autres. Le pain était de très mauvaise qualité, rempli de détritus de toutes sortes; il avait la consistance du mastic. Même cette ration n'était obtenue que rarement. Il est vrai que certains produits pouvaient être

procurés clandestinement, par exemple, la farine de seigle pour 10 roubles la livre (équivalent de 6 sh. aujourd'hui), le beurre à 39 roubles la livre, du sucre à 39 roubles la livre, les œufs à 27 roubles la douzaine. De tout cela résulte qu'un salaire de 500 roubles était insuffisant pour faire vivre une famille. En conséquence, les travailleurs essayèrent de s'approvisionner aux environs, où les prix étaient plus bas.

Cette pratique était formellement interdite par le Gouvernement parce qu'elle bouleversait son « œuvre de rationnement ». De fortes mesures furent prises pour l'empêcher. Un train venant d'une région d'approvisionnement était souvent arrêté par une bande de Bolcheviks établis sur un point de la ligne. Ils ouvraient le feu, et toujours des passagers étaient tués. Toutes les provisions étaient confisquées et le malheureux travailleur revenait chez lui ayant perdu sa farine, son argent et deux ou trois journées de travail.

Ces expéditions de chasse aux vivres désorganisèrent toutes les usines; car un tiers des hommes était toujours absent. Si on se rappelle que le prix des vêtements, le loyer et le coût d'autres nécessités de la vie devaient être payés sur les 500 roubles, on comprendra combien les conditions de la vie étaient déplorables. Les étoffes et les vêtements tout faits étaient rationnés aussi, mais il y en avait à peine pour le dixième de la population.

Le résultat de cette lutte entre le Gouvernement et les ouvriers et de l'insuffisance des agents subalternes du Gouvernement est que les usines russes tombent rapidement dans un état de ruine. La production a diminué de 90 % dans certains cas. Comme il n'y a pas d'approvisionnements disponibles de combustibles et de matières premières, ce n'est qu'une question de quelques mois, si les Bolcheviks restent au pouvoir, jusqu'à ce que les usines soient obligées de fermer.

Répression de la démocratie. — Après le congrès de juillet et les démonstrations anti-bolchevistes des socialistes révolutionnaires de gauche, les socialistes non-bolchevistes furent privés de leurs droits politiques; des centaines d'ouvriers socialistes furent jetés en prison, un grand nombre fusillés. En outre, 3.000 travailleurs des dépôts de réparation de tramway de Moscou furent jetés dans la rue, simplement à cause de leur sympathie pour les socialistes révolutionnaires. Le meilleur exemple du pouvoir autocratique, sous lequel vivent les travailleurs, est l'interdiction d'exprimer publiquement, de quelque manière que ce soit, ses opinions. Tous les journaux non-bolchevistes ont été supprimés, y compris même le *Socialiste Indépendant*, dont l'éditeur, Martoff, avait une réputation mondiale dans les milieux socialistes. Toutes les réunions publiques, excepté celles des Bolcheviks, sont interdites; *les Bolcheviks s'intitulent eux-mêmes « le Gouvernement de Paysans et Ouvriers »*. Le crime le plus grave aux yeux des Bolcheviks est l'anti-bolchevisme, et la tâche de découvrir et de punir les délinquants de ce genre est confiée à la Commission extraordinaire. C'est une organisation autocratique qui arrête, interroge, emprisonne et exécute suivant son bon plaisir. Il n'y a ni accusation précise, ni jugement public, ni possibilité d'appel. Il y a maintenant des contremaîtres anglais en prison à Moscou, dont la seule faute était d'avoir été pris dans une certaine rue ou dans un square déterminé à l'heure où les gardes rouges eurent la fantaisie d'y faire une rafle. Les demandes de mise en liberté émanant de la Croix-Rouge et des consuls neutres sont restées sans effet. Le commissaire auquel était confiée cette affaire est absent pour cause de maladie, et rien ne peut être fait jusqu'à son retour.

Les crimes, les pillages dans les rues, etc., sont punis d'une manière rude et prompte. Le coupable est

fusillé sur place et son corps laissé jusqu'à ce que quelqu'un trouve bon de l'enlever.

Pour décrire la vie des prisons, il faudrait la plume de Charles Reade. Mais même en usant de la plus grande réserve et de la plus grande modération, toute description qu'on en ferait paraîtra exagérée et fantaisiste aux lecteurs anglais. Dans des cellules pleines de vermine, mal aérées, des gens affamés et terrorisés sont entassés ensemble, hommes, femmes et jeunes filles (ces dernières comme otages, pour obliger leurs pères ou frères qui se cachent à se rendre).

A 6 heures du soir, les portes sont fermées; personne n'est autorisé à sortir sous aucun prétexte jusqu'au matin, excepté ceux qu'on appelle à 3 heures du matin pour les fusiller.

Les bien portants et les malades (certains atteints du choléra) sont pêle-mêle par terre, ignorant le sort qui leur est réservé et sachant qu'il n'est au pouvoir de personne de les aider. La nourriture consiste en un quart de livre de pain noir et un bol d'eau chaude dans laquelle flottent des morceaux de choux et quelquefois des têtes de poisson. Les délégués de la Croix-Rouge remarquèrent un changement rapide dans l'aspect des prisonniers; ils semblent chaque jour plus hagards, plus maigres et plus désespérés.

II

Rapport fait par M. H... Wladimir

14 octobre 1918.

Nos tissages continuent leur travail dans les conditions les plus désavantageuses, qui ne firent qu'empirer pendant les années 1917 et 1918 à cause de la désorganisation du travail, du manque de matières premières et d'argent (nous devons maintenant 35 millions de roubles à la Banque d'État), et enfin du manque de

nourriture pour les ouvriers. La grande usine de munitions que nous avions construite pendant la guerre a dû être fermée par ordre du Soviet. Enfin la famine et le choléra vinrent; les ouvriers et leurs familles (surtout les enfants) commencèrent à mourir ou à devenir si faibles que leur capacité de travail en fut très diminuée.

Mes codirecteurs et moi-même nous étions impuissants à soulager ou à changer en quoi que ce fût la situation. Le Soviet avait pris en main tout ce qui touchait à la marche de l'entreprise. Il nomma partout des gens tout à fait incapables à remplir leur nouvelle fonction, comme des portiers et des gardiens qui furent appelés à des places exigeant une grande expérience, des connaissances techniques et médicales. Le Soviet se mêla même de l'administration de l'hôpital, où le cuisinier inspectait le travail de nos médecins.

A mesure que les conditions de notre filature devenaient pires et qu'il devenait impossible de poursuivre le travail, on m'accusa de faire du sabotage et d'être un agent de l'Angleterre chargé de paralyser l'industrie dans notre district. Toutes les ventes et les achats de matières premières et de produits étaient faits par l'intermédiaire d'une agence du Soviet, qui employa des personnes malhonnêtes, avec le résultat que nos produits étaient en apparence vendus à différentes organisations, telles que d'autres Soviets, et qu'en réalité, ces produits étaient l'objet de spéculations et de vols; ils furent même vendus quelquefois à de notoires agents allemands et envoyés en Allemagne. Cela était connu des ouvriers, qui en étaient très mécontents. Le manque de vivres occasionné par le monopole d'approvisionnement et de distribution que possédait le Soviet, ce qui supprimait, comme d'habitude, toute ressource, obligea les ouvriers à chercher des vivres dans les districts agricoles du sud et de l'est

de la Russie, Les vivres de ces malheureux, pour sauvegarder le principe du monopole des Soviets, étaient habituellement confisqués par des détachements de réquisition de l'armée rouge, pendant leur retour en chemin de fer. Ces détachements de réquisition de l'armée rouge étaient chargés de supprimer tout commerce privé et toute soi-disant spéculation. Mais étant souvent dénués de toute honnêteté et de tout sentiment du devoir, ils s'appropriaient les vivres pour les revendre souvent aux gens mêmes qu'ils avaient dépouillés. Quelquefois il n'y avait même plus d'argent, les ouvriers ayant dépensé même leurs économies. En outre, le voyage entrepris pour chercher des vivres était long, coûteux et fatigant; d'habitude 50 % du peuple quittaient leurs occupations pendant les journées de salaire, aggravant leur situation et encombrant les chemins de fer. En même temps, les membres du Soviet local étaient vus constamment en état d'ivresse, et évidemment ne manquaient de rien. L'exaspération augmenta jusqu'à ce que les ouvriers, avec beaucoup de paysans du district, vinrent en délégation demander mon aide; mais j'étais impuissant. En outre je devais être prudent, car mes paroles et mes actes pouvaient être mal interprétés par le Soviet, de manière à lui faire penser que je me mêlais de ses attributions. Le fait que le peuple vint me trouver comme auparavant, pour me demander mon aide, inquiéta les autorités du Soviet. Des menaces ouvertes furent faites contre moi; des arrestations d'ouvriers suivirent. C'était au moment de la violation de l'ambassade britannique de Petrograd; après que cette nouvelle nous fut arrivée, des membres du Soviet me conseillèrent de partir. Une réunion s'assembla par ordre des autorités de Moscou en vue de choisir parmi les ouvriers des soldats pour les détachements de réquisition. Les ouvriers répondirent en choisissant les membres

du Soviet local, qui furent violemment critiqués; les actes et l'autorité du Gouvernement des Soviets furent désavoués. Les orateurs furent arrêtés; quand une foule d'ouvriers de plus de 20.000 personnes demanda qu'on les relâchât, la garde de la prison locale, composée de membres de l'armée rouge, ouvrit le feu, tuant et blessant plus de 100 hommes. En outre beaucoup furent gravement blessés dans la panique qui s'ensuivit. Le jour suivant, toutes les usines du district furent fermées, les ouvriers faisant grève pour protester. Je quittai alors le district, ne voulant pas être considéré comme centre d'un mouvement antibolchevik, surtout en ce moment où les autorités des Soviets accusaient les représentants français et anglais d'être la cause des troubles dans tout le pays.

En réalité, ces troubles étaient produits par la conduite hasardeuse, dénuée de scrupules et tout à fait malhonnête des Bolcheviks.

Ma maison, avec tout son contenu : chevaux, voitures, habits, fut confisquée ou « réquisitionnée » par le Soviet local. En outre, tout mon avoir dans l'entreprise, y compris des actions et des avances, fut pris par le Gouvernement central; les bijoux, l'argenterie et les papiers que j'avais fait placer dans le coffre-fort de la Bibliothèque de l'église anglaise, et mes fourrures, qui étaient dans un garde-meuble à Moscou, furent confisqués par le tribunal de Moscou.

Conditions du commerce en Russie Centrale. — Il n'y a pas de statistiques, mais approximativement ce qui suit peut être considéré comme une assez vraisemblable estimation de la situation en octobre 1918.

Industries métallurgiques. — La métallurgie était pratiquement arrivée à un point mort à cause du manque de combustibles et de matières premières;

probablement, pas plus de 40 % des usines de toutes les branches de cette industrie ne continuaient à marcher. Le travail était profondément désorganisé à cause des troubles politiques et économiques et à cause du manque de vivres qui obligeait les ouvriers à quitter leurs occupations pendant de grandes périodes pour chercher à s'approvisionner. Les stocks très faibles de combustibles, cuivre, plomb, etc., qui restaient, s'épuisaient graduellement; il n'y avait aucun espoir de les reconstituer dans un avenir prochain. Au point de vue physique, cette industrie exigeait une grande dépense d'énergie de la part des ouvriers, qui étaient affaiblis par le manque de nourriture.

Industrie textile du lin. — La production fut de 50 % de la normale et peu à peu réduite encore à cause du manque de lin, résultant de la difficulté de transport et à cause du manque de combustible. Les ouvriers souffraient de la faim; ils s'absentaient de leur travail, à la recherche de vivres.

Industrie de la laine. — La production fut diminuée de 60 % à cause du manque de combustible et de laine. Les ouvriers vivaient dans les mêmes conditions que dans toute la Russie Centrale. Pendant l'été, il y eut une interruption de travail de un à trois mois dans toutes les manufactures.

Les districts produisant la laine : Simbirsk, Kazan, Saratoff et Astrakhan, étaient le centre de grands troubles; on ne pouvait y obtenir de laine.

Industrie du coton. — La production diminua de 60 % et cela dans toutes les branches de cette industrie : beaucoup de tissages furent fermés, les stocks de coton furent réquisitionnés et distribués à certains groupes de tissages qui avaient été nationalisés par

le Gouvernement. Peut-être 30 % des tissages ont été fermés. Pendant l'été, tous les tissages ont été fermés de un à trois mois.

Au moment de mon départ, un arrêt de travail d'un mois avait été ordonné pour tous les tissages par le Gouvernement.

Les conditions de travail, comme dans les autres industries, à cause de troubles économiques et du manque de vivres, étaient très instables. Il y avait assez de combustible pour six mois. Les stocks de coton en Russie Centrale étaient, en chiffres ronds, de 1.500.000 pouds ou 24 millions de kilos.

La consommation mensuelle de tous les tissages étant de 1.200.000 pouds, ces stocks devaient suffire pour cinq semaines de travail.

En Asie Centrale, on estimait qu'il y avait les stocks suivants :

3.500.000 pouds de la vieille récolte de 1916-1917 et 2.500.000 de la nouvelle récolte de 1917-1918. Sur le Volga et près de la mer Caspienne, encore 1 million de pouds. Ces stocks étaient toutefois inutilisables, car les districts qu'on vient de nommer étaient pratiquement coupés de la Russie Centrale.

On a calculé que cette année 1918 seulement 30 % de la terre étaient ensemencés de coton en Asie Centrale.

Dans la Russie Centrale, les industries principales sont la transformation de la laine et de la soie dans toutes leurs branches. Pour les matières premières, dont on eut besoin pendant la guerre, 70 % de coton ont été obtenus de l'Asie Centrale et de la Transcaucasie (districts d'Erivan, Kars et Mugan) et 30 % de l'étranger. La soie a été obtenue presque exclusivement de ces districts, excepté une petite quantité du Japon. Quand ces marchés d'approvisionnement

seront fermés à la Russie, les industries textiles devront cesser de travailler. Mais un grand nombre de gens seront privés de travail. La population mahométane de ces districts n'est que trop désireuse de jeter bas le pouvoir des Soviets; elle le ferait immédiatement si elle était sûre d'avoir un fort appui de la part des Gouvernements alliés. Plusieurs soulèvements ont eu lieu dans les territoires de l'émir de Bochara et du kan de Khiva qui, eux-mêmes, sont très inquiets pour la sécurité de leurs trônes, car il existe, dans leurs domaines, un parti qui soutient les Bolcheviks.

Industrie de la soie. — Cette industrie est pratiquement inerte. Tous les approvisionnements en soie de l'Italie, du Japon, de l'Asie Centrale et du Caucase ne peuvent passer la frontière; les stocks sont épuisés.

Industrie du papier. — Cette industrie diminuera beaucoup sans doute; la production des usines n'est que de 60 % de la moyenne.

Industrie du charbon. — Les districts de lignite de Toula, Riazan et Moscou ne produisent que 60 % du débit normal à cause du manque de travailleurs. De fortes tentatives sont faites par les Soviets pour développer la production de ces districts, car les mines du Don ont été coupées de la Russie. Les résultats, jusqu'à présent, n'ont pas été encourageants.

Industrie de la tourbe. — La saison du travail est en général de mai jusqu'en juillet. Les ouvriers qu'on emploie sont des groupes organisés d'ouvriers tourbiers venant du gouvernement de Riazan, et qui, pendant la guerre, étaient complétés par les prisonniers de guerre allemands et autrichiens. Le travail est difficile, il demande une grande dépense de forces. Les

ouvriers, n'ayant pas assez de vivres, ne pouvaient produire la quantité normale.

En outre, beaucoup d'ouvriers ne voulaient pas quitter leurs villages de peur de la famine. En conséquence, la production n'était que de 60 % de la normale. De grands efforts ont été faits par les autorités locales, surtout étant donné encore le fait que les stocks de charbon et de pétrole étaient épuisés, en vue d'accroître la production de cet autre combustible.

Les résultats ont été décevants; ils ne soulagèrent en rien la situation.

Industrie du bois. — Des portions de forêts étaient coupées pour l'usage des chemins de fer et de l'industrie, surtout pour les usines produisant l'énergie, mais le manque d'ouvriers et la désorganisation du trafic empêchèrent qu'un résultat sérieux soit obtenu.

Le manque de combustible obligea de fermer les écoles ou de réduire la période d'instruction.

Agriculture. — Les récoltes ont été partout au-dessus de la moyenne, l'estimation du Gouvernement donnant 120 %.

Beaucoup de terres jusqu'alors en friche ont été labourées à cause des prix élevés des produits alimentaires. Le prix fixé par le Gouvernement étant 20 roubles par poud pour la farine, on la vendait clandestinement de 350 à 400 roubles le poud !

Le prix de la viande était fixé à 40 roubles le poud, mais elle était vendue 400 roubles.

Le sucre a été vendu 25 roubles le poud. Dans ces conditions, les paysans gagnaient beaucoup d'argent ; par exemple une déciatine de terre produit en moyenne, dans la Russie Centrale, 200 pouds de pommes de terre, dont le prix moyen est de 40 roubles par poud, ce qui donne 8.000 roubles par déciatine. La propriété moyenne est actuellement de 6 déciatines; la somme

gagnée en moyenne serait probablement de 40.000 à 50.000 roubles par an. Ces prix peuvent conduire le paysan à cultiver la terre qui auparavant était en friche. Cela peut même causer une réelle et permanente amélioration dans les méthodes de culture des terres, qui étaient auparavant des plus primitives. Les paysans demandent et achètent maintenant de bons instruments agricoles.

État des transports. — Les transports par chemin de fer et par mer ont continué d'être désorganisés; mais, comme les chemins de fer avaient des organisations plus ou moins autonomes et indépendantes du Soviet central, leur condition n'était pas aussi mauvaise que celle des autres branches industrielles. Cependant, il y avait un manque de combustible. Celui-ci consistait principalement en bois et en huile à machine. Il y avait une énorme quantité de locomotives et de wagons détériorés et attendant les réparations. Le service de tramways à Moscou et à Petrograd était réduit à un quart du service normal par suite du manque de combustible. Les automobiles, par contre, étaient employées sans restriction, surtout par les membres des nombreux Soviets et leurs différentes organisations. Il a été dit que le stock d'essence à Moscou était à peu près de 50.000 pouds. La navigation fluviale sur le Volga était pratiquement suspendue pendant l'été, le fleuve étant dans la zone de guerre, ce qui encombrait énormément les transports de chemin de fer déjà fortement surchargés.

Législation récente. — Toutes les terres, bâtiments, machines, etc., ont été maintenant nationalisés, sans qu'aucune compensation fût accordée à leur propriétaire; le résultat en fut la disparition de toute entreprise privée. L'argent étant caché dans des proportions énormes, son absence a été suppléée aussi rapide-

ment que possible par des imprimeries du Soviet; des imprimeries privées étaient aussi employées à cet usage. On estime que la somme des billets en circulation monte actuellement à 30 milliards de roubles, ce qui représente à peu près cent fois la réserve actuelle en or.

Une grande quantité de fausse monnaie a aussi été imprimée et a été mise en circulation, spécialement les coupures de 20 et 40 roubles; tout commerce privé est repris par le Gouvernement et tous les stocks ont été confisqués; tous les objets en or dépassant un certain poids sont confisqués, avec ce résultat que ceux-ci ont disparu, étant cachés par leur propriétaire. La méthode d'enseignement est complètement changée. Toute instruction religieuse a été abolie; à sa place, une sorte d'enseignement socialiste gouvernemental est établi. Les paysans, refusant, maintenant, d'envoyer leurs enfants aux écoles gouvernementales, les laissent sans instruction.

Les vêtements, tels que les paletots d'hiver, sont confisqués au bénéfice de la Garde rouge. Personne n'est supposé avoir plus d'un habit, deux rechanges de linge et deux paires de souliers. Toute quantité au-dessus est réquisitionnée pour les soi-disant besoins de l'État. Tout ameublement est nationalisé.

Conditions politiques. — Dans tous les districts occupés ou administrés par le Gouvernement des Soviets, 90 % de la population sont contre ces administrations; probablement pas plus de 5 % les soutiennent activement. Ces 5 % consistent surtout en réfugiés politiques rentrés en Russie, la plupart n'étant pas Russes de race, membres de nombreux comités, commissariats et départements du gouvernement, ou conscrits de l'armée rouge qui reçoivent de très hautes paies, et en un certain nombre de fanatiques, la plupart

jeunes, des deux sexes. Ces derniers 5 % soutiennent les Soviets, simplement parce que leur vie dépend de ceux-ci.

Il y en a aussi parmi eux un certain nombre qui travaillent pour connaître les organisations. Cet élément peut donner une aide appréciable au cas d'une contre-révolution. Le sentiment est très monté parmi les paysans et la population ouvrière, mais ces gens sont tellement terrifiés, et en ce qui concerne la population urbaine, tellement affaiblis physiquement, qu'il faut exclure pour eux la possibilité d'une révolte contre le pouvoir actuel. En ce qui concerne la forme de gouvernement désirée par le peuple, la majorité, surtout parmi les paysans, désire la monarchie.

Par des enquêtes soigneusement conduites parmi les paysans et la population ouvrière, j'ai trouvé que 90 % sont de cette opinion.

III

Rapport de M. G..., qui quitta Petrograd en novembre 1918

Quand nous comparons les buts de la politique générale des Bolcheviks à la situation actuelle dans les grandes villes comme Petrograd et Moscou au moment où je l'ai quittée, cela pouvait se résumer en un seul mot : famine. En ce qui concerne Petrograd, sa population maintenant est descendue à 908.000, tandis qu'en 1916 elle était estimée de 2.500.000 à 2.600.000. Deux tiers de la population ont pu fuir vers d'autres parties du pays; le restant est réduit à la famine; les prix des aliments en subissent une hausse de telle envergure que tout l'indispensable est au-dessus de la portée de l'acheteur. Le taux de nourriture alloué en ration est en lui-même absolu-

ment insuffisant pour entretenir la vie, et encore, il est difficilement obtenu avec régularité; quelquefois le pain n'est pas reçu pendant deux jours consécutivement. De plus, il ne doit pas être oublié que la population est divisée en quatre classes; celle des intellectuels et des capitalistes est rangée dans les 3e et 4e catégories, recevant trois ou quatre fois moins que le travailleur et d'autres classes qui sont dans la 1re catégorie, la catégorie respectable. Même le travailleur, qui reçoit quatre fois plus que les autres, ne peut pas vivre de sa ration; il doit acheter le pain et d'autres choses nécessaires en sous-main, la vente ouverte en étant prohibée.

Pour donner un exemple, je veux dire seulement qu'un œuf coûtait, à mon départ, 6 roubles; une bouteille de lait, 6 ou 7 roubles; une livre de pain, 14 à 17 roubles. La classe la mieux nourrie est l'armée rouge et les officiers bolcheviks.

La presse étrangère, autant que je le sache, publia quelques détails au sujet des massacres de septembre à Petrograd, lorsque plus de 1.000 hommes furent fusillés à Cronstadt et à la forteresse Pierre-et-Paul, indistinctement, sans aucun jugement et même sans un simulacre de cour martiale; fusillés ou noyés, comme ce fut le cas du Père Ornatski, le prêtre bien connu de la cathédrale de Kazan à Petrograd, qui a été noyé avec ses deux jeunes fils, qui étaient officiers, et avec beaucoup d'autres.

Quoique le nombre des personnes fusillées dans les grandes villes ait décru pendant les derniers mois, — cela est dû à la répugnance de Lénine pour la terreur rouge, — on continua dans les provinces, où les prêtres, propriétaires terriens, médecins, riches marchands, juristes, sont indistinctement fusillés de sang-froid, sans aucun jugement et sans aucune autre raison que le prétexte général qu'ils sont contre-révolution-

naires. Les arrestations et perquisitions à domicile continuent comme auparavant. Il y a quelques milliers d'hommes et femmes affamés dans les prisons de Petrograd : professeurs d'Université, éminents jurisconsultes, prêtres, généraux, officiers, femmes du monde, banquiers, etc. Il y a des villes et des districts où tous les prêtres, devant porter leurs cheveux longs, suivant la coutume religieuse, sont maintenant forcés de les avoir coupés courts. Dans d'autres villes, les églises ont été profanées, les évêques arrêtés ou fusillés. Une mesure spéciale, dans le but de compléter l'humiliation de la bourgeoisie, est le travail forcé obligatoire auquel tous les hommes et femmes de la bourgeoisie sont astreints. Il consiste dans l'emploi, pour les hommes de vingt à soixante ans, à toutes sortes d'ouvrages : déchargement de charbon, nettoyage des water-closets dans les casernes; on leur faisait creuser des tombes dans les cimetières, transporter des malades atteints du choléra, etc., et pour les femmes, la contrainte de laver le linge sale dans les casernes et d'autres travaux semblables pendant un mois.

Le cas de femmes de santé délicate et d'hommes âgés, morts de maladies graves, après une semaine ou deux d'un tel labeur, exécuté d'habitude dans les conditions les plus humiliantes, n'est pas rare.

Dans les conditions que j'ai fait ressortir plus haut, il n'est pas étonnant que le mécontentement grandisse ; on doit dire qu'il grandit dans toutes les classes de la population. Il est évident que l'attitude des classes intellectuelles contre le bolchevisme est celle de la haine impuissante. La nouvelle propagée par les agents bolcheviks, disant que les classes intellectuelles et bourgeoises se sont ralliées aux Bolcheviks, est un mensonge délibéré. Il est vrai que des milliers, sur des milliers, de ces gens ont été conduits à travailler sous les Bolcheviks, à accepter quelque situa-

tion salariée du Gouvernement, mais en ce qui concerne les classes ouvrières, on doit se rappeler que l'ouvrier d'usine a pratiquement disparu.

Le bolchevisme a ruiné l'industrie russe.

La grande majorité des grandes manufactures, ateliers et filatures ne font plus de travail, depuis un grand nombre de mois, par manque de matières premières. Les travailleurs ont reçu le salaire complet pendant quelque temps, mais ensuite ils ont à choisir ou bien de retourner à leur village, ou bien de s'inscrire dans l'armée rouge et, dans la plupart des cas, ils choisissent ce dernier parti. Le petit artisan meurt de faim, ce qui explique son attitude anti-bolchevique. Il reste le paysan, vivant au loin dans son village, riche de papier-monnaie et de blé, qu'il ne veut pas donner à emporter. Mais les Bolcheviks envoient des expéditions armées, pour voler les céréales dont ils ont besoin pour nourrir l'armée rouge. L'assassinat de paysans, fusillés chaque jour par les Gardes rouges venant réclamer le pain, est un fait quotidien. Des révoltes ont surgi, et presque partout elles ont été réprimées dans le sang. Quand nous nous demandons quelles sont les classes qui soutiennent les Bolcheviks, la réponse est qu'elles se composent de gens qui sont nourris et payés par les Bolcheviks : l'armée rouge et la non moins nombreuse armée des fonctionnaires payés. Ils sont tous payés davantage et mieux nourris que la population au milieu de laquelle ils vivent, dont les conditions présentes de nourriture sont si déplorables qu'il n'est pas étonnant de la voir se rallier aux Bolcheviks. L'armée rouge et la nombreuse armée de différents commissaires ont aussi des opportunités illimitées de piller la pacifique population. Elles en profitent dans une mesure qui, dans les petites villes provinciales, est simplement terrifiante et qui réunit autour des Bolcheviks les plus basses classes de la

population. D'autre part, on ne doit pas oublier que le bolchevisme a pendant beaucoup d'années fait des recrues parmi les jeunes ouvriers des grandes usines, qui, comme il est établi plus haut, se sont engagés dans l'armée rouge et forment le noyau socialiste de l'État. Tous les partis politiques sont déclarés être hors la loi comme contre-révolutionnaires, et les vieux partis socialistes, s'ils essaient de faire une opposition publique à la tyrannie bolchevique, ne se trouvent pas mieux traités que les partis libéraux. Surtout le parti socialiste révolutionnaire est sujet à la plus violente et la plus sanglante persécution. Dans ces conditions, peut-on s'étonner que l'opinion publique, terrorisée par l'emprisonnement et les exécutions innombrables, reste muette? Il ne doit pas être oublié que les Bolcheviks ont formé des petits comités de ceux que l'on nomme les « plus pauvres paysans », dans chaque village, qui sont armés de fusils, souvent de mitrailleuses, et qui, représentant le prolétariat, ont à exercer la dictature du peuple sur la « bourgeoisie » du village qui forme la majorité des paysans. Le paysan aisé est ainsi complètement exclu de toute vie publique; il est tenu dans la terreur par ces comités, qui dans beaucoup de cas sont composés des pires éléments du village, c'est-à-dire ivrognes, repris de justice, etc. Ensuite, il ne fait pas de doute que le peuple russe est épuisé par la guerre et la révolution, que l'amour de la paix, qui était toujours un trait permanent de son caractère national, a été augmenté et qu'il s'est développé pour donner lieu à une attitude de souffrance muette. Le lecteur impartial de la presse bolchevique — et l'on doit prendre en considération qu'il n'existe aucune presse à l'exception de la presse officielle maintenant en Russie — peut lire dans les journaux officiels, chaque jour, des articles et informations au sujet de révoltes locales qui arrivent journellement

dans des endroits variés du pays, surtout dans des villages où les paysans se sont soulevés d'une manière tout à fait inorganisée contre le pouvoir du Soviet.

Dans la deuxième moitié de novembre, de telles révoltes ont eu lieu dans presque tous les districts du gouvernement de Moscou, où elles étaient réprimées sans merci par l'armée rouge, composée en nombre considérable de Chinois et de Lettons. En ce qui concerne la distribution de vivres, il est admis même par les Bolcheviks que dans aucun département du gouvernement, il n'y a eu tant de corruptions que parmi les innombrables fonctionnaires qui contrôlent l'administration de l'alimentation. L'organisation de la distribution de vivres est évidemment surtout influencée par le fait qu'il n'y avait presque aucun aliment à distribuer. L'industrie russe est morte actuellement; l'ouvrier d'usine russe a cessé d'exister pour le moment. C'est un trait extrêmement curieux de la révolution russe, qu'un mouvement, qui s'est proclamé lui-même comme social et démocratique, s'est achevé en premier lieu par la destruction totale de ce groupe social sur lequel une organisation démocratique sociale est surtout fondée : la classe des ouvriers d'usines.

Toutes les industries, toutes celles d'importance, avec l'exception de celles qui sont encore engagées au travail de munitions, sont arrêtées, et l'ouvrier d'usine ou bien a dû retourner au village avec lequel il n'a plus d'attaches communes, ou s'engager dans l'armée rouge.

La plus jeune génération d'ouvriers, hommes de dix-neuf à vingt-six ans, a choisi la seconde alternative. Ce sont eux qui forment le noyau de l'armée rouge. Parler du succès croissant des entreprises industrielles des Soviets est une absolue méprise. Il sera suffisant, pour réfuter cette observation, de citer

l'exemple des plus importantes industries et entreprises à Petrograd, Moscou et Nijni, où les usines qui engageaient beaucoup de milliers d'hommes, en occupent maintenant peu de centaines.

En ce qui concerne Petrograd, le nombre d'exécutions est évalué couramment à 1.300, quoique les Bolcheviks admettent seulement 500, mais alors ils ne tiennent pas compte de beaucoup de centaines d'officiers, d'anciens domestiques et de particuliers, qui étaient fusillés à Cronstadt et à la forteresse de Pierre-et-Paul à Petrograd, sans aucun ordre spécial des autorités centrales, par la volonté du Soviet local; 400 ont été fusillés une nuit à Cronstadt seulement. Trois grandes fosses ont été creusées dans la cour, les 400 personnes placées devant elle, puis elles ont été fusillées l'une après l'autre.

La Commission extraordinaire de Petrograd a eu. à l'ordre du jour d'une de ses réunions, la question de l'application de la torture. Il est connu de tout le monde que l'infortuné étudiant juif qui tua Britozski a été torturé trois ou quatre fois avant son exécution.

Les usines Oboukhoff ont été dans leur majorité les soutiens du parti social révolutionnaire ou d'autres organisations socialistes modérées. Elles convoquèrent une réunion d'ouvriers à laquelle, à une écrasante majorité, une résolution a été votée, insistant pour que les Bolcheviks mettent fin à la guerre civile et qu'ils reconstituent le Gouvernement sur des bases qui admettront la participation de tous les partis politiques socialistes.

Les Bolcheviks ont répondu par un « lock-out » général des ouvriers et la fermeture des usines Oboukhoff.

La population est partout divisée en quatre classes pour le rationnement, les classes moyennes et « parasites » étant dans les 3e et 4e divisions et ayant un

quart ou un huitième de la ration accordée aux ouvriers et aux bureaucrates, mais même ces rations restaient le plus souvent sur le papier, car il n'y avait pas assez d'aliments à leur donner.

IV

RAPPORT
DU COLONEL KIMENS, VICE-CONSUL BRITANNIQUE EN ACTIVITÉ A PETROGRAD

12 novembre 1918.

Il n'y a pas eu d'arrestation de sujets britanniques durant les quelques dernières semaines, mais ils sont exposés à des vexations continuelles, aux mauvais traitements, aux privations ; ils ont souffert de lourdes pertes financières.

Pratiquement, on ne fait plus de différence maintenant entre les Russes et les étrangers ; ils ont à faire du travail forcé, les appartements sont réquisitionnés et les occupants obligés de les quitter sur un préavis de quelques jours ; le mobilier ne peut être emporté ; il est déclaré propriété nationale et les vêtements et provisions au-dessus d'un faible minimum sont confisqués.

L'état des affaires en Russie devient de jour en jour plus critique. Le règne de la terreur prend des proportions qui semblent tout à fait impossibles et sont incompatibles avec toute idée d'humanité et de civilisation.

Le Gouvernement, à proprement parler, a cessé d'exister en Russie. Le seul travail fait par les autorités du Soviet est l'incitation à la haine des classes, les réquisitions et confiscations de la propriété, la destruction absolument de toute chose et la propagande mondiale du bolchevisme.

Toute liberté de paroles et d'actions a été supprimée. Le pays est gouverné par une autocratie qui est infiniment pire que celle de l'ancien régime; la justice n'existe pas, et tout acte d'une personne n'appartenant pas au « prolétariat » est interprété comme contre-révolutionnaire et puni d'emprisonnement, et dans beaucoup de cas, d'exécution, sans donner à l'infortunée victime une chance de se défendre elle-même devant un tribunal, car les sentences sont rendues sans jugement. Toute la législation du pays est faite par des décrets, publiés par les autorités centrales du Soviet à Moscou et par la commune du nord de Petrograd; elle est supposée être en vigueur partout, mais en réalité, elle n'existe que sur le papier. Les autorités locales obéissent aux ordres seulement s'ils peuvent en tirer un profit personnel et ignorent tous les autres.

Le chaos est allé si loin que les autorités centrales ne sont plus obéies. Comme résultat, chaque province est devenue un État dans l'État.

L'anarchie se glisse partout : les villages se soulèvent contre les villages, paysans contre paysans. Le pays entre dans une ère de guerre intérieure; si cet état de choses devait continuer, seuls les mieux adaptés pourront survivre.

La raison apparente de cet état de choses est l'expropriation de la propriété rurale et l'abolition consécutive de toute autre propriété. C'est la racine de tout le mal qui a mis la Russie dans la situation actuelle. Le premier pas fait dans cette direction a été l'expropriation des terres appartenant aux paysans, suivie de la nationalisation des propriétés urbaines et des maisons.

En décembre 1917, les banques furent saisies, et bientôt après commença la nationalisation des entreprises et des usines. Maintenant tous les effets sont

confisqués : les gens sont autorisés à avoir seulement une petite quantité de vêtements.

La nationalisation du commerce qui a maintenant été décrétée sera la dernière atteinte mortelle à la vie; la force productrice de la Russie approchera de sa fin. Cette politique des autorités du Soviet peut être facilement expliquée, elle est tout à fait logique à leur point de vue. Leur seul but est de renverser l'ordre existant des choses et le capitalisme, d'abord en Russie et ensuite dans tous les autres pays; pour atteindre cette fin, toutes les méthodes sont admissibles, tant que les masses resteront satisfaites.

L'expropriation de la terre fut cause d'une grande diminution des récoltes; la nationalisation des usines amena l'industrie à un arrêt complet; la mainmise sur les banques supprima la circulation monétaire; la nationalisation du commerce ferma complètement cette branche de la vie économique du pays, de sorte qu'on ne produit plus rien. Le système de confiscation va de plus en plus être appliqué, car le mécontentement des masses ne peut être toléré et la popularité des autorités doit être soutenue. Il est évident que les gouvernants actuels de la Russie se rendent compte que cet état de choses ne peut continuer indéfiniment et qu'il est impossible de gouverner un pays seulement au moyen de la confiscation et d'une émission sans cesse accrue de papier-monnaie, qui se chiffre actuellement par 3 milliards de roubles (1). L'intention du Gouvernement est de gouverner selon ces méthodes le plus longtemps possible, puis de les continuer dans les pays voisins; comme il existe de fortes tendances bolchevistes en Pologne, en Ukraine, dans les provinces baltiques et en Finlande, le danger est très grand en vérité que le bolchevisme ne s'étende

(1) Par mois.

à ces pays. En ce cas, il sera impossible d'arrêter ce mouvement, qui présente un danger pour la civilisation du monde entier.

N° 12

M. Lindley à M. Balfour.
(Reçu le 28 novembre.)

(Télégramme.) Arkhangel, le 27 novembre 1918.

Je me permets de vous présenter les considérations suivantes :

Il n'y a rien de neuf dans les idées bolcheviques sur la société. Elles furent exprimées vers 1860 par un certain Bakounine, considéré en général comme anarchiste. Une exacte description peut en être trouvée dans le deuxième volume de l'édition de 1905 de Sir W. Wallace intitulée *Russie*, page 319. Le livre écrit par Lénine ne peut rien ajouter d'essentiel à cette description. Il semble clair qu'aucun Gouvernement établi sur les bases actuelles ne peut avoir de rapports en toute sécurité avec un groupe de personnes dont le but est de bouleverser les intérêts des Gouvernements, surtout de ceux dont la solide base démocratique fait la force, ni avec des gens qui ont démontré qu'ils ne veulent être gênés par aucun accord conclu par eux. Le récent emprisonnement de l'ambassadeur de Perse à Moscou, sous prétexte que certains brigands du Turkestan ont été très justement mis en prison par le Gouvernement de Perse, est un exemple des difficultés que tout gouvernement doit être prêt à rencontrer à tout instant, dans ses démêlés avec les Bolcheviks.

La principale raison pour laquelle les Bolcheviks

ont si longtemps subsisté est leur émission illimitée du papier-monnaie; j'ose attirer tout spécialement votre attention sur ce côté du problème. Ce papier-monnaie leur permet non seulement de faire les paiements en Russie, mais de se faire un crédit à l'étranger : ce qui servira à produire le chaos dans toutes les autres contrées civilisées.

C'est la première fois dans l'histoire qu'une société anarchique dispose de ressources illimitées. Je suis absolument convaincu qu'on n'a rien à gagner en ayant affaire aux Bolcheviks.

Ils se sont montrés à maintes reprises dénués de tous scrupules. S'il ne nous convient pas d'en débarrasser le monde par la force, la seule alternative qui laisse intact notre amour-propre est de les traiter comme des parias.

N° 13

Sir C. Eliot à M. Balfour.

(Reçu le 30 novembre.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 29 novembre 1918.

Des télégrammes du vice-consul d'Ekaterinbourg déclarent que les fonctionnaires arrivent maintenant à la conclusion que l'Impératrice et ses enfants ont été massacrés dans ou près d'Ekaterinbourg, en même temps que l'Empereur. Le reste des témoignages ne paraît pas convaincant, mais les dates peuvent avoir de l'importance. L'Empereur a été assassiné dans la nuit du 16 juillet, et le grand-duc Serge, avec les princes mentionnés dans le télégramme du 4 novembre (1), furent assassinés à Alapaevsk le 18 juillet;

---

(1) Voir n° 9.

on peut en conclure que les assassins sont allés d'Ekaterinbourg à Alapaevsk. A Alapaevsk c'était clairement leur intention d'exterminer la famille impériale, et il est à craindre qu'ils étaient poussés par le même motif qu'à Ekaterinbourg. A Tobolsk, les victimes furent emmenées à quelque distance de la ville et jetées dans un puits. Il est à supposer que quelque chose d'analogue a été fait à Ekaterinbourg; il est possible que l'Impératrice et ses enfants furent emmenés à quelques milles par voie ferrée, ce qui répondrait à l'idée faite de leur départ ailleurs.

N° 14

Lord Kilmarnock à M. Balfour.

(Reçu le 6 décembre.)

Copenhague, le 27 novembre 1918.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que M. D..., directeur d'une compagnie industrielle (fabrique de chaussures) de Petrograd, qui a, sous sa direction, 4.000 ouvriers russes, et qui connaît bien leurs idées, vint à la légation de Sa Majesté; il affirma que la situation à Petrograd était la suivante :

Suivant son opinion, quelque 90 % de la Garde rouge sont démoralisés et déserteraient dès qu'une force bien organisée apparaîtrait, pourvu qu'elle fût suffisamment approvisionnée en vivres.

La Garde se compose surtout d'hommes qui sont devenus soldats pour échapper à la famine; il n'y a aucun enthousiasme révolutionnaire parmi eux. A son départ de Petrograd, le 16 courant, la situation s'était légèrement améliorée, quoique les morts par inanition continuaient à se produire d'une façon constante, spé-

cialement parmi les intellectuels et parmi les gens placés dans les catégories les moins favorisées. L'amélioration est due aux plus grands arrivages de pommes de terre et de légumes venant de la campagne.

La farine manquait encore beaucoup; seuls les soldats et les ouvriers pouvaient avoir du pain. Les chevaux étaient abattus, en partie pour en débiter la viande, en partie parce qu'il n'y avait pas de fourrage pour les nourrir. Les difficultés de transports dans Petrograd empiraient; il était presque impossible de transporter les petites quantités de farine de seigle et les pommes de terre qui arrivaient aux gares de la capitale.

Le prix d'une voiture, qui était d'habitude de 60 kopeks, était maintenant de 100 roubles; et M. D..., qui payait d'habitude 10 roubles pour le transport d'une charge de bois à son usine, devait maintenant le payer 300 roubles. Il y avait à peine de l'essence pour les automobiles. La ville était encore éclairée, mais le manque de combustible est devenu très aigu. L'usine de M. D... n'a pas été nationalisée et grâce aux stocks de matières premières accumulées, les ouvriers, au nombre de 4.000 à peu près, étaient encore capables de produire près de 7.000 paires de chaussures par jour. Cependant très peu d'autres établissements travaillaient encore faute de matières premières. Le pouvoir des Bolcheviks a beaucoup diminué depuis six mois; les paysans des villages environnant Petrograd leur étaient hostiles, surtout parce que les soldats réquisitionnaient leurs approvisionnements. Cependant une petite force serait suffisante pour jeter à bas le pouvoir bolchevik; mais cela prendrait longtemps pour établir de l'ordre dans le pays, car les autorités ont disparu ou ont été tuées, et le peuple a perdu l'habitude de l'obéissance. Des hommes étaient fusillés chaque jour; la terreur politique continuait.

La Garde rouge a envoyé une note au Conseil des ouvriers de l'usine de M. D..., note qui lui a été montrée confidentiellement par un ouvrier fidèle. Elle était rédigée comme il suit : « S'il y a quelqu'un d'indésirable dans l'administration de l'usine, soyez assez obligeants pour nous prévenir. » Et peu après deux de ses secrétaires étaient arrêtés et emprisonnés. Plus tard ils furent mis en liberté, mais l'un d'eux, en tout cas, ne se remettra pas des privations qu'il a endurées en prison.

Trois frères nommés Stolyrow, qui avaient une fabrique dans le voisinage, ont été dénoncés parce qu'ils étaient durs avec leurs ouvriers; ils furent fusillés.

Zinovieff (Apfelbaum) était toujours le chef suprême de Petrograd, et exerçait toujours un règne brutal de terreur.

M. D... pensait que les Bolcheviks ne projetaient pas une attaque sur la Finlande, ayant peur de l'armée finlandaise, mais une attaque sur les provinces baltiques était probable, comme les Bolcheviks désiraient se ravitailler, et espéraient trouver des réserves de pommes de terre, céréales, etc., en Esthonie et Lithuanie.

J'ai...

KILMARNOCK.

N° 15

Mémoires sur les conditions de la vie à Moscou par un sujet britannique qui quitta Moscou le 1er décembre 1918.

Les conditions économiques et sociales de Moscou sont dans un état chaotique. Toute industrie, tout commerce, excepté le commerce clandestin, qui est

toujours encore fait par les juifs, est paralysé. Les magasins, même les plus petits, sont ou bien fermés ou sur le point de l'être, et toutes les maisons de commerce également. Par suite du manque de combustible l'encombrement des personnes dans les maisons qui pouvaient être chauffées, devenait de plus en plus grand. On réduisit mes cinq chambres à une; l'on me menaça d'une réduction plus grande encore.

Rien ne s'obtenait, en théorie, autrement qu'au moyen d'une carte, et encore bien peu de chose par ce moyen. Les habits, les souliers pratiquement étaient impossibles à obtenir, même les galoches si nécessaires en Russie, pouvaient à peine se trouver. Les vivres pouvaient encore être trouvés sans carte, mais à des prix fabuleux, et chaque jour ils devenaient plus rares.

Le lait coûtait 5 roubles (1) le verre, le sucre 50 roubles la livre, le beurre 80 roubles la livre, le thé 125 roubles la livre, le café 100 roubles la livre, la farine noire de seigle ou de sarrazin 10 roubles la livre. Tout cela n'est pas dû au seul manque de ces produits. Au contraire il y a de tout cela (à l'exception peut-être du café) dans le pays, mais c'est parce que les Bolcheviks ne laissent pas arriver ces produits à Moscou. Ils ont divisé le peuple en quatre catégories, et les deux plus basses seulement, formées d'ouvriers et des employés du Soviet, peuvent obtenir assez de nourriture pour vivre, les deux autres catégories sont destinées à mourir de faim. Les différents services centraux, comme celui du sucre, du thé, des produits textiles, étaient dans un état de chaos irrémédiable et désespéré. Ils étaient pleins d'employés qui n'avaient rien ou peu de chose à faire, peu chauffés, avec de longues files de gens qui attendaient au dehors sans

(1) Valeur du rouble (parité) : 2f 66.

pouvoir obtenir les renseignements, etc., qu'ils désiraient. La stabilité des Soviets ne me paraît pas très grande. Ils dépendent surtout des bataillons lettons bien payés. Certainement la masse des ouvriers et des paysans n'est pas de leur côté. Beaucoup de gens qui travaillent pour le Soviet le font pour ne pas mourir de faim.

On a estimé l'armée rouge à 200.000 hommes en état de combattre. Beaucoup plus étaient en cours d'instruction, mais on avait si peu de confiance en eux, qu'on ne leur confiait pas d'armes.

Les réunions d'ouvriers discutant l'ordre de mobilisation, décidèrent d'obéir, car c'était la manière la plus simple d'obtenir des vivres et des vêtements, mais ils refusèrent de combattre.

On rencontre de grandes difficultés à décider les régiments à quitter Moscou pour le front; dans plusieurs cas, les trains destinés à emmener ces troupes étaient retardés de plusieurs jours. Ce n'était qu'au moyen de grosses sommes d'argent que l'on décidait les soldats, le cas échéant, à quitter la ville. On m'a dit qu'il n'y avait pas de canons pour le front de Pskoff, qu'ils étaient tous envoyés au sud. Il n'y a pas de vraie famine en Russie; au contraire, il y a d'énormes stocks de provisions qui suffiraient pour le reste de l'Europe. Mais il y a un vrai manque de vêtements et d'instruments agricoles. En dehors de Moscou et de Petrograd, et peut-être encore de quelques centres, les vivres pouvaient être achetés à des prix relativement modérés, et en échange de produits textiles, à des prix très bas. C'est la désorganisation des transports ainsi que le manque de matériel nécessaire aux paysans, en même temps que les décrets bolcheviks, qui ont amené le manque de vivres actuel dans quelques localités. Je ne connais pas le sens des termes de *Terreur rouge* et de *Terreur froide*. Tout ce que je

peux dire, c'est que le nombre des personnes qui ont été froidement mises à mort à Moscou est énorme.

Beaucoup de milliers ont été fusillés, mais depuis peu les condamnés à mort étaient pendus, et cela de la manière la plus brutale.

Ils étaient conduits hors de la prison, en fournée, de bonne heure, menés vers une place aux environs de la ville; déshabillés jusqu'à leur chemise et puis pendus l'un après l'autre, étant attachés par une corde, avec les pieds à quelques pouces du sol; on les laissait mourir dans cette position. Ce travail était accompli par les soldats mongols. Fusiller était trop bruyant et pas assez sûr. Des hommes se sont sauvés en rampant après une salve; d'autres ont été enterrés vivants.

J'appris à Stockholm, d'un représentant du Gouvernement esthonien, que 150 officiers russes faits prisonniers à Pskoff par les gardes rouges, ont été mis entre les mains des soldats mongols qui les ont sciés en morceaux.

N° 16

M. Alston à M. Balfour.

(Reçu le 4 janvier.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 2 janvier 1919.

J'ai obtenu les informations suivantes qui peuvent être considérées comme authentiques, en ce qui concerne la situation à Moscou, en partie de la presse de Vladivostok, en partie des personnes ayant des relations à Moscou.

A l'exception des Bolcheviks, toute la population

est terrorisée au point d'être devenue presque paralysée physiquement et abrutie.

De faibles approvisionnements, même en aliments les plus ordinaires, ne peuvent être obtenus que quand la surveillance des gardes rouges faiblit; les trois quarts de la population meurent lentement de faim. Au détriment des pauvres, les accapareurs entrevoient la chance de tirer de grands profits. Durant toutes les heures du jour, de longues queues attendent pour obtenir une demi-livre de thé, des pommes de terre ou un peu de poisson. Le thé coûte n'importe quel prix, jusqu'à 100 roubles la livre; le pain noir, grossier, de 15 à 20 roubles la livre, suivant le quartier de la ville; le sucre 50 roubles la livre, quand on peut en obtenir. Les habits usés se vendent à n'importe quel prix, jusqu'à 2.000 roubles; une paire de souliers 800 roubles.

La viande de cheval est la principale ressource de la population actuellement, mais les approvisionnements mêmes de cet aliment diminuent rapidement.

Cinq cents otages furent menés à Cronstadt en vue de représailles; ils ont été soumis à d'effroyables tortures, peu de temps après la tentative d'assassinat de Lénine. Souvent les gens préfèrent mourir de faim plutôt que de risquer d'être torturés par les *Houligans* (apaches) chinois et lettons, qui font le service dans les rues; ils se réfugient dans leurs caves où ils sont paralysés de froid.

Pour éviter d'être exterminés, les intellectuels, en grand nombre, se sont mis au service des Bolcheviks. Leurs salaires sont insignifiants même si on les compare à ceux des ribaudes qui suivent les garnisons bolcheviques, qui du moins sont régulièrement nourries.

Tous les officiers ont reçu l'ordre, en juillet, de venir à l'École d'Alexandre pour y être enregistrés. Il s'en présenta 20.000, qui furent enfermés pendant trois

jours, sans air ni vivres et sans pouvoir dormir. Beaucoup devinrent fous; et la garde lettonne et chinoise perça impitoyablement de ses baïonnettes ceux qui essayaient de s'échapper, quand enfin ils furent relâchés.

Les voisins de la prison Boutirsky quittèrent leurs demeures à cause des nombreuses exécutions d'intellectuels « contre-révolutionnaires ». Chaque jour, la fièvre typhoïde et la tuberculose augmentent, les simples particuliers ne peuvent obtenir de médicaments même aux prix les plus scandaleux. Les enfants ont été nationalisés; ils deviennent la propriété de l'État à partir de dix-huit ans.

Comme Petrograd a cessé d'être le quartier général des Bolcheviks, la situation militaire y est meilleure. Néanmoins, après le meurtre d'Uritsky, le commissaire bolchevik, la ville fut pour ainsi dire couverte de sang. Comme il y a encore moins de vivres qu'à Moscou, la liste des morts de maladies est beaucoup plus grande. Cela est aussi dû au fait que, sans être enterrés, les cadavres de chevaux, de chiens et d'hommes sont partout étendus dans les rues. Le choléra fit beaucoup de victimes en été, car tous les canaux sont salis par des cadavres d'hommes et d'animaux en putréfaction. Les choses vont mieux du côté de Viborg, mais si les Bolcheviks obtiennent des vivres pour eux, ils prennent soin que rien ne passe de la Finlande aux mains de la « bourgeoisie ». On peut considérer que toute la population de Petrograd est folle ou affamée et, différant en cela avec la population de Moscou qui a moins souffert, elle ne peut se rendre compte de la portée que présente la possibilité d'extermination totale des intellectuels.

Pour rendre disponibles les vivres et pour s'en approprier, les Bolcheviks seront finalement obligés d'exterminer la plus grande partie de la population.

Dans n'importe quelle grande ville comme Petrograd, Moscou ou Koursk, un horrible massacre peut arriver d'un moment à l'autre.

N° 17

M. Alston à M. Balfour.

(Reçu le 4 janvier.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 3 janvier 1919.

Bien que je sois sûr que cela n'aura pas échappé à votre attention, j'ose l'attirer sur un facteur de la situation considérée au point de vue de la politique future en Russie. Il y aura un manque sérieux de vivres en Europe aussi longtemps que les champs de la Russie ne produiront pas, ou que leurs produits ne pourront être exportés. Car, la Russie est le principal grenier de l'Europe, et ravitaille tous les États voisins en leur fournissant la plus grande partie des céréales qu'ils importent.

Pendant l'hiver actuel, il est pratiquement certain que, grâce à la désorganisation produite par les efforts de Lénine et de Trotsky, des dizaines, sinon des centaines de milliers de Russes vont périr de faim. Les récoltes de 1919 ne donneront qu'une faible partie de la production d'avant-guerre s'il n'y a pas une notable amélioration de la situation intérieure, avant le commencement du printemps. Les Alliés et les autres nations se trouveront moralement obligés d'importer des vivres en Russie, pour éviter une catastrophe, pendant cet hiver, au lieu d'exporter des aliments de Russie pendant l'hiver de 1919-1920. Certains partis, dans les pays alliés, représentent l'intervention militaire comme une répression par la force de la classe ouvrière à l'instigation des capitalistes, et non pas

comme un effort pour restaurer l'ordre et rendre la Russie de nouveau indépendante.

Bien entendu, c'est ce que prétendent les Bolcheviks, qui justifient leurs excès et leurs atrocités par le prétexte qu'ils sont engagés dans une guerre contre les capitalistes chez eux et à l'étranger. Leurs partisans, induits en erreur, les soutiennent non pas parce qu'ils les croient, mais parce que les Bolcheviks contrôlent la distribution des vivres, et qu'il n'y a plus d'autre alternative que de se joindre à eux ou de mourir de faim. Le fait qu'il n'y a pas d'autre alternative que la mort par la faim sera bientôt rendu évident aux pays neutres. Pendant quelques mois la population peut vivre de pillages et de dévastation, mais le résultat est inévitable quand toute entreprise créatrice et productrice sera anéantie. La circulation monétaire a été bouleversée; toutes les industries ont été détruites; les travailleurs ont été incités à croire qu'au lieu de travailler pour vivre, il y a d'autres méthodes plus faciles. Tout le pays souffrira de la désorganisation de la circulation monétaire et de la crise des transports si l'on n'adopte des mesures plus énergiques pour restaurer l'ordre. Il sera impossible de produire des récoltes suffisantes pour la population. Une intervention sur une plus grande échelle que celle qui a été faite jusqu'à présent, semble donc nécessaire si l'on veut sauver la situation avant que l'on ne sème pour les récoltes nouvelles. Il est absurde de prétendre que faire une intervention militaire efficace, serait épouser la cause du capitalisme contre le travail, et faire acte d'oppression. La destruction ou la production, voilà les forces en présence, et non le capitalisme opposé au travail. Il semble que le devoir des Alliés, non seulement envers eux-mêmes, mais encore envers l'humanité, est de restaurer l'ordre en Russie.

N° 18

M. Alston à M. Balfour.
(Reçu le 6 janvier.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 5 janvier 1919.

Ce qui suit est un rapport du consul britannique d'Ekaterinbourg, du 3 janvier 1919 :

« Je viens de revenir de Perm, après la prise de cette ville par l'armée sibérienne, sous les ordres du général Peplief. Un très grand butin a été fait; entre autres : 4.000 wagons, 260 locomotives dont 70 % en bon état, 30.000 prisonniers, 50 canons, 10 automobiles blindées, un grand nombre d'autos, et beaucoup d'autre matériel non encore dénombré. Une partie des 4.000 wagons capturés était remplie de toute espèce de matériel, mobiliers, effets volés dans les boutiques et chez les habitants. Tout cela était destiné à être évacué par les Bolcheviks.

« Le pont sur la Kama est intact. Des interviews des autorités locales et des habitants, il résulte que les Bolcheviks ont soumis la ville à de terribles répressions et cruautés, surtout après l'attentat contre la vie de Lénine.

« J'ai interrogé des témoins qui ont trouvé les corps de leurs parents tués à coups de baïonnette; leurs visages portaient la trace de clous de bottes. Ils n'ont pas trouvé de traces de balles sur ces corps. On a trouvé aussi des instruments pour torturer les victimes. Il n'y a pas de renseignements sur le nombre des personnes tuées.

« Le nombre de gens cultivés qui recherchent leurs parents du sexe masculin est très grand, d'après les autorités. La population ayant de l'instruction mourait de faim, pendant les trois derniers mois les

rations étant distribuées seulement aux gens au service des Bolcheviks. Mais l'approvisionnement des Bolcheviks n'était pas grand : une livre de mauvais pain était la ration quotidienne des ouvriers. La prise de Perm a une grande importance économique. »

N° 19

Du major N. E. Reilly I. A., l'attaché politique adjoint à Tchitral, au Haut Commissaire de la Province frontière du Nord-Ouest.

(Extrait.) Tchitral, le 7 janvier 1919.

J'ai l'honneur de vous informer qu'un groupe de réfugiés russes est arrivé à Mastuj. Autant que je sache, ils ont cherché la protection de l'Angleterre parce qu'ils attendaient l'arrivée à Kharog d'un commissaire bolchevik, et qu'ils estimaient leur vie en danger. On dit que les Bolcheviks ont tué à coups de baïonnette le frère et le neveu du capitaine Chkapsky, alors que j'ai appris du capitaine Besobrazoff que toute sa famille a été assassinée à Tachkent par les Bolcheviks. On dit que les Bolcheviks détruisent tout et qu'à Tachkent la ration quotidienne a été réduite à un quart de livre (russe) de pain par tête.

N° 20

Du général Poole au ministère de la Guerre.

(Reçu le 9 janvier.)

(Télégramme.) Le 8 janvier 1919.

Les Bolcheviks emploient maintenant des bandes de Chinois pour tuer les officiers et les déserteurs. Des paysans ont été massacrés par ces bandes pour refus

d'obéir aux décrets de réquisition; même les familles des officiers en service ont été massacrées. Tout ceci est établi par une information authentique.

N° 21

Général Poole au ministère de la Guerre.
(Reçu le 12 janvier.)

(Télégramme.) Le 11 janvier 1919.

Des radios interceptés et des proclamations, il est clair que les Bolcheviks poursuivent une campagne double pour apaiser l'hostilité à l'étranger à leur égard. Ils distribuent des proclamations parmi les troupes allemandes, en même temps qu'ils télégraphient des décrets qu'ils n'ont pas l'intention d'appliquer et font des appels à Berlin, qui montrent les Bolcheviks sous un jour assez libéral pour être mis en ligne avec les socialistes allemands.

Ils font en même temps des appels à la révolution mondiale et à l'union des prolétaires. Il est clair, d'après les dires des nombreux déserteurs et réfugiés de la Russie Centrale, que les efforts pour détruire la vie sociale et économique du pays n'ont pas diminué.

Il y a des témoignages qui disent que des commissariats d'amour libre ont été établis dans plusieurs villes et que des femmes respectables ont été fouettées pour leur refus d'obéir. Un décret de nationalisation des femmes a été mis en vigueur; plusieurs essais furent faits pour nationaliser les enfants.

J'espère que le Gouvernement de Votre Majesté ne laissera pas la Conférence de la paix sous l'influence de l'exposé que font les Bolcheviks, à l'étranger, de leurs pratiques, car leur action chez eux y est diamétralement opposée.

N° 22

M. Alston à M. Balfour.

(Reçu le 15 janvier.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 14 janvier 1919.

J'ai reçu le rapport suivant du consul d'Ekaterinbourg, daté du 13 janvier :

« Le nombre des citoyens innocents brutalement assassinés dans les villes de l'Oural s'élève à plusieurs centaines.

« Les officiers pris ici par les Bolcheviks ont leurs épaulettes clouées à leurs épaules, des jeunes filles ont été violées, des civils ont été trouvés les yeux crevés, d'autres sans nez, 25 prêtres ont été fusillés à Perm, l'évêque Andronick fut enterré vivant. On m'a promis de me donner le total des tués, et d'autres détails quand on en aura. »

N° 23

Du général Knox au ministère de la Guerre.

(Reçu le 16 janvier.)

(Télégramme.) Omsk, le 15 janvier 1919.

Un officier vient de rentrer après quelques jours de visite à Perm. Avant la révolution, il était employé dans cette ville. Il dit qu'il y arriva le 28 décembre, la ville avait été prise par les Bolcheviks le 24, et ils ne donnaient à manger qu'à ceux qui étaient à leur service. Il dit qu'il ne pouvait reconnaître ses anciens

amis; leurs joues étant creuses, leur figure jaune et leur aspect celui de vieillards affaiblis.

Les Bolcheviks ont formé un bataillon de 700 officiers, mais ils doivent être nourris pendant plusieurs semaines avant d'être en état de se battre. La famine, dit-il, s'emparera de la moitié des populations des villes avant juin, si le bolchevisme n'est pas écrasé en Russie. Les paysans détestent les Bolcheviks à cause de leurs réquisitions continuelles, mais leur position est meilleure. Les paysans ne vont semer que pour leurs besoins personnels la prochaine récolte. Son opinion est que les Bolcheviks ne pourront pas être supprimés sans l'aide d'une force extérieure, attendu que les partis anti-bolcheviks sont trop affaiblis par la faim pour faire aucun effort.

Il y a naturellement de nombreux meurtres. Un commissaire faisait sortir une douzaine de prisonniers toutes les nuits; avant de faire charger à balles les fusils, il faisait tirer sur eux dix ou douze fois à blanc. Comme tous les ouvriers spécialistes furent pris par les Bolcheviks, il y a très peu de chance pour que les fabriques produisent quoi que ce soit pendant quelques mois. Il est difficile de rapporter du charbon de l'Oural, comme les ponts de Chussobravaya et Perm ont été détruits.

Est-il possible que l'opinion publique dans les pays alliés permette aux Bolcheviks de continuer leurs meurtres en masse? Ils ne feront que croître en force, comme les Russes doivent les servir ou mourir de faim. Ceci ne concerne pas seulement la Russie, car l'approvisionnement du monde entier est compromis par le bolchevisme.

N° 24

M. Alston à M. Balfour.

(Reçu le 20 janvier.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 18 janvier 1919.

J'ai reçu l'information suivante d'un membre de la Croix-Rouge, le Dr T..., qui venait de retourner à Vladivostok des environs de Perm. Il dit que par pure cruauté barbare, les horribles traces du passage des Bolcheviks dans les villages qu'ils avaient évacués, les tortures et les mutilations infligées aux blessés et aux autres victimes avant leur mort, défient toute description.

Même la férocité des Turcs en Arménie ne peut être comparée à ce qui est fait maintenant en Russie par les Bolcheviks. Le Dr T... comprend le point de vue russe, car il fut en contact direct avec le bolchevisme. Quand je lui demandai de fournir des détails plus précis, il me dit que c'était difficile de fournir les dates, endroits, noms, etc. Mais le rapport d'Ekaterinbourg parlant du meurtre des centaines de citoyens innocents à Perm, de la mutilation des prêtres, des tortures telles que l'enclouement des épaulettes des officiers, est toutefois absolument confirmé par lui. Le Dr T... trouva sur le champ de bataille pendant les combats dans les districts d'Oussouri, en juillet 1918, des corps de soldats tchèques dans un état de mutilation terrible.

Leurs organes sexuels étaient coupés, leurs têtes ouvertes, leurs visages tailladés, leurs yeux arrachés et leurs langues coupées.

Un docteur du navire de Sa Majesté, le *Suffolk*, examina quatre de ces cas qui lui avaient été amenés à Vladivostok pour enquête officielle. Ces mutilations

furent commises avant la mort comme il ressort de l'autopsie. Le représentant local du Conseil national tchèque, le Dr Girsa, et son aide disent qu'il y a plus d'un an, des centaines d'officiers ont été fusillés à Kieff, quand les Bolcheviks prirent cette ville. Le président du Conseil Rodzianko fut fusillé, et le prince Yashuisen fut brutalement massacré.

Par le froid le plus intense, ces hommes étaient emmenés de leurs maisons, mis nus, coiffés seulement de leur chapeau, ils étaient jetés dans des voitures et des autos. Sous la morsure du froid, ils devaient attendre, debout en ligne, pendant des heures, le bon plaisir des soldats bolcheviks, qui avaient toute liberté de les fusiller par groupes ou un à un.

Le Dr Girsa était chirurgien dans l'hôpital civil nº 12 à cette époque. Cet hôpital était encombré de malades à cause de la manière impitoyable dont les intellectuels et les officiers étaient traités à Kieff. Il était nécessaire de cacher les officiers dans les armoires, même quand ils étaient mortellement blessés, pour que les Bolcheviks ne viennent pas les chercher et les mener dans la rue pour les fusiller.

Beaucoup de blessés graves furent arrachés des hôpitaux et impitoyablement massacrés.

Les Bolcheviks chassaient dans la rue et fusillaient des gens avec des blessures au ventre, des membres cassés et d'autres blessures graves. Il se rappelle avoir vu des officiers mangés par des chiens dans les rues. La femme de l'aide du Dr Girsa a vu une auto remplie de corps gelés d'officiers qu'on emportait à travers les rues, vers un terrain vague en dehors de la ville.

Les hommes étaient chassés de leurs maisons; au milieu de la nuit, les lits de l'hôpital étaient vidés, des malades gravement atteints étaient impitoyablement massacrés; des hommes étaient fusillés sans pitié et sans jugement.

Un chirurgien employé à la Croix-Rouge, à Vladivostok, vérifia tous ces récits. Il vit lui-même de pareils crimes et dut fuir des environs de Moscou avec sa femme terrifiée.

Des photographies de civils assassinés me furent montrées.

N° 25

Du colonel Werde à la Commission britannique de la Conférence de la Paix de Paris et au ministère des Affaires étrangères.

(Télégramme.) Varsovie, le 19 janvier 1919.

Le nombre des unités de troupes chinoises et coréennes augmente d'après les dires des personnes qui arrivent d'Ukraine et de la Russie des Soviets. Le seul but de ces unités est le pillage, car ce ne sont que des bandits et non des troupes régulières.

La gravité de la situation créée par cette nouvelle augmentation d'armée ne peut être assez soulignée.

N° 26

M. Alston au Comte Curzon.

(Reçu le 25 janvier.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 23 janvier 1919.

Ce qui suit est le rapport du Haut Commissaire.

Les affirmations ci-dessous sur le compte des Bolcheviks à Perm et des environs, sont extraites des rapports envoyés par le consul de Sa Majesté à Ekaterinbourg. Le gouvernement d'Omsk possède des informations semblables.

« Les Bolcheviks ne peuvent plus être décrits comme un parti politique professant des opinions d'extrême communisme.

« Ils forment une classe assez petite de privilégiés qui peuvent terroriser le reste de la population parce qu'ils ont le monopole des armes et des vivres. Cette classe se compose surtout d'ouvriers et de soldats et renferme une grande partie d'éléments non-russes, comme des Lettons, des Estoniens et des Juifs ; ces derniers sont surtout nombreux dans les postes élevés.

« Les membres de cette classe sont autorisés à faire ce qu'ils veulent et commettent des crimes contre les autres parties de la société. L'armée est bien disciplinée car un système très strict y est en vigueur. On dit généralement que les officiers sont forcés de servir parce que leurs familles sont retenues comme otages.

« La population de Perm était rationnée; les non-Bolcheviks recevaient seulement un quart de livre de pain par jour.

« Les paysans souffrirent moins, mais on leur défendit, sous peine de mort, de vendre à personne les vivres, sauf aux Bolcheviks. Les églises furent fermées, car beaucoup de prêtres ont été tués, un évêque fut enterré vivant. Avec cela, d'autres châtiments barbares, comme de tremper les gens dans l'eau des rivières, de les retirer ensuite, jusqu'à ce qu'ils fussent gelés.

« On faisait sortir plusieurs fois les gens condamnés à être fusillés. On tirait dessus à blanc, sans qu'ils connussent le moment de leur vraie exécution.

« On raconte encore beaucoup d'autres atrocités.

« Les Bolcheviks se rendirent coupables de meurtres en masse à Perm; il est certain qu'ils commencèrent à exécuter un plan d'extermination systématique.

« Sur une lanterne éclairant un édifice, on lisait les mots : « Seuls les combattants pourront manger. »

N° 27

De Lord Kilmarnock au Comte Curzon.

(Reçu le 1er février.)

Copenhague, le 21 janvier 1919.

Mylord,

J'ai l'honneur de vous rapporter qu'un ingénieur danois en qui l'on peut avoir confiance, employé à l'usine Riabuschinsky, près de Moscou, qui a beaucoup voyagé en Russie dernièrement, et qui quitta Petrograd le 11 janvier, rapporte qu'il y a une tendance croissante de la part des comités centraux à ne pas tenir compte des comités locaux et à absorber tout le pouvoir. Quoique le régime des Bolcheviks fût plus haï que jamais, la résistance à l'intérieur était plus faible; comme presque toute la population souffrait de la faim, le peuple était physiquement incapable de secouer le joug de ceux qui l'opprimaient.

Mon informateur disait que dernièrement, pour trouver du crédit pour son usine, il eut à faire avec des comités. Il fut surpris de trouver qu'ils étaient en grande partie composés d'anciens officiers, directeurs d'usines, etc.; il dit que de jour en jour il y avait moins de gens qui refusaient de servir la Garde rouge.

L'hostilité entre les soldats et les paysans était moins aiguë, car les derniers stocks étaient maintenant épuisés, et ils ne craignaient plus les réquisitions arbitraires des gardes rouges. Seulement les plus petits paysans étaient admis aux comités.

La Garde chinoise à Petrograd comptait 5.000 hommes environ; la discipline dans l'armée bolchevique était plus sévère que jamais antérieurement, et les exécutions nombreuses.

Les paysans étaient mobilisés; mais comme ils résistaient, ils étaient toujours disséminés dans différents régiments, afin d'éviter de créer des foyers de mécontentement dans les régiments.

L'usine de l'ingénieur danois, qui a été nationalisée, travaillait toujours; 6.000 ouvriers y étaient employés. Quoiqu'il y eût encore quelques Bolcheviks parmi eux, la majorité s'est graduellement détachée du bolchevisme; elle a perdu sa croyance au bolchevisme. Comme l'usine avait une grande forêt, on continuait à avoir du combustible; la production continuait. Elle était remise au Comité central, mais mon informateur affirme que cette production n'était pas vendue, mais rajoutée au stock des objets réunis par le Comité central. Sa fabrique était une des rares qui travaillaient encore. Par suite du manque de matières premières et du combustible, les usines, l'une après l'autre, étaient obligées de fermer. Un train de voyageurs circulait journellement entre Petrograd et Moscou, et quelques trains de marchandises, mais par suite du manque de combustible, il a été décidé que le service en serait diminué.

En ce qui concerne l'approvisionnement en vivres, la situation devenait de jour en jour plus mauvaise; à Petrograd, la majorité des habitants vivaient d'une demi-livre d'avoine par jour. La Garde rouge était dans une meilleure position : elle pouvait obtenir de petites quantités de thé, sucre, pain; mais les autres gens ne pouvaient se procurer la nourriture même aux prix les plus élevés. Les difficultés de transport augmentaient de jour en jour, car on n'avait pour ainsi dire pas laissé de chevaux à Petrograd. Des formalités innombrables étaient requises avant de pouvoir transporter un paquet d'une boutique ou d'un magasin.

Le transport sans permis était défendu.

La question de l'alimentation domine toutes les autres.

J'ai..., etc.

KILMARNOCK.

N° 28

M. Alston au Comte Curzon.

(Reçu le 3 février.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 1er février 1919.

Télégramme du Haut Commissaire, du 30 janvier.

Le consul d'Ekaterinbourg a fait suivre un rapport de la Commission militaire d'Enquête à Verkhotourie, Oural du Nord.

« Un ouvrier anglais, Alexandre Smith, a été arrêté et maintenu en prison à Verkhotourie par les Bolcheviks, du 30 septembre au 12 octobre 1918, date à laquelle il fut fusillé.

« L'ordre d'emprisonnement ne contenait aucune accusation; la Commission pense qu'il fut arrêté uniquement parce qu'il était sujet britannique.

« Quand les troupes gouvernementales occupèrent Verkhotourie, le 16 octobre, elles trouvèrent le corps mutilé aux environs de la ville; des funérailles solennelles furent faites.

« J'ai entendu dire que les Bolcheviks ont tué deux sujets anglais à Perm. Les noms sont inconnus. »

N° 29

M. Alston au Comte Curzon.

(Télégramme.) Vladivostok, le 2 février 1919.

Ce qui suit est le rapport du Haut Commissaire, du 31 janvier :

« Les détails suivants, concernant le régime bolchevik à Lisva, ville de 30.000 habitants, entre Ekaterinbourg et Perm, m'ont été donnés par M. T..., sujet britannique, qui était là jusqu'au 17 décembre 1918, quand la ville fut prise.

« La vie y fut tolérable jusqu'en juillet. Un système de rations était en vigueur avant l'arrivée des Bolcheviks au pouvoir, et l'on n'en a pas abusé d'abord. La terreur commença après l'attentat contre Lénine en juillet. Un nombre considérable de gens furent fusillés à Lisva et dans d'autres villes, sans raisons apparentes. Des gens furent arrêtés et eurent à fournir caution plusieurs fois; souvent ils furent menacés de mort. Des ordres ont été reçus d'arrêter tous les étrangers, en particulier les Anglais et les Français. M. T... a pu se cacher; il ne fut en état d'arrestation qu'un temps très court.

« Dans la ville il y avait 25 commissaires et 1.000 employés moins importants. Ils gagnaient un salaire de 6 millions de roubles, occupaient les maisons des classes supérieures et moyennes; ils avaient des provisions en quantité, ainsi que les soldats.

« Les non-Bolcheviks avaient un quart de livre de pain par jour.

« Il pensait que les meurtres en masse ou les tortures corporelles étaient l'exception, mais il confirme les récits disant que des gens furent invités plusieurs fois à sortir pour être fusillés. Beaucoup de gens sont

devenus fous sous le coup de cette agonie mentale ou d'autres traitements analogues.

« Les églises n'étaient pas fermées, mais les soldats avaient défense d'assister au service divin; les cloches ne sonnaient plus. Seuls les mariages civils étaient autorisés.

« Il n'a rien entendu dire de la nationalisation des femmes.

« L'armée était bien disciplinée; il croit qu'elle est encore formidable. Les officiers forcés d'y servir semblent ne pas faire attention à leur position autant qu'on pourrait s'y attendre.

« Les soldats étaient autorisés à piller librement.

« Quand Lisva fut évacuée, 1.800 prisonniers furent transférés à Perm.

« Mon informateur dit que considérée comme une machine pour exécuter ses propres fins, l'Administration bolchevique est efficace et énergique. Il y avait un service régulier de trains entre l'Oural et la Russie d'Europe, mais seuls les officiers bolcheviks pouvaient avoir des wagons de voyageurs, les autres voyageaient dans les wagons de marchandises.

« Les paysans étaient contre les Bolcheviks, car ils étaient sujets à des réquisitions inutiles, tandis que les ouvriers avaient des salaires beaucoup plus élevés et faisaient beaucoup moins de travail qu'autrefois.

« M. T... dit que nous ne devions pas traiter avec les Bolcheviks, comme parti politique, et qu'il croyait que les conditions de vie à Petrograd et Moscou étaient terribles et bien pires que dans la Russie de l'Est. »

N° 30

M. Alston au Comte Curzon.
(Reçu le 6 février.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 4 février 1919.

Ce qui suit, du consul d'Ekaterinbourg, daté du 1er février :

« Suivant l'information reçue ici de l'État-major général, les prisonniers retournant d'Allemagne *via* Vyatka signalent des révoltes armées de paysans du district de Vyatka contre la mobilisation bolchevique. Non seulement les révoltés ont subi la peine de mort pour s'être révoltés, mais aussi toutes leurs familles. »

N° 31

Interviews de MM. A... et B..., qui ont quitté Moscou le 21 janvier 1919.

MM. A... et B..., deux sujets britanniques, qui quittèrent Moscou le 21 janvier 1919, ont été entendus au ministère des Affaires étrangères, le 10 février, au sujet des conditions présentes de la vie à Moscou. M. B..., qui était professeur dans une école secondaire à Moscou, l'« Académie pratique », donna les renseignements suivants sur les conditions à l'école dans laquelle il enseignait :

Cette école était typique de beaucoup d'autres.

Chaque classe a son comité, et, comme règle générale, le garçon le plus populaire est choisi pour représenter les autres aux réunions des maîtres. Les attributions de ces comités sont : 1° de contrôler les

maîtres; 2° d'organiser la distribution de nourriture, tous les garçons et les filles à l'école y recevant leur repas de midi. Cela est, positivement, la seule raison pour laquelle ils vont à l'école.

Les garçons et les filles sont réunis ensemble, et il n'y a là aucun semblant de moralité. L'entière absence de discipline, sous ce rapport, a un effet extrêmement mauvais sur la nouvelle génération. En classe, toute apparence de discipline a été détruite. Les enfants font exactement ce qui leur plaît, parfois sortent au milieu d'une leçon. C'est spécialement le cas de la leçon qui précède le repas de midi, car ils sont tous préoccupés d'avoir les premières places.

Pas de punitions, pas de travail à la maison. Il n'est pas permis de donner de notes. L'attention est abominable; les enfants vont et viennent comme ils le trouvent convenable.

Il est impossible de conserver de l'ordre, et les classes sont simplement comme une fosse aux ours. S'il arrive que le maître n'est pas populaire, les garçons le mettent dehors. Quelquefois un maître allant en classe pour donner une leçon, trouve seulement les garçons tenant un comité, qui ne doit pas être dérangé.

A Kolomna, entre Moscou et Kazan, un garçon âgé de dix-huit ans était désigné comme commissaire de toute l'école; il était à la tête de tous les professeurs. Dans un cas, il ferma l'école pour toute une semaine, parce qu'un des maîtres donna une mauvaise note à un élève.

Les universités souffrent du même manque de discipline. Chaque garçon âgé de seize ans a le droit d'entrer à l'Université sans montrer aucun certificat, de sorte que même si un garçon est incapable de lire ou d'écrire, il peut quand même entrer à l'Université.

Les Bolcheviks ont fait une réclame très étendue concernant les bienfaits de la nouvelle culture prolé-

tarienne. Les faits ci-dessus montrent sous un jour intéressant la manière dont elle est appliquée en réalité.

M. A..., qui est un habitant de Moscou, donna les informations suivantes touchant : 1° la terreur; 2° les conditions dans les usines qu'il connaissait; 3° les magasins à Moscou.

1° *La terreur.* — Les exécutions continuent encore dans les prisons, quoique le peuple en général n'en ait pas connaissance. Souvent pendant une exécution, la musique d'un régiment joue des airs joyeux. Le récit suivant d'une exécution fut fait à M. A... par le membre d'une de ces musiques. Une fois il jouait sa partie dans l'orchestre quand les condamnés furent amenés, comme d'habitude, au bord de la tombe. Leurs mains et leurs pieds furent liés de manière qu'ils tombassent en avant dans le trou. Ils furent alors fusillés dans le cou par des soldats lettons. Quand le dernier des condamnés fut tombé on ferma la tombe; en cette occasion particulière, le musicien vit que la tombe remuait. Ne pouvant supporter cette vue, il s'évanouit; il fut alors saisi par les Bolcheviks qui dirent qu'il avait des sympathies pour les prisonniers. Les Bolcheviks allaient le tuer quand les autres musiciens dirent qu'il était réellement malade et on le laissa alors s'en aller. Parmi les gens fusillés, il y avait un prêtre qui avait demandé la permission de dire une prière avant de mourir, ce à quoi on lui répondit d'une manière laconique : « Ne nado! » (Il n'en est pas besoin.)

2° *L'état des usines.* — A l'usine principale de Kolomna, une ville sur la ligne de chemin de fer de Moscou à Kazan, il ne reste que 5.000 ouvriers sur un total normal de 25.000. L'usine est dirigée par un comité de

trois : un ouvrier, un ingénieur, un directeur. Ici comme ailleurs, les ouvriers sont mécontents; ils eussent préféré l'ancienne manière de diriger l'usine. La situation est intolérable. Personne ne travaille plus et ne désire travailler; leur seul et unique sujet de conversation est la question des vivres. Tout le monde est mécontent parce qu'ils n'ont pas assez à manger. A Domodédova, près de Moscou, la fabrique de drap fin travaillait encore avant Noël, mais la production était estimée à 5 % de la moyenne.

L'usine était dirigée par un comité d'ouvriers, mais le propriétaire avait, à l'occasion, des entrevues avec le Comité pour discuter la marche de l'usine et pour lui donner des conseils. Tous les ouvriers étaient mécontents de la manière dont l'usine était dirigée et désiraient le retour des anciens directeurs.

Tant que les Bolcheviks leur donneront de hauts salaires, ils resteront ici, mais pratiquement ils ne travaillent plus du tout. Ils doivent se dire bolcheviks, mais en réalité ils n'ont aucune sympathie pour eux.

3° *Les magasins de Moscou.* — Il n'y a aucun magasin ouvert, sauf les magasins du Soviet. Les Bolcheviks ferment certains magasins, enlèvent les enseignes et toutes les marchandises sans les payer. Alors ils mettent des enseignes à eux annonçant la vente d'habits qu'ils vendent deux fois plus cher que le prix auquel ils étaient vendus au magasin d'où ils furent pris par les Bolcheviks. On n'en fait plus de neufs et tous les habits vendus sont de vieux stocks.

N° 32

De Lord Kilmarnock au Comte Curzon.

Copenhague, le 3 février 1919.

Mylord,

J'ai l'honneur de vous rapporter qu'un Français qui quitta Petrograd vers la fin de janvier, me donna les informations suivantes sur la situation en Russie.

M. F... était d'avis que le pouvoir militaire et civil des Bolcheviks avait atteint son point culminant et qu'il était en déclin. Les chefs du mouvement ont acquis le pouvoir d'abord en étalant devant leurs partisans des perspectives de pillage illimité; puis ils réservèrent à la Garde rouge les stocks de provisions qui restaient. Maintenant ces stocks sont épuisés; l'argent qui était si généreusement distribué aux gardes ne peut rien acheter. Quand les ouvriers étaient mécontents, les Bolcheviks pouvaient apaiser les troubles en leur distribuant de la farine, mais maintenant ils n'ont rien à leur offrir, excepté des roubles ayant perdu de leur valeur. Le manque d'armes et de munitions devient sérieux; les désertions sont fréquentes, surtout parmi les soldats paysans et elles ont un effet démoralisant sur l'armée. Les Bolcheviks comprenaient surtout parmi eux des Juifs et des Allemands, très actifs et très entreprenants. Les Russes étaient en grande partie anti-Bolcheviks, mais c'étaient pour la plupart des rêveurs incapables d'action soutenue, et maintenant moins que jamais, ils étaient hors d'état de secouer le joug de ceux qui les opprimaient. Toutes les nuits, les sociétés contre-révolutionnaires se rassemblaient dans des réunions secrètes pour conspirer contre les Bolcheviks, mais il n'y eut jamais de tentative pour accomplir sérieusement leurs plans.

La faim paralysait complètement la force de volonté chez le peuple.

Le pays est dans un état d'anarchie complète. Quand Petrograd dit : Oui, Moscou dit : Non, et ni l'un ni l'autre de leurs conseils ne peut imposer sa volonté aux conseils provinciaux, bien que le Soviet de Moscou surtout ait essayé d'étendre son pouvoir sur toute la Russie.

Il n'y a aucun journal, sauf ceux publiés à Moscou, qui sont pleins de mensonges. Les communications par chemins de fer vont bientôt être interrompues; les grèves sont très fréquentes. A Petrograd pratiquement toutes les usines chômaient et à Moscou quelques-unes seulement travaillaient.

Comme exemple de l'apathie du pays, M. F... dit que la fameuse usine de Poutiloff n'a construit qu'une seule locomotive en un mois.

Les « comités de pauvres » paralysaient tout commerce, qui était de plus gêné par les jalousies locales. Il est pratiquement impossible de transporter des produits ou du combustible d'un quartier à un autre ou même d'une maison à une autre.

L'ingérence de ces comités amena un tel état de choses que les paysans ont refusé d'approvisionner les villes, mais préfèrent enfouir leurs petits stocks. Quoique dernièrement la situation se soit légèrement améliorée, la position est précaire. M. F... ne pouvait se rendre compte comment la population de la Russie du Nord pourrait passer les mois de février, mars et avril. Heureusement, le temps avait été jusqu'à présent assez doux, car il n'y avait pas de combustible disponible. Il s'arrangea lui-même pour vivre de biscuits et de sardines; mais quand il quitta Petrograd, les gens devaient se nourrir avec une demi-livre de flocons d'avoine par jour à peu près. A n'importe quel moment, le stock d'avoine lui-même peut être épuisé.

Il dit que les chefs bolcheviks sentent que leurs jours sont comptés; ils essaient d'introduire dans la direction des affaires des représentants de partis plus modérés, tels que les socialistes révolutionnaires. Leur programme a été modifié en conséquence. La terreur a été moins sévère dernièrement, les exécutions moins nombreuses. Beaucoup de gardes rouges ont été fusillés pour les crimes commis par eux. Un effort a été fait pour introduire en pratique le communisme sur une base plus idéale et quoiqu'il n'existât aucun frein réel aux vols et pillages de la part des gardes rouges, il arrive maintenant que des voleurs égoïstes (qui ne veulent pas partager le butin avec leurs camarades) sont fusillés par ceux-ci.

M. F... était tout à fait affirmatif en disant que l'intéressante expérience d'introduire le communisme a définitivement fait faillite. Tout régime qui pourrait offrir des vivres au peuple gagnerait de suite son appui; si corrompu et si tyrannique qu'il pût être, tout régime serait doux et honnête en comparaison du régime actuel.

J'ai l'honneur, etc.

KILMARNOCK.

N° 33

M. Alston au Comte Curzon.

(Reçu le 11 février.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 8 février 1919.

Ce qui suit vient du consul d'Ekaterinbourg, le 6 février :

« De l'examen des témoignages de plusieurs ouvriers et paysans, il est évident pour moi qu'un très faible

pourcentage de ce district est pro-bolchevik, la majorité des cultivateurs sont en faveur de la convocation de l'Assemblée Constituante. Les témoignages établissent ensuite que les chefs bolcheviks ne représentent pas la classe ouvrière russe, la plupart d'entre eux sont des juifs.

« Comme résultat du refus de 4.000 ouvriers près d'Ekaterinbourg de soutenir les Bolcheviks locaux, beaucoup ont été arrêtés, douze étouffés dans un puits à gaz; leurs cadavres mutilés ont été enterrés ensuite. Quatre-vingts des paysans retirés de la prison d'Ekaterinbourg, où ils ont été jetés parce qu'ils s'opposaient à la réquisition du bétail, ont été brutalement assassinés. »

N° 34

Sir H. Rumbold au Comte Curzon.

Berne, le 5 février 1919.

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie, ci-joint, une copie d'une lettre adressée par Mme X..., une dame polonaise de Cracovie, à un compatriote à Paris. La lettre de Mme X... donne un certain nombre d'informations qui paraissent de premières sources, relativement aux conditions dans l'Ukraine, où, suivant l'expéditrice, les Polonais sont souvent victimes de traitements terrifiants.

J'ai l'honneur, etc.

Horace Rumbold.

Inclus dans le n° 34

Lettre de Mme X...

(Traduction.) Cracovie, le 17 janvier 1919.

Cher...,

Je me suis souvent demandée si vous et nos compatriotes en Suisse, savez quoi que ce soit des événements qui arrivent dans les parties infortunées de notre pays, d'où nous sommes forcés de fuir. Je pense que très peu de choses sont connues. Quoique ces régions soient loin du centre, elles sont néanmoins en Europe; elles sont même habitées par un peuple civilisé qui est à présent dans le plus terrible état. Les propriétés sont confisquées et pillées, la vie est souvent en danger, et les gens ne peuvent même pas fuir puisque la retraite leur est coupée.

D'octobre 1917 à février 1918, des bandes de soldats et de paysans armés ont pillé et dévasté la Russie entière et l'Ukraine. Toutes les propriétés immobilières sans exception — fermes, gentilhommières et bâtiments de tout aspect — ont été brûlées ou démolies, les forêts coupées, sans que qui que ce soit de l'autorité mette fin à cette folie de destruction. C'est la manière dont les paysans russes et ukraniens sont entrés en possession de la terre, qui leur a été accordée gratuitement par les Gouvernements bolchevik et ukranien. Il est inutile d'ajouter que rien n'a échappé au pillage, pas même les églises et les tombes n'ont été épargnées. Les malheureux propriétaires, aussi bien que les fermiers, les ouvriers de ferme et les ouvriers d'usine se réfugièrent dans les villes, tentant de sauver ce qu'ils pouvaient de leurs biens. Ici le pillage continue encore sous prétexte de poursuivre des investigations.

L'arrivée des armées austro-allemandes, en février 1918, a mis fin à cette folie de brigandage et de rapine.

Les propriétaires ont repris possession de leurs biens, des ruines de leurs maisons et fermes et de ce qui reste de leurs forêts. On a même mentionné une commission qui devait évaluer les pertes subies et les faire payer par les responsables.

Quoi qu'il en soit, pendant l'hiver de 1918 les armées austro-germaines se retirèrent et une bande de bravi reprit possession du gouvernement en Ukraine; la terre devint de nouveau la proie des comités de paysans qui ne purent plus rien piller, le pays étant dévasté et couvert de ruines. Ce qui se passe maintenant est d'une tout autre nature; manifestement le mouvement est anti-polonais.

L'année dernière ce furent les propriétaires terriens qui furent attaqués, maintenant ce sont les Polonais sans distinction de classe qu'on veut anéantir. Comme je suis loin de là et que j'ai peu de nouvelles, mes informations sont peu de chose, mais tout de même les événements que je vais vous raconter sont vrais.

Dans le district de Proskorow les paysans brûlèrent vif M. Stanislas Skibiewski, après l'avoir torturé deux jours. Les deux frères Kostkiewicz et Mme Malinowska furent assassinés par les paysans. Mme Marie Mankowska et son fils sont en prison depuis plusieurs semaines; personne ne sait ce qui va leur arriver.

Toutes les prisons sont remplies de prisonniers qui subissent les traitements les plus terribles. Jérôme Sobanski et son fils sont parmi les prisonniers. Quatorze membres du gouvernement de Michel Sobanski furent terriblement torturés avant d'être mis à mort. Le même sort fut celui des membres du gouvernement de Bialo-Cerkiew. A Brycow, sept membres du gouver-

nement de Grocholscy furent mutilés avant d'être massacrés.

Dans le district de Berditchew, Malaszevski, directeur d'une usine, et Wroczinski, sous-directeur, furent massacrés.

En Volhynie, les deux frères Plater de Dambrovica furent brûlés vifs.

A Kamienco, Alexandre Sadowski est en prison depuis longtemps; on a de grandes inquiétudes pour sa vie.

A Czere Paszynce, le garde-chasse fut tué après de terribles tortures.

Les prêtres catholiques sont exposés à toute espèce d'indignités : leur vie est toujours en danger. A Bazalia, pendant la messe, 70 personnes furent arrêtées dans l'église. Dans les villes, les propriétaires terriens russes et polonais sont arrêtés et emprisonnés. Les paysans dans les campagnes font la chasse; les propriétaires leur sont remis pour qu'ils en fassent ce qu'ils veulent. Ce n'est qu'au moyen de forte rançon qu'on parvient quelquefois à sauver sa vie.

Quant à votre propriété, la maison et les fermes étaient encore debout en novembre dernier. Malejowce est détruit; les forêts sont dans un état pitoyable. A Strychowce, rien n'a été laissé debout, nos propriétés sont complètement dévastées.

La bande de Petloura a saisi les banques et les sucreries; il est impossible de retirer de l'argent ou des actions des compagnies sans avoir d'abord la signature des comités de paysans.

On dit aussi que la moitié de l'argent dans les banques appartenant aux particuliers a été confisquée. En tout cas il est certain qu'une partie du capital appartenant aux particuliers a été saisi à la Banque de l'Union à Kamisnec.

L'opinion publique, parlant par la voix de la presse

européenne, a dénoncé et condamné les excès et les crimes commis en Belgique, en Serbie et dans le duché de Posen. Pourquoi les crimes commis par les Bolcheviks et les Ukraniens devraient-ils rester inconnus? C'est le désir des malheureuses gens qui implorent l'aide et la protection des armées alliées, que la France, l'Angleterre et l'Amérique soient informées de ce qui se passe en ce moment.

Comme Varsovie nous fait la sourde oreille, occupée par ses problèmes politiques, et que les armées polonaises ont assez à faire contre les Ruthènes en Galicie, nous voudrions bien que nos comités en Suisse soient tenus au courant et qu'ils puissent, par la voix de la presse française et anglaise, faire connaître la véritable situation.

C'est dans ce but que je vous écris et je me mets à votre disposition, si je puis obtenir encore des informations qui puissent être publiées.

N° 35

De Lord Kilmarnock au Comte Curzon.

(Reçu le 11 février.)

Copenhague, le 6 février 1919.

Mylord,

J'ai l'honneur de vous présenter, ci-joint, une traduction du premier rapport officiel sur les atrocités commises par les Bolcheviks à Wesemberg et Dorpat, rapport qui me fut communiqué par le représentant du Gouvernement esthonien ici.

Inclus dans le n° 35

Atrocités commises par les Bolcheviks en Esthonie.

A Wesemberg. — Quand les troupes esthoniennes eurent repris la ville de Wesemberg aux Bolcheviks, les tombes des gens massacrés, pendant la courte période de terreur, furent ouvertes, le 17 janvier 1919.

Les fonctionnaires suivants étaient présents : le commandant de la ville Aren, le président de l'administration du district Hr. Juhkam, le maire Jakobson; le commandant de la milice, Kütt; son adjoint, Tenneberg; l'officier de santé, Dr Wiren et son prédécesseur, le Dr Utt. Le voisinage des tombes de ces victimes de la terreur rouge montrait avec quelle brutalité les Bolcheviks les avaient exécutées. Partout l'on voyait du sang coagulé, au milieu duquel on pouvait distinguer des morceaux de chapeaux, d'habits, de cervelle, et des fragments de crânes avec des cheveux. Dans la première tombe, on trouva seize corps, qui furent photographiés. Parmi ceux-là on identifia les suivants : le médecin militaire Reinik; le prêtre orthodoxe Sergei Filorenski; l'infirmier militaire Ellenberg, de Reval; le marchand Gustave Bock; Tönis Pödra, de Gut Uhtna; un fonctionnaire des chemins de fer, Tönu Pöiklik, de Wesemberg; Ferdinand Tops, de la paroisse d'Undle; Rudolf Rost, infirmier militaire, de Tudulinne; Édouard Sepp, du domaine de Welsi; le cordonnier Kolk, de Wesemberg. Seize victimes furent trouvées dans l'autre tombe. Les suivantes furent reconnues : Heinrich Mikker, de Kunda; Joh. Ed. Järw, de Gem Küti; Juti Juhkam, de la paroisse de Roela; Hugues Lang, de la paroisse de Küti; Joseph Koovits, de Kunda; Harriette von Mühlen, de la paroisse de Küti; von Hesse, fonctionnaire,

de Wesemberg; Peter Sakkar, de Kunda; Arthur Sulto, de Kunda; Jacob Raja, garde-chasse du domaine de Lobu; Hudo Rannaberg, du domaine de Küti. La troisième et la plus grande des tombes fut ouverte le 18 janvier; elle était longue de 4 mètres et profonde de 2 mètres; elle était remplie de corps. Cinquante corps y furent trouvés; on a reconnu parmi eux les suivants : Rudolf Peets, de Laekwere; Carl Erde, de Haljala; Daniel Sellow, marchand de Laekwere; Jean Rebane, du village d'Assanalls; Johannes Lomberg, d'Ambla; Hindrick Roosilill, de Tape; Édouard Walow, de Wesemberg; Gustave Koolmann, de Walnupea; Mihkel Klein, de la paroisse de Küti; Auguste Marton, de Malla; D[r] Maurice Ling, de Kunda; Siim Magi, de Malla; Juri Kuller du domaine d'Inju, de la paroisse de Küti; Johannes Marton, de Mala; Konrad Preisberg, d'Ambla; Ernest Klein, de Küti; Karl Paas, de Kuline; Arthur Wään, soldat de la milice de la paroisse de Wihula; Jüri Lemming, d'Ambla; Willen Püdermann, de Rahkla; Karl Knauf, propriétaire de Nomkula; Karl Pudel, de Rahkla; Johannes Schmitnar, fermier du domaine de Tapa; M[me] von Rehekampf, de Wesemberg; August Paas, de Kulina; Lüna Lümann, de la paroisse Aaspere; Jeannette, baronne de Wrangel, de Wesemberg; M[me] de Samson, de Wesemberg; Léopold Aron, maître de relais de poste, de Wesemberg; Jaan Paas, de Kulina; un employé des chemins de fer, Older de St. Püssi; Mihkel Marton, de Malla; Jüri Magi, d'Inju; Feodar Nümm, d'Osel; Bernh. Wold Lessel, de Wesemberg; Masik, soldat de l'armée du peuple du gouvernement de Twer; J. Heinrich Grauberg, de Rahkla; Prüdik Wilder, de Lakwere; Julius Kütsel, de Laekwere; Marthe Afanasjeva, sœur de charité, de Kunda; Marie Kirsch, de Wesemberg. Tous ces corps portaient la trace de la rage de vengeance des Bolcheviks. Les victimes

étaient complètement dépouillées de tout, excepté de leur linge, leurs souliers étaient enlevés. Les Bolcheviks avaient brisé les crânes de trente-trois des corps, de sorte que les têtes pendaient comme des éclats de bois sur les troncs. La plupart avaient été non seulement fusillés, mais percés à coups de baïonnette, les entrailles arrachées, les os des bras et des jambes brisés.

La façon dont les Bolcheviks exécutaient leurs victimes est décrite par un de ces malheureux, qui réussit à se sauver par miracle, le propriétaire A. Munstrum :

« L'après-midi du 11 janvier, cinquante-six de nous furent menés vers le lieu de l'exécution, où la tombe était déjà creusée. La moitié d'entre nous, y compris six femmes, furent placés au bord de la tombe. Les femmes devaient être tuées les premières, car leurs cris étaient si déchirants que les meurtriers ne pouvaient plus les endurer. Une femme essaya de s'échapper, mais elle n'alla pas loin. Ils tirèrent une salve, la femme tomba par terre, blessée. Alors les Bolcheviks la traînèrent par les pieds dans la tombe ; cinq des meurtriers sautèrent dedans, tirèrent dessus et la piétinèrent jusqu'à ce qu'elle se tut. Alors une autre salve fut tirée sur les autres victimes. De la même manière ils furent jetés dans la tombe et achevés avec les crosses et les baïonnettes. Après quoi les meurtriers piétinèrent encore leurs cadavres... »

A Dorpat. — A Dorpat, les Bolcheviks commirent la même sorte d'horreurs qu'à Wesemberg. Le soir de Noël, le directeur bien connu des Pêcheries, l'étudiant en zoologie Max von zur Mühlen, fut assassiné.

Le 26 décembre, les personnes suivantes furent fusillées : Mihkel Küz, Alexis Lepp, Alexandre Aland et Karl Soo. Le 9 janvier, les Bolcheviks assassinèrent les personnes suivantes : August Meoss, Abram Schrei-

ber, Woldemar Rästa, le boucher Beer Stark, le baron Paul von Tiesenhausen, Woldemar et Johann Ottas, Mihkel Kur, Frederic Päss, Bruno von Samson Himmelstjerna, Herald von Samson Himmelstjerna et Gustave von Samson Himmelstjerna, l'orfèvre Rudolph Kipasto. Toutes ces personnes furent traînées vers la rivière d'Embach et fusillées. Les cadavres furent mis à l'eau à travers les trous de la glace. Plus tard, quand les troupes esthoniennes eurent repris Dorpat, on trouva seize de ces victimes dans l'Embach. D'après l'aspect des corps, ces victimes avaient été torturées de la plus terrible façon. Beaucoup avaient les jambes cassées, les crânes défoncés. Il est évident que Karl Soo, qui fut fusillé le 26 décembre, avait souffert le plus. Les Bolcheviks lui avaient arraché les yeux. Le 14 janvier, peu de temps avant d'avoir été chassés de la ville par les troupes esthoniennes, les Bolcheviks tuèrent vingt de leurs prisonniers. Après enquête officielle, on établit que cette action sanglante eut lieu dans les conditions suivantes : les malheureux, au nombre de plus de 200, gardés dans la Banque du Crédit et au poste de police, durent se ranger en ligne. Alors on appela les victimes une par une : elles furent dépouillées de leurs habits, chaussures et objets de valeur. On les mena ensuite dans la cave de la Banque du Crédit où les Bolcheviks, à coups de hache, leur fracassèrent le crâne. De cette manière, les vingt personnes dont nous avons parlé furent assassinées; ce n'est que la fuite précipitée de la Garde rouge devant l'avance des troupes esthoniennes, qui sauva le reste des prisonniers, parmi lesquels 60 à 80 femmes. Autrement ils eussent été assassinés de la même façon. Parmi les cadavres on reconnut les gens suivants : l'archevêque Platon, le secrétaire Michael Blewe de l'église Unspenski, le prêtre aux cheveux blancs de l'église orthodoxe de Saint-Georges; Nicolas Bjescha-

nitzki, le professeur et prêtre de l'Université; Dr Traugott Hahn, Herman von Samson Himmelstjerna, de Kawershof; Heinrich von Krasse, propriétaire de Rewold; le banquier Arnold von Tideböhl; Herbert von Schrenk; le baron Constant von Knorring; le pasteur Wilhelm Schwartz; le conseiller Tensmann; le conseiller Gustave Seeland; le marchand Surman Kaplan; le maître potier Ado Luik; le marchand Harry Vogel; le marchand Massal et le collaborateur des « Postimees » Kärner.

Le Dr Wolfgang, de Reyher, qui peu après ces meurtres, les corps étant encore chauds, examina la cave de la Banque du Crédit dont on a parlé, a rapporté ce qui suit au sujet de l'aspect de la chambre où le crime fut commis : le plancher de toute la cave était couvert de cadavres empilés l'un sur l'autre, dans les poses les moins naturelles, ce qui ne pouvait être attribué qu'à une mort violente. Au milieu de la chambre, les corps formaient trois couches et n'étaient habillés que de linge. Presque tous avaient des trous de balles dans la tête; les coups avaient été tirés récemment, car dans plusieurs cas, les crânes avaient été fracassés et un de ces crânes ne tenait que par un fil. Tout était gluant de sang; sur le lit et sur les murs, aussi on voyait du sang coagulé et des fragments de crâne. J'ai compté vingt-trois corps; mais il était facile de faire une erreur, car il était très malaisé de distinguer les corps dans le tas. Pas une partie du plancher qui fût nette, de sorte que je devais piétiner des corps pour en atteindre d'autres. La recherche de toute trace de vie fut vaine. Après une nouvelle inspection des corps, on découvrit que l'évêque Platon avait reçu une balle au-dessus de l'œil droit et que la mort fut instantanée. La partie gauche de la figure du prêtre Blewe avait été mise en pièces par un coup de hache. La hache du bourreau bolchevik avait atteint le prêtre Bjes-

chanitzki au milieu de la figure. Les coups de hache avaient mutilé totalement les figures de ces deux prêtres; on pouvait à peine les reconnaître. Les deux bras et la tête du vicaire Schwartz avaient été détachés à coups de hache. Les Bolcheviks avaient solidement cloué les épaulettes d'un officier à ses épaules. Tous les corps et la cave où ils étaient ont été photographiés.

N° 36

De M. Alston au Comte Curzon.

(Reçu le 12 février.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 11 février 1919.

J'ai reçu les déclarations suivantes d'un fonctionnaire du Consulat britannique qui fut à Ekaterinbourg au mois de septembre 1918, au sujet de la situation dans cette ville sous le régime bolchevik de 1917 jusqu'à fin 1918, quand la ville fut délivrée par les Tchèques.

Les Bolcheviks nationalisèrent impitoyablement toute propriété privée pendant les quatre ou cinq premiers mois, y compris les maisons anglaises, comme Contutshtim, Sysser et C°, etc..., et ils demandèrent de continuelles contributions élevées à tous les marchands pourvus d'argent, sous peine d'arrestation et de confiscation de tous leurs biens au cas de non-obéissance. Des entreprises de tout genre, banques et maisons étaient, soit placées sous le contrôle d'ouvriers, soit nationalisées. L'industrie et les manufactures furent réduites au point d'en arriver à un arrêt complet. Des perquisitions systématiques dans les maisons et chez les particuliers étaient faites chaque jour; les ornements en or et en argent et même les

habits de rechange étaient pris sans aucune compensation. Les marchands qui tentaient d'échapper ou de résister aux nombreux décrets du Conseil local, étaient immédiatement arrêtés. Des vols et des meurtres étaient fréquents; la loi et l'ordre comptaient pour très peu; une anarchie presque complète régnait. On forma une organisation locale de tous les consuls et représentants diplomatiques d'une douzaine de nations, pour agir comme intermédiaire entre les Bolcheviks et les sujets étrangers, à cause des persécutions auxquelles ceux-ci étaient exposés. Toutes les réunions publiques furent supprimées; à l'exception du journal officiel quotidien bolchevik, toute la presse et tout imprimé furent interdits. L'avance des Tchèques sur Omsk commença vers la fin de mai. Nous fûmes en état de siège de la fin du mois de mai jusqu'au 25 juillet, quand les Bolcheviks évacuèrent enfin la ville et que les Tchèques l'occupèrent.

La terreur bolchevique succéda à leur despotisme. Ayant publié qu'ils voulaient rendre la « terreur rouge » aussi effroyable que possible, ils arrêtèrent des centaines de particuliers comme otages, sous le seul prétexte qu'ils appartenaient à la bourgeoisie et à la classe instruite. Des hôtels et des maisons privées furent réquisitionnés pour caser ces otages, car les prisons étaient déjà pleines. Sous la garde des bandes de Bolcheviks armés, des centaines de ces otages furent menés au front pour travailler pour « l'Armée du Prolétariat » et creuser des tranchées. Sans même le simulacre d'un jugement, beaucoup d'entre eux furent fusillés, en juin et juillet. Uné proclamation, affichée sur une des portes de la ville, et qui fut reproduite le lendemain par la presse bolchevique, fut la première à nous en renseigner. Cette proclamation nous donnait les noms des dix-neuf otages civils qui avaient été fusillés, parmi eux le membre d'une maison de

mécanique bien connue, M. Fadyeff, et le directeur de la Compagnie Syssert (entreprise anglaise), M. Makronosoeff. Les autres étaient de paisibles et très laborieux marchands qui étaient très connus. Huit encore furent fusillés quelques jours après, entre autres le fils d'un riche meunier, M. Markaroff. Une grosse quantité de corps, au nombre, je crois, de 60 ou plus, furent découverts après la prise de la ville par les Tchèques. Ensuite on découvrit qu'ils avaient été fusillés de la façon la plus cruelle, comme des animaux sauvages dans la forêt; quelques-uns, sans aucun doute, furent laissés sur place pour y mourir, car on ne prit aucun soin d'examiner si les plaies étaient mortelles ou non. Les Bolcheviks affirmèrent que pour prévenir d'avance tout mouvement contre-révolutionnaire dans la ville, il était nécessaire de terroriser de cette façon la population. Le Corps consulaire fut brutalement informé qu'on ne souffrirait aucune intervention de sa part, quand les consuls protestèrent contre ces meurtres en masse. Bien qu'ils l'aient vigoureusement nié, les Bolcheviks commencèrent à évacuer la ville au milieu de juillet. Un de leurs chefs affirma publiquement que s'ils devaient quitter la ville, ils massacreraient 1.000 habitants. Trois jours avant de quitter Ekaterinbourg, les Bolcheviks annoncèrent publiquement qu'ils avaient fusillé récemment l'Empereur. Leur système d'espionnage était parfait; pendant toute la durée de leur régime personne n'osait dire un mot qui pût être interprété comme anti-bolchevik, de peur d'être immédiatement arrêté et fusillé. En outre de toutes ces horreurs dont nous avons parlé, nous attendions tout le temps une épidémie de typhus, choléra ou toute autre maladie, car tout était dans un état de saleté indescriptible. Il n'y eut aucun essai de nettoyer les édifices, les bureaux, les rues, les stations de chemin de fer et les trains. Tout le monde

paraissait abattu et déprimé. Les gens convenables et bien vêtus étaient rarement vus dans la rue.

L'évacuation bolchevique fut faite avec grand soin et l'on estime à 4 milliards de roubles la valeur de l'or, du platine, des marchandises et des billets qu'ils emportèrent avec eux. Il n'y a aucun doute qu'il y aurait eu beaucoup plus de meurtres s'ils n'avaient été si occupés de ce pillage; mais grâce à l'avance rapide des Tchèques ils durent hâter leur départ.

Il y aura des meurtres en masse de la classe des marchands et des gens riches si les Bolcheviks réussissent à reprendre Ekaterinbourg.

N° 37

Notes sur les entrevues avec MM. C... et D...

13 février 1919.

MM. C... et D... furent entendus ce matin au ministère des Affaires étrangères. Tous deux avaient quitté Petrograd le 17 janvier. M. C... était directeur d'une grande maison de commerce à Petrograd et avait été pendant trois mois et demi en prison. Dans les villes, le cri de ralliement des Bolcheviks avait été : « Le prolétariat contre la bourgeoisie. » Les grands capitalistes ayant réussi à partir, ce fut la lutte de l'écume de la société contre la petite bourgeoisie et les plus instruits parmi les ouvriers.

1. *Les villages.* — Dans les villages, les « comités des pauvres », composés de paysans sans terre et de vauriens revenus de la ville, furent opposés aux petits propriétaires paysans.

Le gouvernement local fut transmis à ces « comités des pauvres »; ils prennent au propriétaire paysan ses

produits, ses instruments agricoles et ses animaux domestiques, gardant ce dont ils ont besoin pour eux-mêmes et envoyant le reste dans les villes.

Le paysan ne veut pas donner sa récolte aux Bolcheviks parce qu'il les déteste et qu'il espère les réduire par ce moyen le cas échéant. Les paysans sont armés et unis. C'est pourquoi des bandes armées sont envoyées de Petrograd et de Moscou pour les réquisitions et pour aider les « comités des pauvres » à prendre leur récolte aux paysans. Chaque jour à travers toute la Russie de tels combats pour les récoltes sont livrés jusqu'au bout et tant que l'un des adversaires, les Bolcheviks de la bande de réquisition ou les paysans, ne soit complètement exterminé.

Pendant mon séjour en prison, j'ai rencontré et j'ai parlé avec des douzaines de paysans-propriétaires arrêtés comme contre-révolutionnaires. Pendant mon évasion à travers la frontière, j'ai dormi dans deux masures de paysans et bien qu'ils vécussent dans les pires conditions, si pauvres qu'ils étaient quatorze à vivre et à coucher dans une chambre de quelques mètres carrés, ils maudissaient les Bolcheviks avec les larmes aux yeux. Un des derniers décrets ne permet au paysan de n'avoir qu'une vache et qu'un cheval pour cinq membres de sa famille. Les paysans-propriétaires, qui seront probablement un jour le parti le plus fort en Russie, sont tous anti-Bolcheviks, du premier au dernier homme.

2. *L'armée rouge.* — Les soldats ne sont pas plus satisfaits. En fait, les seules troupes en qui les Bolcheviks puissent avoir confiance sont les Lettons, les Chinois et quelques bataillons de marins. Ils leur donnent 250 roubles par mois, tout leur étant fourni, avec des cadeaux de montres et de chaînes en or réquisitionnées à la bourgeoisie.

Les troupes nouvellement recrutées ne reçoivent pas de fusils à Petrograd, excepté quelques fusils par régiment pour l'instruction. Ils n'en reçoivent qu'au front. Pour tout crime militaire, il n'y a qu'un châtiment : la mort. Les exécutions sont pour la plupart faites par les Chinois. Si un régiment bat en retraite en dépit des ordres, on braque sur lui des mitrailleuses, et si le commissaire du régiment ne peut arriver à retenir ses hommes, il est fusillé.

Tous les soldats avec qui j'ai parlé, même nos gardiens de prison, maudissaient leur sort en disant qu'ils étaient obligés de servir et qu'il n'y avait pas d'autre alternative que de mourir de faim ou d'être fusillé comme déserteur. Presque tous exprimèrent ouvertement l'espoir que les Anglais viendraient bientôt et mettraient fin à tout cela.

3. *Les ouvriers.* — La position des ouvriers n'est pas meilleure. D'abord la journée de huit heures, avec un minimum de salaire élevé, leur a beaucoup plu; mais à mesure que le prix de la vie augmentait, ils trouvèrent que leur sort était peu ou pas du tout amélioré. Leurs salaires étaient augmentés, mais bientôt un cercle vicieux s'établit et l'augmentation des salaires ne pouvait suivre le renchérissement de la vie. La diminution de la production augmenta encore le prix de la vie.

A l'usine de construction de wagons de Petrograd, le prix des wagons avant le régime des Bolcheviks avait été de 16.000 à 17.000 roubles; il est maintenant de 100.000 à 120.000 roubles. Dans les travaux publics, où les Bolcheviks pouvaient s'attendre à plus de soutien, un immense mécontentement existe. Un avertissement officiel aux ouvriers de l'usine de Poutiloff fut publié, disant que pendant plusieurs semaines des incendies, des explosions et des arrêts dus à des

accidents eurent lieu régulièrement, ce qui ne pouvait être mis sur le compte que de traîtres qui, s'ils étaient pris, seraient fusillés.

4. *La bourgeoisie.* — Le sort de la bourgeoisie défie toute description. Tous ceux qui emploient des travailleurs, une simple bonne ou un garçon pour courses, quiconque ne vit pas au jour le jour du produit quotidien du travail manuel, est considéré comme faisant partie de la « bourgeoisie ». Tous les journaux, sauf ceux des Bolcheviks, ont été supprimés, leurs presses et leur propriété confisquées.

De nouveaux décrets sont publiés par douzaines chaque jour sans aucune autre notification. La non-observation d'un décret quelconque entraîne la confiscation immédiate de tous les biens. Toutes les dettes du Gouvernement ont été annulées et toutes les autres valeurs confisquées.

Les coffres-forts ont été ouverts, les objets en or et argent confisqués. Toutes les usines et fabriques ont été nationalisées et aussi les théâtres et cinémas. Cette nationalisation ou municipalisation signifie la confiscation, car le malheureux propriétaire n'est jamais payé.

Le paiement par les banques de dépôts ou de comptes courants fut suspendu. Il est défendu de vendre les mobiliers ou de les transporter d'une maison à une autre sans permission. Les personnes demeurant dans des maisons où ils ont plus de chambres que de membres de leur famille, doivent loger des familles pauvres dans les chambres en surplus ; le mobilier de ces chambres doit rester en place pour servir à ces familles, qui viennent en billets de logement. Des centaines de maisons ont été réquisitionnées pour usage officiel ou demi-officiel, des milliers de malheureux habitants ont été jetés à la rue, ayant été avertis une heure à

l'avance, avec la permission d'emporter seulement les habits qui étaient sur eux avec un jeu de linge de rechange. Les maisons sont sous le contrôle d'un « comité des pauvres » composé des plus pauvres locataires de la maison. Ces comités ont le droit de prendre et de distribuer entre eux tous les objets de mobilier appartenant aux autres appartements, qu'ils considèrent être de trop pour leurs propriétaires. Ils fonctionnent aussi comme agents bolcheviks en les informant des déplacements. Une taxe spéciale fut établie sur les immeubles, s'élevant en pratique à leur valeur totale. Le défaut de paiement de cette taxe dans les quatorze jours faisait municipaliser l'immeuble.

Tous les directeurs et propriétaires d'entreprises, de bureaux et de magasins, ainsi que les membres de la classe des gens n'ayant pas un travail continuel, furent appelés aux travaux forcés, d'abord pour l'enterrement des morts du choléra et du typhus, puis pour nettoyer les rues, etc.

Tous les objets dans les magasins de la douane furent saisis et engagés à la banque du Gouvernement pour 100 millions de roubles. Toutes les personnes assez heureuses pour ne pas avoir leurs objets confisqués pouvaient, finalement, les racheter en payant le prix pour lequel ils avaient été engagés.

Tous les mobiliers et les fourrures déposés dans les garde-meubles furent confisqués. Tous les hôtels, restaurants, magasins d'alimentation et la plupart des autres magasins ont été fermés après que leurs stocks fussent confisqués. Juste avant notre départ, on imposa une nouvelle taxe, la taxe révolutionnaire extraordinaire. Dans les journaux officiels on publiait chaque jour des listes de gens, rue après rue, district par district, avec la somme qu'ils devaient payer à la banque du Gouvernement dans un délai de quatorze jours, sous peine de confiscation de tous leurs biens.

Les sommes allaient de 2.000 roubles à 15 millions.

Il est impossible d'imaginer comment ces sommes pouvaient être payées.

5. *Le problème des vivres.* — Le problème des vivres à Petrograd n'a fait qu'empirer. Des cartes alimentaires très compliquées sont données chaque mois pour tous les produits, mais depuis des mois on ne pouvait rien obtenir avec ces cartes d'autre que du pain qui, depuis quelques semaines, est fait avec de l'avoine non décortiquée. Il n'y a maintenant que trois catégories de cartes : la première pour les travailleurs qui ont des travaux pénibles; la seconde pour les travailleurs; la troisième pour les non-travailleurs. La dernière fois, on distribua pour la carte nº 1 une demi-livre de pain; pour la carte nº 2, un quart et pour la carte nº 3, un huitième de livre. Des centaines de personnes meurent journellement de faim; le premier effet de celle-ci est un gonflement prononcé des traits. Beaucoup de personnes ont réussi à partir, de sorte qu'il ne reste pas plus de 600.000 habitants. La famine complète ne fut évitée que par le grand commerce clandestin de provisions, fait par des gens surnommés « gens au sac », qui viennent par chemin de fer ou à pied des villages avec des vivres dans leurs sacs.

Le beurre coûte maintenant 80 roubles la livre, le bœuf 25 roubles, le porc 50 roubles, le pain noir 25 roubles et les œufs 5 roubles la pièce. La viande de chien coûte 5 roubles la livre et celle de cheval 18 roubles. Les maisons avec le chauffage central ne sont plus chauffées par suite du manque de combustible. La quantité de bois qui coûtait avant 7 roubles en coûte maintenant 450 et on ne peut en obtenir que pour chauffer une chambre.

Tous les restaurants ont été confisqués et trans-

formés en cuisines municipales dont le seul menu fut dernièrement une soupe faite avec de l'eau, quelques pommes de terre et un hareng.

6. *Oppression des partis socialistes.* — Les partis politiques qui furent le plus opprimés par les Bolcheviks sont les socialistes, sociaux-démocrates et socialistes révolutionnaires. Grâce aux pots-de-vin — ce mal notoire de l'ancien régime qui s'est maintenant développé sous le bolchevisme — les capitalistes purent retirer leur argent des banques, leurs valeurs des coffres-forts et s'en aller. D'autre part, beaucoup de membres des partis libéraux et socialistes qui travaillèrent toute leur vie pour la révolution ont été arrêtés ou fusillés par les Bolcheviks. En prison, j'ai rencontré un social-démocrate qui avait passé onze ans dans la forteresse de Schlusselbourg comme condamné politique. Mis en liberté au début de la Révolution, il fut, après dix-huit mois, emprisonné par les Bolcheviks comme contre-révolutionnaire.

7. *Comment les Bolcheviks continuent à se maintenir au pouvoir.* — Ils continuent à se maintenir au pouvoir par un système de terreur et de tyrannie inouïe. Ce système a pour centre le n° 2 de la Gorokhovaya, où siège la « Commission extraordinaire pour la lutte avec la contre-révolution, les spéculateurs et le sabotage ». D'abord sous la direction de Yourelski, elle limita ses opérations aux délits inclus dans son titre, mais après la mort de Yourelski, elle devint ouvertement un instrument de la terreur rouge. Depuis, ses opérations font paraître l'histoire de la Terreur française et de l'Inquisition espagnole douces, en comparaison de ce qu'elle fait.

Les gens étaient arrêtés en masse, non pas seulement par des mandats d'amener individuels par suite d'informations reçues d'espions, mais ils étaient arrêtés

littéralement en masse. Les gens étaient arrêtés par centaines dans les rues, théâtres, cafés, chaque jour, et convoyés vers le nº 2 de la Gorokhovaya. Là on prenait leurs noms et autres détails; le jour suivant, ils étaient menés par groupes de cent ou à peu près vers l'une ou l'autre des prisons, pendant que leurs infortunés parents attendaient pendant des heures et des journées entières en faisant la queue pour se renseigner sur leur sort. Ils étaient maintenus en prison deux, trois, quatre mois ou plus sans aucune accusation contre eux et sans qu'on les interrogeât. Puis quelques-uns étaient accusés et fusillés, d'autres frappés d'amende ou de confiscation de tous leurs biens. D'autres recevaient la permission d'être rachetés par leurs amis; d'autres enfin étaient relâchés sans explications. Il n'y avait aucun jugement. L'accusation et l'interrogatoire étaient faits en même temps et celui qui interrogeait était en général un ancien ouvrier ou même un criminel de droit commun. L'interrogatoire était secret. L'arrêt était confirmé par un membre de la Commission; voilà le seul mode de jugement rendu au nº 2 de la Gorokhovaya. Le comble fut atteint après le meurtre d'Uritsky : l'attaque de l'ambassade britannique et l'affaire de Lockhart, où des centaines de gens furent arrêtés dans diverses parties de la ville, surtout des officiers, qui furent fusillés et jetés dans la rivière ou ligotés et jetés dans la rivière, ou encore liés nus dans des barques et noyés avec celles-ci; tout cela sans même la formalité de la visite au nº 2 de la Gorokhovaya.

Je fus en prison depuis le 19 septembre jusqu'au 25 décembre et je pourrais remplir un livre avec ce que j'ai vu, mais je donnerai simplement une traduction d'un article publié dans un journal bolchevik, la *Commune du Nord*, nº 170, daté du 4 décembre 1918.

« Il est impossible de continuer à se taire. On a

continuellement informé le Soviet de Viborg (Petrograd) du terrible état de choses existant dans les prisons de la ville. Des gens y meurent de faim, d'autres sont détenus six et huit mois sans interrogatoire; dans bien des cas, il est impossible de savoir pourquoi ils ont été arrêtés, à cause du remplacement de fonctionnaires, de la fermeture de certains services et de la perte des documents. Pour confirmer ou démentir ces rapports, le Soviet décida d'envoyer le 3 novembre une commission composée du président du Soviet, du médecin militaire du district et du commissaire militaire du district pour visiter et faire un rapport sur la prison de « Crest ». Camarades! Ce qu'ils virent et ce qu'ils entendirent de la part des détenus dépasse toute description. Non seulement les rumeurs ont été confirmées, mais on trouva que les conditions étaient encore pires que ce qu'on avait dit. Je fus peiné et très honteux. Moi aussi j'avais été incarcéré dans cette même prison sous le tsarisme; mais tout était propre; les prisonniers avaient du linge propre deux fois par mois.

« Maintenant, non seulement les prisonniers sont laissés sans linge propre; mais encore ils sont en grand nombre sans couvertures et comme par le passé, pour un faible délit, ils sont placés dans des cellules isolées, froides et sombres. Mais le spectacle le plus terrible que nous ayons vu était dans les cellules des malades. Camarades, nous y avons vu des morts vivants qui avaient à peine la force de nous murmurer leurs plaintes, de nous dire qu'ils mouraient de faim. En un seul mot, parmi les malades, un cadavre resta plusieurs heures; un voisin réussit à murmurer : « C'est de la faim qu'il est mort; bientôt tous nous « allons mourir de faim. » Camarades, parmi eux il y en a beaucoup qui sont tout à fait jeunes, qui veulent vivre et voir la lumière du soleil. Si nous avons vrai-

ment un Gouvernement d'ouvriers, de telles choses ne devraient pas exister. »

8. *Les plans des Bolcheviks pour la révolution mondiale.* — Le bolchevisme en Russie offre pour notre civilisation un danger aussi grand que le prussianisme, et avant qu'il ne soit aussi impitoyablement détruit, nous devons nous attendre à des troubles, grèves, révolutions partout. Le parti militaire allemand travaille sans aucun doute, en donnant la main aux Bolcheviks, avec l'idée d'étendre le bolchevisme jusqu'en Angleterre; à ce moment-là, ils espèrent en avoir fini avec lui chez eux et être en position pour retirer un avantage de nos troubles. La propagande bolchevique dispose de fonds illimités. Aucun autre pays ne peut aussi généreusement subventionner son service secret et il en résulte qu'on peut trouver leurs agents là où on s'y attend le moins.

N° 38

Du Général Knox au Ministère de la Guerre.

(Télégramme.) Omsk, le 5 février 1919.

En ce qui concerne le meurtre de la famille impériale à Ekaterinbourg, il y a de nouveaux témoignages qui montrent qu'il y avait deux partis dans le Conseil local, un qui voulait sauver la famille impériale; l'autre, qui était dirigé par cinq Juifs, dont deux voulaient qu'elle fût exécutée. Ces deux Juifs, nommés Vaïnen et Safarof, sont arrivés avec Lénine quand celui-ci fit son voyage à travers l'Allemagne. Sous prétexte que les gardès russes avaient volé 70.000 roubles, ils furent déplacés de la maison entre le 8 et le 12. Ces gardes furent remplacés par des gardes au nombre de

13, dont 10 Lettons et 3 Juifs dont deux s'appellent Laipont et Yurowski et un dont on ne sait pas le nom.

Cette garde était commandée en dehors de la maison par un criminel appelé Madoyedoff, qui avait été convaincu de meurtre et d'incendie en 1906 et du viol d'une petite fille de cinq ans en 1911. Les prisonniers furent réveillés à 2 heures du matin; on leur dit de se préparer pour un voyage. Ils furent appelés dans la chambre du bas. Yurowski leur lut l'arrêt du Soviet. Quand il eut fini de lire, il dit : « Et ainsi votre vie en est arrivée à sa fin. » L'Empereur dit alors : « Je suis prêt. » Un témoin oculaire qui depuis est mort m'a dit que l'Impératrice et ses deux filles aînées firent le signe de croix. Le massacre fut fait à coups de revolver. Le Dr Botkine, la femme de chambre, le valet et le cuisinier furent assassinés dans cette chambre avec les sept membres de la famille impériale. On n'épargna que la vie d'un neveu du cuisinier, un garçon de quatorze ans. Les assassins jetèrent les cadavres dans le puits d'une mine de charbon et le même matin des ordres furent donnés de massacrer les membres de la famille impériale à Alapaevsk, ce qui fut fait.

N° 39

De M. Alston au Comte Curzon.

(Reçu le 12 février.)

(Télégramme.) **Vladivostok, le 10 février 1919.**

Ce qui suit est de l'agent consulaire d'Ekaterinbourg, 8 février :

« De l'interrogatoire de témoins de différentes classes de la population, on a recueilli les témoignages qui suivent :

« Les Bolcheviks persécutèrent toutes les classes de la population qui ne soutenaient ou ne reconnaissaient pas leur gouvernement. Des perquisitions à domicile, des réquisitions et des arrestations étaient faites tout le temps, de jour et de nuit, sous prétexte de nécessité politique; il en résultait un pillage en masse. Quiconque possédait plus de 10.000 roubles était forcé de creuser des tranchées au front pour l'armée rouge. Là, ils étaient sous la continuelle menace de mort pour le plus petit délit et à la merci de la Garde rouge qui souvent était composée d'étrangers; beaucoup de ces personnes furent massacrées. Dix-huit paisibles citoyens, y compris des prêtres, des docteurs, des avocats, des marchands et des laboureurs, furent arrêtés à Ekaterinbourg comme otages et fusillés sans qu'aucune accusation fût faite contre eux. Soixante-cinq citoyens de Kamishloff souffrirent le même sort. Les veuves de ces gens, qui réclamaient les cadavres de leurs maris, furent traitées avec des insultes outrageantes et des moqueries par les Bolcheviks.

« Les paysans, dans les districts bolcheviks, qui protestaient contre les réquisitions de leur bétail et de leurs biens, étaient jetés en prison; 90 furent massacrés. Les paysans eurent aussi des maisons incendiées, une centaine de maisons ayant été brûlées dans un seul village. Les chefs bolcheviks, à Ekaterinbourg, menaient une vie de débauche tout à fait opposée à la doctrine qu'ils propageaient; fréquemment ils s'appropriaient de grandes sommes, et s'offraient souvent des orgies et beuveries. Les pots-de-vin, la vénalité et les extorsions d'argent étaient très développés parmi les fonctionnaires bolcheviks et parmi les hommes de la Garde rouge.

« Les Bolcheviks opprimèrent surtout le clergé orthodoxe et la religion. Les soldats tchèques témoignent que, près de Khan, ils crucifièrent le père et les sœurs

d'un homme qui servait dans l'armée nationale; des familles entières, dont des membres servaient dans l'armée nationale, furent fusillées. On possède assez d'informations pour affirmer que les crimes des Bolcheviks dans Ekaterinbourg et son district ne sont rien en comparaison avec le nombre et le caractère des atrocités commises à Perm et dans le district de Perm. »

N° 40

De M. Alston au Comte Curzon.

(Télégramme.) Vladivostok, le 13 février 1919.

M. T... vient d'arriver ici d'Ekaterinbourg. Quand il était à Perm, il habita, dit-il, le même hôtel que le grand-duc Michel et M. Johnson, son secrétaire, qui était un sujet russe. A 2 heures, vers le 16 juin, il vit quatre hommes de la « Militzia » ou police de Perm, les emmener; il est convaincu qu'ils furent tués. Les rapports précédents des excès bolcheviks à Perm ont été confirmés par M. T..., qui dit que leur méthode habituelle, dans le cas des marchands, était de les arrêter, de les relâcher, la rançon étant chaque fois augmentée; finalement ils étaient fusillés.

N° 41

Du Consul en activité Bell au Comte Curzon.

(Reçu le 13 février.)

(Télégramme.) Helsingfors, le 12 février 1919.

J'apprends de bonne source que les grands-ducs Paul Alexandrovitch, Dimitri Constantinovitch, Nicolaï Michaïlovitch, Georges Michaïlovitch, qui étaient

tous emprisonnés à Petrograd en prévention, furent transportés, le 29 janvier 1919, à la forteresse de Pierre-et-Paul où, le même jour, sans de plus amples investigations, ils furent tués par la Garde rouge à coups de revolver. On dit que la princesse Palej, veuve de feu le grand-duc Paul Alexandrovitch, s'échappa de Petrograd après le meurtre du grand-duc.

N° 42

Du Consul général Bagge au Comte Curzon.

(Reçu le 16 février.)

(Télégramme.) Odessa, le 13 février 1919.

Le pillage intensif par bandes, le meurtre de propriétaires terriens, même de paysans possédant quelques acres, créèrent ici une très grave situation. Le grain pour les semailles de printemps en Ukraine manque beaucoup en conséquence de tout cela. Comme ils sont utilisés sur 70 % de la surface totale, si l'on ne prend des mesures immédiates pour remplacer les grains en les faisant venir du Kouban et d'ailleurs, il n'y aura pas de récolte; il en résultera une famine terrible. Cet état de choses s'applique aux paysans aussi bien qu'aux grands propriétaires, dont la majorité dut fuir vers les villes de la côte. La condition essentielle pour sauver la Russie de la famine est de maintenir l'ordre dans le territoire occupé de la Russie du Sud. Des milliers de propriétaires paysans avec un peu de soutien moral et physique, seront capables de résister aux bandes de pillards quel que soit le nom dont ils se couvrent.

Ces paysans demandent de plus que la propriété privée de la terre, telle qu'elle existe maintenant, soit déclarée inviolable jusqu'à ce que toute la question soit décidée. Sans cette assurance, ils ne veulent pas courir le risque de semer pour qu'un autre prenne peut-être la récolte.

Cette question est très urgente, car le travail de la terre va commencer au sud dans trois ou quatre semaines.

N° 43

De Sir Eliot au Comte Curzon.

(Reçu le 20 février.)

(Télégramme.) · Vladivostok, le 19 février 1919.

Ce qui suit est un rapport du consul d'Ekaterinbourg :

« Les désertions dans l'armée rouge augmentent en nombre et les paysans de la Russie bolchevique se révoltent quand on veut les mobiliser. Des révoltes paysannes eurent lieu dans le gouvernement de Penza, ainsi que dans les districts d'Ohansk et de Sizran. Des révoltes de troupes nouvellement mobilisées eurent lieu à Tamboff, Koursk, Kazan, Nijni-Novgorod et autres villes.

« D'après un prisonnier russe de retour de l'Allemagne, des révoltes contre les Bolcheviks eurent lieu entre Vyatka et Glazoff. Trente prêtres orthodoxes furent massacrés par les Bolcheviks à Osa. 500 officiers russes de retour d'Allemagne furent fusillés à Menzelinsk. »

N° 44

De Sir C. Eliot au Comte Curzon.

(Reçu le 23 février.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 22 février 1919.

Ce qui suit est le rapport sur 71 victimes faites par les Bolcheviks, reçu de l'agent consulaire d'Ekaterinbourg; il est daté du 19 février :

« Les nos 1 jusqu'à 18, citoyens d'Ekaterinbourg (dont les trois premiers m'étaient personnellement connus), furent mis en prison sans qu'aucune charge fût relevée contre eux; à 4 heures du matin le 29 juin, ils furent (avec un autre, ce qui fait dix-neuf en tout) menés au terrain où l'on porte les gadoues d'Ekaterinbourg, à un demi-mille de la ville; on leur ordonna de se mettre en ligne le long d'un fossé nouvellement creusé. Quarante hommes armés en habits civils, qu'on croit avoir été de la milice communiste, firent feu et en tuèrent dix-huit. Le dix-neuvième, M. Tchistoserdoff, échappa par miracle, au milieu de la confusion générale. J'ai protesté, avec d'autres consuls d'Ekaterinbourg, contre cette brutalité; les Bolcheviks répondirent à notre protestation en nous conseillant de nous mêler de nos propres affaires et en disant qu'ils avaient fusillé ces gens pour venger la mort de leur camarade Malicheff, tué au front par les Tchèques.

« Les nos 19 et 20 font partie des douze paysans cultivateurs arrêtés pour refus de soutenir le Gouvernement bolchevik et jetés le 12 juillet, vivants, dans le trou où s'écoulent des scories brûlantes des usines de Verhisetski, près d'Ekaterinbourg.

« Les corps furent reconnus par leurs camarades cultivateurs.

« Les nos 21 à 26 furent pris comme otages et fusillés à Kamishloff le 20 juillet.

« Les nos 27 à 33, accusés de complot contre le Gouvernement bolchevik, furent arrêtés le 16 décembre au village de Troitsk, gouvernement de Perm. Emmenés le 17 décembre à la station de Silva du chemin de fer de Perm, ils ont eu la tête tranchée à coups de sabre. Des témoins disent que des victimes eurent le cou à moitié tranché par derrière et que la tête du no 29 tenait à un petit morceau de peau.

« Les nos 34 à 36, pris avec huit autres au début de juillet, du camp où ils étaient occupés à creuser des tranchées pour les Bolcheviks et menés à un endroit près d'Oufalay, à près de 80 kilomètres d'Ekaterinbourg, furent assassinés par les gardes rouges à l'aide de fusils et de baïonnettes.

« Les nos 37 à 58, retenus en prison à Irbit comme otages, furent fusillés le 26 juillet; ceux qui ne moururent pas du premier coup furent achevés à coups de baïonnette. Ces gens furent fusillés par petits groupes; le meurtre fut dirigé par des matelots et accompli par des Lettons qui tous étaient ivres. Après le meurtre, les Bolcheviks continuèrent à prélever des rançons des parents des victimes, en leur cachant ce crime.

« Le no 59 fut fusillé au village Klevenkinski, district de Verkhotourie, le 6 août, étant accusé d'agitation contre les Bolcheviks.

« Le no 60, après avoir été obligé de creuser sa propre tombe, fut fusillé par les Bolcheviks, au village de Mercoushinski, district de Verkhotourie, le 13 juillet.

« Le no 61 fut massacré au milieu de juillet, près de l'usine Kamenski, pour avoir permis qu'on fît sonner les cloches de l'église, en dépit des ordres bolcheviks. Son corps fut trouvé avec d'autres dans un trou, la tête étant à moitié coupée.

« Le n° 62 fut arrêté sans accusation le 8 juillet, au village d'Oetski, district de Kamishloff. Son corps fut découvert enfoui dans de la paille et du fumier, la barbe arrachée, les paumes de ses mains découpées, et la peau du crâne coupée sur le front.

« Le n° 63 fut tué après beaucoup de tortures (les détails ne sont pas donnés), le 27 juillet, à la station Anthracite.

« Le n° 67 a été assassiné le 13 août près du village de Mironoffski.

« Le n° 68 a été fusillé par les Bolcheviks devant son église, au village de Korouffski, district de Kamishloff, en présence des villageois, ses filles et son fils (date non communiquée).

« Les nos 69 à 71 furent tués à l'usine Kaslingski près de Kishtim, le 4 juin, avec vingt-sept autres civils. La tête du n° 70 fut enfoncée, mettant sa cervelle à découvert; le n° 71 avait la tête enfoncée, les jambes et les bras cassés et deux blessures de baïonnette. »

Les données de ce télégramme sont toutes de 1918.

N° 45

De Sir Eliot au Comte Curzon.

(Reçu le 25 février.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 24 février 1919.

Mon télégramme du 22 février (1) est complété par ce rapport du consul d'Ekaterinbourg :

« Les nos 72 à 103 ont été examinés ; ce sont 32 civils emprisonnés comme otages et emmenés par les Bol-

---

(1) Voir n° 44.

cheviks avec 19 autres, à des dates variant entre le 9 juillet, le 7 août, le 27 juillet, etc.; tous les 51 ayant été déclarés hors la loi. L'examen médical officiel de ces 51 corps (dont 32 sont les nos 72 à 103 et 20 non reconnus), trouvés dans plusieurs trous, trois à Kamishloff, révéla qu'ils avaient tous été tués à coups de baïonnette, de sabre et fusillés. Les cas suivants sont caractéristiques : no 76 : 20 blessures légères de baïonnette au dos; no 78 : 15 blessures de baïonnette au dos, 3 dans la poitrine; no 80 : blessures de baïonnette au dos, mâchoire et crâne fracassés; no 84 : la face écrasée et le poignet détaché à coups de hache; no 89 : deux doigts coupés et des blessures de baïonnette; no 90 : les deux mains coupées au poignet et la mâchoire supérieure hachée, la bouche fendue des deux côtés et une blessure de baïonnette à l'épaule; no 98 : le petit doigt de la main gauche et quatre doigts de la main droite coupés et la tête écrasée; no 99 : 12 blessures de baïonnette; no 101 : 4 blessures de sabre et 6 de baïonnette.

« Ces victimes ne doivent pas être confondues avec les 66 enfants pris comme otages à Kamishloff et tués par des mitrailleuses près d'Ekaterinbourg, au début de juillet, et dont on ne peut savoir les noms. »

No 46

De Sir C. Eliot à M. Balfour.

(Reçu le 25 février.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 24 février 1919.

Un appel à tous les partis démocratiques, pour qu'ils s'unissent contre les Bolcheviks, fut publié par le gouvernement d'Omsk. Les arguments qu'il donne sont les suivants :

1o La dictature d'une classe fut exigée par les Bol-

cheviks et les autres classes furent placées hors la loi et affamées;

2° Les Bolcheviks privèrent du droit de vote les classes instruites, n'admettant pas le suffrage universel;

3° La bureaucratie remplaça les gouvernements municipaux et communaux, qui furent supprimés;

4° Des organisations politiques remplacèrent les cours de justice.

N° 47

Du Général Knox au Ministère de la Guerre.

(Télégramme.) Vladivostok, le 2 mars 1919.

Le rapport suivant fut reçu d'Omsk le 26 février :

« La position des transports par chemin de fer est critique. A cause du manque de métaux, de charbon et de pièces de rechange, les ateliers de construction et de réparation du matériel de chemin de fer ont cessé de fonctionner. Le trafic des passagers continue seulement sur la ligne de Nikolaevski; seuls des trains militaires et de ravitaillement circulent sur les autres lignes.

« Le papier-monnaie est fabriqué sur une énorme échelle : 14.000 ouvriers sont employés à Petrograd et à Pensa, nuit et jour; 300 millions de billets de diverses valeurs sont, paraît-il, émis chaque jour.

« Les paysans sont très hostiles à l'action des Soviets et beaucoup de révoltes ont lieu en différents endroits. La discipline devient plus stricte dans l'armée. Le retour aux épaulettes et au salut militaire est envisagé.

« Dans un avenir rapproché, les Bolcheviks veulent fermer toutes les églises. Trois prêtres furent récemment noyés par les Rouges à Ossa. »

N° 48

Du Général Knox au Ministère de la Guerre.

Vladivostok, le 4 mars 1919.

L'interview d'un officier fut publié dans un journal de Vladivostok. Il donne une idée de ce qu'est la ruine de Moscou. Il s'était échappé à travers les lignes et dit que les exécutions et arrestations, sans parler de la faim, du froid et des vols sous toutes les formes, font partie de la vie quotidienne de la ville. Les rues sont sales et défoncées, les maisons ébréchées par les obus et éventrées par les incendies. Le sport de pick-pocket est devenu à la mode; il est considéré comme une excentricité inoffensive. Des officiers sont occupés aux travaux les plus bas, comme de balayer les rues, de charger des briques aux stations de chemin de fer; un colonel est maintenant gardien de nuit. Pendant que Kuksh était occupé par les Bolcheviks, des femmes de seize ans à cinquante ans furent mobilisées pour travailler et pour « satisfaire aux besoins de la gloire et la fleur de la révolution ». A Goroblagodatsky, l'armée rouge jeta 44 cadavres dans un puits. On les découvrit plus tard et, parmi eux, les cadavres d'un prêtre, de quelques moines et d'une jeune fille. A Blagovestchensk, des officiers et des soldats du détachement de Torboloff furent trouvés avec des aiguilles de grammophone enfoncées sous leurs ongles, les yeux arrachés et des marques de clous sur leurs épaules, là où ils portaient leurs épaulettes. Leurs corps sont devenus comme des statues glacées; ils étaient horribles à voir. Ces hommes avaient été tués à Metzanovaya par les Bolcheviks, puis leurs corps furent emmenés à Blagovestchensk.

Ce qui suit est le texte d'un document appartenant

à un commissaire rouge pris sur le front, qui fut cité dans la presse locale :

« Par la présente, je certifie que le porteur, camarade Evdomikof, est autorisé à prendre une jeune fille. Personne n'a le droit de s'y opposer aucunement ; il est investi par moi de pleins pouvoirs, ce que je certifie. »

N° 49

De Sir Eliot au Comte Curzon.

(Reçu le 7 mars.)

(Télégramme.) **Vladivostok, le 5 mars 1919.**

Ce qui suit est le rapport du consul d'Ekaterinbourg, du 3 mars :

« Ce qui suit est le résumé de l'enquête bolchevique à Perm :

« Depuis le début de 1918, les usines furent dirigées par les comités d'ouvriers, qui comprenaient des criminels dans leur sein. L'incapacité de ces comités et la démoralisation de la classe ouvrière ont amené l'industrie à un arrêt complet ; elles furent cause d'une hausse de prix dont souffre toute la population.

« Les Bolcheviks désorganisèrent complètement l'enseignement dans les écoles en nommant des maîtres au moyen d'élections auxquelles prenaient part les élèves et les serviteurs des écoles.

« Des étudiants en droit de première année étaient nommés par les Bolcheviks en remplacement des juges dans les tribunaux.

« La politique des Bolcheviks pouvait être caractérisée par la persécution de toutes les classes de la so-

ciété, soupçonnées de mauvais sentiments envers eux, surtout les classes aisées et les paysans.

« En dépit de la confiscation de leurs biens, les classes aisées furent forcées de payer de lourdes contributions; beaucoup d'entre eux furent arrêtés comme otages sous le plus futile prétexte, sans qu'aucune accusation fût portée contre eux; c'était fréquemment par suite d'un caprice ou de la haine personnelle d'un commissaire bolchevik. Ceux qui n'étaient pas fusillés étaient emprisonnés dans les conditions les plus mauvaises et couraient toujours le risque d'être assassinés. Pendant la détention de ces gens, leurs maisons étaient pillées.

« Dans les villages, des « comités des pauvres » furent organisés; leurs membres étaient, en théorie, élus par les paysans; les Bolcheviks ne tiennent aucun compte du résultat des élections et nomment presque exclusivement des criminels. Des contributions, des réquisitions et d'autres actes tyranniques furent infligés par les Bolcheviks aux paysans possédant quelque terre ou autre propriété. D'où résultèrent des révoltes de paysans, arrêtées par les Bolcheviks au moyen de pillages, dévastations et massacres faits sur une grande échelle, par exemple à Sepytchyi et Pystor, dans le district d'Ohansk, au mois d'août 1918.

« Les ouvriers qui s'opposaient aux Bolcheviks étaient traités de la même manière que les paysans. Une centaine d'entre eux furent fusillés à Motovilyky, près de Perm, en décembre 1918, pour avoir protesté contre la conduite des Bolcheviks. Les paysans souffrirent en particulier quand l'armée rouge battit en retraite; les Bolcheviks emportaient avec eux les céréales, emmenaient les chevaux et le bétail disponibles et détruisaient tous les instruments agricoles et autres qu'ils ne pouvaient emporter. La persécution bolchevique contre leurs adversaires atteignit son

comble de fureur après l'attentat contre la vie de Lénine, bien qu'elle se fût, même avant cela, transformée en un régime de terreur.

« Les commissaires étaient des ouvriers sans instruction, âgés de vingt à trente ans, qui condamnaient les gens à mort sans formuler aucune accusation contre eux, fréquemment même prenant part à l'exécution de leurs victimes.

« Les autorités russes ne viennent que de commencer les enquêtes sur les crimes des Bolcheviks. C'est pourquoi il est difficile d'obtenir des renseignements exacts au sujet du nombre des personnes tuées, bien que d'après nous il s'élève à plusieurs milliers dans le gouvernement de Perm. D'ordinaire les victimes étaient fusillées, mais aussi, fréquemment, noyées ou tuées à coups de sabre. Des massacres par groupes de 30, 40 et 60 eurent lieu, par exemple à Perm et à Kungur.

« Les meurtres étaient souvent précédés de tortures et d'actes de cruauté. Les ouvriers, à Omsk, avant d'être fusillés, furent fouettés et battus à coups de crosse et avec des pièces de fer, en vue d'en obtenir des témoignages. Les victimes étaient souvent forcées de creuser elles-mêmes leur tombe. Quelquefois les bourreaux les plaçaient face au mur et tiraient plusieurs coups de revolver de derrière, près de leurs oreilles, ne les tuant qu'après un temps considérable. Des survivants en ont témoigné.

« Des jeunes filles, des femmes âgées et femmes enceintes se trouvaient parmi les victimes. Le cas de Mlle Bakouyeva en est un exemple. En décembre 1918, cette demoiselle, âgée de dix-neuf ans, fut accusée d'espionnage et torturée. On la blessa d'un coup de baïonnette et on fouilla lentement treize fois dans la blessure avec l'arme. Elle a été trouvée plus tard par des paysans, encore vivante; maintenant presque guérie elle nous a elle-même raconté ses souffrances.

« Les Bolcheviks vouèrent une haine violente à l'église et au clergé, pillèrent des couvents (tels que ceux de Bielogorod et Bielogorski), transformèrent les églises en lieu de réunion publique et en usines, persécutèrent et assassinèrent des prêtres et des moines ; des 300 prêtres qui vivaient dans les parties libérées du diocèse de Perm, 46 ont été tués par les Bolcheviks. »

N° 50

De Sir Eliot au Comte Curzon.

(Reçu le 26 mars.)

(Télégramme.) Vladivostok, le 21 mars 1919.

Ce qui suit est le rapport du consul d'Ekaterinbourg, du 20 mars :

« Nous avons maintenant terminé notre enquête sur les Bolcheviks. Des dossiers comprenant presque cent dépositions, recueillies par le consul russe, qui constituent des témoignages irréfutables, vingt photographies d'atrocités commises par les Bolcheviks et d'autres documents probants ont été obtenus des autorités russes. Des personnes de toutes les classes surtout les paysans, continuent à venir au consulat britannique témoigner de l'assassinat de leurs parents et d'autres violences que, dans leur fureur, ont accomplis les Bolcheviks ; mais étant obligé de limiter mon travail pour achever mon rapport, j'ai dû cesser de recueillir d'autres témoignages. Les détails donnés dans mes télégrammes récents sont caractéristiques sur la manière dont les Bolcheviks assassinèrent d'innocents citoyens. C'est pour les raisons ci-dessus —

à moins que vous ne me demandiez le contraire — que je vais cesser de vous envoyer de nouveaux noms.

« Des rapports reçus, il résulte que les meurtres et pillages accomplis par les Bolcheviks pendant leur retraite prirent les proportions les plus terribles. »

N° 51

Extrait du rapport d'un aumônier anglais.

Avec l'arrivée des armées austro-allemandes dans la Russie du Sud, au printemps dernier, mon expérience des Bolcheviks entra dans une nouvelle phase.

Auparavant, j'avais habité, pendant plusieurs mois, dans la ville terrorisée d'Odessa, où la population, abrutie et dépouillée, avait été violemment obligée de se soumettre, d'une manière abjecte, à une tyrannie bolchevique brutale et despotique.

La ville avait été trempée de sang, les meurtres et violences dans les rues et dans les maisons arrivaient chaque jour, chaque heure même. Le commerce était paralysé, les boutiques pillées, la bourgeoisie arrêtée, torturée et mise à mort par centaines en des circonstances d'une cruauté démoniaque. Les consuls alliés avaient quitté la ville avec la plupart des étrangers, quand on décida de massacrer toute la population de la classe intellectuelle en commençant par l'extermination de 108 familles. Mais cette dernière brutalité avorta, grâce à l'arrivée des troupes des Puissances centrales. Sans aucun doute, les horreurs qui s'accumulaient rapidement étaient faites à l'instigation préméditée des agents secrets allemands pour que les troupes autrichiennes en marche ne fussent pas reçues comme des ennemis, mais au contraire comme des

libérateurs venant sauver le peuple d'une tyrannie encore plus brutale que tout ce que la Russie avait connu jusque-là. Ce plan eut un succès parfait, les troupes autrichiennes furent accueillies comme des sauveurs.

Cette intrigue fut très bien menée. Rien ne fut laissé au hasard. Toute possibilité d'opposition armée effective avait été rendue impossible par le massacre énorme des officiers russes, fait auparavant à l'instigation systématique des propagandistes allemands. La marche dans l'Ukraine du Sud était une nouvelle phase d'une vieille intrigue de Vienne qui s'était développée pendant les dernières quarante années, le plan d'expansion à l'est et l'accès à la Mer Noire.

Au bout de trois jours d'occupation d'Odessa par les troupes autrichiennes, les soldats furent envoyés pour circuler dans la ville, avec ordre de fraterniser avec les habitants, de se conduire avec une courtoisie remarquable, de se contenir et de répondre à toute avance amicale par de l'affabilité conciliatrice.

Les troupes bolcheviques russes s'enfuirent à l'approche des Autrichiens. La flotte de la Mer Noire quitta la ville le matin de la prise d'Odessa. Quelques navires étaient si chargés de butin qu'ils pouvaient à peine avancer. Une grande partie des pires criminels bolcheviks du district, avec des bandes d'assassins et de bandits de grands chemins les plus notoires, s'échappa avec la flotte. Deux des équipages ayant massacré peu de temps auparavant leurs officiers, ne purent diriger leurs navires et durent attendre qu'on leur envoyât de l'aide des autres vaisseaux. Le vaisseau-amiral des Bolcheviks prit à bord tout le personnel des deux plus grandes maisons de tolérance de la ville avec leurs orchestres.

Pendant les trois jours précédant l'arrivée des Autrichiens, les Bolcheviks firent travailler des plon-

geurs, qui plongeaient du yacht impérial *Alma* et du croiseur *Sinope* pour draguer le port et remonter les corps chargés de lest des officiers assassinés, dont près de 400 avaient été mis à mort, la plupart après la torture de la vapeur brûlante alternée avec l'exposition aux courants d'air glacé. D'autres avaient été brûlés vifs, attachés à des planches qui étaient lentement poussées dans les foyers des chaufferies par à-coups, quelques pouces plus avant chaque fois. C'est ainsi que périt le général Chourmakoff et beaucoup d'autres de ma connaissance. Les corps retirés de l'eau furent brûlés dans les chaufferies des bateaux afin qu'aucune preuve ne restât qui pût être montrée aux Autrichiens.

Plus tard, un membre de l'État-major autrichien me dit qu'on leur avait fourni une liste de plus de 400 officiers assassinés du district d'Odessa.

Janvier 1919.

N° 52

De M. M... au Comte Curzon.

(Reçu le 8 février.)

Moscou, le 12 janvier 1919.

J'ai l'honneur de vous rapporter que la question des vivres à Moscou devient de plus en plus aiguë chaque jour. Nominalement, la population de cette ville doit obtenir ses vivres par le système de cartes, des cartes de trois catégories ayant été introduites et la quantité de vivres disponibles ayant été distribuée dans les proportions suivantes :

Catégorie	1, travailleurs manuels. . . .	4
—	2, travailleurs intellectuels . .	3
—	3, non-travailleurs.	2

La difficulté toutefois est qu'il n'y a pas de vivres autres que le pain noir qu'on puisse distribuer et que la quantité de pain distribuée à présent, c'est-à-dire une demi-livre pour la première catégorie, trois huitièmes pour la seconde et un quart pour la troisième, est tout à fait insuffisante pour permettre de vivre.

Les autres denrées doivent être obtenues des spéculateurs à des prix exorbitants, le vendeur et l'acheteur courant le risque d'une grosse amende ou d'être emprisonné s'il est dénoncé, le commerce de vivres étant strictement interdit. Des milliers d'hommes et de femmes s'en vont chaque jour chercher au loin dans les campagnes des provisions, puis reviennent en ville et dérangent ainsi le trafic régulier des chemins de fer. Toutefois ce n'est pas chose facile que d'apporter des provisions à Moscou, car des cordons de soldats fouillent les bagages des voyageurs aux stations de campagne et leur prennent, suivant leur bon plaisir, ce qui leur paraît être de trop. Pour illustrer la cherté du prix de vie, je vous prie de joindre à ceci une liste des denrées qu'on peut encore obtenir, avec leur prix.

Les prix des denrées à Moscou.

	PRIX en roubles par livre russe (1)
Pain noir	12-14
Pain blanc impossible à obtenir.	
Fleur de farine d'orge	15-16
Fleur de farine de blé	20-25
Farines	15-20
Riz	40
Pommes de terre	4- 5

(1) 1 rouble (parité) = 2f 66; 1 livre russe = 409gr 51.

	PRIX en roubles par livre russe
Carottes	3- 4
Sucre	90-100
Beurre	100-120
Thé	90-100
Huile de tournesol	40- 45
Viande de cheval	12- 16
Bœuf	27- 30
Mouton	30- 35
Porc	40- 45
Lard et petit-salé	70- 80

Il est toutefois impossible d'obtenir toujours des provisions même à ces prix.

N° 53

Lord Kilmarnock au Comte Curzon.

(Reçu le 24 février.)

Copenhague, le 17 février 1919.

Milord,

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, les traductions des deux rapports qui suivent, sur les atrocités commises par les Bolcheviks dans les Provinces Baltiques; ces rapports m'ont été fournis par le Gouvernement provisoire esthonien.

Je joins aussi sept photographies des victimes des massacres faits par les Bolcheviks à Wasenberg et Dorpat, provenant de la même source (1).

J'ai...

KILMARNOCK.

---

(1) Ces photographies n'ont pas été reproduites.

Ci-joint.

Atrocités bolcheviques en Esthonie.

Rapports supplémentaires.

Le 25 décembre, les Bolcheviks ont fusillé l'intendant Karu, le contremaître et l'économe Sitau du domaine de Kilti. Avant leur mort, les victimes ont été cruellement torturées. En outre, l'auteur Woldemar Rosenstrauch et trois autres personnes furent fusillés. Suivant le rapport du chef d'un escadron d'attaque, le lieutenant Jakobsen, les Bolcheviks assassinèrent deux frères, Slesfrik et Hans Kokamal, de Piksaare, le 26 janvier. Ils écrasèrent la tête du premier par deux coups de hache et fusillèrent le second; ils dépouillèrent en outre les victimes de leurs vêtements et chaussures, déchirèrent leur linge qui, étant couvert de sang, n'était d'aucune utilité pour eux.

A Sagnitz, dans le district de Walk, le forestier principal Hesse et le comptable Wichmann furent fusillés par les Bolcheviks. En dehors des tombes de ces deux victimes, sept autres ont été découvertes au même endroit.

Le bain de sang de Walk. — Le bolchevisme a fait rage à Walk plus que partout ailleurs, car les Bolcheviks restèrent là plus longtemps au pouvoir. Le nombre des personnes assassinées par eux est grand; le chiffre exact est encore inconnu. A tout hasard ils sont estimés de 350 à 450. De plus 600 à 700 personnes ont été emmenées par les Bolcheviks.

D'après le rapport des habitants du district, ces infortunés furent assassinés en route. Les assassinats étaient commis de la même manière que partout ailleurs. Les malheureux, qui appartenaient aux diffé-

rentes classes de la société, étaient arrêtés sous toutes sortes de prétextes, tenus prisonniers quelques jours, et alors par groupes de 20 ou 30, conduits hors de la ville au lieu d'exécution où des tombes étaient déjà préparées pour eux. Chaque nuit, de 20 à 30 personnes furent exécutées sans interrogatoire ni jugement. Avant d'être fusillées, les victimes étaient torturées de toutes les manières possibles. Tous les cadavres portaient des traces de coups de baïonnette et de blessures par balles. Les têtes sont fracassées, les os brisés. Même après la mort, quand les cadavres étaient rigides, les Bolcheviks hachaient les bras et les jambes; ils brisaient les os de leurs victimes. Ils ont mis une telle terreur dans les cœurs des habitants locaux, que ceux-ci n'osent même pas parler des actes des Bolcheviks. A cause de cela, il est difficile d'obtenir des rapports exacts sur les atrocités à Walk.

Un soldat de la cavalerie esthonienne avait été fait prisonnier par les Bolcheviks et devait être exécuté à Walk avec beaucoup d'autres. Les *balles* bolchevistes, qui tuèrent tant de ses camarades, ne l'ont pas frappé, et il réussit après le meurtre à s'échapper de la fosse commune. Voici comment il décrit un de ces terribles bains de sang :

« Ils prirent nos casquettes, vestes et capotes. Trente-cinq Bolcheviks armés nous entourèrent pour prévenir toute tentative de fuite. Nos mains furent attachées derrière le dos. De plus, nous étions liés deux par deux, les paires étaient réunies par une longue corde, de sorte que nous marchions tous attachés à la même corde. C'est ainsi que nous avons été conduits à la mort. Comme je protestais contre le traitement barbare, l'officier bolchevik me frappa à deux reprises à la tête avec une cravache, et dit : « Être « fusillé est trop beau pour vous, vos yeux devraient « être arrachés avant la mort. » Au commandement,

les Bolcheviks tirèrent une salve. Le groupe attaché tombe à terre. J'ai aussi été entraîné par les autres, quoique je n'aie pas été frappé. Les Bolcheviks firent feu à quatre reprises sur les gens à terre. Heureusement, de nouveau j'ai été manqué. Alors les exécuteurs tombèrent sur nous comme des animaux sauvages pour nous piller. Quiconque remuait encore était tué à coups de baïonnette et de crosse. Je me suis tenu aussi immobile que possible. Un des Bolcheviks prit mes chaussures; un autre regarda mes bas. « Bons bas, murmura-t-il, et il les tira. »

On communique de Werro :

La rapidité avec laquelle les troupes estoniennes occupèrent Werro a sauvé la vie de plus de 200 personnes. Il y avait là 183 personnes en prison, auxquelles le même sort était réservé que celui qui advint à ceux de Dorpat, le 14 janvier. Les listes étaient déjà toutes préparées. Mais la Garde rouge prit la fuite à l'approche des troupes estoniennes. Seulement les gardiens de prison restèrent en arrière; ils ont ouvert les portes de la prison. Toutes ensemble, 100 personnes devaient être fusillées à Werro, près du cimetière russe, le lac de Kaseritzschen et la redoute Kirrumpäh. A l'arrivée des secours, beaucoup de tombes n'étaient pas encore remplies, et nombre de cadavres couchés exposés dans la neige. Plusieurs femmes ont été aussi fusillées, et particulièrement lugubre fut le meurtre de Frl. Imgard Kupffer.

Ce qui suit est la liste des noms des gens qu'on sait avoir été assassinés à Werro : Barber Kuns, l'avoué R. Pihlak, propriétaires de maisons, Kond et Wierland, le garde forestier Matson, d'Erastwere, pasteur Sommer et Hr. Wreemann. Les noms de la plupart des victimes sont inconnus, car le plus grand

nombre n'appartenaient pas à Werro, mais ont été emmenées des villages environnants et fusillées. Les Bolcheviks ont aussi tenu secret le nombre et les noms de leurs victimes. Il a déjà été mentionné que, suivant le journal bolchevik *Tööline*, nombre de contre-révolutionnaires ont été assassinés à Werro, le 14 janvier. Maintenant une information a été apportée par le marchand P..., de Pölwa, qui fut conduit à la mort avec les victimes mentionnées plus haut, mais qui échappa au massacre. Il rapporte ce qui suit : « Les 24 hommes qui étaient condamnés à mort ont été conduits à un lac. Là ils ont reçu l'ordre de se déshabiller et de courir à la maison. Les victimes obéirent, mais à peine avaient-elles tourné le dos, que les Bolcheviks tirèrent un feu de salve sur eux. P... se sauva en se jetant sur le sol au bon moment. Les Bolcheviks, pensant qu'il était mort comme les autres, s'en allèrent. Alors P... se leva et s'en alla. Trois ou quatre victimes se sont sauvées de cette manière, pendant que les autres étaient fatalement fusillées par les Bolcheviks. » Peu de jours après la retraite de Dorpat, des Bolcheviks fusillèrent trois personnes nommées Täkk, Waltin et Antzow. Suivant les nouvelles qui ont suivi, les personnes suivantes ont été fusillées par les Bolcheviks : l'intendant Hansen du domaine d'Arzal, près de Odenpäh, avec son fils, et Herr Seen, le propriétaire de Saarjerw, à Pölwe.

Il est rapporté de Walk que, parmi les autres, les Bolcheviks ont fusillé l'inspecteur de police Koch, et l'ancien enseigne Rudolf. Ils ont emmené les personnes suivantes : les pasteurs Wühner, Uns, Jänes, Michelson; les prêtres Protopopoff, Sirnis, et le marchand Wassili.

N° 54

Sommaire d'un rapport sur la situation intérieure en Russie

Ce qui suit est un sommaire du rapport sur la situation intérieure en Russie, qui a été reçu de M. K..., membre de l'Union ouvrière des typographes britanniques, qui quitta Petrograd le 9 janvier 1919. M. K... était aussi membre de l'Union ouvrière des imprimeurs russes; il voyagea dans toute la Russie; il était reçu partout comme ouvrier. Il a eu, par conséquent, des occasions exceptionnelles d'étudier les conditions existantes dans la Russie des Soviets. Des rapports ont été reçus de sources variées sur l'opposition croissante au pouvoir bolcheviste parmi une certaine partie de la population russe. Le récit de M. K... tend à confirmer ces rapports.

1) *Conditions dans les villes.* — Depuis le commencement de novembre 1918, il y a eu un ressentiment croissant contre les Bolcheviks parmi les fractions intellectuelles des classes ouvrières de Petrograd, Moscou et d'autres centres. Dans les premiers jours de leur pouvoir, les Bolcheviks étaient soutenus avec enthousiasme par les classes ouvrières dans les villes, mais plus tard les mieux éclairés ont été convaincus de la faillite de l'expérience bolchevique de réforme sociale. Ils sont, quoi qu'il en soit, restés nominalement Bolcheviks; il n'y a pas là d'autre alternative, depuis que les Bolcheviks contrôlent les réserves de vivres et détiennent toutes les armes du pays. M. K..., en confirmation de ce qui précède, cite des idées exprimées à lui par des membres du personnel de diverses usines. Il cite des cas de grèves dans de grandes usines comme

Putilov, Obukhovsky, Treugolnik, dont la confirmation a été reçue d'autres sources.

Toutes les usines sont contrôlées par le Conseil de la Vie économique du Peuple. Les commissaires sont inexpérimentés; on éprouve une grande difficulté à avoir de bons ouvriers, d'où il résulte que la production des usines a fortement décru, dans certains cas, jusqu'à 10 % de la production primitive (1).

2) *Conditions à la campagne.* — Un changement similaire arriva dans l'attitude de la classe paysanne aisée. D'abord les innovations bolcheviques étaient bien accueillies à la campagne, où aussi les sentiments étaient aigris contre les Anglais, qui étaient accusés de vouloir exploiter la Russie à leur profit. Cette attitude, cependant, subit un changement quand les comités de pauvreté furent institués. Ces comités étaient composés des pires éléments des villages, renforcés par des Bolcheviks des villes, avec ce résultat que la vie à la campagne devint intolérable.

Les paysans respectables, pour remédier à cet état de choses, décidèrent de se joindre à ces comités avec l'idée d'exercer leur influence sur eux; dans beaucoup de cas ils ont réussi. Cela amena un changement dans la constitution des comités, et les autorités du Soviet n'essaient pas de regagner leur contrôle en ce sens.

En même temps, l'attitude d'hostilité des paysans envers les Anglais disparut; le vœu fut exprimé dans beaucoup d'endroits demandant que les Anglais viennent et délivrent la Russie du pouvoir bolchevik.

---

(1) Une nouvelle confirmation de l'opposition que l'on dit exister dans une section de la population ouvrière à la loi bolchevique est trouvée dans un récent message sans fil, établissant que 60.000 ouvriers sont en grève à Petrograd, demandant une fin de la guerre fratricide et l'institution du commerce libre.

3) *Le réveil de la religion.* — Un autre facteur important dans la situation a été un fort réveil du sentiment religieux dans les villes et dans les campagnes; c'est vraisemblablement le résultat du changement d'opinion occasionné par la persécution en masse et les meurtres de prêtres par les Bolcheviks.

Le changement d'attitude en ce sens est manifesté par un grand accroissement de l'assistance à l'église, qui, dans les premiers jours du pouvoir bolchevik, était réduite principalement aux femmes, et par l'audace croissante des prêtres dans leurs dénonciations des Bolcheviks. Il est à noter, pour ce qui précède, que les prêtres agissent avec une impunité croissante, fait qui semble indiquer que les Bolcheviks ont peur de s'aliéner l'opinion publique sur cette question.

4) *Conspirations anti-bolcheviques.* — En rapport avec ce qui précède, et comme évidence de l'opposition grandissante, dans l'intérieur, aux Bolcheviks, il est intéressant de noter que, suivant les nouvelles bolcheviques par radios du 14 février, une conspiration anti-bolchevique des social-révolutionnaires de gauche a été découverte.

Le quartier général de la conspiration était à Moscou.

Il a été établi que les chefs, qui comprennent Mme Spiridonova, Steinberg, Trutovsky, Protapovitch et Rosenblum, ont été arrêtés, et le mouvement, en apparence, complètement prévenu.

Il a été établi que des documents probants montrent que le but de ces socialistes-révolutionnaires de gauche était de renverser le Gouvernement du Soviet et d'établir un gouvernement de toute la Russie. Comme préliminaires, des attentats terroristes devaient être faits contre les chefs du Soviet; ils devaient cependant être faits indépendamment par les organisations

locales, dans l'idée d'éviter de compromettre tout le mouvement.

Des efforts ont été faits pour instituer une propagande anti-bolchevique dans l'armée et parmi les paysans, qui devaient être incités à se soulever. Les principales actions de cette organisation étaient apparemment dirigées vers la Russie Blanche, où dans le *Nash Put* (l'organe de Vilna, des social-révolutionnaires de gauche), une agitation anti-bolchevique avait déjà commencé. Dans la Russie Blanche il était visible que le but de cette organisation était de saisir le pouvoir à l'évacuation des forces allemandes (1).

N° 55

Rapport de M. J...

En faisant ce rapport, je me propose de disposer sous les rubriques suivantes les conditions telles qu'elles me paraissent exister à présent dans les parties de la Russie qui me sont connues, telles que les gouvernements de Vladimir et de Moscou :

1° Les aliments et leurs prix;
2° Salaires;
3° Chemins de fer;
4° Instruction;
5° La Presse;
6° Conditions et sentiments du grand public;
7° Commerce et condition de l'industrie.

---

(1) Il est remarquable, qu'en même temps que cette conspiration progressait, des membres du parti social-révolutionnaire de gauche qui, primitivement, appartenaient à l'Assemblée Constituante à Oufa, négociaient avec le Gouvernement du Soviet en vue de s'associer à ce dernier. Il n'est pas clair, par conséquent, jusqu'à quel point ces anciens membres de l'Assemblée Constituante représentaient réellement le parti social-révolutionnaire de gauche.

1° Les *aliments* de toutes espèces sont difficiles à obtenir, et, dans beaucoup de cas, il est nécessaire d'entreprendre des voyages pour en obtenir un peu. Les prix sont anormaux, et, dans beaucoup de cas, tout à fait hors de là portée de toutes les classes.

Un système de rationnement, au moyen de cartes, est en vigueur, mais la quantité allouée par personne varie suivant la classe de la société à laquelle telle personne appartient.

La classification pour le pain est la suivante :

1) Travailleurs faisant un travail manuel pénible, trois quarts de livre de pain noir par jour; 2) faisant un travail moins pénible, une demi-livre par jour; 3) employés aux écritures, un quart de livre par jour, et après ceux-là, ceux qui vivent sur un capital, un huitième de livre par jour. Les prix qui suivent sont ceux de Moscou au moment de mon départ. Ceux qui ne pouvaient pas les payer devaient soit s'en passer, soit faire de longs voyages dans la campagne dans le but d'essayer d'obtenir de la nourriture meilleur marché, mais cela devient maintenant de plus en plus difficile.

La farine noire, de 500 à 600 roubles le poud (40 livres anglaises). Elle est très difficile à obtenir; étant apportée à Moscou par quantités de 2 à 3 pouds à la fois par les Meshetchniks (les hommes qui vont en Russie du Sud où ils achètent de la farine 60 à 100 roubles, l'apportent à Moscou et la vendent au prix indiqué plus haut).

La farine blanche ne peut être obtenue.

La viande peut être obtenue en très petites quantités aux prix suivants :

Viande pour la soupe, 25 roubles la livre.

Mouton, 30 à 40 roubles la livre.

Porc, 60 à 70 roubles la livre.

La viande de cheval est maintenant devenue très

rare, et peut être très difficilement obtenue à 18 roubles la livre.

Viande de chien : deux boutiques ont été ouvertes à Moscou pour la vente de cette viande. Le prix était de 6 roubles la livre.

Sucre, très difficile à obtenir à 60 ou 65 roubles la livre.

Thé, très rare vraiment, même au prix de 150 jusqu'à 200 roubles la livre.

Le beurre, quand il peut être obtenu, coûte 120 roubles la livre, mais il est maintenant pratiquement impossible à trouver. Aucune autre matière grasse ne peut être obtenue, à l'exception d'une certaine huile de poisson, qui est seule disponible pour la cuisine.

Pommes de terre : elles sont maintenant très difficiles à obtenir, et alors seulement au prix de 160 à 200 roubles le poud de 40 livres.

Le lait est très rare en vérité.

Avoine, très difficile à obtenir; prix, 240 roubles le poud.

Les produits suivants ne peuvent être obtenus à aucun prix : café, cacao, riz et céréales.

2° Les *salaires* se sont accrus considérablement, mais, malgré ce fait, la situation de la classe ouvrière est pire.

Cela tient à ce que la valeur marchande de la monnaie a décru en proportion, plus que les salaires n'ont augmenté.

Les ouvriers des minoteries avant la guerre étaient payés de 20 à 40 roubles par mois, et à présent reçoivent de 200 à 500 roubles par mois. Avant la guerre le pain coûtait 1,80 rouble le poud et la viande 15 kopeks la livre; la comparaison avec les prix actuels montrera que les ouvriers sont aujourd'hui dans une position bien pire qu'auparavant; je peux dire

avec certitude que beaucoup d'entre eux le comprennent maintenant et qu'avec joie ils voudraient revenir aux anciennes conditions, si seulement cela était possible.

3° *Chemins de fer.* — Par suite du manque de matériel et de connaissances techniques nécessaires pour effectuer les réparations, le manque croissant du combustible, et la réduction de la production due aux employés de chemin de fer, causée par la mauvaise administration, la désorganisation et le manque de discipline, le nombre des locomotives et des stocks de matériel roulant décroît rapidement; comme le nombre des personnes désirant voyager est croissant, tous les trains sont très surchargés et les passagers sont entassés si serrés, qu'ils sont pratiquement incapables de bouger. Il devint nécessaire d'employer de lourdes machines à marchandises, par suite du manque de machines légères pour passagers, pour remorquer les trains de voyageurs; les seules voitures utilisées maintenant, sont semblables à nos fourgons à bestiaux. Ces fourgons sont si remplis que la bienséance ne peut être observée, les gens devant y séjourner trente-six heures et plus quelquefois avant qu'il soit possible de descendre, à cause de la pression des compagnons de voyage. Dans ces conditions, le transport par voie ferrée doit un jour ou l'autre cesser complètement.

4° L'*instruction* a pratiquement cessé d'exister. Les écoliers ont un président et un comité qui décide tous les cas concernant leur école. Dans la plupart des écoles, des réfectoires ont été ouverts; les enfants reçoivent des plats gratuits, et, pratiquement, ils ne vont à l'école que pour obtenir de la nourriture.

Mais dans beaucoup d'endroits, à cause de la manière malpropre et répugnante dont la nourriture est

servie, ces réfectoires ont été fermés. A ma propre connaissance, une telle salle à manger, dans une petite ville du gouvernement de Vladimir, a été fermée, les enfants ayant contracté une maladie vénérienne par suite de l'état répugnant des ustensiles utilisés pour le service des aliments.

5° *La Presse.* — Seulement deux quotidiens paraissent à Moscou : *Isvestia du Soviet* et *Pravda*, ces journaux sont dirigés par des Bolcheviks en vue; évidemment, ils contiennent seulement les opinions et dires pouvant favoriser la cause du bolchevisme; il n'est permis de rien publier qui contienne, de quelque façon que ce soit, de l'antagonisme ou des critiques du bolchevisme. En janvier dernier, un hebdomadaire paraissait le mercredi, intitulé *Vperyod;* il passait pour appartenir au « Parti menchévik », bien que considéré comme étant contrôlé par les Bolcheviks; il était autorisé à paraître. Dans ce journal, les articles étaient autorisés à paraître avec un peu plus de liberté, mais la publication fut arrêtée après le quatrième numéro. L'opinion commune est que si l'on permettait de publier la vérité seulement pendant une période d'une semaine, un grand réveil du peuple en résulterait.

6° *Conditions et sentiments du public.* — Souffrant de la mauvaise nutrition, du manque de combustible et du froid intense, ayant aussi perdu presque tout espoir en l'aide des nations alliées, qu'ils ont pendant si longtemps attendue si anxieusement, les gens appartenant aux professions libérales et au commerce, sont tombés dans un état de désespoir, de résignation et d'indifférence pour toutes les questions autres que celle de la nourriture.

Me fondant sur ma propre expérience, je peux établir avec certitude qu'au moins 80 % de la popu-

lation du district, où j'ai résidé, comprenant ensemble les classes intellectuelle, ouvrière et paysanne, sont fortement opposés aux chefs actuels du Gouvernement et au bolchevisme. Le fait que beaucoup de ces gens ont rejoint la Garde rouge, n'est pas en lui-même une preuve de confiance dans le bolchevisme ou dans le Gouvernement, mais c'est un pas fait, dans la majorité des cas, en désespoir de cause d'obtenir de la nourriture ou d'autres choses qu'on ne peut avoir autrement, ou bien, c'est la suite du présent système de mobilisation forcée.

Je connais personnellement plusieurs officiers de l'ancienne armée forcés de joindre l'armée bolchevique, par peur des conséquences qui seraient arrivées à leurs proches et à leurs parents, s'ils avaient refusé de le faire. Un officier de l'ancienne armée omettrait-il de répondre à l'appel de rejoindre l'armée bolchevique actuelle, échapperait-il à une arrestation, que sa femme et ses enfants, s'il est marié, ou son père ou sa mère, s'il est célibataire, seraient punis probablement d'emprisonnement ou pire. Tous ces officiers sont strictement surveillés. Quiconque occupe une position importante, a constamment un « commissaire » politique avec lui, à qui tous les ordres donnés doivent être montrés et approuvés par lui avant d'être transmis. Sa loyauté serait-elle suspectée que l'officier serait immédiatement fusillé.

La désertion des officiers et des hommes sur le front est très grande et sur le point de s'accroître. Tous ces gens, officiers et soldats, sont des déserteurs virtuels, ils passeraient du côté de toute force extérieure qui leur offrirait protection et nourriture.

Avant mon départ de Moscou, le typhus se déclara, faisant beaucoup de victimes; il se propagea rapidement; on avait peur que le printemps et les mois de l'été propageraient cette maladie avec une intensité

incalculable. Quand je suis parti, tous les hôpitaux étaient pleins, les malades couchés sur les planchers et dans les corridors.

7° *Commerce et conditions de l'industrie.* — Le commerce privé n'existe plus, les seules boutiques ouvertes sont celles des Bolcheviks.

Les matières premières sont rares et difficiles à obtenir, beaucoup d'usines et de filatures ont dû fermer par conséquent. La provision des matières premières pour les filatures de lin a été placée entre les mains du Comité Textile du centre; à l'avenir, les matières premières ne pourront plus être obtenues directement. Quoique le comité fût en exercice depuis plusieurs mois, aucune matière première n'a été envoyée à ma filature jusqu'au moment de mon départ; nous n'avions d'approvisionnement que pour deux semaines, c'était le restant d'un grand stock.

Pendant l'année passée, les ouvriers avaient le contrôle de toutes les filatures; comme exemple des méthodes adoptées, je dirai plus bas les conditions relatives à la filature dont j'étais directeur général, filature employant 6.500 ouvriers, dont les deux tiers étaient des femmes, et un tiers, des hommes. En premier lieu, un comité a été élu parmi les ouvriers par les ouvriers. Le comité comprenait 24 hommes, qui avaient formé trois sous-comités :

1° Comité de contrôle, composé de 6 membres;
2° Comité d'alimentation, composé de 4 membres;
3° Comité d'information, composé de 4 membres.

Les 10 restants forment la présidence ou Conseil.

La présidence siégeait tous les jours, dans une maison située dans la cour de la filature, de 9 heures du matin jusqu'à 3 heures de l'après-midi; le président du Comité des ouvriers présidait toujours aux réunions de la présidence. Les devoirs de la présidence

étaient de recevoir toutes les plaintes des ouvriers et de les régler au profit des ouvriers, que la plainte fût raisonnable ou non.

Le résultat était une continuelle ingérence inutile et ennuyeuse dans la direction intérieure de la filature.

Par exemple le fileur se plaindrait-il que le fil nº 14 se travaillât mal, on appellerait le chef du rayon du matériel, on lui dirait de mettre du meilleur matériel, sans prendre en considération la perte occasionnée par un pareil procédé.

Il y avait donc une bataille constante pour empêcher la présidence de commettre des actes aussi préjudiciables.

Les devoirs du Comité de contrôle étaient de contrôler tout achat et vente relatifs à la filature.

Aucune somme ne pouvait être payée pour les marchandises livrées ou pour le travail fait, sans leur signature.

Rien ne pouvait être acheté sans leur consentement et tous les articles achetés dans le district devaient l'être par les membres du Comité eux-mêmes. Par suite, ces gens, n'ayant aucune idée de la qualité d'un article, très souvent achetaient des articles de qualité plus basse à un prix plus élevé que celui qui serait payé par un spécialiste.

Ils contrôlent toute action, et interviennent constamment dans l'administration; ils troublent et ennuient tellement les gens employés à ce travail, qu'ils deviennent incapables de remplir leur tâche et perdent tout intérêt et toute initiative.

Le Comité d'alimentation s'occupe d'obtenir et de distribuer des vivres, et ils sont constamment en voyage à travers le pays, cherchant des aliments, mais leurs efforts restent sans grand succès; par conséquent ils ont très peu de vivres à distribuer.

Les devoirs du Comité d'information sont plutôt obscurs, mais consistent apparemment en premier lieu dans la propagande de principes socialistes qu'ils pratiquent en achetant de la littérature de nature socialiste pour les clubs ouvriers; et deuxièmement de procurer des distractions aux ouvriers, en organisant des concerts, danses, etc. Le grand désir des membres de ces comités semble d'être requis par l'Assemblée générale ou leur propre comité pour aller d'urgence dans une autre ville ou district pour une raison quelconque :

Quand ils sont en mission ils reçoivent 50 roubles par jour en plus de leur traitement quotidien qui est versé par les fonds de l'usine; très souvent ils ont la possibilité de recevoir une somme ronde en guise de pot-de-vin quand ils font des achats pour l'usine. Tous ces comités, bien qu'élus au début par la majorité des travailleurs, sont maintenant pratiquement élus par eux-mêmes, car la majorité des ouvriers est si inerte, si apathique et si fatiguée de tout le système bolchevik qu'ils ne prennent pas la peine d'aller voter. Les élections ont lieu généralement à des réunions qui ne comprennent pas plus de 300 ouvriers ou même moins, sur un total de 6.500; les membres du Comité ont généralement décidé à l'avance qui sera choisi; les choses sont arrangées par ceux qui les appuient.

Tous ces comités perdent bientôt la confiance et la faveur de ceux qui les ont élus; mais ils sont généralement réélus comme nous venons d'expliquer, et la même chose continue.

Tsékhovoiï Comités. — En dehors des comités déjà mentionnés, dans chaque service trois ou cinq ouvriers sont élus en comité de ce service. Les ouvriers composant ce comité sont retirés de leur travail usuel, ils ont un bureau dans leurs divisions respectives. Ils

visitent leur division, maintenant l'ordre et donnant des instructions au sujet de ce qu'il faut et de ce qu'il ne faut pas faire.

Dans les instructions données, le directeur de la division en question est souvent entièrement ignoré. Rien ne peut être fait dans les différents services, sans que les membres du Comité soient informés et consentants; il y a des froissements et des malentendus constants à cause de cela. Le directeur trouvant nécessaire de faire certaines choses, le Comité ne le lui permettant pas, et vice-versa. Dans la plupart des cas l'administration perd courage et ne proteste pas, car si elle agit contre le Comité, il y a une assemblée générale des ouvriers, et on décide de relever de ses fonctions le directeur ou le contremaître qui a agi contre les ouvriers, et cette décision est exécutée.

Dans mon propre cas, j'ai évité que de tels faits se produisent, dans plusieurs occasions, avec mes directeurs, en réunissant le Comité et en l'informant que s'il relevait de ses fonctions le directeur du service en question, j'abandonnerais ma situation et que je quitterais la filature; cette menace a produit l'effet désiré jusqu'en octobre 1918. J'ai pu adopter cette attitude, car je savais que la majorité de mes ouvriers me tenait en haute estime et confiance, vu qu'il était connu que durant les vingt ans passés dans la filature en Russie, je n'ai jamais rien fait sous l'empire de la colère, et quoique très strict, j'ai toujours essayé d'être juste. En octobre 1918, j'ai trouvé préférable dans mon propre intérêt d'habiter à Moscou; depuis je ne visitais la filature qu'une fois par mois. Après que j'eus fait cela, deux hommes ont été révoqués de leurs fonctions, l'un, le directeur de nos tourbières, l'autre l'un des employés supérieurs. En janvier 1919, la filature a été complètement nationalisée, les ouvriers ont reçu l'ordre d'élire un directoire de cinq

personnes. Je fus le premier directeur élu par les ouvriers, seulement deux sur les 6.500 ont voté contre moi.

Je signale ce fait pour montrer que mon affirmation faite plus haut, que j'avais le respect et l'estime de mes ouvriers, n'est pas sans fondement.

Plus bas je donne quelques brefs aperçus sur la production obtenue avant et après la Révolution.

Production avant la Révolution, la filature (usine) travaillant dix-huit heures par jour :

Filature : 1.000 à 1.100 pouds par jour;

Tissages : 800 à 8.500 pièces de toile de lin de 55 à 60 archines chaque.

Production de l'hiver 1918-1919, filature (usine) travaillant seize heures par jour :

Filature : 450 à 500 pouds par jour.

Tissage : 400 pièces par jour.

Cette production était exceptionnelle; dans les autres filatures de nos parages, le rendement était beaucoup plus mauvais. Pendant les neuf derniers mois, les finances de la filature ont été administrées de la manière suivante : Pour obtenir de l'argent pour les salaires, etc., nous préparions des factures des marchandises prêtes, et nous les donnions au Centre Textile, qui nous donnait 75 % de la valeur de la facture et gardait l'excédent jusqu'à la livraison des marchandises, suivant les instructions du Centre Textile; c'est alors que les 25 % restant étaient payés.

Quand la facture était présentée, un devis détaillé de l'envoi en question était aussi exigé.

Espérant toujours que quelque changement dans le contrôle des filatures pouvait avoir lieu, et voyant que le système actuellement en vogue ne pouvait exister toujours, tout notre but était de conserver dans les entrepôts le plus possible de produits manufacturés, pour que, si l'ancien propriétaire était de

nouveau autorisé à en prendre possession, des marchandises fussent disponibles et pussent être rapidement transformées en argent, permettant ainsi au propriétaire de faire continuer le travail de la filature. C'était la seule chose possible à faire pour protéger les biens de l'ancien propriétaire. Quand j'ai quitté la filature mentionnée plus haut, nous avions à l'entrepôt de la toile manufacturée pour une valeur de 30 millions de roubles.

Les étrangers, comme moi, restèrent à leur poste aussi longtemps que possible dans l'espoir d'un gouvernement normal en Russie et du retour des biens à leurs anciens propriétaires.

20 mars 1919.

N° 56

Rev. B. S. Lombard au Comte Curzon.

Quartier d'officiers, 8 Rothsay Gardens, Bedford,
le 23 mars 1919.

Mylord,

Je prie de transmettre à Votre Excellence les détails suivants au sujet du bolchevisme en Russie.

J'ai été pendant dix ans en Russie; j'ai été à Petrograd pendant toute la Révolution. J'ai passé six semaines à la forteresse Pierre-et-Paul, attaché comme aumônier aux sous-marins de Sa Majesté dans la Baltique pendant quatre ans, et j'ai été en contact avec la IXe armée (russe) en Roumanie pendant l'automne de 1917, visitant les missions et hôpitaux britanniques. J'ai eu de larges occasions d'étudier les méthodes bolcheviques.

Le bolchevisme eut pour origine la propagande allemande, laquelle a été et est maintenant exécutée

par des juifs internationaux. Les Allemands provoquèrent des désordres dans le but de réduire la Russie au chaos. Ils ont imprimé des masses de papier-monnaie pour soutenir financièrement leurs plans; les billets dont je possède des spécimens peuvent être facilement reconnus à une marque spéciale.

Leurs principes sont :

De détruire radicalement toute idée de patriotisme et de nationalité, en prêchant la doctrine de l'internationalisme, qui a eu du succès parmi les masses incultes des classes ouvrières;

D'entraver par tous les moyens possibles la création de la puissance militaire, en prêchant l'idée de la paix, et d'encourager l'abolition de la discipline militaire;

De tenir les masses sous l'hypnose d'une fallacieuse littérature socialiste;

De racheter toutes les banques nationalisées, et d'ouvrir partout des succursales des banques d'État allemandes, sous des noms et des raisons sociales dissimulant leur état actuel;

D'essayer d'appauvrir et d'affaiblir temporairement la classe paysanne, de provoquer des calamités nationales telles que les épidémies (l'extension du choléra, l'été dernier, a eu cette origine), d'incendier totalement les villages et hameaux;

De prêcher, parmi les classes ouvrières, la doctrine de la gérance socialiste des entreprises, d'encourager les efforts qu'ils font pour s'emparer de ces entreprises et alors, au moyen de la banqueroute, pour les mettre dans des mains allemandes;

De prêcher l'idée d'une journée de travail de six à huit heures avec des salaires plus élevés;

D'écraser toute concurrence dirigée contre eux;

De mettre en échec toute tentative des intellectuels ou d'autres groupes d'entreprendre une action indépendante et en le faisant de n'être arrêtés par rien;

D'inonder la Russie d'agents, et d'autres représentants allemands, et de créer un réseau serré d'agences et de bureaux dans le but de répandre parmi les masses les idées et l'enseignement qui seraient, à n'importe quel moment, dictés de Berlin.

Les résultats. — Tout commerce devint paralysé, les boutiques fermées; les juifs sont devenus propriétaires de la plupart des maisons de commerce. D'horribles scènes de famine devinrent communes dans les districts ruraux. Les paysans mettent leurs enfants à mort, plutôt que de les voir souffrir de la faim. Dans un village sur la Dvina, pas loin de Schlusselberg, une mère a pendu trois de ses enfants. Je conduisais un enterrement dans la chambre mortuaire d'un asile d'aliénés, à Oudelnaia, près de Petrograd, et j'y ai vu les cadavres d'une mère et de ses cinq enfants dont le père avait tranché la gorge parce qu'il ne pouvait pas les voir souffrir.

Au moment où j'ai quitté la Russie, en octobre dernier, la nationalisation des femmes était considérée comme un fait accompli, quoique je ne puisse prouver (à l'exception de Saratoff) qu'il y ait eu aucune proclamation publiée. La cruauté des soldats est inexprimable. Le père d'un des employés aux écritures russe, travaillant à l'usine de constructions mécaniques Vauxhall, a été lié et posé sur une ligne de chemin de fer et coupé en morceaux par une locomotive, étant soupçonné d'avoir mis le feu à une de ses propriétés.

En août dernier, deux barques pleines d'officiers ont été coulées, et les cadavres ont été rejetés sur la propriété d'un de mes amis, située dans le golfe de Finlande, beaucoup étaient attachés par deux ou par trois avec du fil barbelé.

Pendant que nous étions en prison, un garde rouge

a été envoyé par la Station centrale de police (Gorokhovaya, 2) conduire cinq prisonniers à la forteresse. L'un d'entre eux, un vieil officier, était incapable de marcher; le garde le tua d'un coup de feu, et laissa son cadavre sur le pont Troytsky. Le meurtrier a été réprimandé et emprisonné dans une cellule près de la nôtre. Le traitement des prêtres était d'une brutalité dépassant toute chose. Huit d'entre eux ont été incarcérés dans une cellule de notre couloir. Quelques-uns d'entre nous ont vu un homme âgé, tomber deux fois sous les coups un matin, sans raison apparente. Ils étaient employés aux travaux les plus dégradants, on leur faisait nettoyer l'hôpital répugnant de la prison. Ces temps derniers, la vie à Petrograd est devenue un véritable cauchemar.

Dans les premiers jours de 1917, les Russes se sont glorifiés d'une révolution exempte de sang; maintenant ils s'en gorgent simplement en tuant pour des délits sans importance. A un marché, sur la rive opposée à ma maison, une pauvre femme, avec sa famille affamée, déroba un petit morceau de viande d'un étalage; sans aucune hésitation, la garde rouge l'entoura et, la plaçant contre un mur, la fusilla. Les rangs de l'armée rouge sont pleins de gens qui en ont assez du régime présent, et qui rejoindraient avec joie n'importe quelle puissante armée envoyée au secours du pays. Mais à moins que l'armée ne soit considérable, ils hésiteraient. Mais je pense que la question de nourriture est la clef de la situation; les armées rouges doivent être dans un bien triste état pour le ravitaillement; en ayant des stocks à Helsingfors, on pourrait traiter avec eux.

Je suis..., etc...

Bousfield S. Lombard,
Aumônier militaire.

N° 57

INTERVIEWS DE SUJETS BRITANNIQUES RENTRÉS DE RUSSIE

M. A... quitta Petrograd en novembre. Il déclare que la production était pratiquement arrêtée; dans les cas les plus favorables elle a décru de 50 %. Les usines sont dirigées par des comités. Un comité composé de Menchéviks produit une somme convenable de travail, mais un comité de Bolcheviks donne une production tout à fait insuffisante. Les comités étaient primitivement électifs, mais les Bolcheviks maintenant votent pour leurs propres membres sans consulter le peuple ouvrier, les membres qui ne sont pas d'accord avec les Bolcheviks sont exclus. Les comités sont en fait entièrement politiques; il y a un accroissement de bureaucratie. La discipline est mauvaise, les hommes sont souvent en retard d'une heure ou d'une heure et demie.

Les membres responsables du comité ne comprennent pas les besoins d'une filature, et les Bolcheviks s'opposent au paiement d'un technicien. En mai 1918, une tentative des comités de former leur propre organisation a été rigoureusement arrêtée.

M. B..., qui a vécu en Russie toute sa vie, quitta Moscou le 8 février 1919, il a été interrogé au ministère des Affaires étrangères à son arrivée; il fournit les informations suivantes :

Les vivres. — Les conditions de l'alimentation deviennent de plus en plus mauvaises chaque jour; il est maintenant pratiquement impossible d'obtenir assez à manger. Les gens meurent de faim partout. Il y a quelques mois, il était possible aux habitants

des villes d'acheter la nourriture aux paysans à la campagne, mais il leur est impossible de le faire maintenant, car les paysans ne voudraient pas accepter de l'argent pour les aliments qu'ils pourraient vendre. Toute chose se fait par échange. L'argent n'est d'aucune utilité aux paysans, mais les vêtements et les instruments ont de la valeur, de sorte que le système d'échanges est employé partout.

Les prix les plus récents des aliments sont les suivants :

Moscou.

	ROUBLES
1 livre de pain	16
1 — de pommes de terre	6
1 — de beurre	100-120
1 — de lard	85- 90
1 — d'huile (employée à la place du beurre)	45- 55
1 pinte de lait	12
1 livre de viande	30- 35
1 — de porc	65- 75
1 — de viande chevaline	15- 17
1 — de viande de chien	5- 7
1 chat est vendu	6

Il y a trois catégories de rations à Moscou au lieu de quatre, mais même la catégorie du peuple ne peut pas obtenir la quantité d'aliments qu'elle devrait recevoir. Certainement, la première catégorie devrait recevoir 1 demi-livre de pain par jour, la deuxième trois huitièmes de livre et la troisième un huitième de livre; de plus, près de 1 demi-livre à 1 livre par mois de poisson, qui n'était pas d'habitude bon pour la consommation; 1 litre et quart à 1 litre et demi d'huile par mois (remplaçant le beurre); et 1 demi-livre de savon par mois. Ce qui précède est tout ce que pouvait

obtenir même la catégorie *populaire.* Aucune sorte de graisse ne pouvait être obtenue. M. B... lui-même a vendu 1 livre de savon pour 35 roubles.

Malgré les terrifiantes conditions qui dominent partout, le Kremlin est bien approvisionné en toutes sortes d'aliments.

Une servante de la maison où habitait M. B... avait un frère au Kremlin, et il lui a dit qu'il y avait là abondance de jambon, de pain blanc, de beurre, de saucisses, etc.

Maladies. — Le typhus se propage partout, il devient chaque jour plus grave. Il y a aussi par là beaucoup de fièvres typhoïdes; mais, ce qui est pis, le scorbut fait son apparition. Les Bolcheviks sont effrayés que cette terrible maladie ne s'étende loin, de sorte qu'ils fusillent simplement toute personne souffrant de ce mal. Il n'y a pas ici de médicaments avec lesquels ils pourraient tenter de soigner le peuple, il y a là évidemment aussi une grande pénurie de médecins.

M. B... pense qu'il y a plus de cas de scorbut à Moscou que partout ailleurs.

Pénurie de combustible. — Les gens souffrent intensément du froid, comme il n'y a pratiquement pas de bois disponible. Seulement 3 pieds et demi de bois sont alloués, par mois, pour un appartement; en outre, les gens doivent le chercher eux-mêmes dans les gares. Le prix du bois à Nijni-Novgorod est de 200 roubles la toise (prix officiel); s'il est acheté dehors (au marché, etc.), le prix est de 500 roubles à peu près. La température moyenne des chambres est seulement de 43° à 45° Fahrenheit. La question du combustible est bien pire à Petrograd qu'à Moscou. La raison de cela est que la plupart des maisons de Petrograd possèdent le

chauffage central, et quand les tuyaux sont dérangés (ce qui arrive invariablement), il n'y a pas de possibilité même de les réparer.

Usines et ouvriers. — Tous les ouvriers sont anti-Bolcheviks en réalité, quoique beaucoup d'entre eux ont à travailler pour les Bolcheviks pour vivre. M. B... estime le pourcentage des Bolcheviks, dans toute la population russe, de 5 à 10 %.

Les Bolcheviks paient très bien les ouvriers, mais comme le prix de la vie s'est accru énormément, leurs salaires sont en réalité loin d'être suffisants pour leur permettre de vivre convenablement, même s'ils pouvaient obtenir des vivres. En chiffres ronds, les ouvriers reçoivent de quinze à vingt fois plus qu'auparavant, et le prix de la vie s'est accru entre trois cents et mille fois plus qu'avant la révolution.

Les Bolcheviks emploient des méthodes très dures dans les usines. Si les ouvriers se mettent en grève, l'usine est fermée, les meneurs arrêtés, et quelquefois même fusillés.

Aux usines Sokolnitsky (réparations de tramways, etc.) à Moscou, les ouvriers se sont mis en grève parce que les Bolcheviks ont dit qu'ils ne fournissaient pas une production suffisante. Il en résulta que l'usine a été simplement fermée et la note suivante a été mise dans le journal : « En conséquence de l'abaissement de la production à l'usine de Sokolnitsky, celle-ci a été fermée par ordre du Gouvernement. » Tout cela prouve que les comités d'ouvriers n'ont pas de pouvoir réel, puisque les Bolcheviks agissent juste comme il leur plaît, sans même consulter les comités.

A S... où M. B... travaillait, les Bolcheviks ont voulu inaugurer une démonstration le 25 octobre 1918. Pour avoir des gens assistant au meeting de démonstration, les Bolcheviks promirent un dîner gratuit à tous

ceux qui viendraient, et considérèrent tous ceux qui refusaient comme des saboteurs. C'était exercer pratiquement une pression sur les hommes pour les amener à se joindre à la démonstration.

Il n'y a pas beaucoup d'usines travaillant en Russie maintenant, la plupart d'entre elles ont dû fermer à cause du manque de combustible. Les quelques usines qui subsistent, travaillent seulement près de trois jours par semaine, mais les ouvriers touchent leurs salaires entiers. Souvent les usines doivent être arrêtées pendant des semaines, à cause du manque de combustible et de matières premières; pendant ce temps, les ouvriers touchent la moitié du salaire.

Questions politiques. — Le peuple ne s'intéresse pas du tout à la politique, le seul sujet de conversation étant la nourriture. Tout le monde saluerait l'intervention des Alliés; en effet, tout serait préférable au régime bolchevik. M. B... ne pense pas que beaucoup de troupes seraient nécessaires, car l'armée bolchevique ne compte pas beaucoup, et dès que les Alliés seraient arrivés, elle s'en irait en morceaux. En fait, la seule raison pour laquelle les officiers restent dans l'armée, est que les Bolcheviks menacent de fusiller leurs femmes, mères ou sœurs, s'ils désertent. M. B... a parlé à des officiers qui lui ont dit que les adresses de leurs familles ont été prises par les Bolcheviks pour cette raison.

A Moscou le journal menchévik *Vperyod* a été autorisé à réapparaître pendant quelques jours, mais a été vite supprimé. Il parut alors plus tard sous le titre de *Vsegda Vperyod* (Toujours en avant). L'*Isvestiya* attaque toujours les Menchéviks en dépit de la prétendue entente dont les Bolcheviks ont tant usé pour la propagande à l'étranger.

Conditions générales. — Une voiture pour aller à la

gare coûte 120 roubles, et même à ce prix il est très difficile d'en trouver.

La « terreur » est moins brutale qu'elle ne l'était, mais cela est simplement parce que les gens sont tout à fait démoralisés et n'osent pas faire d'opposition.

Instruction. — Les étudiants des écoles supérieures ne paient aucun frais, et n'importe lequel d'entre eux, garçon ou jeune fille, âgé de seize ans, est autorisé à entrer dans les Universités sans aucun certificat, de sorte que si un garçon ne sait ni lire ni écrire, il peut quand même aller à l'Université. Cette offre d'instruction n'attire pas beaucoup les classes ouvrières, et le plus souvent c'est l'*intelliguentsia* qui trouve un avantage à cette opportunité.

En dépit des prétendus efforts des Bolcheviks pour créer de l'instruction, rien n'a été accompli; les choses vont de mal en pis. Ils ont créé des clubs d'ouvriers où les ouvriers peuvent aller écouter des conférences, etc., mais la seule raison pour laquelle l'on vient, c'est qu'une tasse de thé et un soupçon de pain sont quelquefois donnés pendant la conférence. De même, la seule raison pour laquelle les enfants vont à l'école, c'est pour avoir le déjeuner qui y est donné.

Voyage vers l'Angleterre. — M. B... vint en Angleterre avec douze autres Anglais, et ils ont eu à passer à travers beaucoup de grandes épreuves avant d'arriver hors de Russie. Ils ont été empilés dans deux fourgons à bestiaux; il leur a fallu soixante-huit heures au lieu de douze pour aller de Moscou à Petrograd. Ils avaient à entretenir leur chauffage eux-mêmes, à trouver leur propre combustible, etc., ils ont dû aussi nourrir le machiniste. Pendant leur voyage, une femme bolchevique dit à M. B... que tous les employés des chemins de fer devraient être fusillés, étant hostiles aux Bolcheviks.

Entre les grandes stations seulement deux trains passaient par jour : un le matin et un le soir. Tout ce qui concerne le transport est dans un état déplorable.

M. C..., primitivement chez T... et Co, et ensuite membre de la section de Moscou de la Commission anglo-russe, quitta la Russie le 21 janvier 1919.

Usines et ouvriers. — Toutes les usines sont nationalisées; seulement la moitié d'entre elles travaillent. Les hommes, tous anti-Bolcheviks. Très mécontents des conditions de la vie et du travail des usines. Les conditions deviennent de plus en plus mauvaises chaque jour. Un grand nombre d'hommes sont allés à la campagne, dans les villages, car il est pratiquement impossible de vivre dans les villes.

M. C..., après avoir quitté la Commission anglo-russe, alla à l'usine où il avait travaillé, pour demander un emploi, mais l'usine a été nationalisée et on a refusé de l'employer, lui disant qu'il était contre-révolutionnaire (parce qu'Anglais). A un moment donné, M. C... vivait près d'une filature de coton appartenant à L... Tous les ouvriers sont contre les Bolcheviks, et sont très mécontents, mais ils doivent travailler pour les Bolcheviks pour vivre. L'usine travaille trois jours par semaine, par journées de six heures. Souvent on doit arrêter le travail pendant une semaine ou deux, car il n'y a pas de combustible ni de coton en réserve; il faut attendre jusqu'à ce qu'un nouvel approvisionnement arrive.

Très souvent, environ dix filatures s'unissent et travaillent sous une direction commune; cela se fait pour que les filatures puissent échanger entre elles les choses qui leur sont nécessaires.

Si une de ces filatures est fermée, les ouvriers villa-

geois des autres filatures sont congédiés, les hommes de la première sont employés à leur place.

A Petrograd plus de tentative de grève qu'à Moscou; cela, parce qu'à Moscou, les ouvriers sont plus soumis au pouvoir du Gouvernement, et ils n'osent pas se mettre en grève. Même s'ils le faisaient ils n'auraient rien à y gagner, car le Gouvernement arrêterait leurs gages, renverrait beaucoup d'entre eux, et probablement confisquerait leur carte de pain.

Moscou. — A Moscou toutes les boutiques sont fermées, à l'exception de celles des Soviets. Tous les hôtels sont occupés depuis longtemps par des détachements de la Garde rouge, etc. Rien ne peut être acheté dans les boutiques sans une carte en règle, ce billet peut seulement être obtenu par un ouvrier du Soviet, et même alors, il doit aller d'un endroit à un autre avant que le billet soit légalisé. D'abord, il doit obtenir une carte de son usine, alors il doit aller au siège de son syndicat, et ainsi de suite, avant qu'il ne soit autorisé à acheter quoi que ce soit. Un homme ordinaire ne peut rien acheter.

Les pelisses réquisitionnées par le Soviet étaient vendues dans leurs boutiques pour 200, 300 ou 400 roubles. Le jour suivant, les mêmes pelisses étaient vendues au marché des voleurs pour à peu près 7.000 roubles.

M. C... a vendu un très vieux costume (d'une manière privée, la vente publique étant interdite), pour lequel il a eu 600 roubles.

Les offices n'ont plus lieu dans l'église parce qu'il n'y a pas de combustible pour chauffer l'édifice. Comme il n'y a que peu de gens désirant y assister, le prêtre célèbre les offices religieux dans sa propre maison.

Quand les Gardes rouges sont envoyés de Moscou au front, il y a souvent une émeute à la station du

chemin de fer, les fusils leur sont enlevés. Quand ils arrivent, par hasard, au front, souvent seulement la moitié de l'effectif reste, les autres ayant pris la fuite. Les Gardes rouges sont contents de recevoir une bonne paie mais ils n'ont pas le désir de se battre.

Les théâtres fonctionnent toujours très bien. Les acteurs sont très privilégiés : ils sont classés dans la première catégorie, etc.

Les libraires distribuent gratuitement les livres dans les campagnes. A Moscou, ils sont très bon marché. On n'exige pas de carte pour les livres.

Il reste de 50 à 100 Anglais à Moscou.

M. D..., qui a vécu pendant trois ou quatre années en Russie, quitta Moscou le 21 janvier 1919.

M. D... donna des leçons particulières durant tout son séjour en Russie; mais pendant le dernier mois ou à peu près il fut professeur de français dans une école primaire à Moscou. La raison en était l'impossibilité de vivre avec la carte de quatrième catégorie, le fait d'aller à cette école le fit classer dans la troisième catégorie.

La discipline dans l'école était très mauvaise. La seule raison pour laquelle les maîtres et les élèves y allaient était que des vivres y étaient distribués.

Les conditions d'approvisionnements. — Elles étaient vraiment très mauvaises. Il n'y avait pas de magasins d'alimentation ouverts à Moscou. Le peuple est en entier anti-Bolchevik dans le fond du cœur, mais les gens sont obligés de travailler pour les Bolcheviks pour vivre. Le typhus couve; beaucoup de gens souffrent de maladies de peau (M. D... lui-même l'éprouva) occasionnées par le manque de graisses. Seulement quelques tramways et chemins de fer fonctionnent; les tramways doivent souvent

interrompre le service pour un jour ou deux à cause de fréquentes grèves et disputes. La question de combustible est très sérieuse et le devient de plus en plus chaque jour. Quelques amis de M. D... n'avaient pas les moyens de cuire le peu de vivres qu'ils avaient, ne possédant pas d'essence ni de pétrole, ni de bois. Les gens devaient souvent scier chaises et tables pour se chauffer.

Moscou est maintenant une ville morte. Très peu de trams marchent, beaucoup de magasins ont leurs volets fermés, toutes les enseignes sont enlevées. Toute la ville semble abandonnée. Toutes les maisons semblent en mauvais état. Mais d'après l'opinion de M. D..., les rues offrent maintenant beaucoup plus de sécurité qu'il y a un an. Il n'y a plus de pillage dans les rues, le seul danger est d'être arrêté dans la rue. M. D... pense qu'il y a encore de 60 à 70 Anglais restés à Moscou. La littérature bolchevique produit une certaine impression sur le peuple, mais il ne *veut pas* y croire.

Les gens attendent et espèrent une intervention quelconque de l'Angleterre. La situation actuelle est intolérable, et pratiquement n'importe quel régime serait préférable à la domination des Bolcheviks.

M. E..., secrétaire d'une banque, quitta la Russie le 24 janvier 1919, il fut entendu au ministère des Affaires étrangères, le 21 février 1919, et donna les renseignements suivants :

Conditions économiques. — Il est impossible de vivre à Petrograd, car les prix sont scandaleux. Il n'y a plus que deux catégories : la première et la deuxième. La première catégorie se compose de gens travaillant dans les différentes entreprises et organisations bolcheviques; les travailleurs manuels, leurs femmes et

leurs enfants jusqu'à douze ans. La deuxième catégorie embrasse tous ceux qui vivent de leur propre travail (manuel ou intellectuel) et ne vivent pas des intérêts d'un capital, ou qui ne vivent pas du produit du travail des autres. Les Gardes rouges sont toujours considérés comme étant de la première; en réalité, ils forment une catégorie à part, qui est supérieure à la première et à la deuxième. Officiellement, la première doit recevoir une livre de pain par jour et la deuxième un quart de livre, mais, en réalité, la quantité varie d'un jour à un autre suivant l'approvisionnement. Les troisième et quatrième catégories ont été supprimées tout à fait. Par suite il y a beaucoup de gens qui n'appartiennent à aucune catégorie. Les Bolcheviks publièrent des statistiques démontrant qu'on n'avait pas besoin de la quatrième catégorie, tellement elle était réduite. Cela prouve que la quatrième catégorie a été soit exterminée, soit obligée de travailler sous les ordres des Bolcheviks pour vivre. Il y a trois mois, il fut publié un décret disant que tous ceux qui voulaient entrer dans la première catégorie devaient d'abord produire un certificat de leur organisation professionnelle. Comme résultat de ce décret, tous les hommes entrèrent dans les organisations professionnelles et comme celles-ci sont sous le contrôle des Bolcheviks, les Bolcheviks, de cette manière, soumirent encore plus de gens à leur pouvoir.

Les gens appartenant à des catégories ne peuvent aller que dans les magasins municipaux (en fait, tous les magasins autres que ceux-là ont été fermés).

Les prix des denrées étaient dernièrement, à Petrograd, les suivants: le pain, 1r 50k la livre dans les magasins municipaux, mais 20 roubles acheté ailleurs (aux Gardes rouges, aux gens «du sac», etc.); le beurre, 75 roubles la livre s'il est acheté au dehors; il n'y avait, dans les magasins municipaux, de graisse d'au-

cune espèce. Le sucre, une fois par mois à 1r 50k la livre dans le magasin municipal, et 80 roubles ailleurs. La viande pouvait être obtenue quelquefois sur le marché, en fait elle devait être obtenue au moyen de la carte, mais on l'obtenait en général d'une manière clandestine au marché. Le bœuf 23 roubles la livre, le veau 26 roubles, le porc 45 roubles. On pouvait aussi obtenir de la viande chez les hommes « du sac ». Les Bolcheviks essaient d'arrêter ces hommes qui vont de maison en maison pour vendre des provisions. Les gens qui sont dans des catégories n'obtiennent pas régulièrement leurs rations ni toute la quantité à laquelle ils ont droit. Le Comité d'approvisionnement publie dans le journal, d'un jour à l'autre, quels sont les stocks et quelle est la ration, pour chaque catégorie, pour le moment.

La situation financière. — Il est très difficile de retirer une somme considérable d'une banque. Les Bolcheviks permettent qu'on prenne 1.000 roubles par mois sur un compte courant, mais cela aussi devient plus difficile par suite d'un décret, qui vient d'être publié, qu'un homme doit d'abord avoir un certificat de son comité de maison ou d'une autre organisation bolchevique quelconque, disant qu'il a réellement besoin d'argent. Mais au moyen de pots-de-vin, des gens retirèrent des centaines de mille roubles. Toutes les banques ont été nationalisées; maintenant elles sont centralisées. Un décret récemment publié dit que si l'on a des comptes dans deux ou trois banques, on doit en choisir une et y mettre tout son argent. Si l'on désobéissait à ce décret, tout l'argent qu'on avait était confisqué. Par ce moyen, les Bolcheviks peuvent dire combien chacun a d'argent. Si un nouveau compte courant était ouvert après le 1er janvier 1918, on pouvait en principe retirer cet argent libre-

ment, mais il n'en était pas ainsi en pratique. Quand les banques furent nationalisées, l'argent pouvait en être retiré librement, toujours en principe. Mais quand, il y a à peu près six semaines, le nouveau décret au sujet de la centralisation de tous les comptes fut publié, l'état de choses fut changé. Par exemple, un homme possédant 5.000 roubles sur son nouveau compte et 100.000 sur le vieux, le nouveau décret permettait de réunir les deux comptes en faisant le total de 105.000, mais on ne pouvait retirer que jusqu'à 5.000, le vieux compte étant considéré comme bloqué. Pour transférer un compte d'une banque à une autre, les commissaires prenaient 25 % à titre d' « impôt ».

Les usines. — Il y a de fréquentes grèves qui doivent souvent être arrêtées par la force armée. Il y a à peu près six semaines, il y eut une grève à l'usine Poutiloff. Trotsky, dans un discours, fit une menace ouverte d'user de la force si les hommes ne reprenaient le travail. Comme résultat, la grève cessa; il n'y eut que quelques arrestations. Il y a à peu près deux mois, on fit une élection au Comité d'ouvriers dans l'usine Poutiloff; la majorité élue fut socialiste-révolutionnaire. Les Bolcheviks n'acceptèrent pas cela et on fit une autre élection. Ceci montre que malgré les comités d'ouvriers, les Bolcheviks contrôlent tout. Si les ouvriers deviennent trop indépendants, le Gouvernement ferme simplement l'usine. Si un comité leur occasionne des ennuis, c'est la même chose à moins qu'on n'élise un autre comité. Tous les membres de comité doivent être communistes ou avoir de la sympathie pour les communistes. Souvent une usine doit fermer à cause du manque de combustible ou de certaines pièces de machine, mais les hommes qui se trouvent ainsi privés d'emploi reçoivent une allocation de chômage.

Comités domestiques. — M. E... était membre du comité de sa maison pour qu'on le mît dans la deuxième catégorie. Les principaux devoirs du comité consistent à surveiller l'exécution des décrets bolcheviks. Si ces décrets ne sont pas obéis, le comité est tenu responsable : il est frappé d'amende ou mis en prison. Le comité est forcé d'acheter un journal chaque jour pour appliquer les décrets, car les Bolcheviks ne les publient que dans le journal. Par ce moyen, pratiquement tout le monde est obligé de lire le journal, et comme seuls les journaux bolcheviks sont permis, leur propagande est vue par tous.

Les conditions générales. — Toutes les rues sont désertes et il n'y a pas de vie. La perspective Nevski est vide, la plupart des magasins fermés. Mais un ordre parfait règne dans les rues, il n'y a plus de pillage ni de vol.

Il n'y a presque pas d'exécutions maintenant. Cela est dû au fait que l'esprit du peuple est abattu et qu'il ne fait plus d'opposition.

Tous les restaurants sont fermés, excepté les restaurants et cafés municipaux. Dans un café ordinaire, une tasse de thé sans lait ni sucre coûte 1 rouble, et un café 3^{r} 50^{k}.

Il y a encore des services religieux dans les églises, et, tout compte fait, ils sont assez fréquentés. Les fidèles se composent surtout de femmes, mais la veille du Nouvel An il y avait aussi beaucoup d'hommes. Les prêtres, qui avaient été dans la quatrième catégorie, ne sont plus dans aucune catégorie.

L'intervention. — D'après M. E..., l'intervention des Alliés serait la bienvenue. Il pense que 50.000 hommes formeraient une force suffisante et que les Bolcheviks ne pourraient nous opposer aucune résis-

tance. En fait, les officiers de la Garde rouge seraient les premiers à se joindre à nous. Tout le monde espère et prie que les Alliés interviennent, ils seraient reçus à bras ouverts partout.

Finlande. — Les Russes qui traversent la frontière de Russie en Finlande sont renvoyés, dans la plupart des cas, en Russie, à moins qu'ils n'aient de fortes influences en Finlande elle-même.

M. F..., qui est revenu de Vladimir, dit que son usine marchait encore jusqu'au jour de son départ de M..., le 6 février. Avant la révolution, la production était de :

1.100 pouds (environ 17.600 kilos) de fil par jour,
800 pièces de drap.

Les chiffres étaient en janvier dernier :

550 pouds (ou 8.800 kilos) de fil par jour,
500 pièces de drap.

Des 6.500 ouvriers il n'y avait pas plus de 200 Bolcheviks convaincus. La majorité était maintenue dans l'ordre par un régime de pure terreur, dont il y avait beaucoup d'exemples dans un rayon de 40 kilomètres autour de M...

Quand les paysans refusaient de fournir du blé et du bétail et se soulevaient pour défendre leur propriété, un parti de Bolcheviks apparaissait dans les environs, et si une résistance quelconque était faite, le village entier était anéanti. D'ordinaire les paysans se rendaient au premier coup de feu, alors un certain nombre de meneurs étaient fusillés sur place et un certain nombre emmenés en prison à Moscou.

Les épidémies. — Le typhus s'étend rapidement dans les capitales et dans les campagnes. Le nombre ordinaire de cas qui arrivent par le train de Kazan à Moscou est de 20 par train. A la gare de Koursk, à Moscou,

les malades de typhus se couchent le long des salles d'attente. Les hôpitaux sont tellement remplis que les malades sont laissés dans les corridors.

Conditions sanitaires. — Dans les endroits où la foule afflue, comme les gares, les marchés, etc., les conditions sanitaires sont terribles. Quand la neige fondra, l'épidémie, qui a déjà atteint d'énormes proportions pendant les froids d'hiver, tendra naturellement à devenir encore plus violente.

Le trafic. — Le chemin de fer de Kazan fait circuler un train de voyageurs dans chaque sens par jour. Cette ligne fournissait, auparavant, 40 % des approvisionnements de Moscou; maintenant, elle fait marcher en moyenne trois trains dans chaque sens par jour.

L'armée rouge. — Personne ne veut s'engager dans l'armée rouge, si ce n'est les pires éléments du peuple. Si un conscrit déserte dans la ville où il fut pris au service, ses parents ou sa femme sont très brutalement traités, quelquefois fusillés. Mais les désertions se produisent souvent pendant que les troupes vont au front. Dans ces conditions, les Bolcheviks ne peuvent trouver leurs parents et ne les touchent pas. M. F... considère qu'une des raisons de se battre est que les Bolcheviks, s'ils traversent les lignes ennemies, trouvent habituellement de larges stocks de vivres.

N° 58

Le Progrès du bolchevisme en Russie.

Mémoire de M. B...

Le Gouvernement russe. — Il s'est déjà assez écoulé de temps pour permettre une organisation assez complète du Gouvernement bolchevik. La Russie a été divisée en quatre républiques confédérées :

1° Commune du Nord,
2° — de l'Ouest,
3° — du Centre,
4° — du Volga.

La première est composée des gouvernements de Petrograd, Arkhangel, Viatka, Vologda, une partie du gouvernement de Pskoff, Novgorod, Tcherepovetz et Plonetz; la deuxième, des gouvernements de Vitebsk, Smolensk et Pskoff; la troisième, des gouvernements de Moscou, Orel, Koursk, Toula, Tver, Nijni-Novgorod, Voronège; la quatrième, ceux de Kazan, Simbirsk, Saratoff et Perm

Chaque ville possède son conseil des députés (Soviet) et sa commission pour la lutte contre la contre-révolution, contre les « spéculateurs et le sabotage ». Chaque district en outre a aussi son soviet (Sovdef) et sa commission extraordinaire. Ces institutions dirigent toutes les affaires locales, mais toutes sont sujettes à l'autorité du Comité exécutif central, qui siège à Moscou. La Commission extraordinaire panrusse, pour la lutte avec la contre-révolution, etc., siège aussi à Moscou. Les membres de ces organisations sont supposés avoir été élus par le Congrès panrusse des députés ouvriers, paysans, gardes rouges et cosaques. Les

Affaires étrangères sont sous la direction exclusive de Georges Tchitchérine.

Le Comité central se compose comme suit :

LENINE, *président*,
TROTSKY, *commissaire militaire et naval*,
TCHITCHÉRINE, *Affaires étrangères*,
SPIEZ, *commissaire du travail*,
PODROVSKY, *Intérieur* (ancien professeur d'histoire à Moscou),
LOUNATCHARSKY, *Instruction publique*,
NEVSKI, *commissaire des voies et communications* (un ancien ingénieur de ce ministère).
OULIANOVA, la femme de Lenine, *adjointe pour les questions sociales*,
STOUTCHKA, *Justice* (ancien membre du tribunal de Petrograd),
TSOURIOUPA, *ministre du Ravitaillement*,
BONTCH-BROUEVITCH, *chargé d'affaires*.

L'armée rouge. — Le 25 octobre 1918, les troupes bolcheviques de Petrograd et des environs ne comptaient pas plus de deux divisions. Les comités régimentaux ont été supprimés et le pouvoir transféré à des commissaires chargés de surveiller le moral des soldats au point de vue politique. Les Bolcheviks n'ont négligé aucun moyen d'augmenter leurs effectifs. Les soldat de l'ancienne armée, revenus de captivité en Allemagne, sont concentrés après leur arrivée, soit à Petrograd, soit à Moscou, où ils sont logés avec les gardes rouges. On les laisse sans habits, sans rations suffisantes, sans aide médicale, tandis que les gardes rouges, auxquels ils sont mêlés, sont bien vêtus, bien nourris et pourvus de beaucoup d'argent. Quand ces soldats se plaignent, on leur répond : « Engagez-vous dans la Garde rouge. » Les réfractaires sont

cruellement traités. A la tête de la Garde rouge est un ancien colonel d'état-major, le Letton Vatatis. Chaque soldat reçoit de 300 à 500 roubles par mois, son équipement militaire, des vivres sur une plus vaste échelle que les autres, et une promesse d'avoir sa famille soutenue en cas de sa mort. Mais en dépit de leur situation privilégiée, les gardes rouges n'ont pas la confiance du Gouvernement, et des lettres interceptées montrent que ces gardes sont souvent peu attachés au bolchevisme. La véritable confiance du Gouvernement est placée dans les « bataillons internationaux », qui sont formés de Lettons et de Chinois et qui sont employés comme détachements pour la répression dans l'armée et à l'intérieur. En théorie, les « bataillons internationaux » sont traités sur un pied d'égalité avec les Gardes rouges ; mais en réalité, ils sont bien mieux payés et peuvent compter sur une parfaite immunité pour tous les crimes commis contre la malheureuse population civile qui est à leur merci. Il y a l'instruction militaire obligatoire pour tous les hommes entre 17 et 40 ans, sous forme d'exercice deux fois par semaine. Tant que sa cohésion subsistera, l'armée bolchevique sera incontestablement une force.

La terreur. — Toutes les réunions, excepté celles organisées par les Bolcheviks, sont interdites dans les villes. Les meetings anti-bolcheviks sont dispersés par la force armée, et leurs organisateurs sont fusillés. Il n'existe aucune presse autre que la presse bolchevique. Les Bolcheviks organisent des réunions le dimanche dans lesquelles on discute des questions comme : « Doit-on s'engager dans les gardes rouges ? » « Qui nous donnera notre pain quotidien ? » « La révolution mondiale », etc.

La terreur est si efficace que personne n'ose faire

de la propagande anti-bolchevique. Des gens furent arrêtés pour une simple conversation par téléphone, dont les termes semblaient ambigus ou hostiles aux Bolcheviks. Une arrestation sert de prétexte à toute espèce de corruption. Les riches doivent payer de grosses sommes qu'on leur extorque par le moyen d'intermédiaires, des juifs ordinairement, avant qu'on les relâche.

Plus tard, des arrestations en masse devinrent à la mode. On pensait d'abord que ces arrestations étaient faites par ordre de la « Commission extraordinaire pour la lutte avec la contre-révolution », mais on sait maintenant qu'elles étaient faites par ordre d'un comité révolutionnaire spécial qui était appelé par abréviation « *Les Trois* » parce qu'il était formé de trois membres. Ce comité est indépendant de la « Commission extraordinaire » et n'est contrôlé que par le ministre de la Guerre. Les personnes arrêtées par ses ordres n'ont jamais été revues. Les agissements de ce comité sont secrets, et on ne sait même pas sa composition.

On a déjà dit que la Garde rouge est mécontente. Une lettre d'un matelot, nommé Borzoff, écrite la veille de son départ pour le front, dit :

« Les autorités semblent penser que nous allons soutenir les intérêts des Soviets, mais elles se trompent. Tous les matelots sont disposés d'une autre manière. Beaucoup d'entre eux y vont simplement pour éviter la faim... Je pense que tout cela finira bientôt; les Alliés nous vaincront. » Une autre lettre de Petrograd, dit : « Nous apprenons que de toutes les villes russes, Petrograd sera la première en contact avec l'Europe, cependant la moitié des habitants meurent de faim et de la fièvre typhoïde. » Ces lettres et d'autres furent envoyées par le censeur russe à la « Commission extraordinaire », et, sans aucun doute, les auteurs en furent traités de la manière habituelle.

Il existe, bien entendu, en Russie, une opinion publique tout à fait en dehors des Bolcheviks, une opinion qui désire ardemment l'intervention, quelle qu'elle soit, alliée ou allemande, qui mette fin à l'état présent d'anarchie. Jusqu'à présent, cet état de l'opinion ne s'est exprimé que par des révoltes de peu d'envergure comme celle de Yaroslav et comme l'assassinat du comte Mirbach. Néanmoins, malgré l'apparente stabilité du Gouvernement bolchevik, malgré l'inaptitude de ses adversaires, il y a des signes montrant que l'oligarchie bolchevique vacille. Il est impossible de croire en effet qu'un gouvernement en banqueroute et impuissant à nourrir sa population, peut longtemps survivre, malgré son application à gouverner par la terreur. Un neutre à Petrograd dit que la haine contre le Gouvernement et tous ceux qui ont des liens avec lui s'étend de plus en plus dans toutes les classes de la population, y compris les ouvriers et les paysans. La fin viendra sans doute brusquement comme dans la Terreur française. Les partis anti-bolcheviks envisagent toute espèce de plans pour discréditer les Bolcheviks. Un de ces plans est d'inonder le pays de fausse monnaie pour discréditer les Soviets, l'autre est de se saisir de l'imprimerie où l'on fabrique les billets de banque à Petrograd. Un autre plan est d'obtenir des fonctions dans les bureaux bolcheviks pour fournir des renseignements à leur parti, dirigé par Boris Asvinkoff. Même la classe ouvrière dans les deux capitales est très divisée; il existe un considérable parti anti-bolchevik.

L'opinion générale des intellectuels est qu'une armée de 500.000 hommes suffirait à renverser les Bolcheviks avec très peu de pertes.

Administration bolchevique. — On est surpris de temps en temps en apprenant que des hommes connus et

instruits se joignent aux Bolcheviks, par exemple comme Maxime Gorki et le fameux chanteur Chaliapine. Le fait est qu'il y a bien des choses dans les croyances bolcheviques, qui sont capables de séduire des personnes de toute nuance d'opinion. Ordinairement ce ne sont pas les principes d'un gouvernement qui sont en faute, mais c'en est l'application; quand ces principes sont appliqués par des brigands pareils aux terroristes de la révolution française et de la révolution russe, les principes tombent en ruines. Des récits qui montrent sous un jour rose le régime bolchevik sont écrits par des personnes qui ne s'occupent que de leurs principes. Considérons en particulier la question des logements.

Quelques familles ont plus de chambres que le nombre qui leur est nécessaire; d'autres n'ont qu'une chambre; d'autres enfin n'ont pas de chambre du tout. Le Gouvernement bolchevik prend charge d'une grande maison, et la loue à des personnes pauvres, de sorte que tous ont la même espèce de logement. La maison est dirigée par un comité, et la seule personne qui n'aime pas la combinaison est le propriétaire. Le rationnement est un autre exemple. Il y a quatre catégories : le n° 1 donne droit, à ceux qui font des travaux pénibles, à trois quarts de livre de pain et cinq harengs par jour et le n° 4, donnant droit à un sixième de livre de pain par jour, est la carte de ceux qui emploient des gens à leur service. Le n° 4 est un instrument fort adéquat pour persuader les gens de s'engager dans les gardes rouges ou de prendre tout autre emploi peu recherché.

La vie économique de la nation est dirigée par un conseil supérieur, siégeant à Moscou, qui nominalement administre l'industrie, l'exportation et l'importation de tout le pays, mais pratiquement, toute industrie et commerce sont paralysés, et il a fort peu à faire.

Il existe une administration des vivres dans chaque district, en partie sous le contrôle d'un commissariat des vivres, en partie sous celui du comité de la vie économique nationale. Des corps expéditionnaires composés de volontaires et de gardes rouges sont employés pour réquisitionner le blé des paysans qui ne veulent pas le donner de bon gré parce que le prix en a été fixé plus bas que le prix de revient. Ces corps expéditionnaires emportent tous les vivres qui leur tombent sous la main; ils ne laissent aux paysans que le strict nécessaire. C'est en fait un système de brigandage organisé. Des corps de la même espèce existent dans toute usine ou filature avec au moins 1.000 employés. Ils réquisitionnent les vivres nécessaires à leur propre subsistance et à leur main-d'œuvre. En Angleterre, parmi les hommes ayant des sympathies pour les Bolcheviks, on fait grand cas de leur système d'instruction publique, mais il est facile de donner du mérite à un système quelconque d'éducation dans un pays où pratiquement il n'y avait aucune instruction primaire avant la révolution. Il est vraï aussi que l'Opéra et les théâtres continuent à jouer, mais l'on m'assura que l'Opéra jouait devant une salle vide avant que le Gouvernement ait donné des ordres pour le remplir. De telles méthodes de décorer la façade ne sont pas inconnues dans les autres pays. Voici une liste des prix des denrées et des habits ayant cours le 15 décembre :

	ROUBLES PAR LIVRE
Pommes de terre (la plupart pourries) .	10
Poisson salé (en mauvais état)	9-10
Pain (par carte et peu)	1 1/2
Pain (au marché).	8-20
Porc (en faible quantité)	50
Bœuf (en faible quantité).	2-23

	ROUBLES PAR LIVRE
Sucre (faible quantité)	80
Thé (faible quantité)	100
Café (à aucun prix)	
Beurre salé	75
Beurre frais	80
Costume complet (très ordinaire) . . .	800 à 900
Chaussures (de mauvaise qualité) . .	400
Cotonnade (seulement avec une carte) pour une pièce d'étoffe de 60 centimètres de longueur et de largeur. . .	5- 16

D'autres rapports montrent que le bolchevisme est encore en force en Sibérie, et que les Bolcheviks sont en rapports étroits avec ceux de la Russie d'Europe. En détruisant l'édifice de la société, les Bolcheviks semblent appliquer les méthodes des constructeurs de gratte-ciel américains, qui sont de creuser le sol jusqu'à 100 mètres de profondeur, afin de construire un édifice nouveau stable. Ils ont dit plus d'une fois que, à moins de provoquer des révolutions, au moyen de la propagande, dans leur sens dans les autres pays, leur sort était fixé. La fièvre de propagande dont ils semblent atteints maintenant est en réalité une mesure de préservation. On rapporte qu'ils sont en train d'abandonner la propagande par proclamations pour en faire au moyen d'agents secrets et d'une manière directe.

N° 59

Les Progrès du bolchevisme à l'étranger.

Mémoire de M. B...

D'un rapport récemment reçu, d'un ancien homme d'État russe, il apparaît que le bolchevisme meurt par ses racines. Il dit que la scission entre le groupe de Lenine et celui de Trotsky devient menaçante. Les idéalistes peu nombreux, qui restent encore parmi les Bolcheviks, voient leurs idées, l'une après l'autre, réduites à rien; tandis que la révolution mondiale reste encore à l'état d'incendie qui couve. Les chefs, qui ont tous les renseignements détaillés sur la situation du bolchevisme, en Russie et à l'étranger, entrevoient clairement leur chute, et avouent leur découragement dans des conversations privées avec leurs amis. Les Bolcheviks des postes moyens comme les commissaires, le personnel des Soviets, les officiers de l'armée rouge sont moins découragés. Ils croient encore à la victoire du bolchevisme en Allemagne; ils espèrent des troubles en Angleterre; mais beaucoup d'entre eux cherchent déjà des endroits pour se cacher On croit qu'ils abandonneront les Bolcheviks aussitôt qu'il y aura une autre révolution.

Les Bolcheviks subalternes, les ouvriers communistes, etc., ne s'occupent pas du tout de politique. Leur seule préoccupation est la question des vivres. Ceux qui habitent à Smolny sont persuadés de la prochaine chute du Gouvernement des Soviets, produite par la désorganisation de l'armée rouge, les révoltes dans les villages et la famine. Beaucoup d'entre eux retournent chez eux et rejettent le masque du bolchevisme. Les gens des villes sont terrorisés et incapables d'action indépendante. L'insuffisance de nourriture produit son effet; les épidémies de typhus, de

petite vérole et d'influenza s'étendent rapidement. A l'hôpital d'Obouchoff, pendant le mois de décembre, la mortalité atteignit 14.000 personnes. Pendant ce mois, la population de Petrograd décrut de 105.000 habitants. Après les maladies et la famine, le manque de combustible est la plus grande calamité. Tout cela pèse terriblement sur les prisonniers, qui sont mis à huit dans une chambre destinée à un seul homme et qui sont nourris de harengs gâtés et de soupe faite d'épluchures de pommes de terre. Les malades de la fièvre typhoïde, de la petite vérole et de la grippe sont laissés dans les mêmes cellules avec les bien portants ; les détenus en quarantaine sont huit à dix couchés dans une chambre.

Les transports sont en pleine désorganisation. Les Bolcheviks font tout ce qu'ils peuvent pour éloigner le jour du complet arrêt, en donnant plus de nourriture aux travailleurs de chemins de fer, qui sont très mécontents.

L'armée rouge tient encore debout, mais on dit que son moral est en déclin. Le moral de la flotte est en grand danger. Beaucoup de matelots ont amassé une grande fortune pendant l'année passée ; ils pensent qu'ils ne peuvent la garder qu'en installant un gouvernement « bourgeois ». Ils sont maintenant non seulement mécontents, mais encore anti-Bolcheviks. Au début de janvier, ils réclamèrent le renvoi des commissaires qui étaient sur les bateaux ; ce qui fut fait. Une tentative du Gouvernement, d'envoyer les matelots au front, se termina par un désastre. Ils refusèrent de partir, ils refusèrent d'être désarmés. Les rapports entre les matelots et les officiers se sont dernièrement améliorés ; les Bolcheviks sont très inquiets d'avoir, en plein centre de Petrograd, des troupes en armes unies qui leur sont hostiles. Tout ce qu'il faut aux matelots pour qu'ils entrent en action, c'est un chef.

Il n'y a pas de question ouvrière à Petrograd, car il n'y a ni capitalistes, ni commerce, ni industrie. Les ouvriers qui se comptaient par centaines de mille se comptent par milliers maintenant. Beaucoup d'entre eux entrèrent au service des Bolcheviks; ils sont employés dans différents commissariats et comités. En grand nombre, ils repartent pour les villages. Somme toute, ceux qui restent sont contre les Bolcheviks. Ils contrôlent l'approvisionnement en eau, les stations et usines électriques, les centraux d'éclairage électrique, les tramways et les arsenaux. Ils ne semblent pas avoir de mauvais sentiments envers la bourgeoisie; mais ils ne formulent aucun vœu au sujet de la forme du gouvernement. A l'usine Poutiloff, l'antisémitisme s'accroît, probablement parce que les comités d'approvisionnement sont composés entièrement de juifs, et l'on peut entendre des voix qui demandent un « pogrom ».

Dans les ateliers de chemins de fer, les hommes se divisent en deux partis : les Bolcheviks et les anti-Bolcheviks. Le Gouvernement mène une propagande fiévreuse parmi eux, mais sans beaucoup d'effet. Les femmes sont spécialement contre-révolutionnaires, car elles éprouvent plus les atteintes de la faim. Les ouvriers sont en général contre les gardes rouges et contre la guerre sous quelque forme qu'elle soit.

L'approvisionnement qui avait été momentanément amélioré en janvier, ne laisse plus, de nouveau, le moindre espoir. A Petrograd, il n'y a pas de réserves de vivres. Les paysans des gouvernements du Nord sont en général anti-Bolcheviks, mais leurs sentiments varient d'un gouvernement à l'autre; ils sont le plus hostiles là où l'on a fait des réquisitions. Les « Comités des pauvres » sont évités par les paysans respectables. Les membres de ces comités, qui représentent parfois 20 % de la population, ne font aucun travail

et vivent aux dépens des paysans locaux, en faisant des réquisitions. Cela amena des révoltes en janvier, dans plusieurs districts. Presque tous les paysans sont armés; quelques-uns même ont des mitrailleuses et des munitions. Ils ne prennent plus le moindre intérêt à la politique. Ce dont ils ont besoin c'est de fer, de tissus et de vivres.

Le trait le plus intéressant dans ce rapport est la déclaration que, dans les villes aussi bien que dans les villages, il y a un réveil religieux. A Kolpine, les églises sont encombrées par l'affluence de la foule; la propagande de Ivan Tchiricoff a du succès; la secte de Pachkovtseff s'accroît; de nouvelles sectes apparaissent. Dans les villages, les prêtres ne sont plus molestés et commencent à ouvrir les églises.

A la Conférence internationale communiste, à Moscou, d'après un sans-fil russe, Kamenef se déclara partisan des doctrines de Karl Marx et de la dictature du prolétariat. Lenine parla, avec espoir, de la victoire assurée de la révolution sociale. « En dépit, dit-il, de tous les obstacles et du nombre des victimes qui peuvent souffrir pendant la progression de notre cause, nous pouvons peut-être vivre assez pour voir la République universelle des Soviets. » Il devait aussi y avoir une revue de l'armée rouge pour l'édification des délégués étrangers.

L'armée rouge est inondée de littérature de propagande; Trotsky dirige une série de meetings de masses. Les trains de propagande sont décorés d'une manière fantaisiste en vue d'impressionner les soldats. Le thème actuel de Trotsky est l'avènement de l'État socialiste. L'arrêt du travail dans les usines est presque général, non seulement par suite du manque de combustible, mais à cause des grèves.

Un sans-fil russe propagea la déclaration suivante : le Gouvernement, bien qu'il ne reconnaisse pas la

Conférence de Berne comme représentant les classes ouvrières, permettra à la Commission de voyager à travers la Russie comme il le permettrait à n'importe quelle commission bourgeoise; mais il voudrait savoir si les gouvernements des pays de ces délégués permettraient à une commission bolchevique d'aller chez eux pour inspecter leurs contrées.

Un nommé J..., qui arriva de Russie en Norvège, déclare qu'il avait été employé comme ingénieur dans une imprimerie. Au printemps de 1918, l'imprimerie fut prise par les Bolcheviks du Soviet; on l'employa à imprimer de la propagande dans beaucoup de langues. « Toutes les langues », dit-il, « sauf le russe ». La plupart des imprimés étaient en allemand, mais il y avait beaucoup de choses imprimées en anglais et aussi des proclamations dans les langues asiatiques. Des caractères d'imprimerie avaient été achetés pour cela aux Indes. Il se rappelait particulièrement le sanscrit et l'hindou.

Les efforts des Bolcheviks pour corrompre les soldats alliés à Arkhangel ont été, d'après lui, futiles. Des spécimens de la littérature jetés des aéroplanes bolcheviks comprenaient des traductions en anglais, des manifestes rédigés par Lenine et Petroff, un homme qui avait été inculpé dans l'affaire des meurtres de Houndsditch.

Il y a beaucoup de rapports au sujet de l'impression des billets de banque faux pour les différents pays alliés, et le billet d'une livre sterling est imprimé en énorme quantité. Les seuls billets faux qu'ils font circuler maintenant dans notre pays, sont très grossiers; ils sont tout à fait indignes du style d'impression de billets pour lequel les Russes avaient été fameux. La plupart de ces faux ont été mal exécutés à la main sur du papier de qualité inférieure.

N° 60

Appréciation de la situation économique

Compilation faite d'après les statistiques en possession du Gouvernement de sa Majesté.

I. *Les méthodes financières des Bolcheviks et leur circulation monétaire.*

1) Généralités. — Nous voyons dans toute l'étendue du pays gouverné par l'autocratie bolchevique, une destruction du système industriel et commercial qui avait été édifié d'après les modèles de la civilisation de l'Occident. Le commerce et l'industrie, usant de crédit ont été amenés à un point mort; les objets de première nécessité sont en faible quantité; ils ne peuvent être obtenus qu'à des prix exorbitants, exprimés en valeurs dépréciées qui ont été émises sans égard pour les sains principes de l'économie politique. Les paysans, qui travaillent à l'agriculture et qui ont ainsi le contrôle des produits essentiels du sol, sont moins imprégnés de bolchevisme que les ouvriers des usines, ou que les habitants des villes. Ils ne désirent pas vendre leurs produits en échange de valeurs dépréciées, mais veulent les échanger pour les produits indispensables des industries et des métiers qui étaient principalement concentrés dans les villes et que le bolchevisme a paralysés ou détruits.

Il ne peut y avoir deux opinions sur ce fait que la base de l'industrie et du commerce, nationaux et internationaux, dépend d'une manière vitale du système de banques. Si l'on examine alors la situation créée par la nationalisation des banques russes, il sera d'une grande importance d'établir que l'assertion, si largement faite, que le système de banques est tout à fait détruit, se trouve parfaitement justifiée et que, de plus, cela étant, le commerce et l'industrie, au sens

propre du mot, s'ils n'en sont pas arrivés au point mort, ne sont pas dirigés suivant les bons principes économiques. L'effet paralysant que les décrets bolcheviks ont eu sur l'industrie et le commerce peut être illustré par les faits suivants :

2) La nationalisation des banques. — Il résulte de cette mesure que tous les comptes courants sont mis sous le contrôle du Gouvernement. Les autorisations de retirer l'argent sur ces comptes sont accordées jusqu'à 1.000 roubles par mois, sans tenir compte du total du compte courant. Il en résulte qu'aucune maison de commerce, aucun magasin, aucune entreprise ne peut, si elle n'est pas contrôlée par un comité bolchevik bien en règle, avoir plus de 1.000 roubles par mois de crédit. Si l'on considère que l'existence d'un pareil comité bolchevik est très précaire et dépend surtout du nombre des baïonnettes qui le soutiennent, on comprendra facilement que le système ordinaire de crédit commercial et industriel a cessé d'exister. Toutes les valeurs, y compris les obligations du Gouvernement, les bons du Trésor, les actions du commerce et de l'industrie, ont été nationalisées. Après une estimation faite sans soin et à la hâte, les porteurs de ces valeurs reçoivent un compte à la banque, sujet bien entendu à la restriction ci-dessus. Quelques commentaires montrent avec évidence la faillite bolchevique :

La Banque du Peuple ne pourrait que difficilement prétendre avoir des dépositaires, bien que la dernière banque (Banque populaire de Moscou) qui restait en dehors du décret de nationalisation, ait été prise sous le contrôle du Gouvernement, il y a deux mois.

En un mot, la Banque du Peuple, la seule qui reste, n'inspire pas confiance. Ce manque de confiance existe pour plusieurs raisons : parmi celles-ci, on peut

citer l'insécurité absolue qui résulte de la corruption continue qui prédomine dans toute l'Administration bolchevique et plus particulièrement dans l'Administration des banques.

Le détournement de sommes incroyablement grandes est un fait journalier. Les autres causes sont l'insuffisance et l'incompétence du personnel des banques. En réalité, l'intérêt de 3 % payable dans toutes les banques est rarement crédité. Il n'est pas exagéré de dire que le système financier bolchevik a été la destruction complète de tout le système de crédit. Le chèque disparaît de l'usage. Il n'y a plus aucune valeur pour permettre à un commerçant ou à un industriel d'obtenir du crédit et d'emprunter. On peut affirmer qu'avec l'amoindrissement continu de la production (dans quelques-unes des industries la production est tombée à 5 % de la normale) et la famine (la population de Petrograd, principalement à cause de l'émigration due au manque de travail et à cause des maladies, passa de 2.500.000 à 650.000 ou 750.000 à peu près), le système économique russe, sous l'influence bolchevique, a eu les résultats désastreux de paralyser complètement l'industrie et le commerce du pays. Une preuve concluante de la banqueroute économique des Bolcheviks est donnée par le dernier budget de 1919, dont voici les chiffres approximatifs :

Dépenses, 28 milliards de roubles.

Le revenu doit être couvert par l'émission nouvelle du papier-monnaie.

	MILLIARDS de roubles
Impôts	2
Contributions des « bourgeois »	10
Billets de crédit.	16
TOTAL.	28

Ukraine. — La première invasion bolchevique de l'Ukraine détruisit, ainsi que dans la Russie du Nord, la vie commerciale et industrielle du pays. Les Bolcheviks échouèrent, comme dans la Russie du Nord, dans leurs projets d'organisation commerciale et industrielle d'après des bases nouvelles. L'occupation de l'Ukraine par l'Allemagne rétablit l'ordre ancien des choses. Quelle que soit la souffrance éprouvée par la vie économique de l'Ukraine à la suite de ces deux changements rapides et brutaux, la réouverture des banques privées sous leur ancienne direction peut être citée comme preuve donnée de la confiance en quiconque détruit le système bolchevik, même si c'est un étranger ennemi. Des centaines de dépositaires désirant déposer des millions de roubles, assiégèrent les banques pendant des jours consécutifs. On peut justement supposer que, si les Bolcheviks réussissaient à devenir maîtres de l'Ukraine, l'expérience acquise par eux pendant la première invasion du pays leur permettrait de démolir l'industrie et le commerce d'une manière plus absolue qu'auparavant. Ici, comme ailleurs, sous la règle bolchevique, il y aurait la même absence de sécurité pour le capital et pour l'industrie et presque la même insécurité pour la vie.

Notes sur la circulation monétaire bolchevique. — Les observations suivantes sur la situation de la circulation des Bolcheviks présentent un grand intérêt :

1° Le Gouvernement bolchevik a perdu une forte quantité de métal précieux et n'a aucune possibilité d'obtenir une nouvelle couverture pour une émission de papier;

2° Cependant, une émission de 2 milliards de papier par mois continue encore;

3° Il apparaît que le Gouvernement bolchevik n'a jamais osé émettre son propre papier-monnaie, mais

qu'il continue à compter sur de nouvelles émissions de papier Kerensky qui est toujours encore accepté par le peuple; il comptait probablement aussi sur des émissions illégales de roubles du Tsar.

Au cas où le peuple refuserait d'accepter la circulation actuelle du papier, et où aucune organisation de change ne serait établie à sa place, le système bolchevik croulerait finalement.

Les relations bolcheviques avec les Zemstvos (l'équivalent qui se rapproche le plus des Zemstvos en Angleterre sont les conseils de districts ruraux et le comité de gouvernement local). — Les Zemstvos se sont montrés de la plus grande utilité durant la guerre; sans leur union, il est douteux que le grand quartier général de l'armée russe ait pu maîtriser la situation. Pour ainsi dire, toute la question d'approvisionnement fut résolue par eux; on a dit que le Tsar accusait les Zemstvos d'intrigues politiques et voulait les dissoudre, mais que le grand-duc Nicolas, alors commandant en chef de l'armée russe, s'y opposa vigoureusement. Sous Kerensky, les Zemstvos ont été réorganisés et leurs pouvoirs augmentés; on projeta d'en former une sorte d'organisation électorale pour l'Assemblée constituante, mais ce projet n'était pas complètement élaboré lorsque les Bolcheviks s'emparèrent du pouvoir. Les Bolcheviks, comprenant qu'ils avaient affaire à une organisation ayant tout contrôle sur l'approvisionnement agricole du pays, furent très prudents au début, ne s'attaquant qu'individuellement à ses membres sous prétexte qu'ils étaient contre-révolutionnaires; ils n'allèrent pas plus loin, jusqu'au moment où leurs pouvoirs grandissant, les Bolcheviks se sentirent de force à attaquer les branches exécutives et finalement tout le système. Ils poursuivaient deux buts : *a* détruire l'organisation électorale de l'Assemblée

constituante; *b*) obtenir la domination complète sur les paysans et par conséquent diriger toute la production rurale. Ils n'obtinrent jamais complètement la domination sur les paysans, mais ils provoquèrent la méfiance contre les Zemstvos, en faisant croire que ceux-ci retardaient la distribution de la terre. La destruction de l'autorité des Zemstvos n'établit pas la confiance en celle des Bolcheviks. Les paysans refusèrent d'apporter leurs produits au marché, parce qu'ils étaient trop fréquemment confisqués, ils demandaient des vêtements, des machines agricoles, des ustensiles de ménage et refusaient les billets de banque qui ne leur étaient d'aucune utilité. Le cercle vicieux s'établit, les ouvriers se plaignant du refus des paysans de donner des vivres et les paysans, du refus des ouvriers de pourvoir à l'outillage nécessaire à leur travail. Le résultat en fut le chaos et la famine.

3) Relations des Bolcheviks avec les sociétés coopératives. — Ces sociétés sont intimement liées aux Zemstvos sans aucune fonction administrative. Les Bolcheviks ne se mêlèrent pas, au début, de ces organisations, comprenant qu'elles étaient la réalisation d'une part de la pensée socialiste; les sociétés coopératives étaient et sont une organisation d'un pouvoir considérable, représentant les intérêts financiers d'une grande proportion de la population paysanne. La Banque du Peuple de Moscou appartenait pratiquement aux coopératives; elle fut pendant un certain temps autorisée à avoir une liberté d'action presque illimitée; un grand pourcentage des matières premières russes passent par les coopératives et les Bolcheviks comprennent que la reprise des relations commerciales avec les autres pays dépend en grande partie du fonctionnement des coopératives. Ces dernières ont défendu vigoureusement leurs droits et

de nombreux conflits résultèrent des essais des Bolcheviks de séquestrer l'argent et les biens leur appartenant. Si les Bolcheviks réussissaient à dominer les coopératives, ce serait encore une atteinte à la possibilité de reconstitution de la vie économique russe.

4) Nationalisation de l'industrie. — Les premiers essais de nationalisation industrielle furent faits chez Poutiloff (l'équivalent de Krupp en Russie) et à la fabrique de canons Oboukhovski, près de Petrograd. Ces fabriques formèrent le noyau des armées ouvrières, sous le régime bolchevik; elles s'étaient déjà soulevées les premières lors de la révolution précédente. La nationalisation des fabriques se développa jusqu'à ce qu'elle engloba Petrograd et s'étendit à Moscou. Ayant ordonné la nationalisation de l'industrie, des mesures extraordinaires furent adoptées par les Bolcheviks dans leurs essais d'obtenir un succès apparent de leurs projets; lorsqu'ils comprirent que les fabriques ne pouvaient survivre à la suppression du travail actif et dirigeant de leurs propriétaires, directeurs et employés, des lois furent établies pour « protéger les ouvriers »; nous citerons la défense de renvoyer les ouvriers, sous prétexte de mauvaise santé, d'incapacité ou de paresse. Toutes ces questions devaient être soumises au comité ouvrier qui se plaçait invariablement du côté de l'employé. Si un ouvrier était appelé à faire partie de la Garde rouge, il avait droit à sa paie entière pendant tout son service. Dans certains cas 70 % des ouvriers étant absents, en qualité de gardes rouges, le reste refusait de travailler sous prétexte qu'il était impossible de faire marcher la fabrique, réclamant cependant d'être payés intégralement pendant leur inaction. Le personnel technique, dans la plupart des cas, suivait l'exemple des employés, sauf dans les cas où la mi-

sère le lui rendait impossible. Les Soviets essayèrent de forcer au travail le personnel; dans ce cas, on opposait la résistance passive, les gages augmentaient et la production diminuait. On peut citer le cas d'une fabrique de wagons, où, les gages payés et le travail achevé, un wagon revenait à 180.000 roubles. Graduellement, les propriétaires russes, ruinés ou comprenant l'impossibilité de continuer dans ces conditions, remirent leur entreprise entre les mains des Soviets, leurs maîtres.

5) MINES. — *Généralités.* — De 1914 à 1918, la production minière passe par quatre périodes :

1° 1914, production normale;

2° 1915-1917, production augmentée; s'il y a diminution, elle est due à la mobilisation irrationnelle des ouvriers;

3° 1917. La révolution. Une diminution rapide de production et augmentation du prix de la main-d'œuvre;

4° De novembre 1917 à aujourd'hui, l'état chaotique augmente, nationalisation, augmentation des salaires dans des proportions telles que le Gouvernement doit verser des subventions pour le paiement des ouvriers; production négligeable.

Il est impossible de donner dans un bref sommaire les détails, mais voici quelques chiffres cités, de source sûre, concernant les principales industries minières :

Charbons. — Dans le bassin de Donetz, dont l'industrie russe dépend principalement, la première révolution de 1917 diminua de 13 % la production. Le nombre de puits travaillant en novembre 1918 est de 30 au lieu de 390 en temps normal. Les petits puits seuls fonctionnent, les Bolcheviks ayant inondé les grands, soit par négligence, soit intentionnellement.

Les districts ne possédant aucune équipe de réparation, il est impossible de recommencer le travail. Le Donetz donnait normalement 1 milliard 505 million de pouds par an. Toute reconstruction, toute reprise de travail, possibles durant l'occupation ukrainienne (anti-bolchevique), deviennenti mpossibles en présence de la menace actuelle des Bolcheviks. Les statistiques suivantes montrent ces conditions effrayantes.

		TONNES
Septembre 1917, extraction	. . . . . .	1.358.000
Octobre 1917 —	. . . . . .	1.136.000
Novembre 1917 —	. . . . . .	1.225.000

Régime bolchevik.

Décembre 1917, extraction	811.000
Janvier 1918	491.000

La production de charbon, dans les montagnes de l'Oural, tombe du chiffre normal de 6 à 7 millions de pouds par mois, à 800.000 jusqu'à 900.000 pouds par mois, c'est-à-dire diminuée de 86 %. Le 23 janvier 1919, le Conseil de l'Économie nationale proposa de fermer toutes les fabriques, même les arsenaux, pour réserver tout le charbon pour les chemins de fer.

Le fer. — Les principaux gisements russes sont : au sud, le Krivoi Rog, qui donne 75 % de toute la production, et ceux de l'Oural. Le district de Krivoi Rog donnait 3 millions de tonnes de minerai par an, avant la guerre, employant 23.000 ouvriers. L'extrait suivant de la *Frankfurter Zeitung*, 7 novembre 1917, se rapportant aux travaux de Krivoi Rog, donne les chiffres suivants :

Aux mines de Gdantsevski, 400 ouvriers seulement restent;

A Nicopole Marioupol, qui produisait normalement 500.000 pouds par mois, 17.000 pouds seulement sont produits en avril 1918; en mai 1918, le travail s'arrête complètement;

A Donetz Yurievska, le travail est arrêté depuis mai 1918;

A Bryans, seulement 2.500 ouvriers restent sur 6.000, chiffre normal. Le district de Bogoslavski dans l'Oural passe de la production de 250.000 pouds par mois à 200.000 et moins. Jusqu'au 1er mai 1917, le Gouvernement avança la somme de 195 millions de roubles, mais sans succès apparent, pour la restauration de l'industrie.

Résumé. — La même chose se passe avec le cuivre, l'huile minérale, le manganèse. La nationalisation, ou plutôt l'attribution aux ouvriers locaux des fabriques, était fondée sur la ferme conviction que les profits obtenus précédemment se maintiendraient dans l'avenir. L'élément le plus sain parmi les ouvriers et les commissaires comprenait que l'augmentation des salaires ne pouvait être maintenue, mais les extrémistes continuaient leur propagande d'excitation. Le Gouvernement dut subventionner l'industrie en papier-monnaie afin de contenter l'élément extrémiste parmi les ouvriers. Après novembre 1918, à la suite de la rupture des relations avec l'Ukraine et des opérations tchéco-slovaques dans l'Oural, les Bolcheviks deviennent dépendants des mines de charbon du gouvernement de Moscou. Pendant les six premiers mois, ces mines produisirent 10 millions de pouds (161.300 tonnes) et les mines du Nord produisaient 400.000 pouds par mois, c'est-à-dire ensemble moins de 2 millions de pouds par mois, alors que Petrograd seule avait besoin de 14 millions de pouds par mois en temps normal.

Agriculture. — *Grains.* — Lorsque nous considérons les grandes ressources agricoles de la Russie d'Europe, notre attention est attirée par l'Ukraine, qui, malgré les mauvaises conditions d'exploitations agricoles et les anciennes méthodes, donne une grande partie de l'excédent de grains qu'exporte la Russie. L'Ukraine exporta en 1913 quelque 33 millions de tonnes de grains et en outre cette région contribua pour environ 80 % à la production normale du sucre de betterave russe. La production actuelle est considérablement entravée, non seulement à la suite des difficultés initiales déjà mentionnées, mais aussi à cause des problèmes non résolus des conditions de travail et de vie produites généralement par la guerre et la révolution.

Le pillage des propriétés privées et des dépôts de grains, ajouté aux mauvaises conditions du transport, a étouffé la production, encouragé le gaspillage et empêché les récoltes et les distributions des produits disponibles.

Ces mauvaises conditions sont renforcées par le défaut de machines agricoles. Avant la guerre, près des deux tiers des machines agricoles employées en Ukraine (cet emploi augmentait alors et une augmentation actuelle est urgente pour répondre aux besoins d'une culture perfectionnée) étaient de fabrication russe; les fabriques ayant été transformées pour les besoins de guerre et étant actuellement hors d'état de reprendre leur travail à la suite des difficultés dans la main-d'œuvre et le matériel, les cultivateurs ukraniens ont été depuis quelque temps déjà forcés de s'adresser à des sources extérieures; c'est ce qu'ils seront obligés de faire pendant quelques années encore. Ce que nous savons de source certaine des récoltes de 1918 et des stocks existant antérieurement montre que la production est encore considérable

quoique réduite de beaucoup. En février 1918, on estime qu'il existait probablement en Ukraine des stocks de grains de 4 millions de tonnes et que les efforts pour transporter ces stocks aux Empires centraux devaient rencontrer un succès modéré, dû en partie à l'attitude des paysans refusant de se séparer de leurs stocks en les cachant, et surtout à cause du manque d'approvisionnement et des mauvaises conditions de transports. Des informations confirment par la suite que les États centraux n'ont point obtenu d'approvisionnement important en Ukraine. La totalité des terres ensemencées en Ukraine à la fin du printemps 1918 a été officiellement de 80 % de la normale. Il est probable que ce chiffre n'est que peu exagéré. Les appréciations de la récolte de 1918 sont quelque peu variables; le 31 août 1918, les *Münchener Neueste Nachrichten* disent que la récolte de 1918 est au-dessus de la normale et que 1.600.000 tonnes seront susceptibles d'être exportées. Le 5 septembre 1918, la *Vossische Zeitung* dit que le blé d'été et le seigle passent du mauvais au pire, pendant que l'orge et l'avoine ne sont guère en meilleure condition. Les récoltes de céréales d'hiver, d'autre part, sont au-dessus de la moyenne ou bonnes. Le 18 septembre 1918, le *Vorwärts* publie une appréciation extraite d'une source officielle disant que la récolte totale ukranienne serait de 15.040.000 tonnes, dont les chiffres pour les quatre principales céréales sont les suivants :

	TONNES
Blés	5.000.000
Seigle	3.667.000
Orge	2.840.000
Avoine	1.800.000

Le 2 novembre 1918, le *Pester Lloyd*, publiant des

chiffres qui se rapprochent très exactement de ceux donnés plus haut, montre que comparativement à l'année 1912 qui ne fut pas une très bonne année, celle de 1918 fut de 25 % inférieure. Il montre également que l'excédent exportable serait de 2.600.000 tonnes. Le représentant anglais à Odessa, le 1er janvier 1919, dit que de bons stocks de céréales se trouvaient dans le district au sud du Dnieper et à l'est de la ligne allant de Kherson à Perekop, alors qu'une grande étendue était semée de grains d'hiver. La récolte de la Grande Russie est, dit-on, supérieure à ce que l'on attendait, alors que les provinces du Nord éprouvent un grand manque de grains de semailles.

Sucre. — En ce qui concerne le sucre, la betterave dont la culture couvrait, en 1917, 572.000 hectares en Ukraine en comparaison des 750.000 en 1914; en 1918, la surface occupée ne sera certainement pas supérieure à celle de 1917. Les chiffres de la production pour toute la Russie sont les suivants :

	CWTS
1914-1915	38.788.000
1915-1916	35.867.000
1916-1917	26.432.000
1917-1918	20.572.000

Le seul rapport qui soit sûr pour l'année 1918-1919 fait supposer que la production du sucre tombera bien plus bas encore que le mauvais résultat de 1917-1918.

Le stock de bétail. — En ce qui concerne la quantité de bétail vivant existant actuellement en Russie, les Bolcheviks ont assuré que les stocks avaient augmenté sous leur régime; ils publient des statistiques pour soutenir leurs assertions. Quelque mauvaise

que pût être la condition de ces stocks lors de l'établissement du régime bolchevik, il est impossible qu'ils aient pu augmenter et même se maintenir. Les statistiques du Soviet doivent être considérées comme falsifiées ou mal représentées. Les autorités des Soviets ne donnent aucune explication sur les moyens d'alimentation de ces stocks ni comment l'augmentation a pu se produire en face des demandes si pressantes de ravitaillement des villes, et des prix élevés de la viande qui en résultaient.

Sommaire. — Il paraît évident que les conditions agricoles, en Ukraine, s'améliorent tout en étant soumises à des obstacles sérieux, sans cesse croissants, que présentent le manque de machines agricoles, l'insuffisance et les mauvaises conditions de transports, malgré l'insécurité de la situation intérieure. Le fait que la situation ukranienne ne soit pas plus mauvaise et ne se rapproche pas par conséquent de celle de la Russie des Bolcheviks et du Nord, doit être attribué à l'indépendance relative où l'Ukraine réussit à se maintenir par rapport à l'influence des Soviets.

Si, toutefois, les rapports sont exacts en ce qui concerne les empiétements successifs du territoire ukranien par le bolchevisme, les conditions du Nord de la Russie doivent s'y reproduire. Comme en temps normal la Russie du Sud nourrissait pratiquement celle du Nord, la quantité de céréales envoyée de Sibérie étant proportionnellement petite, la désorganisation dans ces provinces du Sud enlèverait tout espoir d'un soulagement immédiat dans la situation de la Russie du Nord, excepté en ce qui concerne les produits alimentaires qui peuvent être importés de l'étranger. On peut difficilement compter sur un secours immédiat venant des stocks sibériens à cause de la désorganisation des chemins de fer, et une période consi-

dérable doit se passer, même après la chute du régime bolchevik, avant que les approvisionnements sibériens puissent être envoyés en quantité en Russie.

On peut citer comme contraste entre la situation normale et les conséquences du contrôle bolchevik, le tableau de statistique comparée suivant; avant la guerre la question des grains était dans la situation suivante :

	TONNES
Production totale de l'Empire russe . .	64.500.000
Total du commerce intérieur de grains.	20.000.000
Consommation dans la région productrice	37.000.000
Total disponible pour l'exportation . .	7.500.000

Situation des grains au commencement de 1918.

Production totale de la Russie d'Europe.	43.500.000
Production totale de la Sibérie russe . .	8.000.000
Production totale de l'Empire russe . .	51.500.000
Consommation dans la région productrice	37.000.000
Les districts de la Russie du Nord et de la Finlande ne se suffisant pas à eux-mêmes exigent	18.000.000
Total disponible pour l'exportation. . .	nul
Déficit dans l'approvisionnement. . .	4.500.000

Ce qui précède est basé sur la ration normale (le Gouvernement l'estime à 2 livres par homme et par jour).

Les estimations du ministère du Ravitaillement, en 1917, exigeaient un minimum de :

	TONNES par mois
Pour l'armée	645.000
Pour la population civile . .	484.000
Total minimum	1.129.000

L'approvisionnement disponible existant en 1917 a été moins de 50 % de ce total. Il doit être rappelé que ces approvisionnements dépendaient essentiellement de la disponibilité des grains de l'Ukraine. On peut mentionner que le gouvernement de Samara qui, normalement, donnait de 800.000 à 900.000 tonnes de grains à la Russie, a été obligé de demander secours du dehors en 1917. Tel était l'état d'affaires il y a un an; les conditions ont beaucoup empiré depuis et même l'Ukraine, d'après les dernières informations, manque de grains pour les semailles du printemps; le seul gouvernement se rapprochant des conditions normales est celui du Kouban.

Transports. — *Généralités.* — Sans transports suffisants, le régime bolchevik est condamné; il semble avoir compris dès le début l'importance d'obtenir le contrôle des chemins de fer, quoique jusqu'à présent les Bolcheviks ont à soutenir une lourde bataille pour maintenir leur domination, ainsi qu'en témoigne la réception hostile faite à Radek lorsque celui-ci essaya de s'adresser au Comité exécutif de Vologda de l'Union des cheminots.

Transports par chemin de fer. — Le personnel des chemins de fer résista au bolchevisme plus que toute autre branche ouvrière russe. Ceci s'applique principalement au personnel roulant, les équipes de réparations et d'ateliers ayant été contaminées dès les pre-

miers jours. L'Union des employés de chemins de fer « Veksel » a combattu vigoureusement, aux premiers jours, la politique extrémiste, mais les Bolcheviks réussirent à remplacer, grâce à une propagande adroite, les membres du Comité exécutif par des hommes favorisant leur point de vue. Les employés subalternes et les cheminots de la ligne de Nicolas, de Petrograd à Ekaterinbourg sont anti-Bolcheviks, mais ils sont obligés de dissimuler leurs opinions. Un arrêt complet a été atteint à Moscou, en décembre 1917, à la suite des divergences politiques entre les différentes sous-unions des employés de chemins de fer, laissant des milliers de wagons d'approvisionnement non déchargés. L'ordre fut rétabli par un officier anglais qui entreprit de tout organiser, en se mettant de lui-même à la tête, pour quelque temps. On peut citer, comme exemple des conditions dans lesquelles étaient les chemins de fer en 1917, la décision prise par une commission extraordinaire de Petrograd, par suite de la crise alimentaire en Russie, qui fut de faire expédier 40 trains par jour sur la ligne transsibérienne, il n'y en avait alors que 12. Le mauvais état dans lequel était tombé le matériel roulant date du commencement de la guerre. Une amélioration momentanée fut obtenue par l'introduction du matériel américain; mais à la suite de négligences, les réparations courantes n'étant point faites, jusqu'à 37 % des locomotives américaines du Transsibérien étaient hors d'usage en février 1918. Ce pourcentage est probablement encore plus élevé en Russie d'Europe; on évaluait il y a six mois, en Ukraine, de 45 à 50 % le stock du matériel roulant nécessitant des réparations. Les pièces de rechange manquent, les ateliers ne peuvent répondre aux demandes, leur production étant diminuée par la réduction des heures de travail, la défense des heures supplémentaires, l'abolition du

travail à la pièce. Une des plus grandes difficultés provient du manque de charbon.

L'intervention des comités révolutionnaires dans l'administration des chemins de fer n'a pas seulement encouragé le désordre, mais il a aussi augmenté les dépenses. Dans la ligne Sud-Ouest, seule, il a été évalué que 16.000 employés superflus étaient payés au taux annuel de 46 millions de roubles, alors que pour la totalité du système ukranien, 200 millions par an étaient dépensés pour le personnel inutile. Dans ces conditions désastreuses, il est à prévoir que malgré les tarifs terriblement augmentés, les compagnies de chemins de fer travaillent à perte : le déficit prévu en 1918 pour l'Ukraine est de 800 millions.

Transports fluviaux. — En Russie, les transports fluviaux, surtout sur le Volga, étaient faits par une flotte importante de vapeurs et de péniches ; la vie économique russe étant en fait liée à celle du système des fleuves et canaux, le transport d'une grande partie des grains et de l'huile minérale, et pratiquement tout le transport des bois de construction se fait par eau. La nationalisation des bateaux et l'attitude extrémiste adoptée par de nombreux « Artels » (1) des équipages, des mariniers et débardeurs a amené une diminution grave des matières premières et des produits transportés. Le précieux moyen de communication fourni par le système des fleuves et canaux ne peut plus être avantageusement utilisé.

Avenir économique. — Les considérations exposées plus haut nous obligent à conclure que les moyens inaugurés par les Bolcheviks et les manières dont ils les ont appliqués, ne peuvent avoir qu'une seule fin : la

(1) Associations ouvrières.

banqueroute du Gouvernement et du pays. On peut être tenté de se demander comment les conditions actuelles ont pu durer aussi longtemps. Quoique le régime bolchevik doive se rapprocher de la débâcle, les richesses et les ressources naturelles du pays sont telles qu'il est possible que le pouvoir bolchevik continue encore. Aussi longtemps que le pays restera dans cet état, il sera privé de ses bénéfices commerciaux et industriels; le capital sera détruit. Les autres pays dépendant actuellement de la Russie pour les matières premières sont privés de ces ressources d'approvisionnement, et cela au moment où, le besoin de reconstructions et d'approvisionnement de pays européens se faisant sentir particulièrement, les produits de la Russie acquerraient une valeur toute particulière. Une grande partie des richesses actuelles et virtuelles russes n'est pas diminuée de valeur, alors que les circonstances en rendent l'exploitation impossible. Ceci ne peut cependant pas s'appliquer à l'agriculture : chaque mois, la situation devient plus mauvaise, plus pressante, de sorte que, le cas échéant, les grains seront utilisés pour la nourriture, les stocks d'animaux épuisés et les difficultés de restauration et de reconstruction de ce grand pays considérablement augmentées.

N° 61

Rapport d'une source sûre

(Télégramme.) Petrograd, le 21 mars 1919.

Les grèves de Poutiloff et des autres fabriques ont été l'événement principal de la semaine passée. Elles furent provoquées par des raisons d'ordre économique plutôt que politique. Le cri « Du pain ! » a été remplacé par le cri : « A bas Lenine ! »

Le soulèvement et les grèves sont dus en partie à la propagande des socialistes révolutionnaires. Dans les différentes fabriques, le bolchevisme n'a plus de prise, quoique dans quelques fabriques les comités essaient de le maintenir en vie. Ces comités sont principalement composés de communistes qui maintiennent leur pouvoir en manipulant les élections; ils introduisent même des étrangers afin d'obtenir une majorité pendant qu'ils terrorisent les ouvriers et les forcent à voter pour les candidats du Soviet. Les ouvriers considèrent maintenant les comités de fabriques comme des espions du Soviet et croient que leurs paroles sont répétées par des agents qui se disent être des socialistes révolutionnaires, et qui sont envoyés dans les fabriques pour dénoncer les soi-disant crimes d'opposition politique. Il est probable, pour cette raison, que les socialistes révolutionnaires aient eu moins à faire avec le soulèvement que les vrais ouvriers, quoique les Bolcheviks ne veuillent pas l'admettre. Le 10 mars, une réunion en masse fut tenue à l'usine Poutiloff. Dix mille ouvriers étaient présents, une résolution fut votée, avec seulement 22 voix d'opposition, qui appartenaient à des étrangers nullement attachés aux usines. Les extraits suivants montrent le contenu de la résolution :

« Nous, ouvriers de l'usine Poutiloff, déclarons aux classes ouvrières de Russie et du monde entier, que le Gouvernement bolchevik a trahi l'idéal élevé de la révolution d'octobre, qu'il trahit et trompe ainsi tous les ouvriers et paysans russes; que le Gouvernement bolchevik, agissant comme auparavant en notre nom, n'est pas une autorité du prolétariat et des paysans, mais une autorité et une dictature d'un Comité central du parti bolchevik, gouvernant par lui-même avec l'aide des commissions extraordinaires, des communistes et de la police.

« Nous protestons contre l'obligation imposée aux ouvriers de rester dans les fabriques et usines, et contre les tentatives de les priver de tous leurs droits élémentaires : liberté de presse, de parole, de réunion, inviolabilité personnelle. Nous demandons :

« 1° Le transfert immédiat de l'autorité à un soviet d'ouvriers et de paysans librement élu;

« 2° Le rétablissement immédiat de la liberté des élections aux fabriques et usines, casernes, bateaux, chemins de fer et partout ailleurs;

« 3° Le transfert de la direction entière aux ouvriers de l'Union professionnelle et leur mise en liberté;

« 4° Le transfert du ravitaillement aux sociétés coopératives ouvrières et paysannes;

« 5° L'armement général des ouvriers et des paysans;

« 6° La mise en liberté immédiate des membres du parti paysan socialiste révolutionnaire de gauche;

« 7° La mise en liberté immédiate de Marie Spiridonova. »

La lecture de cette résolution fut accueillie par les cris : « A bas la dictature! A bas les commissaires! Au tribunal les bourreaux et assassins bolcheviks! »

Le Gouvernement fit des démarches pour arrêter toute autre manifestation; tous ceux trouvés porteurs de la résolution étaient immédiatement arrêtés. Des promesses variées furent faites et de l'argent, sous forme de papier Kerensky, fut distribué par les Bolcheviks, mais les ouvriers refusèrent de se laisser calmer et incitèrent leurs camarades à la grève.

Le 15 mars, les usines du Baltic, Skorohod et des tramways se mirent en grève. La situation était si grave que Lenine vint de Moscou et essaya de calmer les ouvriers par des discours et par la promesse d'une ration supplémentaire de pain. Il promit également d'arrêter le trafic des voyageurs entre Petrograd et

Moscou pendant quatre semaines afin de faciliter le transport des approvisionnements. Ses propositions furent refusées et les ouvriers exigèrent sa démission. Zinovief et Lunacharsky, les seuls deux commissaires qui osaient s'adresser aux ouvriers, n'eurent pas meilleur succès. Zinovief fut accueilli par les cris : « A bas le Juif ! » et fut forcé de prendre la fuite. Lunacharsky n'obtint qu'avec grande difficulté d'être écouté et promit que les Bolcheviks donneraient leur démission si la majorité le désirait.

Le couplet suivant fut affiché sur les murs de Petrograd :

> A bas Lenine et la viande de cheval !
> Vive le Tsar et le porc !

Les délégués de la fabrique de Poutiloff demandèrent que la résolution du 10 mars fût publiée dans la *Commune du Nord*, mais cela leur fut refusé par les commissaires d'intérieur.

Le 16 mars, Torine incita les Bolcheviks à tuer les socialistes révolutionnaires; Zinovief amena à Petrograd nombre de matelots et soldats de l'armée rouge. Ces troupes étaient composées d'étrangers, surtout de Lettons et d'Allemands.

Il y eut, dans les deux jours suivants, 300 arrestations dans les fabriques : les leaders suspectés et les socialistes révolutionnaires furent exécutés en masse.

Quoique l'ordre soit en partie rétabli et de nombreux ouvriers forcés au travail par des menaces, ils sont encore irrités contre les Bolcheviks et demandent la liberté de la presse pour exprimer leurs plaintes.

APPENDICE

EXTRAITS DE LA PRESSE RUSSE

Extrait de la « Krasnaya Gazeta » (Organe de l'armée rouge) du 1er septembre 1918.

Un article intitulé « Sang pour sang » commence ainsi :

« Nous nous ferons des cœurs d'acier que nous tremperons au feu de la souffrance et avec le sang de ceux qui combattent pour la liberté. Nous rendrons nos cœurs cruels, durs et inébranlables, de manière qu'aucune pitié n'y ait accès et qu'ils ne frissonnent pas à la vue d'une mer de sang ennemi. Nous ouvrirons les digues de cette mer. Sans pitié, sans les épargner, nous tuerons nos ennemis par centaines. Que ce soient des milliers, qu'ils soient noyés dans leur propre sang. Que, pour le sang de Lenine et Uritsky, de Zinovief et Volodarsky, coulent des flots de sang des bourgeois — encore plus de sang, autant que possible. »

Extraits du « Journal officiel » (Izvestia). Septembre 1918.

Il n'y a que deux possibilités : la dictature de la bourgeoisie ou la dictature du prolétariat...

Le prolétariat répondra à l'attentat contre Lenine d'une manière qui fera frémir d'horreur toute la bourgeoisie.

Assassinat, à Petrograd, du commissaire Uritsky par Kannegisser, gentilhomme juif âgé de vingt-deux ans, étudiant, ancien junker (aspirant) de l'École d'artillerie. La *Krasnaya Gazeta* écrit :

« La bourgeoisie doit tout entière répondre de cet acte

de terreur... Des milliers de nos ennemis doivent payer la mort d'Uritsky... Nous devons donner une leçon sanglante à la bourgeoisie... Mort à la bourgeoisie. »

Attentat contre la vie de Lenine.

Proclamation lancée par la « Commission extraordinaire » et signée « Peters ».

La proclamation déclare que « la main criminelle d'un membre du parti socialiste-révolutionnaire, dirigé par les Anglo-Français, a osé tirer sur le chef de la classe ouvrière ». Ce crime aura pour réponse la « terreur en masse ». Malheur à ceux qui sont en travers du chemin de la classe ouvrière. Tous les représentants du capital seront envoyés aux travaux forcés et leurs biens confisqués. Les contre-révolutionnaires seront exterminés et écrasés sous le lourd marteau du prolétariat révolutionnaire. Petrovsky, commissaire de l'Intérieur, lance des circulaires par télégraphe, blâmant les Soviets locaux pour le nombre extraordinairement petit de répressions sérieuses et de gardes blancs et bourgeois fusillés. Ces méthodes «à la grand'mère» doivent immédiatement cesser. Tous les socialistes révolutionnaires de droite doivent être immédiatement arrêtés. Un grand nombre d'otages doit être pris parmi les membres de la bourgeoisie et parmi les anciens officiers. A la moindre tentative de résistance ou au plus faible mouvement dans les cercles de gardes blancs, les otages doivent être immédiatement fusillés en masse. Une manière d'agir indécisive et irrésolue de la part des Soviets locaux sera très sévèrement traitée.

Le Terrorisme.

Le Conseil des commissaires du peuple, ayant examiné le rapport du président de la Commission extraordinaire (1), trouva que dans les conditions actuelles, il était très nécessaire d'assurer contre tout danger l'arrière, au moyen de

(1) La Commission extraordinaire est responsable des procès et des exécutions et des exécutions sans procès. Leur ouvrage se fait parfois « in camer ».

la terreur. Pour renforcer et rendre plus systématique l'activité de la Commission extraordinaire, le plus grand nombre possible de camarades responsables du parti doivent être envoyés pour participer au travail de cette commission. La République des Soviets doit se protéger en envoyant tous ses ennemis de classe dans des camps de concentration. Toutes les personnes appartenant aux gardes blancs ou trempant dans des conspirations ou des révoltes doivent être fusillées. Leurs noms et les détails de leurs cas doivent être publiés.

(*Commune du Nord,* 9 septembre 1918.)

Tver, le 9 septembre. — La Commission extraordinaire a arrêté et envoyé dans les camps de concentration plus de 130 otages pris parmi la bourgeoisie. Les prisonniers comprennent des membres du parti cadet, des socialistes révolutionnaires de droite, des anciens officiers, des membres bien connus de la classe possédante et des membres de la police.

(*Commune du Nord,* 10 septembre 1918.)

Jaroslav, le 9 septembre. — Dans tout le gouvernement de Jaroslav, on a organisé un recensement très strict de la bourgeoisie et de ses partisans. Les éléments manifestement anti-soviétistes sont fusillés, les suspects internés dans les camps de concentration, les classes oisives soumises aux travaux forcés.

(*Commune du Nord,* 10 septembre 1918.)

Alkarsk, le 11 septembre. — Hier, la loi martiale fut proclamée dans la ville. Huit contre-révolutionnaires furent fusillés.

(*Commune du Nord,* 12 septembre 1918.)

Borisoglebsk, le 16 septembre. — Pour avoir tenté d'organiser un mouvement contre le pouvoir des Soviets, neuf contre-révolutionnaires locaux ont été fusillés, entre autres deux riches propriétaires fonciers, six marchands et le « roi du blé » local Vasilieff.

(*Commune du Nord,* 16 septembre, n° 106.)

Résolution votée par le Soviet du premier district de la ville de Petrograd.

...La réunion voit avec joie que la terreur en masse est appliquée aux gardes blancs et aux membres de la haute bourgeoisie, et déclare que chaque attentat à la vie d'un quelconque de nos chefs obtiendra, comme réponse du prolétariat, qu'on va fusiller non seulement des centaines comme maintenant, mais des milliers de gardes blancs, banquiers, propriétaires d'usine, cadets (constitutionnels démocrates) et socialistes révolutionnaires de droite.

(*Commune du Nord,* 18 septembre 1918.)

A Astrakhan, la Commission extraordinaire a fusillé dix socialistes révolutionnaires de droite impliqués dans un complot contre le pouvoir des Soviets. A Karamycheff, un prêtre nommé Lioubimoff et son diacre nommé Kvintil ont été fusillés pour agitation révolutionnaire contre le décret séparant l'Église de l'État et pour avoir lancé un appel invitant à renverser le pouvoir des Soviets. A Perm, en représailles du meurtre d'Uritsky et de l'attentat contre Lenine, 50 otages de la classe bourgeoise et des gardes blancs furent fusillés (on donne quelques noms). A Sebech, un prêtre nommé Kirkevitch a été fusillé pour avoir fait de la propagande contre-révolutionnaire et pour avoir dit des messes pour feu Nicolas Romanoff.

(*Commune du Nord,* 18 septembre 1918.)

Le télégramme suivant a été reçu de l'état-major du corps de cavalerie :

« Des arrestations supplémentaires ont eu lieu au sujet de l'affaire des anciens officiers et fonctionnaires des services civils impliqués dans la préparation d'un soulèvement à Vologda. Quand le complot fut découvert, ils s'enfuirent à Arkhangel et à Mourmansk. Les prisonniers furent arrêtés déguisés en paysans; tous avaient de faux papiers sur eux. Le service politique du corps a en sa possession des reçus de sommes d'argent fournies aux gens arrêtés,

par les Anglais, par l'intermédiaire du colonel Kourtenkoff. Par suite de cette affaire, quinze hommes ont été fusillés, des militaires pour la plupart. Parmi eux, il y avait le général Astachoff, l'ingénieur militaire Bodrovolsky, le capitaine Nikitine et deux socialistes révolutionnaires de gauche, Sudotine et Tourba. En outre, le chef du détachement expéditionnaire, le matelot Chimansky, qui ne s'est pas montré à la hauteur de la situation, a été aussi fusillé. »

(*Commune du Nord*, 19 septembre 1918.)

« Pour vaincre nos ennemis, nous devons avoir notre propre militarisme socialiste. Nous devons gagner à notre cause 90 millions sur les 100 millions de la population de la Russie gouvernée par les Soviets. Quant au reste, nous n'avons rien à leur dire, ils doivent être anéantis.

(Discours de Zinovief, publié dans la *Commune du Nord* du 19 septembre, nº 109.)

Le travail de la Commission extraordinaire est un travail très responsable et exige une grande maîtrise de soi-même de la part de ses membres. Ont-ils cette qualité? Malheureusement, je ne puis discuter ici si et jusqu'à quel point toutes les arrestations et exécutions faites par ordre de la Commission extraordinaire étaient réellement nécessaires. Sur ce point, les opinions diffèrent dans le parti. L'absence de la nécessaire maîtrise de soi-même fait qu'on se sent terrifié par « l'instruction » adressée par la Commission extraordinaire pan-russe aux commissions extraordinaires provinciales qui dit : « La Commission extraordinaire pan-russe est parfaitement indépendante en son travail, exécutant des perquisitions domiciliaires, des arrestations, des exécutions dont elle fait ensuite rapport au Conseil des commissaires du peuple et au Conseil exécutif central. De plus, les commissions extraordinaires de province et de district sont indépendantes en leur action et, quand cela leur est demandé par le Conseil exécutif local, lui présentent un rapport sur leur travail. En ce qui concerne les perquisitions domiciliaires et les arrestations, un rapport fait après coup peut permettre de corriger

certaines irrégularités commises par suite du manque de maîtrise de soi-même. On ne peut en dire autant des exécutions... On peut aussi voir d'après cette « instruction » que la sécurité personnelle est garantie jusqu'à un certain point seulement aux membres du Gouvernement, du Conseil exécutif central et des cons ils exécutifs locaux. A l'exception de ces quelques personnes, tous les membres des comités locaux du parti (bolchevik), des comités de contrôle et du Comité exécutif du parti peuvent être fusillés à n'importe quel moment, par l'ordre d'une Commission extraordinaire quelconque d'une petite ville de district, s'ils sont par hasard sur son territoire, et après on en fera un rapport.

(Extrait d'un article de M. Alminsky, *Pravda*, 8 octobre 1918.)

Le camarade Bokif a donné des détails sur l'action de la Commission de district de Petrograd après le départ de la Commission extraordinaire à Moscou. Le nombre total des gens arrêtés était de 6.220; 800 ont été fusillés.

(D'un rapport d'une réunion de la Commission extraordinaire, *Izvestia*, 19 octobre 1918, n° 228.)

Une révolte eut lieu dans le district de Kirsanoff. Les mutins crièrent : « A bas les Soviets. » Ils dispersèrent le Soviet et le Comité de pauvres local. La révolte fut réprimée par un détachement de troupes du Soviet. Six meneurs furent fusillés. On examine en ce moment cette affaire.

(*Izvestia*, 5 novembre 1918.)

Par ordre du Comité militaire révolutionnaire de Petrograd, plusieurs officiers ont été fusillés pour avoir répandu de fausses rumeurs : que l'autorité des Soviets a perdu la confiance du peuple. Tous les parents des officiers du 86e régiment d'infanterie (qui passa aux Blancs) furent fusillés.

(*Commune du Nord*, cité d'après *La Vie russe* de Helsingfors, 11 mars 1919.)

Mauvais traitements infligés à la bourgeoisie.

Orel. — Aujourd'hui, la bourgeoisie d'Orel commença les travaux forcés auxquels elle fut tenue.

Des groupes de bourgeois, obligés ainsi de travailler, débarrassent les rues et squares des détritus et de la boue.

(*Izvestia,* 19 octobre, n° 288.)

Tchembar. — La bourgeoisie, qu'on obligea aux travaux forcés, répare les pavés et les routes.

(*Pravda,* 6 octobre 1918.)

Si vous venez à Petrograd, vous verrez de nombreux bourgeois pavant la cour de Smolny... Je voudrais que vous puissiez voir comme ils déchargent bien le charbon au bord de la Néva et nettoient les baraquements.

(D'un discours de Zinovieff,
Pravda, 11 octobre, n° 219.)

Des troupes nombreuses, composées de bourgeois mobilisés, ont été envoyées au front pour creuser des tranchées.

(*Krasnaya Gazeta,* 16 octobre 1918.)

Un camp pour la bourgeoisie.

La Commission extraordinaire de district (Saransk) a organisé un camp de concentration pour la bourgeoisie et pour les koulaki (les marchands malhonnêtes, mot à mot les « poings »). Les devoirs des détenus consisteront à nettoyer la ville de Saransk. La subsistance du camp sera assurée aux frais de cette même bourgeoisie.

(*Krasnaya Gazeta* [Gazette rouge],
Petrograd, le 6 novembre 1918, n° 237.)

Désertions dans l'armée rouge.

La lutte contre les déserteurs. — Le *Goloss Krasnoarmeitsa* (Voix du *Garde Rouge*) du 2 février, publié à Yambourg par la 6e division d'infanterie légère, contient les déclarations suivantes :

« En vue des désertions en masse des hommes de l'armée

rouge et de la nécessité de mettre fin à l'agitation fomentée parmi eux par des citoyens qui les excitent contre l'autorité des Soviets et qui propagent des fausses rumeurs, causant de la panique dans l'armée et à l'arrière et qui aussi aident les déserteurs à se cacher, ces personnes qui sont en réalité des agents du capital anglo-français doivent être arrêtées et livrées au tribunal militaire révolutionnaire comme ennemis du Gouvernement des ouvriers et paysans.

« Tous les soviets des villes, des districts, des villages de la zone du front du district de Yambourg, sont avertis par le Soviet militaire de la division et par le Comité exécutif du district de Yambourg, de porter immédiatement à la connaissance du tribunal militaire révolutionnaire tous les cas de déserteurs de l'armée rouge qui vagabondent, d'arrêter toutes les personnes qui propagent de fausses rumeurs, d'arrêter les particuliers ou les hommes de l'armée rouge qui sont trouvés achetant ou vendant des armes ou des munitions et de disposer sur toutes les routes des gardes-barrières et des patrouilles pour arrêter les déserteurs. Le tribunal porte à la connaissance des hommes que le temps des mots et des exhortations est passé et que le temps est venu de s'appliquer consciencieusement à l'exécution des tâches imposées par la République des Soviets. L'aide portée pour cacher les déserteurs et la sollicitude mal placée qu'ont les paysans et ouvriers pour ceux-ci, favorisent la licence et l'indiscipline dans les rangs de l'armée rouge. Un déserteur n'a besoin ni de pain ni de refuge, mais d'une balle.

« Le pain et l'asile ne sont dus qu'à l'armée rouge du prolétariat.

« Le tribunal militaire révolutionnaire du front. »

Le Bolchevisme et la Social-Démocratie.

L'arrestation de la Conférence du travail. — Une lettre ouverte des délégués maintenus dans la prison de Taganka, à Moscou, à tous les citoyens :

« Nous, membres de la Conférence du Travail, représentants des organisations indépendantes de la classe ouvrière des diverses villes de Russie (Petrograd, Moscou, Toula,

Sormova, Kolomna, Koulebaki, Tver, Nijni-Novgorod, Vologda, Besjitsa, Orel, Votkinski, Zavod), arrêtés à notre deuxième réunion du 23 juillet, dans la «Salle de la Coopération», croyons de notre devoir de protester devant tous les citoyens de Russie, contre les faux et calomnieux récits publiés par la presse du Gouvernement bolchevik, les 27 et 28 juillet. Le Gouvernement bolchevik profite du fait qu'il a muselé toute la presse indépendante et que nous, membres de la Conférence du Travail, sommes enfermés dans des conditions incroyables. Notre conférence n'était pas « un complot contre-révolutionnaire organisé par des « gens aisés et intellectuels », mais une conférence publique de délégués des organisations de la classe ouvrière, conférence qui avait été connue et discutée par toute la presse, y compris celle des Bolcheviks, avant sa convocation.

« Les délégués ont été envoyés à la Conférence non par les Mencheviks ou socialistes révolutionnaires, comme le disent faussement les Bolcheviks dans l'*Izvestia*, qui veut tromper les ouvriers qui n'ont pas encore abandonné le Gouvernement, mais par les réunions de délégués d'usines et fabriques, qui ont été élus par des dizaines de mille électeurs. La base de représentation adoptée était d'un délégué pour 5.000 ouvriers. L'*Izvestia* va jusqu'à dire, sans pudeur, que les délégués des ouvriers de Toula, Polikarpoff et Pouchkine ont été élus par 60 ou 160 hommes, alors qu'ils avaient été élus par l'assemblée de Toula, comprenant les délégués élus par la majorité des ouvriers de Toula. Là où des organisations indépendantes d'ouvriers n'ont pu encore être mises sur pied, les délégués à la Conférence ont été élus par les grandes usines séparément.

« Ayant calomnieusement décrit les délégués comme des imposteurs qui ne représentent personne, l'*Izvestia*, avec l'insolence caractéristique des organes du régime tsariste, ne se gêna pas pour donner de fausses informations sur la nature des objets trouvés sur les délégués, en vue de ternir leur réputation. Ainsi, il rapporte que le camarade Berg a été trouvé en possession de 6.000 roubles. En fait, il n'avait que 590 roubles (à peu près 375 francs au cours actuel). L'*Izvestia* dit que le camarade de Leïkine avait 160 roubles, en fait il avait 1 rouble 65 kopeks;

l'*Izvestia* dit de plus qu'on trouva sur Leïkine les objets suivants : une bague, des diamants et une montre en or, alors que tous ses « bijoux » consistaient en une montre ordinaire en simili qui ne tenta pas même les gardiens de prison. Le Gouvernement bolchevik est obligé de recourir à ces mensonges éhontés et stupides pour justifier ces absurdes arrestations des délégués ouvriers qui ont osé montrer quelque indépendance et quelque initiative organisatrice.

« La Conférence des délégués ouvriers fut convoquée pour arrêter des dispositions en vue de la convocation d'un Congrès pan-russe du travail et avait tenu deux réunions. Le programme de la Conférence comprenait la discussion des sujets suivants : mesures contre la division dans le mouvement ouvrier; ce qui peut être fait pour concentrer ses forces et pour créer son organisation propre; mesures pour la convocation du Congrès pan-russe du travail. Mais le Gouvernement communiste, tout comme ses prédécesseurs tsaristes, ne tolère aucun symptôme de mouvement ouvrier indépendant parce que ce mouvement constitue un danger pour lui. Ce mouvement lui paraît être un résultat de la crise alimentaire et incapable de résoudre les problèmes d'État qui se présentent à lui, il recourt aux mesures de répression qu'il dirige contre les chefs du mouvement ouvrier. Les organisations de travailleurs sont soumises à des répressions inouïes. Vivent les organisations de la classe ouvrière! Vivent leur indépendance, leur initiative révolutionnaire et organisatrice. »

(s) A.-N. Smirnoff, ouvrier d'une cartoucherie, délégué de Petrograd; N.-N. Gliéboff, ouvrier de l'usine de Poutiloff; J.-S. Leïkine, délégué de l'Assemblée des délégués des ouvriers des districts de Nijni et de Vladimir; D.-V. Zakharoff, secrétaire d'une trade-union; D.-I. Zakharoff, de Sormovo; V.-I. Matveeff, de Sormovo; A.-A. Vezkalm, menuisier, membre du Comité exécutif du parti social-démocrate letton; J.-G. Volkoff, tourneur, membre du Comité exécutif de l'Union des Métallurgistes de Petrograd; A.-A. Tchinenkoff, de Nijni; S.-P. Polikarpoff, de Toula; N.-K. Borisenko, des usines de canalisation de Petrograd; V.-G. Tchirkine,

tourneur, membre du Conseil pan-russe des trade-unions; BERG, des usines électriques; D. SMIRNOFF, arsenal de Petrograd; Victor ALTER, délégué du Comité exécutif du Bund (parti socialiste juif); POUCHKINE, ouvrier de la manufacture d'armes portatives de Toula, etc.

(*L'Internationale des ouvriers*, organe du Comité de Petrograd du parti social-démocrate de Russie, 7 août 1918.)

La dictature illusoire du prolétariat se transforma bientôt en dictature du parti bolchevik qui attira à lui toute espèce d'aventuriers de caractère suspect et qui n'est soutenu que par la force brutale des baïonnettes mercenaires. Leur parodie du socialisme eut pour résultat la complète destruction de l'industrie russe, l'esclavage du pays, soumis au capital étranger, la destruction de toutes les organisations de classe du prolétariat, la suppression de toute liberté démocratique et de tous les organes vitaux d'un État démocratique, préparant ainsi le terrain pour une contre-révolution bourgeoise de la pire et la plus brutale espèce. Les Bolcheviks sont incapables de résoudre la question alimentaire et leur essai de corrompre le prolétariat, en organisant des expéditions dans les villages pour saisir les approvisionnements de pain, aura pour résultat de jeter les paysans dans les bras de la contre-révolution et de produire une haine durable contre les villes en général et le prolétariat en particulier.

En continuant la lutte contre la tyrannie bolchevique qui déshonore la révolution russe, la Social-Démocratie poursuit les buts suivants :

1° De rendre impossible à la masse ouvrière d'être obligée de verser son sang pour maintenir la parodie de la dictature des masses laborieuses ou la parodie de l'ordre socialiste qui toutes les deux sont condamnées à périr et cependant, tuent l'âme et le corps du prolétariat;

2° D'organiser la classe ouvrière en une force qui, unie aux autres forces démocratiques du pays, sera capable de secouer le joug du régime bolchevik, de défendre les conquêtes démocratiques de la révolution et de s'opposer à toute force réactionnaire qui voudrait pendre une pierre au cou de la démocratie russe.

Quarante délégués élus à une conférence, par les ouvriers de différentes villes, dans le but de prendre des mesures pour la convocation d'un Congrès du travail, ont été arrêtés et mis en jugement. Ils doivent être jugés par le tribunal suprême révolutionnaire créé pour condamner à mort, sans les garanties ordinaires d'un jugement loyal. Ils sont faussement et calomnieusement accusés d'avoir organisé un complot contre-révolutionnaire. Parmi les gens arrêtés, sont les artisans les plus en vue du mouvement ouvrier socialiste-démocrate, par exemple Abramovitch, membre du Comité exécutif central du parti social-démocrate ouvrier et du Bund, qui est personnellement connu de beaucoup de camarades étrangers; Smirnoff, membre de la délégation du Soviet aux pays occidentaux, l'année dernière; Vezkalm, membre du Comité exécutif du parti social-démocrate letton; Volkoff, président de l'Union des Sociétés coopératives ouvrières de Petrograd; Zakharoff, secrétaire de l'Union des travailleurs de l'industrie chimique de Petrograd, et d'autres chefs en vue du mouvement syndical et coopératif.

Nous demandons l'intervention immédiate de tous les partis socialistes pour faire opposition à ces agissements honteux et criminels.

(Protestation du parti social-démocrate ouvrier et du parti socialiste juif, envoyée à tous les Comités exécutifs de tous les partis socialistes d'Europe et d'Amérique, août 1918.)

La Commission extraordinaire de l'Union des communes du Nord, à un meeting du 22 octobre, examinait les cas judiciaires en rapport avec la mutinerie des matelots du 14 octobre. Il a été établi que le mouvement a été organisé par le Comité des socialistes révolutionnaires de gauche de Petrograd, la résolution votée par les matelots de la 2e escadre de la Baltique étant tramée avec l'assistance des membres dudit Comité, approuvée par la Conférence du parti qui envoya ses congratulations aux matelots. De plus, la résolution a été imprimée sur une machine rotative dans les locaux dudit Comité, qui a délégué des agitateurs de leur parti à l'assemblée des matelots. A la tête de l'organisation

se trouvaient treize personnes. Deux s'échappèrent. Toutes les autres ont été condamnées par la Commission extraordinaire à être fusillées.

(*Izvestia,* 31 octobre 1918.)

Par décision de la Commission extraordinaire, le socialiste révolutionnaire Firsof a été fusillé. Firsof a été exécuté pour avoir écrit et distribué des proclamations dans lesquelles les socialistes révolutionnaires invitaient les ouvriers à se rallier au gouvernement d'Arkhangel.

(*Commune du Nord,* 18 septembre 1918.)

La Commission extraordinaire de province a arrêté les chefs de l'organisation locale des socialistes révolutionnaires de gauche et de droite pour la propagation des proclamations. En connexion avec la découverte du complot, quelques socialistes révolutionnaires de gauche ont été arrêtés à Moscou.

Une agitation a été fomentée dans l'armée rouge pour renverser les autorités du Soviet. Des proclamations ont été distribuées, appelant à la lutte contre les autorités du Soviet, à l'organisation immédiate de comités et à l'encouragement, par l'intermédiaire de chefs choisis, d'une campagne de terreur contre Trotsky et d'autres chefs éminents du parti communiste.

L'agitation et les proclamations ont été sans succès.

Le responsable, un ouvrier du commissariat des vivres de Kaluga, le socialiste révolutionnaire de gauche Prigalin, a été arrêté.

Une ébauche de proclamation, au nom du parti, faisant un appel pour renverser les Bolcheviks et pour l'établissement d'une coalition sans les Bolcheviks, a été trouvée sur lui.

(Radio russe du 22 février 1919.)

Le tribunal s'occupant de Mme Spiridonova (le chef du parti social-révolutionnaire qui a été récemment arrêtée sous l'inculpation de conspiration contre l'autorité du Soviet) a décidé que vu l'état mental anormal de l'accusée, elle serait isolée de toute action politique et sociale durant un an.

Mme Spiridonova doit être détenue dans un sanatorium où il lui sera permis de se distraire et de faire du travail intellectuel.

(Radio russe du 26 février 1919.)

Ne soyez pas comme les « anciens maîtres ».

Dans un des numéros du dimanche de la *Krasnaya Gazeta*, il y avait un article du camarade Kuznetzof, sous le titre « Le onzième ». Dans cet article, il rappelait avec quelle arrogance, de quelle manière épouvantable les anciens maîtres se conduisaient vis-à-vis des ouvriers. Oui, camarade Kuznetzof, c'est désagréable et humiliant de se rappeler de cette haute bourgeoisie, mais c'est même plus désagréable et humiliant de rencontrer la même espèce d' « anciens maîtres » à présent. Je connais beaucoup de camarades qui occupent des postes responsables dans les unions et comités, et quand il vous arrive de s'adresser à eux pour quelque renseignement ou quelque requête, ils ne sont pas meilleurs que les maîtres de l'ancien régime : ils répondent ou bien avec grossièreté et arrogance ou ne répondent pas du tout.

Il est humiliant de voir cela à présent. Et je dis à de tels camarades : « Ne soyez pas, si je peux m'exprimer ainsi, comme les « anciens maîtres ». Allez à la rencontre des opprimés et des pauvres. Persévérez dans cet esprit, et seulement alors intitulez-vous communistes et protecteurs de l'ouvrier. Bas les mains, tous ceux qui n'agissent pas comme ils parlent ! »

(Lettre d'un ouvrier. *Krasnaya Gazeta* [Gazette rouge], Petrograd, le 29 octobre 1918, nº 230.)

Les Bolcheviks et la Presse.

La suppression du journal « Mir » (paix). — En accord avec la décision publiée dans l'*Izvestia*, le 27 juillet, nº 159, le Département de la Presse autorise les publications périodiques acceptant le programme des Soviets. En autorisant ces publications, le Département de la Presse tient compte des stocks de papier disponibles, du besoin que la population pouvait avoir du périodique proposé, et

aussi de la nécessité de procurer du travail aux typographes et imprimeurs. C'est ainsi que la permission fut accordée de publier le journal *Mir*, surtout, par suite de la déclaration de l'éditeur que le journal était destiné à répandre des idées pacifistes. Actuellement, les besoins de la population de la République fédérative socialiste, en fait d'informations quotidiennes, sont suffisamment satisfaits par les publications des Soviets; le travail des typographes est assuré par les journaux des Soviets, une crise du papier approche. Le Département de la Presse considère donc qu'il est impossible de permettre dorénavant la publication du journal *Mir*, et a décidé la suppression définitive de ce journal.

(*Izvestia*, 17 octobre 1918, n° 226.)

Le Comité central exécutif a confirmé la décision d'interdire le journal *Vsegda Vperyod*, parce que ses invitations à cesser la guerre civile paraissent une trahison envers la classe ouvrière.

(Radio russe du 26 février 1919.)

Achat obligatoire des journaux.

Aux Comités de misère des logements.

Le 20 juillet de cette année, fut publié le règlement obligatoire n° 27 disant que : « Tout comité de maison de la ville de Petrograd et des autres villes, faisant partie de la commune du Nord, est obligé de s'abonner, en payant, à un exemplaire du journal *La Commune du Nord*, organe officiel du Soviet de la région du Nord.

Le journal doit être remis à tout habitant de la maison sur sa demande.

Président de l'Union
des Communes de la région du Nord,
Gr. Zinoviev.

Commissaire de la Presse,
N. Kouzmine.

Néanmoins, jusqu'à présent, la majorité des maisons, habitées surtout par la bourgeoisie, n'exécutent pas le règle-

ment ci-dessus et la population laborieuse de ces maisons est privée de la possibilité de recevoir la *Commune du Nord* dans les comités de maison.

Par conséquent, le bureau de publication de la *Commune du Nord* informe tous les comités de maison qu'il a entrepris, par des émissaires spéciaux, le contrôle de l'exécution du règlement obligatoire 27 par les comités de maison et que tout comité qui ne pourra produire un reçu de souscription au journal *La Commune du Nord,* sera immédiatement appelé à rendre des comptes sévères pour la violation de ce règlement obligatoire.

Les souscriptions sont reçues dans le bureau principal et les succursales de la *Commune du Nord* quotidiennement, de 10 à 4 heures, sauf les dimanches et jours de fêtes.

(*Commune du Nord,* Petrograd, 10 novembre 1918, n° 150.)

Liberté de parole.

On a jugé au tribunal populaire de Moscou, le prêtre Filimonoff, accusé de répandre le livre *Qui nous gouverne?*

Dans ce livre, l'auteur diffamait le Gouvernement des Soviets. La cour l'a condamné à dix ans de travaux forcés.

(*Krasnaia Gazeta* [la Gazette rouge],
Petrograd, 10 octobre 1918, n° 214.)

Décret sur la liberté d'association et les réunions publiques.

1° Toutes les sociétés, unions et associations — politiques, économiques, artistiques, religieuses, etc., — formées sur le territoire de l'Union de la commune de la région du Nord, doivent être enregistrées par les Soviets ou les comités de misère des villages correspondants;

2° La constitution de l'Union ou de la Société, une liste des fondateurs et des membres du Comité, avec les noms et les adresses, et une liste de tous les membres, avec leurs noms et leurs adresses, doivent être fournies pour être enregistrées;

3° Tous les livres, procès-verbaux des séances, etc., doivent toujours être à la disposition du pouvoir des Soviets dans des buts de revision;

4° Trois jours de préavis doivent être donnés au Soviet

ou au Comité de misère du village, pour toutes les réunions publiques ou privées;

5° Toutes les réunions doivent être ouvertes aux représentants du pouvoir des Soviets, c'est-à-dire les représentants du Soviet central et du Soviet de district, le Comité de misère, et la Kommandantur de la police secrète révolutionnaire (Okhrana);

6° Les unions et les sociétés qui ne se conforment pas à ce règlement seront considérées comme des organisations contre-révolutionnaires et poursuivies.

(*Commune du Nord*, 13 septembre 1918, n° 103.)

Conditions économiques.

a) Salaires

L'augmentation des salaires. — Dans le dernier numéro du journal *Narodnoyé Khosiastro* (L'Économie nationale), on donne les chiffres de la progression des salaires en Russie, de 1908 à 1918.

En général, les salaires ont augmenté, au cours de ces dix années, de 1.200 à 1.300 %.

L'augmentation la plus grande a eu lieu dans l'industrie textile où elle atteint 1.736 %. Dans l'industrie du cuir, les salaires ont augmenté, pendant la même période, de 1.501 %; dans les impressions en couleur, de 1.440 %; dans la papeterie, de 1.434 %; dans la métallurgie et les bois, de 1.004 %; dans l'industrie chimique, de 1.069 %, et dans les produits alimentaires, de 1.286 %.

Il est nécessaire de remarquer que les plus grands changements ont eu lieu dans les branches de l'industrie qui avaient les salaires les plus bas, dans les années précédentes, par exemple, l'industrie textile. A cet égard, les salaires des femmes ont augmenté beaucoup plus que ceux des hommes. Dans l'industrie du cuir, ils ont atteint une augmentation de 2.500, dans l'industrie textile, de 2.127 %.

(*Pravda*, Moscou, 24 octobre 1918, n° 230.)

b) Les vivres

Ce qu'ils peuvent obtenir avec leurs salaires augmentés :

La ration de pain. — Le commissaire à alimentation de

la commune ouvrière de Petrograd porte à la connaissance du public que le vendredi, samedi, dimanche et lundi, pendant quatre jours, les produits suivants seront délivrés sur présentation de la carte de pain et suivant chaque catégorie :

1re catégorie : 1 livre (russe) de pain, 3 livres de pommes de terre.

2e catégorie : 1 demi-livre de pain, 2 livres de pommes de terre.

3e catégorie : un quart de livre de pain, 1 livre de pommes de terre.

4e catégorie : 1 demi-livre de pommes de terre.

(*Vooroujony Narod* [le Peuple en armes], Petrograd, 9 octobre 1918, nº 11.)

Rations pour le mois d'octobre. — Le 2e coupon libre sera utilisable pour le mois d'octobre, donnant droit aux produits suivants :

1re catégorie : 1 livre de poisson frais, un quart de livre de poireaux.

2e catégorie : 2 harengs, un quart de livre de poireaux.

(*Krasnaya Gazeta* [la Gazette rouge], 10 octobre 1918, nº 214.)

Population de Petrograd. — La population continue constamment à décroître. D'après les statistiques fournies par le bureau statistique du Commissariat de l'alimentation, il y avait, au début du mois d'octobre : 1.120.354 cartes d'alimentation distribuées à la population : 308.156 cartes de la 1re catégorie; 424.558 de la 2e; 85.691 de la 3e et 1.669 de la 4e.

(*Krasnaya Gazeta,* Petrograd, 16 octobre 1918, nº 219.)

Ration de légumes pour le mois d'octobre. — Grâce à l'accroissement d'arrivages de légumes à Petrograd pendant le mois d'octobre, le 3e coupon libre des cartes d'alimentation donnera droit, suivant les catégories :

1re catégorie : à 3 livres de choux et 1 livre d'oignons.

2e catégorie : à 2 livres de choux et 1 livre d'oignons.

Pour des raisons techniques, les végétaux seront livrés suivant leur arrivage dans les magasins du commissariat et non simultanément dans tous les districts.

Le Commissariat à l'alimentation. — Le commissariat à l'alimentation de la commune des travailleurs de Petrograd informe la population qu'au mois de février les adultes et enfants de tout âge pourront recevoir sur présentation de leur carte d'alimentation (coupon 14) :

1re catégorie : 1 livre de sucre en poudre.
2e catégorie : 1 demi-livre de sucre en poudre.

(*Severnaya Communa,* Petrograd, 6 février 1919.)

Ostachkof. — En conséquence d'une absence complète de gruau, farine blanche et laitages, les enfants souffrent terriblement; la mortalité est élevée.

(*Izvestia,* 2 novembre, nº 240.)

c) État sanitaire

Dans les districts du Gouvernement de Vialka, la grippe espagnole fait rage. Il n'y a pas de médecins ni de médicaments. La population, effrayée par la grande mortalité, demande du secours. Il y a une épidémie de grippe dans la volost de Sitnir; 200 sont morts. De bons agitateurs sont nécessaires d'une façon urgente.

Maladies : typhus exanthématique. — La semaine passée, il y avait 967 cas de typhus exanthématique enregistrés à Petrograd; 820, la semaine précédente.

(*Izvestia,* Moscou, 4 février 1919, nº 28 [580].)

D'une analyse de la *Krasnaya Gazeta* (Gazette rouge), Petrograd, nous tirons les faits suivants :

Dans le numéro du 10 octobre 1918, il y a 39 annonces, dont 23 ont trait au traitement de la syphilis.

Dans 36 annonces du 16 octobre, 18 ont trait à la syphilis.

Des 42 annonces du 6 novembre, 25 ont trait à la syphilis et autres maladies vénériennes.

d) Réquisitions

A une séance plénière du Conseil des députés ouvriers de la ville, en rapport avec les événements en Allemagne, on a voté l'envoi d'une adresse au prolétariat

allemand et une promesse d'être prêt à envoyer des armes et des aliments.

En vue de ceci et du fait que cette question se rattache inévitablement à la sécurité de notre armée rouge, le Conseil a décidé de prendre la mesure de réquisitionner des vêtements chauds appartenant à la bourgeoisie pour les donner à l'armée rouge.

(*Krasnaya Gazeta*, Petrograd, 11 octobre 1918, nº 215.)

La collection des vêtements chauds, sans l'amende de 1.000 roubles, a été prolongée jusqu'au 20 octobre inclusivement.

(*Krasnaya Gazeta*, Petrograd, 16 octobre 1918, nº 219.)

e) Travail forcé

Travail forcé pour les colporteurs, cochers de fiacre, etc. — D'ici quelques jours, on enregistrera tous les colporteurs, cochers de fiacre et personnes des deux sexes sans emploi.

Toutes ces personnes seront appelées à faire des travaux urgents nécessités par des conditions spéciales.

(*Krasnaya Gazeta*, Petrograd, 2 novembre 1918, nº 234.)

Le Comité central du parti révolutionnaire communiste informe toutes les organisations du parti que tous les ouvriers responsables, Ukraniens, Lettons, Blancs Russiens et camarades d'autres nationalités, ne seront libérés de leur travail sur place, et rapatriés que par permission du Comité central.

Tous les travailleurs secondaires seront libérés par la permission des organisations locales, si leur départ n'entraîne pas une désorganisation du travail local.

(Radio russe du 5 février 1919.)

TABLE DES MATIÈRES

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT, NANCY-PARIS-STRASBOURG



UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 15 25 05 06 007 3